

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union – Discipline – Travail

République de Côte d'Ivoire Ministère de  
L'Équipement et de L'Entretien Routier

Maitre d'Ouvrage Délégué :



Entreprise :



CONSULTING SECURITE INDUSTRIELLE

**Etude d'Impact Environnemental et  
Social du projet d'aménagement et de  
bitumage de l'axe routier Yabayo – Buyo  
et de renforcement de la traversée de  
Soubré**

**RAPPORT PROVISOIRE MAI 2025**





## TABLE DES MATIERES

---

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	vi
LISTE DES FIGURES .....	viii
LISTE DES PHOTOS.....	ix
LISTE DES PLANCHES.....	ix
LISTE DES TABLEAUX .....	x
RESUME EXECUTIF.....	xii
<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>22</b>
1.1. Contexte et Justification de l'étude.....	23
1.2. Objectifs de l'étude .....	23
1.3. Portée de l'étude.....	24
1.4. Approche méthodologique.....	24
<b>2 DESCRIPTION DU PROJET.....</b>	<b>26</b>
2.1 Présentation du Promoteur du projet.....	27
2.1.1 Brève présentation de l'AGEROUTE.....	27
2.1.2 Brève présentation de LA ROUTE AFRICAINE (LRA).....	27
2.2 Localisation du projet.....	28
2.3 Justification du projet.....	29
2.4 Consistance du projet.....	30
2.5 Description des travaux.....	30
2.5.1 Les terrassements généraux.....	30
2.5.2 Ouvrages d'assainissement et de drainage .....	31
2.5.3 Chaussées.....	31
2.5.4 Signalisation.....	31
2.6 Phase des activités du projet aux fins de l'analyse des impacts .....	32
2.7 Alternatives prises en considération.....	33
<b>3 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....</b>	<b>35</b>
3.1 Cadre politique .....	36
3.1.1 Plan National de Développement (PND).....	36
3.1.2 Plan National de Développement du Réseau routier (PNDR 2016-2025).....	36
3.1.3 Politique en matière de promotion du genre.....	37

3.1.4	Politique en matière environnementale et du développement durable.....	37
3.1.5	Politique en matière de lutte contre la pollution des gaz à effet de serre et pollution de l'air	39
3.1.6	Politique Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) .....	39
3.1.7	Politique Nationale de l'Eau.....	40
3.1.8	Politique d'assainissement.....	40
3.1.9	Politique forestière .....	41
3.1.10	Politique de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes .....	42
3.1.11	Politique de décentralisation .....	42
3.2	Cadre juridique national relatif au projet.....	43
3.2.1	Conventions signées et ratifiées par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet.....	70
3.3	Cadre institutionnel intéressé par la mise en œuvre du projet.....	72
4	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	77
4.1	Description générale de l'environnement biophysique de la zone du projet.....	78
4.1.1	Environnement physique .....	79
4.1.2	Description de l'environnement initial biologique de référence .....	87
4.2	Description générale de l'environnement humain de la zone du projet .....	96
4.2.1	Caractéristiques socio-économiques des départements dans la zone du projet .....	96
4.2.2	Caractéristiques socio-économiques des localités traversées par le projet .....	101
4.3	Résultats de l'enquête socio-économique sur les biens et personnes impactés par le projet ..	112
4.3.1	Recensement des biens et Personnes affectées par le projet .....	112
4.3.2	Répartition des biens affectées par le projet par Sous-Préfecture.....	112
4.3.3	Répartition des biens impactés par Département.....	114
5	IDENTIFICATION, ANALYSE ET EVALUATION DE L'IMPORTANCE DES IMPACTS INDUITS PAR LE PROJET .....	115
5.1	Approche méthodologique.....	116
5.2	Identification des impacts potentiels du projet sur l'environnement .....	118
5.3	Analyse des impacts potentiels du projet sur l'environnement des départements de Soubré et Buyo	120
5.3.1	Analyse des impacts positifs du projet .....	120
5.3.2	Analyse des impacts négatifs du projet .....	122
5.4	Evaluation de l'importance des impacts du projet sur l'environnement .....	127

5.4.1	Evaluation de l'importance des impacts positifs du projet .....	127
5.4.2	Evaluation de l'importance des impacts négatifs du projet .....	129
<b>6</b>	<b>MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>132</b>
6.1	Mesures de bonification des impacts positifs.....	133
6.2	Mesures générales préalables au démarrage des travaux.....	134
6.2.1	Mesures pour la protection de l'environnement.....	134
6.2.2	Le Plan d'installation du chantier .....	135
6.2.3	Choix et organisation du site d'installation de la base de l'entreprise .....	136
6.2.4	Mesures relatives à l'installation du chantier.....	138
6.2.5	Choix et conditions de gestion des sites d'emprunt et carrières .....	138
6.2.6	Choix et conditions de gestion des sites de dépôt .....	139
6.2.7	Choix des sites de prélèvement de l'eau pour le besoin des travaux .....	140
6.2.8	Mesures pour la sécurité, information de la population et organisation du trafic sur la route 140	
6.2.9	Conditions de recrutement du personnel local.....	141
6.3	Mesures pendant la phase de préparation des sites.....	143
6.3.1	Mesures d'atténuation pour le milieu biophysique .....	143
6.3.2	Mesures pour le milieu humain .....	144
6.4	Mesures pendant la phase des travaux.....	147
6.4.1	Mesures relatives au milieu physique.....	147
6.4.2	Mesures relatives au milieu biologique.....	152
6.4.3	Mesures relatives au milieu humain.....	152
6.5	Mesures relatives à la phase d'exploitation.....	157
6.5.1	Mesures relatives au milieu physique.....	157
6.5.2	Mesures relatives au milieu humain.....	157
<b>7</b>	<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE .....</b>	<b>160</b>
7.1	Étape 1: Identification des activités à mener dans le cadre du projet .....	161
7.2	Étape 2 : Identification des sources de production de GES des différentes activités.....	162
7.3	Étape 3: Identification des types de GES associés aux sources.....	162
7.4	Étape 4: Quantification des émissions de GES.....	163
7.5	Étape 5: Identification les postes d'émissions significatifs .....	165
7.6	Étape 6: Établir un plan d'action de réduction des émissions .....	165



7.7	Étape 7: Synthèse de la démarche .....	166
<b>8</b>	<b>GESTION DES RISQUES ET ACCIDENTS.....</b>	<b>168</b>
8.1	IDENTIFICATION DES RISQUES LIES AU PROJET .....	169
8.1.1	Vulnérabilité identifiée .....	169
8.1.2	Risques inhérents aux différentes phases du projet.....	169
8.2	MESURES DE PREVENTION POUR ASSURER LA SECURITE SUR LES SITES ET INSTALLATIONS 174	
8.2.1	POLITIQUE DE LE PROMOTEUR EN MATIERE DE SECURITE .....	174
8.2.2	PRINCIPES GENERAUX DE LA PREVENTION .....	174
8.2.3	MESURES DE SECURITE EN PHASE CONSTRUCTION .....	175
8.2.4	MESURES DE SECURITE EN PHASE D'EXPLOITATION .....	186
8.3	REPONSES AUX SITUATIONS D'URGENCE .....	194
8.3.1	EXIGENCES MINIMUMS .....	194
8.3.2	REACTION EN CAS D'ACCIDENTS.....	196
8.3.3	PLAN D'OPERATION INTERNE .....	196
8.3.4	Exercice de mise en œuvre du POI .....	197
<b>9</b>	<b>PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES) .....</b>	<b>199</b>
9.1	Approche méthodologique.....	200
9.2	Processus de mise en œuvre du PGES et responsabilités des intervenants .....	200
9.2.1	Processus de mise en œuvre du PGES.....	201
9.2.2	Responsabilités dans la mise en œuvre du PGES .....	201
9.2.3	Procédures de suivi et de surveillance de la mise en œuvre du PGES .....	204
9.3	Exécution des activités du PGES.....	205
9.3.1	Programme de suivi/surveillance de la qualité de l'air .....	205
9.3.2	Programme de suivi/surveillance de la qualité du climat sonore .....	206
9.3.3	Programme de suivi/surveillance de la Gestion des Déchets.....	206
9.3.4	Programme de suivi/surveillance des risques et dangers .....	206
9.3.5	Programme de renforcement des capacités.....	207
9.4	Estimation des coûts du PGES .....	207
9.5	Matrice de synthèse du PGES.....	209
9.5.1	Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase de Pré-construction et construction .....	209
9.5.2	Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase d'exploitation .....	215

9.6	Mécanisme de gestion des plaintes .....	216
9.6.1	Objectifs et présentation d'ensemble .....	216
9.6.2	Types de plaintes et conflits à traiter .....	216
9.6.3	Mécanisme de résolution .....	217
10	PARTICIPATION PUBLIQUE.....	219
10.1	Objectifs de l'information et de la consultation publique .....	220
10.2	Dispositions réglementaires de la participation publique en Côte d'Ivoire.....	220
10.3	Activités de consultation réalisées dans le cadre de la présente EIES .....	221
10.3.1	Approche méthodologique d'information et de consultation du public.....	221
10.3.2	Activités d'information et de consultation du public .....	223
10.3.3	Résultats des rencontres individuelles pour recueillir les avis sur le projet.....	224
10.3.4	Résultats des consultations communautaires .....	229
10.3.5	Résultats des séances d'informations et consultations publiques .....	229
10.3.6	Documentation et restitution des résultats des activités de consultation.....	235
10.4	Recommandations .....	235
	CONCLUSION.....	236
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE.....	238
	ANNEXES .....	242
	Annexe 1 A : Procès-Verbal de consultation publique de Soubré .....	244
	Annexe 1 B : Procès-Verbal de consultation publique de Buyo .....	249
	Annexe 2 : Liste de présence des réunions d'information (consultations publiques et rencontres communautaires) .....	254
	Annexe 3 : Compte rendu des Focus Groupes (rencontres communautaires .....	305
	Annexe 4 : Fiche de recueil d'avis renseignés.....	326
	Annexe 5 : Termes de Références de l'étude.....	366

## SIGLES ET ABREVIATIONS

---

ACD :	Arrêté de Concession Définitive
AGR :	Activité Génératrice de Revenu
AGEROUTE :	Agence de Gestion des Routes
ANASUR :	Agence Nationale de la Salubrité Urbaine
ANDE :	Agence Nationale De l'Environnement
BT :	Basse Tension
BM :	Banque Mondiale
CCNUCC :	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEAO :	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CHR :	Centre Hospitalier Régional
CIEHS :	Comité Interentreprises en matière d'Hygiène et Sécurité
CSST :	Comité Santé Sécurité au Travail
CGES :	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CIAPOL :	Centre Ivoirien D'Antipollution
CIE :	Compagnie ivoirienne d'Electricité
CIES :	Constat d'Impact Environnemental et Social
CPR :	Cadre de Politique de Réinstallation
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CSI :	Consulting Sécurité Industrielle
DAD :	Direction de l'Assainissement et du Drainage
DEVRS :	développement durable et de la direction de l'économie verte et de la responsabilité sociétale
DGDDL :	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement local
DGE :	Direction Générale de l'Environnement
DITE :	direction des infrastructures et des technologies environnementales
DTET :	Direction des Transports de l'Énergie et des Télécommunications
DPS :	direction des politiques et stratégies
DQEPR :	Direction de la Qualité de l'Environnement et des Préventions des Risques
EIE :	Etude d'Impact Environnemental
EIES :	Etude d'Impact Environnemental et Social
EnR :	Énergie Renouvelable
EP :	Eclairage Publique
EPI :	Equipement de Protection Individuel
EPP :	Ecole Primaire Publique



ERC :	Examen des Risques Climatiques
UE :	Union Européenne
FED :	Fonds Européen de Développement
FM :	Modulation de Fréquence
GES :	Gaz à Effets de Serre
GSM :	Groupe Spécial Mobile
hPa :	hecto Pascals
HTA :	Moyenne Tension
HSE :	Hygiène Sécurité Environnement
HTB :	Haute Tension
INHP :	Institut National de l'Hygiène Publique
LRA :	La Route Africaine
MINEDDTE:	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et de la Transition Ecologique
NIE :	Notice des Incidences sur l'Environnement
ODD :	Objectifs du Développement Durable
ONAD :	Office National de l'Assainissement et du Drainage
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONPC :	L'Office Nationale de la Protection Civile
ORL :	Otorhinolaryngologie
PEPT :	Programme d'Electricité Pour Tous
PNAE :	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNE :	Politique Nationale de l'Environnement
PND :	Plan National de Développement
PNDS :	Plan National de Développement Sanitaire
POI :	Plan d'Opération Interne
PRONER :	Programme National d'Electrification Rural
PTOM :	Pays et Territoires d'Outre-Mer
REX :	Retour d'Expérience
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIIC :	service chargé de l'inspection des installations classées
SOGPE :	Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité
SOPIE :	Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité
UTE :	Union Technique d'Electricité
TDR :	Termes De Reference

## LISTE DES FIGURES

---

<i>Figure 1 : Localisation de la zone du projet</i> .....	xiv
<i>Figure 2: Profil en travers de type 2x1 voie</i> .....	xv
Figure 3 : Localisation de la zone du projet .....	28
Figure 4: Profil en travers de type 2x1 voie .....	30
Figure 5 : Localisation de la zone du projet .....	78
Figure 6: Carte du relief de la Côte d'Ivoire montrant les caractéristiques de la zone du projet .....	79
Figure 7: Esquisse de la carte géologique de la zone du projet.....	80
Figure 8: Carte de la végétation de la zone du projet.....	81
Figure 9: Carte de répartition des points d'échantillonnages.....	82
Figure 10: Carte hydrographique de la zone du projet.....	84
Figure 11: Cartographie des points d'échantillonnages des eaux de surfaces sur le tronçon ...	86
Figure 12: Mesures de sécurité liées à la manipulation du bitume .....	170
Figure 13: Mesures barrières contre la COVID 19 .....	173
Figure 14: échafaudage respectant les consignes de sécurité .....	184
Figure 15: Caractéristique de la signalisation horizontale .....	186

## **LISTE DES PHOTOS**

---

Photo 1: Vue de quelques activités d'échantillonnage et de mesures des paramètres environnementaux menées par l'équipe d'experts .....	25
Photo 2 : Barrage Hydroélectrique de Soubré.....	98
Photo 3 : Barrage hydroélectrique de Buyo .....	100
Photo 4 : Ecole publique primaire de Konédougou .....	102
Photo 5 : Eglise catholique de Belle-Ville .....	108

## **LISTE DES PLANCHES**

---

Planche 1: Etat de l'axe routier Yabayo - Buyo .....	29
Planche 2: Vue de quelques cours d'eau rencontrés le long du tronçon .....	85
Planche 3 : Quelques essences dans le couloir du tronçon à aménager et bitumer.....	91
Planche 4 : Quelques espèces faunistiques présents dans la zone d'influence du projet .....	92
Planche 5 : Hôpital Général de Soubré .....	97
Planche 6 : Quelques illustration de la localité de Niapoyo.....	103
Planche 7 : Quelques illustrations des infrastructures de Loboville .....	106
Planche 8 : Quelques illustrations de la localité de Dapeoua.....	109
Planche 9: Quelques illustrations de la localité de Gbily .....	111
Planche 10: Rencontres communautaires dans les localités impactées par le projet .....	229
Planche 11: Séance de consultation publique tenue à Soubré.....	230
Planche 12: Quelques participants de la séance de consultation publique tenue à Soubré ....	232
Planche 13: Séance de consultation publique tenue à Buyo .....	232
Planche 14: Quelques participants de la séance de consultation publique tenue à Buyo.....	234



## **LISTE DES TABLEAUX**

---

Tableau 1 : Analyse des variantes .....	33
Tableau 2: Cadre juridique national relatif au projet .....	43
Tableau 3: Conventions ratifiées par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet .....	70
Tableau 4: Cadre institutionnel intéressé par la mise en œuvre du projet.....	72
Tableau 5 : Niveaux de bruits enregistrés dans le couloir.....	82
Tableau 6 : Niveaux de concentration de poussière enregistré dans le couloir.....	83
Tableau 7 : Niveau de concentration de gaz enregistré dans le couloir .....	83
Tableau 8 : Résultat de l'analyse des échantillons d'eaux de surface.....	86
Tableau 9 : Liste des espèces faunistiques, leur statut UICN et rôles écologiques.....	93
Tableau 10: Répartition des types de biens affectés par le projet .....	112
Tableau 11 : Répartition des biens impactés au sein des localités du département de Soubré .....	114
Tableau 12 : Répartition des biens impactés au sein des localités du département de Buyo .	114
Tableau 13: Matrice type de synthèse des impacts .....	116
Tableau 14: Grille d'évaluation de l'importance des impacts.....	117
Tableau 15: Identification des impacts du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo - Buyo .....	119
Tableau 16: Evaluation de l'importance des impacts positifs du Projet.....	127
Tableau 17: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase de Pré Construction .....	129
Tableau 18: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase de Construction .....	130
Tableau 19: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase d'Exploitation	131
Tableau 20: Niveaux d'émission admissible en décibel (dB (A)) .....	148
Tableau 21: Classification sommaire des déchets générés lors de la construction de la route .....	150
Tableau 22 : Liste des établissements scolaires recensés dans les localités traversées par le tronçon.....	158
Tableau 23: Types d'émissions de GES associés aux activités du projet.....	163

<i>Tableau 24: Quantification des GES</i> .....	164
<i>Tableau 25: Poids des émissions de GES du projet</i> .....	165
<i>Tableau 26: Synthèse de l'évaluation des GES</i> .....	167
Tableau 27: risques couvrant l'ensemble de la phase d'installation.....	169
Tableau 28: Limite minimum de l'intensité lumineuse sur le lieu de travail .....	180
Tableau 29 : Liste des établissements sanitaire dans la zone du projet.....	196
Tableau 30: Thèmes du renforcement des capacités .....	207
Tableau 31: Budget du PGES.....	208
Tableau 32: Plan de Gestion Environnemental et Social .....	209
Tableau 33 : Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase d'exploitation .....	215
Tableau 34 : Synthèse des rencontres individuelles .....	224
<i>Tableau 35: Synthèse des interventions et échanges avec les populations au cours de la consultation publique de Soubré</i> .....	230
Tableau 36 : Synthèse des interventions et échanges avec les populations au cours de la consultation publique de Buyo .....	233

## **RESUME EXECUTIF**



---

## Contexte du Projet et justification de l'étude

---

Dans le cadre de sa politique générale de développement du réseau routier national, l'Etat de Côte d'Ivoire a identifié un ensemble de route prioritaire à aménager. C'est dans ce cadre que la route Yabayo-Buyo a été identifiée.

Ce projet a pour objectif de :

- désenclaver les localités bénéficiaires ;
- faciliter la circulation des personnes et des biens ;
- Faciliter la traversée de la ville de Yabayo à Buyo ;

Le projet consistera au bitumage de la voie d'accès à Buyo à partir de Yabayo sur une longueur d'environ 60 kms.

L'adoption de la Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'environnement et la promulgation du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales par la république de Côte d'Ivoire, impliquent une obligation pour les projets d'investissement publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'environnement, d'être soumis soit à une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), soit à un Constat d'impact, selon leurs natures techniques, leurs ampleurs et selon la sensibilité de leurs milieux d'implication.

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires susvisées, le Projet ROUTIER YABAYO – BUYO fait l'objet d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) (annexe 1 du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales).

## Objectifs de l'étude

---

L'EIES est un outil prospectif de gestion de l'environnement permettant de prévoir assez tôt, dans la planification d'un projet, les incidences sur les différentes composantes de l'environnement (milieu naturel et milieu humain). Il s'agit donc d'une exigence imposée à tout promoteur désirant installer un quelconque ouvrage de développement en Côte d'Ivoire.

La présente étude de façon globale est destinée (i) à identifier les éléments sensibles existants dans l'environnement du projet ; (ii) à déterminer les activités du projet susceptibles d'avoir des effets sur l'environnement, (iii) à évaluer l'importance de ces impacts, (iv) à recommander des mesures d'atténuation et/ou actions correctives nécessaires.

## Portée de l'étude

---

La présente Etude d'Impacts Environnemental et Social est élaboré aux fins d'éclairer les différentes parties prenantes du Projet sur les contraintes environnementales et sociales liées à l'exécution des travaux et sur les mesures de protection à envisager. Par ailleurs, il vise à faciliter la prise de décision quant à la pertinence environnementale et sociale du projet.

## Approche méthodologique

---

L'approche méthodologique adoptée par l'équipe pluridisciplinaire d'experts mobilisée par le cabinet CSI pour la réalisation de la présente EIES a consisté globalement en : (i) une revue documentaire portant sur tous les aspects que comportent un tel projet; (ii) la réalisation de missions de terrain , portées essentiellement sur la collecte de données relatives à l'environnement socio-économique de la zone d'influence directe de l'étude; (iii) la rédaction et la transmission d'une série de deux rapports (rapport final provisoire ; rapport final ), le dernier intégrant les observations de l'unité de coordination du projet ou le cas échéant de l'équipe de préparation du Projet et des bailleurs de fonds, ainsi que celles issues de la séance d'examen technique à l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

De manière spécifique il s'est agi de :

- (i) faire une description des caractéristiques biophysiques de l'environnement dans lequel auront lieu les activités du projet et mettre en évidence les contraintes majeures qui nécessitent d'être prises en compte au moment de la préparation du terrain, de l'installation des équipements (construction) et au durant l'exploitation et l'entretien des ouvrages routiers ;
- (ii) identifier, analyser et évaluer l'importance des impacts environnementaux et sociaux potentiels dus aux activités du projet et recommander des mesures d'atténuation appropriées y compris l'estimations de leurs coûts ;
- (iii) évaluer les besoins de collecte des déchets solides et liquides et faire des recommandations pour assurer leur bonne gestion ;
- (iv) analyser le cadre politique, institutionnel et juridique de gestion environnementale en lien avec les activités du projet ;
- (v) identifier les responsabilités et acteurs de la mise en œuvre des mesures de mitigation ;
- (vi) mener les consultations avec l'ensemble des parties prenantes au projet ;
- (vii) effectuer si nécessaire les évaluations des dégâts qui pourraient être occasionnés sur les biens publics et privés en vue de l'indemnisation des ayant-droits ;
- (viii) développer un processus de consultation avec l'ensemble des acteurs concernés ;
- (ix) préparer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour le projet.

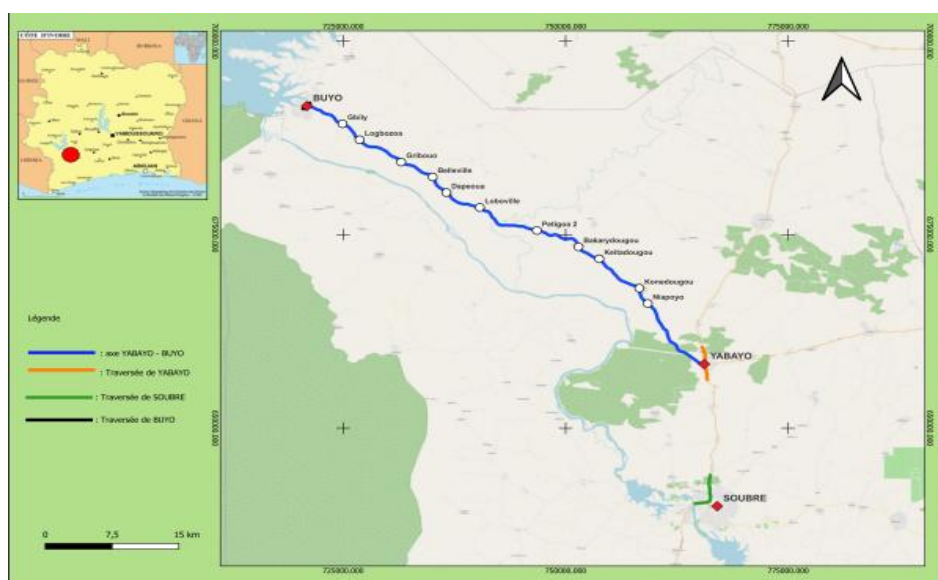
Les résultats du déploiement de cette méthodologie sont présentés dans les chapitres à suivre.

## Description du projet

### Localisation du projet

Le projet objet de la présente Etude d'impacts environnemental et social est localisé sur un périmètre couvrant les départements de Soubré et Buyo.

Figure 1 : Localisation de la zone du projet



Source : LRA, 2025

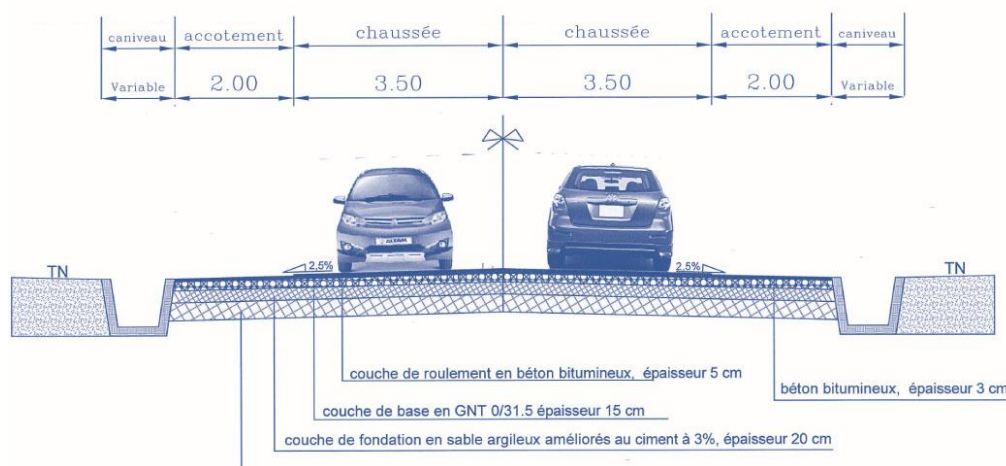
## Consistance et envergure du projet

---

Les travaux consistent à l'aménagement et au bitumage de l'axe Yabayo – Buyo sur une longueur d'environ 60 kilomètres en 2x1 voie.

Ces travaux s'effectueront sur des routes existantes sous circulation, dont il convient impérativement de maintenir le trafic pendant toute la durée des travaux.

Figure 2: Profil en travers de type 2x1 voie



## Cadre politique, juridique et institutionnel

---

Au plan politique, institutionnel et juridique, la Côte d'Ivoire dispose d'un cadre juridique et institutionnel suffisant et capable de conduire des évaluations environnementales de qualité susceptible de préserver les ressources naturelles ainsi que les ressources culturelles. On peut citer les politiques suivantes :

- ✓ Plan National de Développement (PND) ;
- ✓ Politique de développement d'infrastructures routières ;
- ✓ Politique en matière de promotion du genre ;
- ✓ Politique en matière environnementale et du développement durable ;
- ✓ Politique en matière de lutte contre la pollution des gaz à effet de serre et pollution de l'air ;
- ✓ Politique Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) ;
- ✓ Politique Nationale de l'Eau ;
- ✓ Politique d'assainissement ;
- ✓ Politique forestière.

## Description de l'état initial du milieu biophysique de l'étude

---

### Milieu physique

Le tracé du projet routier traverse une zone de plateaux modérément ondulés, favorables à l'implantation d'infrastructures. À Soubré comme à Buyo, l'absence de reliefs accidentés limite les risques géotechniques majeurs, bien que des précautions soient nécessaires en zones humides. Les sols ferrallitiques, adaptés à l'agriculture, restent vulnérables à l'érosion en saison des pluies. Sur le plan géologique, les formations du

socle précambrien offrent une bonne stabilité, malgré des zones ponctuellement altérées, notamment à Dapéoua où l'orpillage pourrait générer des pressions supplémentaires.

Le climat est de type subéquatorial, avec une température moyenne annuelle de 26,1°C et une pluviométrie moyenne de 1069 mm. La succession des saisons pluvieuses et sèches influe fortement sur l'écoulement hydrique et l'état des routes. La végétation originelle, composée de forêts denses humides, a été largement convertie en cultures pérennes (cacao, café, palmier à huile, hévéa), bien que des forêts classées et le Parc National de Taï subsistent encore, jouant un rôle écologique majeur.

Les cours d'eau traversés (SARO, GBODO GBODO, ZOUKOU MOU, etc.) assurent des fonctions vitales pour les communautés locales en matière de riziculture, pêche, irrigation et maraîchage. Les analyses physico-chimiques révèlent une qualité d'eau globalement satisfaisante, malgré des teneurs en orthophosphates et matières en suspension parfois proches des seuils réglementaires. La qualité de l'air et les niveaux sonores sont conformes aux normes, hormis quelques pics ponctuels dus à la circulation.

Ces conditions environnementales imposent une attention particulière à la conception des ouvrages de drainage, à la gestion des eaux pluviales et à la préservation des fonctions écologiques des écosystèmes traversés.

## **Milieu biologique**

### *Flora*

La zone d'étude traverse la forêt dense humide sempervirente guinéenne, une formation floristique riche mais fragmentée, soumise à une forte pression anthropique. La végétation y est structurée en différentes strates : la strate arborée supérieure abrite de grandes essences comme *Khaya ivorensis* (VU), *Triplochiton scleroxylon* (LC) ou *Terminalia superba* (LC), exploitées pour le bois d'œuvre ; la strate intermédiaire comprend entre autres *Nauclea diderrichii* (NT) et *Antiaris toxicaria* (LC) ; la strate arbustive, dominée par des espèces pionnières, soutient les usages médicinaux et artisanaux ; les strates herbacée et lianescente accueillent plusieurs espèces envahissantes ou utiles localement.

Malgré cette diversité, certaines essences comme *Khaya ivorensis*, *Nesogordonia papaverifera* (VU) ou *Nauclea diderrichii* (NT) sont menacées par la déforestation, l'agriculture intensive et l'exploitation forestière. La proximité du Parc National de Taï renforce l'enjeu de conservation. Il est donc recommandé d'intégrer des mesures spécifiques de préservation (reboisement, gestion durable, suivi écologique) dans la mise en œuvre du projet, afin de concilier développement et protection des ressources forestières.

### *Faune*

La faune des départements de Soubré et de Buyo est caractéristique des forêts denses humides guinéennes, avec une grande diversité d'espèces adaptées aux forêts, zones humides et mosaïques agroforestières. On y rencontre des espèces emblématiques comme le chimpanzé occidental (*Pan troglodytes verus*) et l'éléphant de forêt (*Loxodonta cyclotis*), tous deux classés En danger (EN), ainsi que plusieurs céphalophes, primates et suidés qui jouent un rôle écologique essentiel dans la régénération des écosystèmes forestiers.

Les oiseaux, reptiles et amphibiens complètent cette richesse, avec des espèces indicatrices de milieux encore fonctionnels, comme l'aigle couronné ou le varan du Nil. Le fleuve Sassandra et ses affluents abritent une faune aquatique abondante, notamment le silure africain et le capitaine, essentiels à l'alimentation des populations locales.

Cependant, cette biodiversité est menacée par la pression anthropique croissante (agriculture, braconnage, fragmentation des habitats). La proximité du Parc National de Taï constitue une opportunité majeure pour la conservation, à condition de préserver les corridors écologiques et de renforcer la surveillance, la sensibilisation communautaire et le suivi scientifique des espèces.

---

## **Description de l'état initial du milieu humain**

---

### **Milieu humain de la zone d'influence indirecte**

#### **Département de Soubré**

Situé dans la région de la Nawa, le département de Soubré compte près de 587 000 habitants sur une superficie de 4 779 km<sup>2</sup>. La population, majoritairement Bété, est fortement métissée du fait des migrations internes et sous-régionales, ce qui alimente à la fois la vitalité économique et des tensions foncières ponctuelles.

Administrativement, Soubré regroupe quatre sous-préfectures et trois communes, et bénéficie de la présence de nombreux services déconcentrés de l'État, y compris un tribunal secondaire. Les services extérieurs (gendarmerie, police, pompiers, Eaux et Forêts) sont bien implantés, assurant sécurité, justice et gestion environnementale.

Sur le plan sanitaire, le département dispose d'un hôpital général, de centres de santé urbains et ruraux, et de nombreuses structures de premier contact, bien que les ressources humaines et matérielles soient insuffisantes.

L'économie repose sur l'agriculture, avec une forte prédominance du cacao, dont la Nawa est la première région productrice en Côte d'Ivoire. L'hévéa, le palmier à huile et le café complètent cette dynamique, soutenue par des infrastructures de transport et deux barrages hydroélectriques. Toutefois, l'accès difficile à certaines zones rurales entrave le développement.

L'éducation est organisée autour de plusieurs inspections et d'un vaste réseau d'écoles, mais souffre du manque d'enseignants et de l'état vétuste des infrastructures. Les femmes jouent un rôle important dans l'économie locale, notamment dans l'agriculture et la transformation, mais restent marginalisées dans les sphères décisionnelles et peinent à accéder au foncier et au crédit.

En résumé, le département de Soubré dispose d'un fort potentiel économique porté par l'agriculture et les infrastructures, mais il fait face à des défis persistants en matière de gouvernance foncière, d'équité de genre, d'accès aux services sociaux de base et de développement rural équilibré.

#### **Département de Buyo**

Le département de Buyo, avec une population estimée à environ 176 600 habitants, se caractérise par une forte dispersion de l'habitat à travers 26 villages et plus de 2400 campements. Il présente une faible densité humaine (environ 65 hab./km<sup>2</sup>) sur 2700 km<sup>2</sup>. La population, composée majoritairement d'autochtones Loblé et Kouzié, cohabite avec une population allogène nombreuse attirée par les opportunités agricoles. Cette diversité alimente à la fois un brassage culturel riche et des tensions foncières récurrentes.

Administrativement jeune (créé en 2012), Buyo comprend deux sous-préfectures et une commune. Toutefois, les locaux administratifs provisoires freinent la coordination des services publics, soulignant le besoin urgent d'infrastructures fonctionnelles. Sur le plan sécuritaire, le département est couvert par une gendarmerie, une base des FACI, et des antennes de l'OIPR et des Affaires Maritimes, jouant un rôle stratégique dans la gestion des ressources naturelles et la sécurité.

En matière de santé, malgré la présence d'un hôpital général, de 21 centres ruraux et d'une quarantaine d'infirmes privées, l'offre sanitaire est jugée insuffisante en raison du manque d'équipements et de personnel qualifié. Le bloc opératoire de l'hôpital est hors service depuis mai 2023, illustrant la fragilité du système de soins.

Les conflits fonciers sont fréquents, opposant principalement autochtones et allochtones autour de l'accès à la terre agricole. Le phénomène est alimenté par l'absence de régulation foncière stricte et la prolifération de transactions informelles. Les femmes, bien que très actives dans l'agriculture, la pêche et la commercialisation, sont marginalisées dans l'accès au foncier et à la gouvernance locale.

L'éducation est assurée par deux inspections, un lycée et un collège publics, complétés par 18 collèges privés. Le secteur éducatif souffre d'un déficit d'enseignants, notamment dans les matières scientifiques, et d'infrastructures à renforcer pour répondre aux besoins croissants.

L'économie locale repose essentiellement sur la production de cacao, café, hévéa, riz et igname, complétée par la pêche sur le lac de Buyo. Toutefois, l'essentiel des produits est exporté, limitant les retombées économiques locales. Le département bénéficie de la présence du barrage hydroélectrique de Buyo, mais reste fortement enclavé à cause de l'état dégradé des routes, entravant l'accès aux marchés et aux services.

### **Milieu humain de la zone d'influence directe**

La zone d'influence directe du projet s'étend sur quatre sous-préfectures : **Soubré, Grand-Zattry, Dapéoua et Buyo**, regroupant des localités à forte dominance agricole, marquées par une diversité ethnique et culturelle.

- Dans la **sous-préfecture de Soubré, Konedougou** (4 500 hab.) est une localité à majorité Djimbe, stable sur le plan foncier et favorable au projet routier, avec une économie centrée sur l'agriculture. La localité de **Niapoyo** (6 000 hab.), peuplée de Bétés et de diverses communautés, présente un fort attachement à ses terres et exprime des attentes particulières concernant la préservation de son cimetière et une meilleure concertation.
- Dans la **sous-préfecture de Grand-Zattry**, les localités de **Keitadougou** (2 784 hab.) et **Bakarydougou** (5 000 hab.) sont des villages sans tensions majeures, vivant principalement de l'agriculture. La localité de **Petigoa 2**, plus peuplée (8 000 hab.), possède des sites sacrés actifs et affiche des besoins pressants en matière de routes, de santé et d'accès à l'eau.
- Dans la **sous-préfecture de Dapéoua**, les localités de **Loboville** (9 000 hab.), **Gribouo** (6 000 hab.), **Belle Ville** (5 000 hab.) et **Dapéoua** (12 000 hab.) sont des villages agricoles à forte composante bété et accueillant de nombreux allochtones. L'accès à l'eau et à l'électricité y est partiellement assuré, et les besoins en infrastructures éducatives, sanitaires et routières sont fortement exprimés. La présence de sites sacrés et l'absence de terrains disponibles pour les installations du projet sont des constantes dans cette zone.
- Enfin, dans la **sous-préfecture de Buyo**, les localités de **Logbozoa** (2 000 hab.) et **Gbily** (5 000 hab.) combinent une richesse culturelle, une activité agricole dynamique, la présence de sites sacrés, et un accès partiel aux services de base. Les attentes y portent sur l'amélioration des infrastructures et une prise en compte équitable dans la mise en œuvre du projet.

Dans l'ensemble, les localités sont **favorables au projet d'aménagement et de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo**, perçu comme un levier de désenclavement et de développement. Toutefois, elles insistent sur la nécessité de consultations locales, d'une gestion foncière concertée, et de **compensations adaptées aux impacts socioéconomiques**.

---

## Impacts du projet sur l'environnement

---

Pour chacune des trois (3) phases d'un tel projet (pré-construction, construction et d'exploitation), les impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et analysés. L'homme étant le bénéficiaire principal des projets d'aménagement et de bitumage des voies de communication, la presque totalité des impacts positifs du projet concernent le milieu humain.

### ✓ *Les impacts positifs du projet*

Cet important Projet structurant d'Amélioration de la mobilité urbaine dans la zone du projet va, si des mesures nécessaires sont prises, générer des effets positifs considérables. Il s'agit notamment du désenclavement des localités desservies par la voie à bitumer, de l'amélioration du cadre et des conditions de vie, du renforcement de la sécurité, booster le tourisme et la création de nouveaux emplois pour ne citer que ceux-là. Ces revenus vont permettre à la population de faire face aux besoins fondamentaux tels que la scolarisation de leurs enfants, l'accès aux soins de santé, etc. Somme toute, la réalisation des principales composantes du projet va se traduire par une amélioration du bien-être, des conditions favorables au développement des petites entreprises, la création d'emplois locaux lors des travaux d'entretien des ouvrages.

### ✓ *Les impacts négatifs du projet*

L'analyse des activités du Projet d'aménagement et de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo a révélé nombre d'impacts négatifs dont : (i) les dommages à l'environnement liés aux dégradations des sols, la destruction du couvert végétale, les perturbations du trafic routier sur l'axe durant la phase des travaux, la destruction des gîtes de l'endofaune et l'accroissement des risques d'accidents de circulation, la pollution de l'air par les émissions de poussière et de gaz d'échappement des véhicules de chantier ou des usagers, les coupures temporaires d'électricité pour causes de déplacement des réseaux de concessionnaires en phase de construction, les destructions de cultures, de bâtis et les expropriations. Autant d'impacts négatifs qu'il conviendra de maîtriser pour assurer la viabilité environnementale et sociale du projet et maintenir l'adhésion des populations. A cet effet tous les impacts négatifs relevés ont fait l'objet d'étude de mitigation et d'atténuation. Les personnes à indemniser ont été recensées et le coût des compensations est calculé au sein d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour orienter le promoteur dans la prise de décision relative au budget global du projet. L'ensemble des mesures à prendre pour bonifier les impacts positifs et atténuer ceux négatifs sont synthétisés dans un PGES qui devra être mis en œuvre afin d'inscrire ce projet dans la dynamique du développement durable.

---

## Mesures de bonification et d'atténuation

---

### ✓ *Les mesures de bonification*

Pour bonifier les impacts positifs du projet il faudra entre autres recruter en priorité la main d'œuvre locale lorsqu'elle a les compétences requises et favoriser la sous-traitance avec des PME locales. Pour optimiser l'impact de l'amélioration de la qualité de vie, il est proposé de sensibiliser les populations sur leurs droits et devoirs et sur les opportunités offertes par le projet, ainsi que sur les valeurs civiques à promouvoir pour contribuer à l'entretien permanent des équipements routiers et ne pas favoriser leur dégradation.

### ✓ *Les mesures d'atténuation*

Le balisage des zones d'intervention, l'organisation de la circulation, l'affichage de panneaux d'avertissement de risques, le suivi de la santé du personnel, sa formation à la prévention des risques<sup>1</sup> ainsi

---

<sup>1</sup> Sécurité incendie, soins aux électrisés, sauveteurs secouriste du travail.

que son habilitation aux tâches à risques majeurs, la sensibilisation du personnel et des riverains sur les risques sanitaires liés aux IST, le tri des terres et leur réutilisation pour les talus de déblais et de remblai, la reconnaissance préalable des réseaux souterrains existants pour prévenir les dommages aux infrastructures de base, l'optimisation des superficies occupées par les zones de chantiers, les négociations avec les populations pour toute acquisition foncière, la réalisation des études spécifique et l'obtention des autorisation pour les carrières et l'implantation de la centrale d'enrobée, sont autant de mesures d'atténuation identifiées au cours de la présente étude. L'une des principales mesures repose sur l'indemnisation en bonne et due forme des différentes personnes affectées par le projet.

## Plan de gestion environnementale et sociale

L'ensemble des mesures d'atténuation des impacts négatifs et mesures de bonification des impacts positifs est synthétisé dans un tableau de PGES qui, pour les principales phases du projet, rappelle les activités sources d'impacts, leurs incidences sur les composantes de l'environnement et les mesures préconisées pour les mitiger en précisant les responsabilités de la mise en œuvre, du suivi et de la surveillance. Pour chaque mesure préconisée il est précisé les indicateurs et source de vérification ainsi que les budgets à allouer et leur source de financement.

Le coût global du PGES est de **Trois Cent Soixante Quatre Millions Cent Mille (364 100 000) francs CFA** dont :

- **Deux Cent Cinquante et Un Millions (251 000 000)**, francs CFA représentant les coûts de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales,
- **Quarante Cinq Millions (45 000 000)** francs CFA pour la surveillance environnementale et sociale,
- **Trente Millions (30 000 000)** francs CFA pour le suivi des performances environnementales et sociales, et
- **Cinq millions (5 000 000)** francs CFA pour le renforcement des capacités,

Les détails de ces coûts sont consignés dans le tableau ci-dessous.

*Budget du PGES*

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
<b>1</b>	<b>Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales</b>				
1.1	Gestion des déchets de chantier	Forfait	1	20 000 000	20 000 000
1.2	Campagnes d'information et de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA	Campagne	4	2 000 000	8 000 000
1.3	Environnementalistes	Mois	30	1 000 000	30 000 000
1.4	Acquisition des EPI et EPC	Forfait	Forfait	45 000 000	45 000 000
1.5	Acquisition de boîtes à pharmacie et contrat avec un centre de santé dans chaque département)	Ensemble	Forfait	10 000 000	10 000 000
1.6	Clôture de protection des écoles situées le long du tronçon	Etablissements	13	10 000 000	130 000 000
1.7	Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)	S/P	4	2 000 000	8 000 000
<b>Sous-total 1</b>					<b>251 000 000</b>
<b>2</b>	<b>Surveillance environnementale et sociale</b>				
2.1	Mission de surveillance environnementale et sociale	Mois	30	1 000 000	30 000 000
2.2	Analyses des paramètres environnementaux	Campagne	5	3 000 000	15 000 000
<b>Sous-total 2</b>					<b>45 000 000</b>
<b>3</b>	<b>Suivi des performances environnementales et sociales</b>				



N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
3.1	Missions de suivi des Agents de l'ANDE	Mois	30	1 000 000	30 000 000
<b>Sous-total 3</b>					<b>30 000 000</b>
<b>4</b>	<b>Plan de Renforcement des capacités</b>				
4.1	Elaboration des modules de formation	Forfait	1	1 000 000	1 000 000
4.2	Organisation des séances de formation	S/P	4	4 000 000	4 000 000
<b>Sous-total 4</b>					<b>5 000 000</b>
<b>5</b>	<b>Total</b>				
5.1	Sous-total				<b>331 000 000</b>
	Coût indirect (10% du sous-total)				33 100 000
	<b>Coût total du PGES</b>				<b>364 100 000</b>

## Participation du public

La consultation des autorités territoriales et coutumières ainsi que les réunions publiques d'information qui se sont tenues ont permis d'informer les parties prenantes sur le projet et d'obtenir leur adhésion à toutes les phases du projet, de l'évaluation environnementale et sociale jusqu'à la mise en œuvre. Deux réunions de consultation publique se sont tenues à Soubré et Yabayo, respectivement le 28 Mai 2025 et le 30 Mai 2025. Les procès-verbaux de ces réunions de consultation publique sont annexés au présent rapport d'EIES. Au terme des échanges, à la question de savoir si les populations adhèrent ou non au projet, elles ont marqué dans leur très grande majorité leur approbation.

Somme toute, le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo est un projet de grande envergure, un projet à caractère fiable, bénéfique et salubre pour la Côte d'Ivoire ; un projet utile qui contribue efficacement, si les mesures d'atténuation, de protection et de bonification sont mises en œuvre, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en ce sens qu'il participe effectivement des efforts déployés par le Gouvernement dans l'amélioration des conditions de vies des populations.

# **1 INTRODUCTION**

L'Etude d'impacts Environnemental et Social du présent projet est un outil d'aide à la prise de décision qui devra permettre aux structures chargées de la conduite du projet d'évaluer, de façon large et prospective, les impacts environnementaux et sociaux des activités futures et d'élaborer des mesures d'atténuation ou de compensation sur la base d'indications claires, précises, concises et opérationnelles.

Cet outil d'aide à la prise de décision est complété par un outil de gestion environnementale et sociale, élaboré au terme de cette étude. Il prend en compte la forme d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), qui, incluant les éléments clefs de la gestion tels que les sous-composantes, leurs impacts potentiels et les mesures d'atténuation, précise les modalités de mise en œuvre, de surveillance et de suivi de ces mesures.

## **1.1. Contexte et Justification de l'étude**

---

Dans le cadre de sa politique générale de développement du réseau routier national, l'Etat de Côte d'Ivoire a identifié un ensemble de route prioritaire à aménager. C'est dans ce cadre que la route Yabayo-Buyo a été identifiée.

Ce projet a pour objectif de :

- désenclaver les localités bénéficiaires ;
- faciliter la circulation des personnes et des biens ;
- Faciliter la traversée de la ville de Yabayo à Buyo ;

Le projet consistera au bitumage de la voie d'accès à Buyo à partir de Yabayo sur une longueur d'environ 60 kms.

L'adoption de la Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'environnement et la promulgation du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales par la république de Côte d'Ivoire, impliquent une obligation pour les projets d'investissement publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'environnement, d'être soumis soit à une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), soit à un Constat d'impact, selon leurs natures techniques, leurs ampleurs et selon la sensibilité de leurs milieux d'implication.

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires susvisées, le Projet ROUTIER YABAYO – BUYO fait l'objet d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) (annexe 1 du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales).

## **1.2. Objectifs de l'étude**

---

L'objectif principal de cette mission est de à réaliser (i) une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) qui vise à :

- présenter les structures et organismes publics et privés parties prenantes au projet ;
- identifier les éléments sensibles existants dans l'environnement du projet ;
- déterminer les activités du projet susceptibles d'avoir des effets sur l'environnement ;
- recueillir les avis des parties prenantes au projet ainsi que les attentes et préoccupations des populations susceptibles d'être affectées ;
- identifier, analyser et évaluer l'importance des impacts potentiels du projet ;

- proposer des mesures d'atténuation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs ;
- identifier l'ensemble des risques et accidents associés à la mise en œuvre du projet ;
- élaborer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

La mission du cabinet CSI a couvert :

- les démarches auprès de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) pour la réalisation des TDR et la validation du rapport ;
- la réalisation des missions terrains, la consultation des autorités administratives, coutumières et personnes affectées par le projet, l'analyse des paramètres environnementaux, l'évaluation des impacts du projet et l'édition et la transmission des rapports d'EIES en vue de l'examen technique en commission interministérielle ;
- l'accompagnement de LRA lors des enquêtes publiques diligentées par l'ANDE en prélude à l'examen technique du rapport ;
- la prise en compte et l'intégration des amendement des membres de la commission de validation dans la mouture finale du rapport d'EIES ;
- la mise à disposition de la liste des personnes et biens affectés par le projet en vue de la réalisation éventuelle d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

### 1.3. Portée de l'étude

---

La présente Etude d'Impact Environnemental et Social est élaborée aux fins d'éclairer les différentes parties prenantes du Projet sur les contraintes environnementales et sociales liées à l'exécution des travaux et sur les mesures de protection à envisager. Par ailleurs, il vise à faciliter la prise de décision quant à la pertinence environnementale et sociale du projet.

### 1.4. Approche méthodologique

---

L'approche méthodologique adoptée par l'équipe pluridisciplinaire d'experts mobilisée par CSI pour la réalisation du présent EIES a consisté globalement en : **(i)** une revue documentaire ; **(ii)** la réalisation de missions de terrain ; **(iii)** la rédaction et la transmission d'un rapport final provisoire qui sera restitué lors d'un atelier en présence des différents services techniques compétents, des ONG et associations de défense de l'environnement, des acteurs du secteur de la construction routière, etc. **(iv)** la rédaction du rapport final intégrant les observations de l'unité de coordination du projet ou le cas échéant de l'équipe de préparation du projet et des bailleurs de fonds, ainsi que celles issues de la séance d'examen technique à l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

De manière spécifique il s'est agi de : **(i)** faire une description des caractéristiques biophysiques de l'environnement dans lequel les activités de la composante (ou de ses sous-composantes) auront lieu et mettre en évidence les contraintes majeures qui nécessitent d'être prises en compte au moment de la préparation du terrain, de la réhabilitation et de la construction, ainsi que durant l'installation des équipements et au moment de l'exploitation et l'entretien ; **(ii)** identifier, analyser et évaluer l'importance des impacts environnementaux et sociaux potentiels dus aux activités de la composante (ou ses sous-composantes) et recommander des mesures d'atténuation appropriées y compris les estimations de coûts ; **(iii)** Évaluer les besoins de collecte des déchets solides et liquides, y compris leur élimination, ainsi que leur gestion dans les ouvrages, et faire des recommandations ; **(iv)** analyser le cadre politique, institutionnel et juridique de gestion environnementale ; **(v)** identifier les responsabilités et acteurs de la mise en œuvre des mesures de mitigation ; **(vi)** mener les consultations avec l'ensemble des parties prenantes au projet ; **(vii)**

Évaluer la capacité disponible à mettre en œuvre les mesures d'atténuation proposées, et faire des recommandations appropriées, y compris les besoins en formation et en renforcement des capacités et leurs coûts ; **(viii)** effectuer si nécessaire les évaluations des dégâts qui pourraient être occasionnés sur les biens publics et privés en vue de l'indemnisation des ayant-droits ; **(ix)** développer un processus de consultation avec l'ensemble des acteurs concernés ; **(x)** préparer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour la composante. Les résultats du déploiement de cette méthodologie sont présentés dans les chapitres à suivre.

*Photo 1: Vue de quelques activités d'échantillonnage et de mesures des paramètres environnementaux menées par l'équipe d'experts*



## **2 DESCRIPTION DU PROJET**

## **2.1 Présentation du Promoteur du projet**

---

### **2.1.1 Brève présentation de l'AGEROUTE<sup>2</sup>**

L'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) se présente d'année en année comme un instrument essentiel et indispensable mis en place par l'Etat de Côte d'Ivoire pour gérer de manière efficiente le réseau routier. L'AGEROUTE est une société au capital social de 300 000 000 FCFA entièrement détenu par l'Etat de Côte d'Ivoire. Elle est régie par l'acte uniforme du traité OHADA sur les sociétés commerciales et le groupement d'intérêt économique du 17 avril 1997 et par la loi ivoirienne n° 97-519 du 04 septembre 1997 portant organisation des sociétés d'Etat. Placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier et la tutelle financière du Ministère de l'Economie et des Finances, elle exécute des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'ouvrage déléguée. Les missions assignées à l'AGEROUTE s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de développement et d'entretien du réseau routier alliant la transparence et la rapidité des procédures d'attribution des marchés, l'efficacité du contrôle et la rapidité des paiements des travaux exécutés, la parfaite distinction des fonctions de maîtrise d'ouvrage, de maître d'œuvre et de réalisation des travaux.

Ces missions se déclinent en 5 points essentiels :

- la surveillance du réseau routier ;
- la programmation des travaux d'entretien routier ;
- la gestion des projets (identification, préparation, contractualisation, coordination et supervision) d'investissement et d'entretien ;
- l'assistance et le conseil aux maîtres d'ouvrage ;
- la gestion de la Banque de Données Routières (BDR).

L'AGEROUTE se charge aussi des projets d'aménagement, de la recherche routière et initie également des études sur l'impact environnemental aboutissant à des mesures de sauvegarde de l'environnement en rapport avec les travaux effectués.

### **2.1.2 Brève présentation de LA ROUTE AFRICAINE (LRA)**

La Route Africaine (LRA) est une entreprise ivoirienne de génie civil et de travaux publics implantée à Abidjan. Elle se spécialise dans la conception, la construction et l'entretien des infrastructures routières, des ouvrages d'art et des réseaux d'assainissement. Forte d'un effectif compris entre 500 et 1 000 collaborateurs, LRA s'appuie sur une expérience solide acquise au fil de la réalisation de nombreux projets routiers majeurs en Côte d'Ivoire, notamment la réhabilitation de routes stratégiques, la construction de boulevards et la modernisation des voiries urbaines. Elle mise sur l'expertise locale et le transfert de compétences pour mener à bien des projets d'envergure, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des populations et au développement économique. L'entreprise place au cœur de sa démarche les valeurs de responsabilité, d'audace et de résilience, tout en respectant des normes élevées en matière de sécurité, santé et environnement (SSE). Elle aspire à devenir un acteur majeur du génie civil en Afrique et s'engage pleinement dans le respect des communautés et de l'environnement lors de la réalisation de ses projets.

---

<sup>2</sup> Source : <https://ageroute.ci/ageroute/informations-generales/missions>



LRA a mené d'importants chantiers routiers à travers la Côte d'Ivoire, démontrant son expertise et son savoir-faire sur l'aménagement de tronçons interurbains et urbains. Parmi ses réalisations majeures figurent :

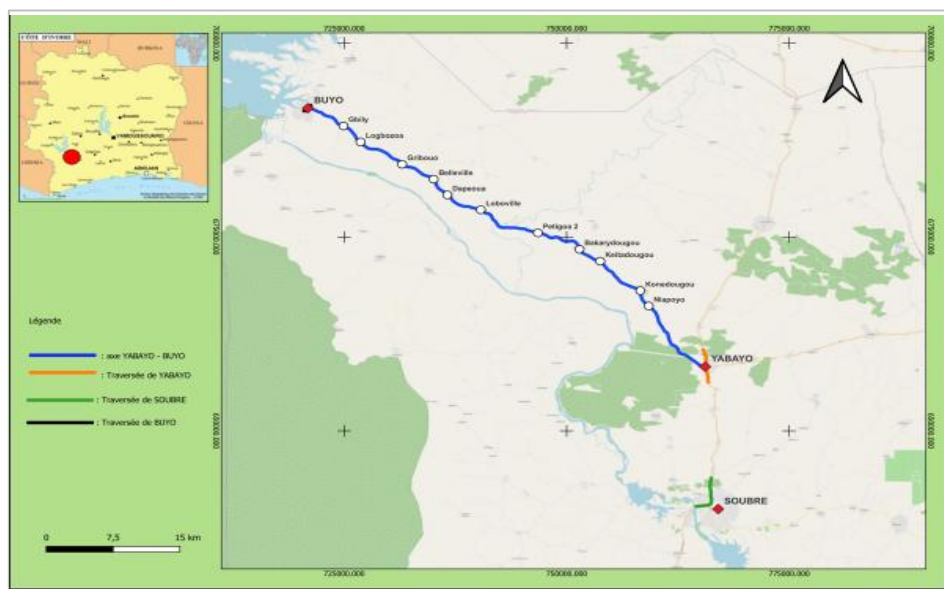
- le bitumage de la route longue de 42 km reliant Yakassé-Attobrou à Diangobo, Biéby et Bettié, visant à renforcer la connectivité régionale ;
- le prolongement du boulevard Latrille à Abidjan, élargi en 2×2 voies sur 7,3 km, favorisant une meilleure fluidité urbaine ;
- la réhabilitation des routes impactées par le gazoduc Saipem avec 7,2 km de réfection et 250 m de construction en voie 2×1 ;
- la modernisation de 6 km de voiries dans la ville de Yamoussoukro, dans le cadre du projet de l'autoroute Yamoussoukro–Tiébissou ;
- la réalisation d'une nouvelle route interurbaine de 25 km entre Adzopé et Yakassé Attobrou ;
- LRA a également rénové 6,7 km de voies et installé 1 600 mètres linéaires de collecteurs au sein de la zone industrielle de Yopougon pour le compte des autorités publiques.

Dans le cadre du présent projet, LRA est chargé de la réalisation des travaux.

## 2.2 Localisation du projet

Le projet objet de la présente Etude d'impacts environnemental et social est localisé dans un périmètre couvrant les départements de Soubré et de Buyo.

Figure 3 : Localisation de la zone du projet



Source : LRA, 2025



## 2.3 Justification du projet

Ce projet a pour objectif de désenclaver et d'améliorer l'accessibilité des localités desservies par le tronçon Yabayo-Buyo, une zone dotée d'importants atouts pour le développement durable. Il vise également à renforcer la structuration du réseau interurbain afin de mieux accompagner la dynamique économique régionale.

La voie reliant ces deux villes, malgré leur position stratégique et structurante pour la zone, est impraticable, particulièrement en saisons pluvieuses.

*Planche 1: Etat de l'axe routier Yabayo - Buyo*



*Source : CSI, Mai 2025*

L'aménagement et le bitumage de ce tronçon permettra de :

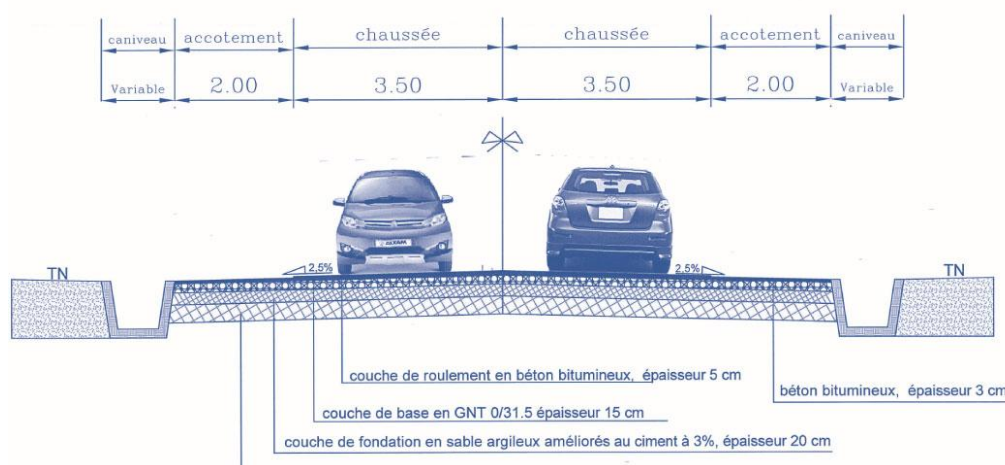
- réduire de plusieurs heures le temps de trajet entre les deux localités,
- désenclaver les localités se trouvant le long du tronçon,
- d'y améliorer la sécurité et le quotidien des usagers de la route.

## 2.4 Consistance du projet

Les travaux consistent à l'aménagement et au bitumage de l'axe Yabayo – Buyo sur une longueur d'environ 60 kilomètres en 2x1 voie.

Ces travaux s'effectueront sur des routes existantes sous circulation, dont il convient impérativement de maintenir le trafic pendant toute la durée des travaux.

Figure 4: Profil en travers de type 2x1 voie



## 2.5 Description des travaux

Les travaux à exécuter comprennent principalement :

- 1) Les terrassements généraux ;
- 2) Les ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- 3) Les chaussées ;
- 4) La signalisation.

Ils sont prévus s'étendre sur une durée totale de 30 mois.

### 2.5.1 Les terrassements généraux

Ces travaux comprennent notamment :

- ✓ l'implantation de la route, conformément aux indications données sur les plans du marché. L'ENTREPRENEUR utilisera les bornes nivelées d'implantation
- ✓ Le débroussement en général sur une largeur maximale d'emprise de 10 mètres pour la création des accotements et éventuellement dans les zones prescrites par l'INGENIEUR, notamment au droit des carrefours, ainsi que dans certains virages pour améliorer leur visibilité ;
- ✓ Le décapage de la terre végétale sur une épaisseur moyenne de 0.20 m sous l'assiette des terrassements et dans les seules zones prescrites par l'INGENIEUR ;

- ✓ Les terrassements nécessaires à la réalisation du projet, conformément aux plans du marché ;
- ✓ Le reprofilage de la surface des terrassements suivant les pentes en toit dans les alignements et suivant les pentes de dévers dans les courbes, sur la largeur tel qu'indiquée sur les plans ;
- ✓ Le drainage de la plateforme, notamment par creusement de fossés latéraux indiqués sur les profils en travers ;
- ✓ La fourniture et la mise en place dans les zones prescrites par l'INGENIEUR de terre végétale sur les talus de remblais ;
- ✓ L'engazonnement de ces derniers.

## **2.5.2 Ouvrages d'assainissement et de drainage**

Ces ouvrages sont constitués principalement de buses et de caniveaux en béton armé réalisés conformément aux plans correspondants. Leur position donnée à titre indicatif sur les plans sera précisée sur place au moment de leur exécution.

Les autres ouvrages peuvent être éventuellement des dispositifs de drainage, fossés revêtus, fossés de crêtes, descente d'eau, perrés maçonnés conformément aux plans correspondants.

## **2.5.3 Chaussées**

Le corps de chaussée en section courante sera constitué :

- a) d'une couche de fondation en graveleux latéritique naturel à 95% de l'OPM avec un CBR supérieur ou égal à 30 ; et d'une épaisseur minimale après compactage de 0,20 m.
- b) d'une couche de base en grave non traitée 0/31.5 d'épaisseur minimale après compactage de 0,18 m ;
- c) d'un revêtement en béton bitumineux 0/10 de 0,06 m d'épaisseur minimale après compactage sur une largeur de 7,40 m.

Pour les accotements, la structure de chaussée en section courante sera constituée :

- a) d'une couche de fondation en graveleux latéritique améliorés au ciment, à raison de 3% du poids sec du matériau et d'une épaisseur minimale après compactage de 0,20 m reposant sur l'ancienne structure ;
- b) d'une couche de base en grave non traitée 0/31.5 d'épaisseur minimale après compactage de 0,18 m. et d'une largeur de 1.5 m pour chaque accotement ;
- c) d'un revêtement en béton bitumineux 0/10 de 0,03 m d'épaisseur minimale après compactage sur une largeur de 1.5 m.

## **2.5.4 Signalisation**

Les travaux concernent essentiellement les signalisations horizontales et verticales.

### Signalisation Horizontale

Les travaux comprennent notamment le traçage et le marquage :

- ✓ de bandes de rives continues ou discontinues de couleur blanche, de 0,18 m de largeur, matérialisant les limites de la chaussée et comportant, pour les bandes discontinues, des pleins de 20,00 m, puis des vides de 6.00 m,
- ✓ de bandes continues de couleur blanche de 0,50 m de largeur aux intersections comportant une obligation d'arrêt,

- ✓ de bandes continues ou discontinues de couleur blanche de 0,12 m de largeur matérialisant l'axe.

#### Signalisation Verticale

Les travaux comprennent la fourniture, le montage et la mise en place, selon les indications de l'INGENIEUR, de panneaux, et de bornes kilométriques, conformes aux normes et règlements en vigueur en COTE D'IVOIRE.

- ✓ les carrefours présenteront une signalisation de direction,
- ✓ les entrées et sorties de villages seront indiquées au moyen de panneaux de type EB10/20
- ✓ etc.

## **2.6 Phase des activités du projet aux fin de l'analyse des impacts**

---

La description des travaux sources d'impacts comprend trois (03) phases, à savoir :

- Phase 1 : Pré-construction ;
  - Libération des emprises
  - Les terrassements généraux
- Phase 2 : Construction et installations des équipements ;
  - Les ouvrages d'assainissement et de drainage
  - Les chaussées
  - La signalisation
- Phase 3 : Exploitation et entretien.
  - Ouverture à la circulation
  - Entretien et maintenance des ouvrages

## 2.7 Alternatives prises en considération

Trois alternatives ont été analysées pour améliorer les voies de communication entre Yabayo et Buyo. Il s'agit de :

1. Réalisation d'un reprofilage de la voie existante ;
2. Bitumage de la voie existante ;
3. Ouverture d'une nouvelle voie et son bitumage.

Les points positifs (+) et négatifs (-) de chacune de ces variantes ont été identifiés, ce afin de s'assurer que l'option finale retenue est techniquement réalisable et respectueuse des piliers du développement durable soit économiquement, socialement et environnementalement viable. Les résultats de cette analyse sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Analyse des variantes

Variante	Technique	Economique et social	Biophysique
<p>Variante 1 :</p> <p>Réalisation d'un reprofilage de la voie existante</p>	<p>(+) Travaux plus rapides à réaliser</p> <p>(-) pas de pérennité du bon état de la route qui se dégradera en saison des pluies</p>	<p>(+) Très faible Impact sur les cultures et les bâtis</p> <p>(-) solution non pérenne, nécessitant de nouveaux investissements</p> <p>(-) Impact négatifs sur la fluidité de la circulation des riverains</p> <p>(-) Forte émissions de poussières par roulement en phase d'exploitation (circulation des engins)</p>	<p>(+) Impact très faible sur le milieu biophysique</p> <p>(-) Impacts négatifs sur la qualité de l'air à cause des émissions de particules fines par roulement</p>
<p>Variante 2 :</p> <p>Bitumage de la voie existante sur l'axe Yabayo - Buyo</p>	<p>(+) Facilité de déploiement</p> <p>(+) Tronçon déjà connue d'où phase d'études et de travaux plus courtes</p>	<p>(-) Perturbation temporaire de la fluidité du trafic en phase de construction</p> <p>(+) Amélioration de la fluidité du trafic en phase d'exploitation (ouverture à la circulation post-travaux)</p>	<p>(+) Moindre Impact sur le milieu biophysique, le tronçon existant déjà</p> <p>(+) Impacts négatifs sur la qualité de l'air à cause des émissions de particules fines par roulement cesseront en phase d'exploitation (la voie étant bitumée)</p>
<p>Variante 3 :</p> <p>Ouverture d'une nouvelle voie et bitumage</p>	<p>(-) Contraintes techniques mal connues ;</p> <p>(-) Etudes et travaux plus longs à réaliser</p> <p>(-) faisabilité technique non garantie</p>	<p>(+) Possibilité d'identifier un tronçon de moindre impact</p> <p>(-) Investissements plus lourds</p> <p>(-) calvaire actuel des usagers de la route perdurera compte tenu de la durée plus longue des études et des travaux</p>	<p>(-) Impact plus important sur le milieu biophysique compte tenu de l'ouverture d'une voie précédemment inexistante (plus de perturbations attendues)</p>

Source : CSI, Mai 2025

Il ressort de cette analyse que la variante 2 - *Bitumage de la voie existante sur l'axe Yabayo - Buyo* est le meilleur choix pour atteindre les objectifs du projet.

En effet cette variante présente l'avantage d'être plus facile à réaliser techniquement, avec moins d'incertitude que la variante 3 et une meilleure pérennité des ouvrages que la variante 1.

Sur le plan économique et social les impacts positifs relatifs à la fluidité de la circulation seront bonifiés comparativement à la variante 1 ; la variante 3 présente des investissements plus longs qui feraient perdurer le calvaire actuel des usagers et des incertitudes sur l'identification d'un tracé de moindre impact.

Enfin, au plan de la viabilité environnementale, la variante 2 présente des impacts moindres car le tronçon, étant déjà existant, va induire une perturbation moindre du milieu récepteur qu'une ouverture de voie (variante 3) ; sans compter que les poussières par roulement déplorées pour la variante 1 devraient s'estomper une fois la chaussée construite.

### **3 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE**

### **3.1 Cadre politique**

---

Avec le concours des partenaires au développement, l'État de Côte d'Ivoire met en œuvre d'importants projets en matière d'infrastructure routières. Ce projet améliorera les conditions de vie des populations des départements de Soubré et Buyo. En plus de ces retombées considérables, ce projet est conforme à un ensemble de politiques nationales visant le bien-être des populations.

#### **3.1.1 Plan National de Développement (PND)**

Initié en 2012, le Plan National de Développement a été élaboré en remplacement du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) constitue la politique globale adressant les domaines prioritaires pour le développement de la Côte d'Ivoire. La troisième version du PND pour la période 2021-2025 prend en compte les objectifs du développement durable (ODD), Il est structuré autour des six (06) piliers suivants :

- pilier 1 : Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ;
- pilier 2 : le développement du capital humain et la promotion de l'emploi ;
- pilier 3 : le développement du secteur privé et de l'investissement ;
- pilier 4 : le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ;
- pilier 5 : le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique ;
- pilier 6 : le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'Etat et la transformation culturelle.

L'ensemble de ces piliers stratégiques vise à transformer l'économie ivoirienne afin de sortir la population de l'extrême pauvreté.

En matière de réalisation des infrastructures de soutien à la croissance dont les infrastructures routières le PND 2021-2025 prévoit :

- Réalisation physique, de 136 km de routes neuves 2X2 voies et 4 502 km de routes neuves 2X1 voies,
- renforcement de 1 485 km de routes et maintien du taux d'entretien courant et périodique à hauteur de 70%,
- construction de 34 ponts et ouvrages métalliques/matières.

#### **3.1.2 Plan National de Développement du Réseau routier (PNDR 2016-2025)**

Le PNDR 2016-2025 a été conçu en août 2016 vue de rééquilibrer les investissements dans le secteur des infrastructures routières et d'améliorer la situation du réseau avec un plan d'investissement sur ladite période. Il a pour ambition de consolider la dynamique de développement avec pour objectifs :

- la préservation du réseau bitumé existant ;
- la remise à niveau et la poursuite de l'entretien du réseau de routes non revêtues,
- la poursuite du bitumage du réseau structurant ainsi que le développement du réseau



autoroutier.

Dans l'exécution du PNDR, une priorité est accordée aux routes interurbaines pour faciliter les déplacements par la route entre les chefs-lieux de départements. Le présent projet d'aménagement et de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo s'inscrit donc dans ce programme.

### **3.1.3 Politique en matière de promotion du genre**

La Constitution du 08 novembre 2016 a affirmé l'égalité entre l'homme et la femme. Elle interdit à cet effet toute discrimination basée sur le sexe (Cf. art. 4). Partant, on retrouve ce principe d'égalité dans plusieurs lois particulières comme la loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail (art. 4), la loi n°92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction Publique (art. 14).

Jusqu'en 2013, il subsistait dans le cadre du mariage une inégalité entre les conjoints. Dans le passé, l'homme était considéré en Côte d'Ivoire comme le chef de la famille. Mais grâce à la loi n°2013-33 du 25 janvier 2013, il n'est plus fait référence à la notion de chef de famille reconnu à l'époux. On parle désormais puissance parentale réparti de manière égalitaire entre les conjoints (art. 58). Cette loi modifie partant l'exécution de certains droits comme celui de : choisir le lieu de résidence de la famille ; d'administrer et de disposer des propriétés maritales dans le cadre du régime de bien communs.

En matière de succession également, grâce à la loi n°2019-573 du 26 juin 2019 qui a remplacé la loi n°64-379 du 7 octobre 1964, la femme a été introduite dans l'ordre légal d'une succession. Ainsi, désormais à la mort de l'époux, elle bénéficie soit : du quart des biens s'il y a des enfants (art. 26), soit de la moitié des biens s'il n'existe pas d'enfants (art. 27), soit de la totalité des biens si l'époux n'a ni père, mère, frères ou sœurs (art. 27).

La promotion du genre est également une exigence observée au niveau des organisations politiques. Conformément à la loi n°2019-870 du 14 octobre 2019, il est désormais exigé un minimum de 30% de femmes sur les listes de candidats présentés aux différentes élections en Côte d'Ivoire.

Au niveau politique, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un ensemble de politiques relative à la promotion du genre. Il s'agit notamment de : la Déclaration solennelle de la Côte d'Ivoire sur l'égalité des chances, l'équité et le genre de 2007 ; la politique nationale de l'égalité des changes, l'équité et le genre de 2009 ; la Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (SNLVBG) de 2012.

Tous ces engagements des pouvoirs publics en faveur de la promotion du genre semblent connaître des contrariétés dans le domaine rural fortement influencé par des pratiques coutumières. On peut constater une sorte de répartition des tâches qui sous-tend une inégalité entre la femme et l'homme. On remarque ainsi que les femmes travaillent en priorité dans le domaine des cultures vivrières (manioc, maïs, bananes et autres) alors que les hommes travaillent dans des plantations de cultures de rente (cacao, café, palmier à huile et hévéa).

### **3.1.4 Politique en matière environnementale et du développement durable**

À l'instar de plusieurs États Africains, la Côte d'Ivoire s'est lancée d'abord, après la conférence de Rio de Janeiro de 1992, dans une véritable politique en faveur de la protection de l'environnement. Cela s'est traduit avec l'adoption en 1992 du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), du Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP) de 1995, du Code de l'Environnement en octobre 1996 et par la volonté de se conformer aux initiatives internationales en matière de protection de l'environnement. La Côte d'Ivoire a ainsi ratifié de nombreux Accords,

Conventions et Protocoles environnementaux sous régionaux et multilatéraux du domaine de l'environnement.

L'État de Côte d'Ivoire s'est aussi doté d'une réglementation nationale en matière de la protection de l'environnement conforme aux standards internationaux, il s'agit notamment du Décret n°96-894 du 8 Novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux EIE des projets de développements et du Décret n°2005-03 du 06 Janvier 2005 portant Audit Environnemental.

Ensuite, en ce qui concerne la question du développement durable, elle trouve ses débuts dans la politique du gouvernement en 2011 avec la création d'un Ministère de l'environnement et du développement durable. La Côte d'Ivoire a ainsi adopté dans un premier temps une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD 2012-2016) et dans un second temps s'est dotée d'une loi d'orientation en la matière en 2014 (Loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable).

Par ailleurs en 2018, le MINEDD a adopté une politique nationale de l'environnement et du développement durable avec pour vision d'assurer un environnement sain et durable aux populations tout en renforçant leur rôle dans la vie publique nationale pour l'avènement d'un développement durable en Côte d'Ivoire », qui poursuit la politique du gouvernement en matière d'environnement et de développement durable. La politique contient d'une part des orientations stratégiques transversales ci-après citées :

- Promotion d'une stratégie de développement Durable et gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- Renforcement du cadre institutionnel et législatif ;
- Renforcement des capacités humaines et techniques ;
- Développement d'une stratégie de communication pour un changement de comportement en matière d'environnement et de développement durable ;
- Implication effective de la société civile ;
- Prévention et lutte contre les pollutions et nuisances ;
- Gestion de la biotechnologie et de la biosécurité ;
- Promotion de la gestion rationnelle des substances chimiques dangereuses ;
- Changements climatiques ;
- Réduction des Risques et Gestion des catastrophes ;
- Prévention et lutte contre l'érosion côtière ;
- Gestion durable des déchets.

D'autre part, des orientations stratégiques sectorielles verticales ont été également déclinées. Il s'agit de :

- Agriculture zéro déforestation ;
- Amélioration de la politique foncière ;
- Ressources forestières, fauniques terrestres, pastorales et aquatiques, désertification et biodiversité et questions connexes ;
- Ressources en eau ;
- Transports ;
- Energie ;
- Développement industriel ;
- Environnement et santé ;
- Etablissements humains ;
- Tourisme et culture ;
- Education nationale et recherche scientifique

La politique en matière environnementale et du développement durable de la Côte d'Ivoire connaît enfin un renforcement notable avec la constitutionnalisation de la protection de l'environnement à travers les articles 27 et 40 de la Constitution du 08 novembre 2016.

### **3.1.5 Politique en matière de lutte contre la pollution des gaz à effet de serre et pollution de l'air**

La Côte d'Ivoire a ratifié la Convention-Cadre sur les changements climatiques en septembre 1995 et a entrepris conformément à ses engagements de Partie des activités qui visent les objectifs de cette convention. C'est dans cette optique que deux projets ont été initiés pour d'une part faire l'inventaire des Gaz à effet de serre (GES) et d'autre part améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments grâce à la réduction des GES.

Les objectifs opérationnels du premier projet initié en novembre 1994 visent à réaliser l'inventaire des GES, à évaluer la vulnérabilité de la Côte d'Ivoire aux GES et à proposer des statistiques et mesures possibles en vue de réduire les émissions de GES. Les évaluations menées sur la base de la méthodologie proposée par le Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Climat (GIEC/IPCC) ont permis d'identifier effectivement les sources d'émission des GES. Le second projet a pour objectif principal la stabilisation ou la réduction des émissions associées à la production d'électricité d'origine thermique en Côte d'Ivoire, grâce à l'application à grande échelle de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments neufs et les bâtiments existants et dans les équipements et des matériels utilisés dans ces bâtiments.

Dans le domaine de la pollution de l'air, les actions du gouvernement ont été portées sur l'évaluation de la pollution de l'air, l'identification des zones susceptibles de recevoir les appareils de mesures et les mesures des retombées de poussières par les établissements émetteurs (cimenterie, etc.). On peut, à partir de ces mesures, identifier les zones d'émission et mener les actions de réduction ; l'incitation des industriels à la réduction de la pollution de l'air par le biais des actions de traitement des gaz avant leur rejet (désulfuration, dépoussiérage, lavage des fumées).

Dans le cadre du présent projet, ces actions vont guider les prescriptions environnementales en matière de lutte contre la pollution atmosphérique.

### **3.1.6 Politique Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)**

La Côte d'Ivoire a hérité, après son indépendance obtenue en 1960, des structures sanitaires coloniales et n'en a réorienté ni l'esprit, ni les fonctions. Dans les années 70, le financement du secteur était presque entièrement à la charge de l'État. Les interventions des bailleurs de fonds étaient limitées et la population commençait à participer au financement des équipements sociaux. Conséquence, la décennie 80 a vu une expansion rapide du secteur privé, les réalisations sanitaires publiques demeurant en retrait en raison de la récession économique. Les services publics de santé s'illustraient par leur inefficacité dans l'offre de soins en raison du manque de médicaments et d'équipements de base.

Durant la période 1994-1997, l'État a investi 16,272 milliards de FCFA dans les opérations d'équipement pour rétablir la fonctionnalité des équipements sanitaires. Au total, ce sont 29 hôpitaux et plus de 300 formations sanitaires rurales qui ont été réhabilités et équipés. Le nombre

de dispensaires ruraux est passé de 523 en 1994 à 750 en 1997 et le nombre de maternités rurales de 1990 en 1994 à 384 en 1997.

Ce programme d'ajustement structurel en matière de santé a pour objectif global la lutte contre la pauvreté telle qu'elle a été fixée par le Plan National de Développement sanitaire (PNDS) ; et dont les objectifs spécifiques sont les suivants :

- réduire d'un tiers les taux actuels de mortalité et de morbidité avec un accent particulier mis sur le groupe cible le plus vulnérable "la mère et l'enfant".
- Élever de manière significative le taux de vaccination globale de toute la population.
- Améliorer l'accès des populations aux services sanitaires.
- Rendre disponibles et accessibles les médicaments essentiels.
- Accroître la prévalence contraceptive.
- Réduire le taux de prévalence du VIH/SIDA.
- Renforcer les relations avec la médecine traditionnelle.

La réhabilitation des routes va engendrer des flux de populations rurales dans les différentes localités du projet. Le phénomène d'exode rural va créer de nouveaux défis en matière de santé humaine. Ces défis peuvent conduire à une modification de la carte sanitaire du pays.

### **3.1.7 Politique Nationale de l'Eau**

La politique nationale de l'eau a pour objectif global d'apporter des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau afin qu'elle ne soit pas un facteur limitant au développement socioéconomique. Elle est orientée sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), afin que cette ressource vitale soit gérée de sorte à concilier les différentes utilisations et fonctions physiologiques, sociales, culturelles, environnementales, économiques et spirituelles de l'eau pour assurer une gestion durable de la ressource disponible.

### **3.1.8 Politique d'assainissement**

La politique d'assainissement est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, à travers la Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage (DAUD) qui élabore et mène sur le terrain la politique et les stratégies nationales en matière de drainage et d'assainissement avec pour objectif global de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'assainissement. En matière d'assainissement, les stratégies en milieu urbain sont les suivantes :

- élaborer un plan stratégique d'assainissement à travers un schéma directeur d'assainissement ;
- encourager la politique d'urbanisation des villes ;
- ouvrir les grands collecteurs pour le drainage des eaux pluviales ;
- développer les infrastructures d'eaux usées domestiques ;
- veiller aux traitements des effluents des usines, des hôpitaux avant leur rejet dans la nature ;
- développer l'assainissement autonome dans les zones dépourvues de réseaux collectifs.

### **3.1.9 Politique forestière**

Le territoire de la Côte d'Ivoire est divisé en deux principaux domaines : le domaine forestier rural et le domaine forestier permanent de l'État qui regroupe l'ensemble des terres relevant des domaines privés et publics de l'État (forêts classées, aires protégées et périmètres de protection).

La politique de gestion de ce patrimoine forestier est orientée sur deux axes ; à savoir : la protection des aires protégées et la protection de la forêt.

#### ***La protection des aires protégées***

En vue de préserver les ressources naturelles des aires protégées, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans plusieurs actions.

Au lendemain de la conférence de Rio 92, la Côte d'Ivoire a initié le Projet- Cadre de gestion des Aires Protégées (PCGAP) fondée sur :

- des réformes administratives, techniques et législatives ;
- le renforcement des capacités d'institutions à charge de la gestion des parcs Nationaux et Réserves naturelles ;
- l'intégration d'une approche participative impliquant la population civile (ONG, populations riveraines, etc.) à toutes les étapes de préparation des projets relatifs aux aires protégées ;
- le développement d'activités alternatives génératrices de revenus substantiels dans les zones riveraines des Parcs et Réserves et le développement d'un partenariat entre gestionnaires et riverains dans l'exécution des activités d'aménagement et de protection ;
- la prise en compte de la formation (agents, populations et autres privés) et de la recherche (suivis écologiques et autres programmes de recherche) dans les différents plans d'aménagement des Parcs et Réserves Naturels ;
- le développement du réseau des Aires Protégées par la création des Parcs et Réserves marins dans le littoral et des Parcs et Réserves dans le centre d'endémisme Est du bloc forestier guinéen ; la recherche de mécanismes appropriés pour assurer un financement continu des activités d'aménagement et de protection.

#### ***La protection de la forêt***

En Côte d'Ivoire, la pression exercée sur la forêt est très forte, car les populations y tirent le maximum de leurs biens et services essentiels (santé, logements, aliments, éducation, spiritualité,).

Au plan économique, l'agriculture demeure encore la base de l'économie ivoirienne. Elle représente un tiers du PIB et 66% des recettes d'exportation en 2008. Malheureusement, son essor a fortement entamé le capital naturel du pays notamment les forêts, les terres agricoles et le microclimat. Toutefois, avec l'engagement politique affiché par les pouvoirs publics depuis l'adoption des principes du développement durable, plusieurs acquis sont observés pour soutenir le développement agricole durable du pays.

Pour intégrer la gestion forestière dans la logique du développement durable, les actions suivantes ont été menées par les pouvoirs publics :

- la mise en place d'un Plan Sectoriel Forestier (première tranche 1991) ;
- la création de la Société de Développement des Forêts (SODEFOR) ;
- la mise en place d'un Plan Directeur Forestier (1998-2015) ;

Afin de doter le secteur agricole, au sens large, d'un instrument de politique, le gouvernement a adopté un Plan Directeur de Développement Agricole (PDDA) pour la période 1992-2015 dont les objectifs répondent aux trois piliers du développement durable :

- Économie : améliorer la productivité et la compétitivité, diversifier les productions agricoles développer les pêches maritimes et lagunaires ;
- social : rechercher l'autosuffisance et la sécurité alimentaire ;
- environnement : réhabiliter le patrimoine forestier et préserver la diversité biologique.

Dès lors, plusieurs actions ont été menées sur l'étendue du territoire national notamment (1) la poursuite du reboisement et l'aménagement des forêts, (2) le développement des infrastructures rurales (3) la promotion des jeunes exploitants agricoles (4) l'intensification du rôle des caisses d'épargne et de crédit et (5) le renforcement de la politique nationale en matière de sécurité alimentaire.

### **3.1.10 Politique de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes**

A l'instar des autres pays africains, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans la mise en œuvre de la promotion de l'égalité des sexes à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activités, notamment aussi bien dans la disponibilité des biens et services que dans leur accessibilité.

### **3.1.11 Politique de décentralisation**

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS). En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement ivoirien a pour objectifs globaux : (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'Etat et les collectivités locales, (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement, (iii) d'enraciner la démocratie locale, (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

## 3.2 Cadre juridique national relatif au projet

Tableau 2: Cadre juridique national relatif au projet

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<b>Lois</b>		
<b>Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 modifiée par la loi n°2020-348 du 19 mars 2020 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire</b>	La loi fondamentale ivoirienne proclame dès son préambule l'engagement de la Côte d'Ivoire à « contribuer à la préservation du climat et d'un environnement sain pour les générations futures ». Ce fort engagement est complété par les articles suivants : <b>Article 11</b> : « Le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ». <b>Article 27</b> : « le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble de territoire national (...) » <b>Article 40</b> : « la protection de l'environnement et la protection de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique et morale ».	Le promoteur doit disposer d'une politique environnementale et social qui prend en compte la protection de l'environnement et garantit le droit à un environnement sain à tous. LE PROMOTEUR doit également indemniser toutes les personnes qui perdront leurs terres ou leur bien du fait de la réalisation du projet.
<b>Loi n°87- 806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel</b>	<b>Article 1<sup>er</sup></b> : « Le Patrimoine Culturel National est l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers, des arts et traditions populaires, des styles, des formes, des disciplines et des usages artistiques, sociaux, religieux, technologiques et scientifiques hérités du passé » <b>Article 5</b> : « La protection du Patrimoine Culturel immobilier est assurée suivant son intérêt historique, artistique, scientifique ou ethnologique ainsi qu'en raison de son état de conservation par trois mesures administratives distinctes : - L'inscription, - Le classement, -La déclaration de sauvegarde »	Protéger le patrimoine culturel et religieux des PAPs.
<b>Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n°2004-412 du 14 août 2004, n°2013-655 du 13 septembre 2013 et n°2019-868 du 14 octobre 2019</b>	<b>Article 1<sup>er</sup></b> : « Le Domaine Foncier Rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires ». <b>Article 2</b> : « Le Domaine Foncier Rural est à la fois : - hors du domaine public, - hors des périmètres urbains, - hors des zones d'aménagement différé dûment constituées, - hors du domaine forestier classé et des aires protégées, - hors des zones touristiques dûment constituées. Le Domaine Foncier Rural est composé : à titre permanent : - des terres propriétés de l'Etat, - des terres propriété des collectivités publiques et des particuliers, - des terres sans maître. à titre transitoire : - des terres du domaine coutumier, - des terres du domaine concédé par l'Etat à des collectivités publiques et à des particuliers »	Suivre les prescriptions de la loi de 2013 relatives à la rallonge d'un nouveau délai de 10 ans pour obtenir un titre foncier. Partant, LE PROMOTEUR ne devrait pas exiger le titre foncier pour attester la propriété foncière dans le domaine rural. LE PROMOTEUR et les services du MINADER veilleront à l'application de la loi, surtout en matière de vérification du titre foncier pour les indemnisations.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 3</b> : « Le Domaine Foncier Rural coutumier est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent : - Des droits coutumiers conformes aux traditions, - Des droits coutumiers cédés à des tiers. »</p> <p><b>Article 4</b> : « La propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au registre foncier ouvert à cet effet par l'Administration. Dans le domaine foncier rural coutumier, les droits coutumiers sont constatés par le Certificat Foncier.</p> <p>Les terres objet de Certificat foncier individuels ou collectifs doivent être immatriculées dans un délai fixé par décret pris en Conseil des Ministres. La procédure d'immatriculation des terres objet de certificats fonciers est définie par décret ».</p> <p><b>Article 6</b> : « les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat et sont gérées suivant les dispositions de l'article 21 ci-après. Ces terres sont immatriculées, aux frais du locataire ou de l'acheteur. Outre les terres objet d'une succession ouverte depuis plus de trois ans non réclamés, sont considérées comme sans maître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés dans un délai fixé par décret pris en Conseil des Ministres,</li> <li>- Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés dans un délai fixé par décret pris en Conseil des Ministres. Le défaut de maître est constaté par décret pris en Conseil des Ministres.</li> </ul> <p>La procédure de constatation des terres sans maître est définie par décret »</p>	
<b>Loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales modifiée par l'ordonnance n° 2007-586 du 4 Octobre 2007</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « Les Collectivités territoriales concourent avec l'Etat au développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique des populations et, de manière générale, à l'amélioration constante de leur cadre de vie. A cet effet, elles jouissent d'une compétence générale et de compétences spéciales attribuées par les lois et règlements. »</p> <p><b>Article 10</b> : « Les attributions dans les matières ci-après sont dévolues aux collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement du territoire ;</li> <li>- la planification du développement ;</li> <li>- l'urbanisme et l'habitat ;</li> <li>- les voies de communication et les réseaux divers ;</li> <li>- le transport ;</li> <li>- la santé, l'hygiène publique et la qualité ;</li> <li>- la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ;</li> <li>- la sécurité et la protection civile ;</li> <li>- l'enseignement, la recherche scientifique et la formation professionnelle et technique ;</li> <li>- l'action sociale, culturelle et de promotion humaine ;</li> <li>- le sport et les loisirs ;</li> <li>- la promotion du développement économique et de l'emploi ;</li> <li>- la promotion du tourisme ;</li> <li>- la communication ;</li> <li>- l'hydraulique, l'assainissement et l'électrification ;</li> <li>- la promotion de la famille, de la jeunesse, de la femme, de l'enfant, des handicapés et des personnes du 3e âge ».</li> </ul>	Associer les Conseils Régionaux du Hambol et du Tchologo à toutes les phases du projet.
<b>Loi n°2014-390 du 20 Juin 2014 d'orientation sur le développement durable</b>	<p><b>Article 2</b> : « La présente loi définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser les outils de politique en matière de développement durable ;</li> </ul>	Se conformer aux objectifs définis par cette loi.



Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-intégrer les principes du développement durable, dans les activités des acteurs publics et privés ;</li> <li>- élaborer les outils de politique en matière de changements climatiques ;</li> <li>-encadrer les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés à la biosécurité ;</li> <li>-définir les engagements en matière de développement durable des acteurs du développement durable ;</li> <li>- concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, du développement économique et du progrès social ;</li> <li>- créer les conditions de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ;</li> <li>- encadrer l'utilisation des organismes vivants modifiés.</li> </ul> <p><b>Article 3</b> : « La présente loi s'applique notamment aux domaines ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'aménagement durable du territoire ;</li> <li>- la biodiversité ;</li> <li>- la biosécurité ;</li> <li>- les changements climatiques ;</li> <li>- le développement urbain durable ;</li> <li>- les énergies ;</li> <li>- l'environnement côtier et marin ;</li> <li>- la gestion des catastrophes ;</li> <li>- la gestion durable des forêts ;</li> <li>- la gestion durable des mers et du littoral ;</li> <li>- la gestion durable des terres et la désertification ;</li> <li>-le mécanisme pour un développement propre ;</li> <li>- le mécanisme REDD+ ;</li> <li>- les modes de consommation et de production durables ;</li> <li>- les ressources en eau. »</li> </ul> <p><b>Article 6</b> : « Les outils de mise en œuvre des principes et objectifs du développement durable sont constitués notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'Agenda 21 local ;</li> <li>- des communications nationales ;</li> <li>- de la comptabilité verte ;</li> <li>-des évaluations environnementales et sociales ;</li> <li>- de la fiscalité verte ;</li> <li>- des grilles d'évaluation ;</li> <li>- des guides sectoriels ;</li> <li>- des indicateurs du développement durable ;</li> <li>-des normes relatives au développement durable ;</li> <li>- des inventaires des gaz à effet de serre ;</li> <li>-des plans sectoriels de développement durable ;</li> <li>- du plan national d'adaptation aux changements climatiques ;</li> <li>-de la stratégie nationale de développement durable ;</li> <li>- de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques ;</li> <li>- de l'empreinte écologique. »</li> </ul>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<p><b>Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail</b></p>	<p><b>Article 1</b> : « Le présent Code du Travail est applicable sur tout le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux travailleurs déplacés pour une mission temporaire n'excédant pas trois (3) mois ».</p> <p><b>Article 21.1</b> : « La durée et l'horaire de travail sont fixés par l'employeur dans le respect des règles édictées par le présent code et des textes pris pour son application. La durée et l'horaire de travail sont affichés sur les lieux de travail et communiqués à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.</p> <p>Dans tous les Etablissements soumis au présent Code, à l'exception des Etablissements agricoles, la durée normale du travail des personnels, quel que soient leur sexe et leur mode de rémunération, est fixée à quarante heures par semaine. Cette durée peut être dépassée par application des règles relatives aux équivalences, aux heures supplémentaires et à la récupération des heures de travail perdues et à la modulation. »</p> <p><b>Article 22.2</b> : « Le travail de nuit est interdit aux femmes enceintes sauf avis médical contraire et aux jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit (18) ans. Des dérogations peuvent toutefois être accordées, dans des conditions fixées par Décret, en raison de la nature particulière de l'activité professionnelle. »</p> <p><b>Article 22.4</b> : « Les conditions dans lesquelles s'effectue le travail de nuit, en particulier les garanties spécifiques exigées par la nature de ce travail, sont fixées, par décret ».</p> <p><b>Article. 41.2</b> : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise.</p> <p>Il doit notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies ».</p> <p><b>Article 41.3</b>. « Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique. Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation ».</p> <p><b>Article 41.5</b> : « Tout danger grave et imminent est mentionné sur un Registre spécifique par le Comité de santé et sécurité au travail prévu à l'article 42.1 ci-dessous et l'employeur est tenu de procéder à une enquête avec ce Comité.</p> <p>En cas de divergence sur la réalité de ce danger la partie la plus diligente saisit l'inspecteur du travail et des lois sociales qui convoque une réunion extraordinaire du Comité qui se tient dans les vingt-quatre heures avec la participation obligatoire du médecin inspecteur du Travail et du contrôleur en prévention de l'Institution de Prévoyance sociale ».</p> <p>Article 43.1 : « Tout employeur doit assurer un service de santé au travail au profit des travailleurs qu'il emploie.</p> <p>Ce service de santé au travail existe sous deux formes :</p>	<p>Veiller à ce que les exigences environnementales, d'hygiène et de sécurité des travailleurs prescrites par la loi soient appliquées lors de la réalisation des travaux.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le service médical autonome ;</li> <li>- le service médical interentreprises ».</li> </ul>	
<b>Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code forestier</b>	<p><b>Article 2</b> : « La présente loi a pour objectif de fixer les règles relatives à la gestion durable des forêts. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer, au profit des générations présentes et futures, la contribution du secteur forestier au développement durable par la promotion des fonctions environnementales, socio-économiques et culturelles des ressources forestières ;</li> <li>• Préserver et valoriser la diversité biologique et contribuer à l'équilibre des écosystèmes forestiers et autre écosystèmes associés ;</li> <li>• Promouvoir la participation active des populations locales, des Organisations Non Gouvernementales et des associations à la gestion durable des ressources forestières pour l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie, par la prise en compte, en matière forestière de leurs droits individuels et collectifs qui découlent des coutumes, de la loi portant Code Foncier Rural, de la présente loi et par la vulgarisation de la politique forestière ;</li> <li>• Promouvoir la création de forêts par les communautés rurales, les collectivités territoriales, les personnes physiques et les personnes morales de droit privé ;</li> <li>• Valoriser les ressources forestières par une transformation plus poussée du bois et une meilleure rentabilité des produits forestiers ;</li> <li>• Favoriser la constitution d'un taux de couverture forestière représentant au moins 20% de la superficie du territoire national ;</li> <li>• Promouvoir une culture écocitoyenne. »</li> </ul> <p><b>Article 8</b> : « La protection et la reconstitution des ressources forestières incombent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés rurales et aux populations riveraines des forêts de l'Etat, aux personnes morales de droit privé, notamment les concessionnaires et exploitants des ressources forestières ainsi qu'aux personnes physiques.</p> <p>Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret pris en Conseil des Ministres. »</p> <p><b>Article 9</b> : « L'Etat prend les mesures nécessaires à l'effet de préserver l'ordre public écologique »</p>	Veiller à préserver les écosystèmes forestiers.
<b>Loi n°2023-899 du 23 Novembre 2023 portant code de l'hygiène et de la salubrité</b>	<p><b>Article 2</b> : La présente loi a pour objet de fixer les règles relatives à l'hygiène publique et à la salubrité, dans les zones urbaines et rurales</p> <p><b>Article 3</b> : La présente loi s'applique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux voies et places publiques ou privées, aux plages, aux habitations, aux établissements sanitaires, aux lieux de travail, aux marchés, aux gares routières ainsi qu'aux occupations du domaine public, aux réserves administratives, aux parcs, aux jardins, aux espaces verts, aux toilettes publiques et</li> </ul>	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'hygiène et de salubrité pour le projet (plan de gestion des déchets et plan d'assainissement)

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>autres mobiliers urbains de salubrité, aux façades et aux abords des édifices publics et bâtiments privés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'élevage, à la pêche, à l'agriculture, aux activités industrielles, commerciales, extractives, au transport et au contrôle sanitaire aux frontières ;</li> <li>- aux situations d'épidémie et de catastrophe ;</li> <li>- à tout comportement ou pratique individuelle ou collective susceptible de porter atteinte aux règles d'hygiène publique et de salubrité.</li> </ul> <p><b>Article 5 :</b> L'Etat élabore et met en œuvre la politique nationale en matière d'hygiène publique et de salubrité.</p> <p><b>Article 6 :</b> La préservation et la promotion de l'hygiène publique et de la salubrité sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale</p> <p>A ce titre, les collectivités territoriales, les communautés locales, la société civile, le secteur privé et les populations prennent les mesures nécessaires pour leur participation effective à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'hygiène publique et de salubrité.</p> <p>Les modalités d'intervention de chaque acteur sont précisées par décret pris en Conseil des Ministres</p> <p><b>Article 7 :</b> L'Autorité compétente met en place, dans le ressort territorial relevant de ses attributions, un système approprié de gestion de l'hygiène publique et de la salubrité.</p> <p><b>Article 33 :</b> Tout responsable d'entreprises industrielles, commerciales ou artisanales, le cas échéant, prend des mesures pour la protection de la santé des travailleurs de leurs familles, de la population riveraine et de l'environnement.</p> <p><b>Article 34:</b> Les immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel sont inspectés en matière d'hygiène par le Ministère en charge de l'Hygiène Publique.</p> <p><b>Article 35 :</b> Tout propriétaire d'immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel procède à la maintenance des fosses septiques, ainsi que des systèmes d'évacuation des eaux usées et de collecte des déchets solides.</p> <p><b>Article 36 :</b> Tout occupant d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel assure la propreté et l'embellissement tant à l'intérieur, à l'extérieur qu'aux abords immédiats.</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 92 :</b> L'Etat prend toutes les mesures nécessaires à l'effet de prévenir et de faire cesser toutes formes de nuisances, notamment de type sonores, lumineuses, olfactives, vibratoires, thermiques et électromagnétiques.</p> <p><b>Article 93 :</b> L'installation des sources d'émissions d'ondes électromagnétiques, notamment les antennes relais de téléphonie mobile les lignes et les installations de hautes et moyennes tensions électriques, les réseaux de distribution d'électricité, les réseaux informatiques, les émetteurs radio et télé, sont soumis à évaluation environnementale, sociale et sanitaire.</p> <p><b>Article 94 :</b> Est interdite toute activité dont les nuisances compromettent le fonctionnement et la quiétude dans les établissements scolaires et universitaires, les établissements sanitaires, les lieux de culte, les cimetières, les casernes, les zones résidentielles, les services administratifs et les entreprises privées.</p> <p><b>Article 95 :</b> Toute personne physique ou morale dont les activités ou le comportement sont à l'origine de nuisances, prend toutes les dispositions utiles en vue de les réduire ou de les éliminer.</p> <p><b>Article 107 :</b> Tout projet de développement, d'installation d'unité industrielle, commerciale et artisanale fait l'objet d'une Étude d'impact Sanitaire, en abrégé EIS, en complément de l'Etude d'Impact Environnemental et Social.</p> <p>Les conditions de réalisation de l'EIS sont précisées par décret pris en Conseil des Ministres.</p> <p><b>Article 108 :</b> Toute unité industrielle dispose d'une zone de végétation arborée en vue de l'insérer dans le paysage</p>	
<p><b>Loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Environnement</b></p>	<p><b>Article 3 :</b> « il vise notamment à :</p> <p>« 1- renforcer, au profit des générations présentes et futures, la protection de l'environnement en vue du développement durable par le maintien et la promotion des multiples fonctions de l'environnement ;</p> <p>2- préserver la diversité biologique et contribuer à l'équilibre des écosystèmes dans la réalisation des activités agricoles, forestières, halieutiques cynégétiques, pastorales, touristiques et minières ;</p> <p>3- encourager la gestion durable des secteurs de l'environnement en réduisant l'empreinte écologique ;</p> <p>4- renforcer le processus de valorisation des biens et des services environnementaux ;</p>	<p>Effectuer une évaluation environnementale préalable et mettre en œuvre le plan de gestion environnemental et social du projet.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>5- impliquer les collectivités territoriales, les entreprises privées, les organisations de la société civile et les populations locales dans la protection de l'environnement, la planification, la gestion et la réalisation des activités du secteur de l'environnement ;</p> <p>6- lutter contre les changements climatiques, notamment par la réduction des gaz à effet de serre et la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation ;</p> <p>7- réglementer l'utilisation des ressources génétiques de même que l'accès aux résultats et avantages découlant des biotechnologies issues desdites ressources ;</p> <p>8- garantir à tous les citoyens un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ;</p> <p>9- veiller à la restauration des milieux endommagés ;</p> <p>10- promouvoir l'éducation, la formation et la recherche en matière d'environnement et du développement durable. »</p> <p><b>Article 9</b> : « Sont visés, aux termes de la présente loi, les différents types d'énergies, en l'occurrence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'énergie solaire ;</li> <li>- L'énergie biomasse ;</li> <li>- L'énergie éolienne ;</li> <li>- L'énergie géothermique ;</li> <li>- L'énergie hydroélectrique ;</li> <li>- L'énergie thermique ;</li> <li>- L'énergie nucléaire. ».</li> </ul> <p><b>Article 11</b> : « Le droit un environnement sain est reconnu sur l'ensemble du territoire national ».</p> <p><b>Article 12</b> : « toute personne physique ou morale a droit à l'information sur l'état de son environnement. Ce libre accès à l'information environnementale comprend la publication des rapports nationaux sur l'état d l'environnement y compris les données techniques brutes, notamment sur les changements climatiques, la diversité biologique, les ressources marines, la couche d'ozone sous réserve des impératifs de la défense nationale et de la sécurité de l'Etat.</p> <p><b>Article 13</b> : « L'autorité nationale compétente prend les mesures appropriées pour faciliter 'accès aux informations et aux conclusions relatives aux évaluations environnementales durant la période de l'enquête</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>publique à l'exception des informations et des données qui sont jugées confidentielles pour des raisons de défense nationale ou de sécurité de l'Etat ».</p> <p><b>Article 14</b> : « Les associations de protection de l'environnement, les acteurs du domaine de l'environnement, les entreprises et les individus, en particulier, les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, les enfants et les vieillards ont le droit de participer à la gestion de leur environnement en vue du développement durable. Ils prennent part au processus de décision, d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des plans, des projets, des programmes et des politiques ayant une incidence sur leur environnement ».</p> <p><b>Article 15</b> : « Il est mis en place des cadres consultatifs aux fins de recueillir l'opinion et l'apport des personnes visées à l'article précédent ».</p> <p><b>Article 16</b> : « Les projets soumis à l'Etude d'Impact Environnemental et Social donnent lieu à une enquête publique. Cette enquête vise à permettre à la population concernée de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement, de recueillir et éventuellement de prendre en compte leurs observations et propositions y relatives ».</p> <p><b>Article 17</b> : « Le droit à l'éducation environnementale est reconnu à tous. A cet effet, l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur privé, les organisations de la société civile et toute personne intéressée promeuvent la sensibilisation, éveil écologique, a formation, a recherche développement en matière d'environnement ».</p> <p><b>Article 25</b> : « L'Etat réalise une évaluation environnementale et sociale des plans, des politiques, des programmes et des projets de développement économique et social en vue de prévenir, minimiser, réduire ou gérer leurs impacts sur l'environnement et les populations ».</p> <p><b>Article 32</b> : « L'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la compensation écologique ».</p> <p><b>Article 33</b> : « L'Etat met à niveau les infrastructures de base en s'assurant qu'elles respectent les mesures de protection de l'environnement ».</p> <p><b>Article 36</b> : « Les Collectivités territoriales participent à la collecte, au stockage, à l'enlèvement, au transport, au traitement, à la valorisation et à l'élimination des déchets ménagers ».</p> <p><b>Article 37</b> : « Les Collectivités territoriales prennent les mesures appropriées pour protéger et reboiser les terres, gérer les monuments naturels, les sites et les paysages qui relèvent de leurs compétences ».</p> <p><b>Article 38</b> : « Les Collectivités territoriales prennent les mesures appropriées pour préserver et gérer de manière écologiquement rationnelle les espaces verts et tous les autres espaces relevant de leurs compétences ».</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 39</b> : « Les Collectivités territoriales promeuvent les initiatives, les actions, les activités, les programmes, les projets des populations, des associations ou des entreprises visant à protéger l'environnement ».</p> <p><b>Article 55</b> : « L'Etat met en place une Agence qui bénéficie de la personnalité juridique, de l'autonomie financière, d'un patrimoine et des moyens de gestion propres.</p> <p>Elle est chargée notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de conduire les procédures d'évaluation environnementale et sociale ;</li> <li>- de coordonner l'élaboration des rapports nationaux en matière d'environnement ;</li> <li>- d'appuyer les collectivités territoriales dans l'élaboration des plans locaux de gestion de l'environnement;</li> <li>- de définir les filières concernées de la responsabilité élargie du producteur et contrôler sa mise en œuvre ».</li> </ul> <p><b>Article 56</b> : « L'Etat met en place une police de l'environnement chargée de faire respecter les dispositions juridiques relatives à la protection et à la gestion de l'environnement ».</p> <p><b>Article 57</b> : « Les pouvoirs de police de l'environnement sont conférés à des agents de la police nationale, de la gendarmerie, des eaux et forêts, à certains fonctionnaires et agents de l'Etat en vue du contrôle de la mise en œuvre des règles relatives à la protection de l'environnement sur l'ensemble du territoire national.</p> <p>Les agents investis de pouvoir de police de l'environnement prêtent serment ».</p> <p><b>Article 58</b> : « Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la police de l'environnement sont précisés par décret pris en Conseil des Ministres ».</p> <p><b>Article 60</b> : « L'Etat rend d'application obligatoire les normes techniques anti-pollution dans les domaines de l'air, de l'eau, du sol et du bruit.</p> <p>Ces normes, fixées par les structures compétentes, sont établies en fonction des innovations technologiques et des capacités d'absorption des réceptacles.</p> <p>Ces normes servent de base à l'élaboration des attributions spéciales de rejet, d'émission, de dépôt ou d'occupation.</p> <p>Les normes de rejet, d'émission et de dépôt sont rendues d'application obligatoire par voie réglementaire ».</p> <p><b>Article 61</b> : « Les immeubles, les installations classées pour la protection de l'environnement, les établissements commerciaux ou artisanaux, les véhicules ou tout autre objet mobile sont conçus, construits, exploités, utilisés selon les normes de produits, les normes d'émissions, les normes de qualité et les meilleures technologies disponibles ».</p>	



Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 68</b> : « Tout projet susceptible d'avoir un impact sur l'environnement est soumis au préalable à une évaluation environnementale et sociale ».</p> <p><b>Article 69</b> : « L'évaluation environnementale et sociale s'applique aux politiques, aux plans, aux programmes et aux projets susceptibles d'avoir des répercussions sur l'environnement naturel et humain ».</p> <p><b>Article 70</b> : « Tout promoteur d'une politique, d'un plan, d'un programme ou d'un projet soumis à une évaluation environnementale et sociale doit recourir librement au service d'un Bureau d'Etudes ou d'un consultant indépendant agréé par le Ministre chargé de l'Environnement en vue de la réalisation de l'évaluation. Les conditions de délivrance de l'agrément aux Bureaux d'Etudes ou aux consultants indépendants sont définies par décret pris en Conseil des Ministres ».</p> <p><b>Article 71</b> : « Les principaux outils d'évaluation environnementale et sociale sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) ;</li> <li>- l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) ;</li> <li>- l'Audit Environnemental et Social (AES) ».</li> </ul> <p><b>Article 75</b> : « Les projets, dont les impacts sur les milieux naturel et humain, sont facilement identifiables ou limités et dont les moyens d'atténuation sont généralement connus, sont soumis à une étude d'impact environnemental et social simplifiée ou notice d'impact environnemental et social ».</p> <p><b>Article 79</b> : « L'examen du dossier des Etudes d'Impact Environnemental et Social, des Evaluations Environnementales et Sociales Stratégiques et des Audits Environnementaux et Sociaux, par l'Agence visée à l'article 55 donne lieu au versement d'une redevance fixée par la loi de finances ».</p> <p><b>Article 80</b> : « Les frais afférents à l'enquête publique et à l'examen technique de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique, des Audits Environnementaux et Sociaux et toutes autres études en évaluation environnementale et sociale énumérées dans le présent chapitre sont à la charge du promoteur et payable à l'Agence visée à l'article 55, dont les montants sont définis conformément aux dispositions en vigueur ».</p> <p><b>Article 85</b> : « Les évaluations environnementales des politiques, des plans, des programmes et des projets doivent inclure les stratégies de l'adaptation et de l'atténuation aux changements climatiques ».</p> <p><b>Article 88</b> : « L'Etat adopte des mesures qui facilitent l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables et des énergies non polluantes. Il veille à la promotion de ces énergies ».</p> <p><b>Article 89</b> : « L'Etat adopte des mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique dans les industries, les bâtiments et le transport ».</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>Il veille à la promotion de l'efficacité énergétique ».</p> <p><b>Article 109</b> : « L'Etat favorise la reconstitution de la couverture forestière ».</p> <p><b>Article 110</b> : « L'Etat adopte des mesures appropriées pour une gestion écologiquement rationnelle des forêts en tenant compte de leurs fonctions écologique, sociale, culturelle, culturelle et de leur valeur économique ».</p> <p><b>Article 120</b> : « Toute émission sonore susceptible de causer des bruits doit être conforme à la réglementation établie par les autorités compétentes ».</p> <p><b>Article 121</b> : « L'Etat prend des mesures appropriées pour fixer les valeurs limites sonores admises. Il met en place des systèmes de mesures et les moyens de contrôle.</p> <p>Ces mesures sont précisées par décret pris en Conseil des Ministres ».</p> <p><b>Article 156</b> : « L'Etat élabore une politique nationale pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques ».</p> <p><b>Article 157</b> : « L'importation et l'exportation des déchets d'équipements électroniques et électriques sont effectuées conformément aux conventions internationales ».</p> <p><b>Article 158</b> : « La collecte, le stockage, le transport et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques sont effectués dans des conditions écologiquement rationnelles ».</p> <p><b>Article 159</b> : « Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont stockés et éliminés dans des installations agréées par les autorités nationales compétentes ».</p>	
<p><b>Loi n° 2023-902 du 23 novembre 2023 portant Code de l'Eau</b></p>	<p><b>Article 3</b> : « Sont soumis aux dispositions de la présente loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, exerçant une activité en rapport avec les ressources en eau ;</li> <li>• Les aménagements et ouvrages hydrauliques ;</li> <li>• Les installations classées conformément aux lois et règlements en vigueur, les installations non classées, les ouvrages et activités réalisés à des fins domestiques ou non, par toute personne physique ou morale, de droit public ou privé et entraînant soit des prélèvements sur les eaux de surface ou les eaux souterraines, restituées ou non, soit une modification des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.</li> </ul> <p><b>Article 31</b> : « Sont soumis à autorisation préalable, les installations, aménagements, ouvrages, travaux et activités, susceptibles d'entraver la navigation, de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de dégrader la qualité et la quantité des ressources en eau, d'accroître</p>	<p>Doter le projet d'un plan de gestion des ressources en eau pour protéger les eaux de surface, éviter les gaspillages et assurer la disponibilité de l'eau potable pour les travailleurs.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>notablement le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique.</p> <p>Sont soumis à déclaration préalable, les installations, ouvrages, travaux et activités qui, n'étant pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter les prescriptions édictées par la législation en vigueur ».</p> <p><b>Article 37 :</b> « Toute activité susceptible de dégrader les ressources en eau, les aménagements et ouvrages hydrauliques fait l'objet de mesures de réglementation par le Ministère en charge de la gestion des ressources en eau ».</p> <p><b>Article 38 :</b> « En vue de protéger les ressources en eau, les aménagements et ouvrages hydrauliques, il est institué des normes et des périmètres de protection.</p> <p>Les normes telles que précisées à l'alinéa précédent sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les normes de qualité des ressources en eau ;</li> <li>• les normes de rejet ;</li> <li>• les normes de conception, de mise en œuvre et de protection des aménagements et ouvrages hydrauliques.</li> </ul> <p>Ces normes sont déterminées en fonction des différents usages, en tenant compte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des données scientifiques les plus récentes en la matière ;</li> <li>• de l'état du milieu récepteur ;</li> <li>• de la capacité d'autoépuration de l'eau ;</li> <li>• des impératifs du développement économique et social national ;</li> <li>• des contraintes de rentabilité financière.</li> </ul> <p>Ces normes sont fixées par voie réglementaire.</p> <p><b>Article 42 :</b> « Le déversement des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement public ne doit nuire ni à la gestion de ce réseau, ni à la qualité des eaux, ni à la conservation des aménagements et ouvrages hydrauliques.</p> <p><b>Article 47 :</b> « Tout gaspillage de l'eau est interdit.</p> <p>L'autorité peut, par voie réglementaire, déterminer les conditions à imposer aux particuliers, aux réseaux et installations publiques et privées afin d'éviter ce gaspillage. »</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 50 :</b> « Les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluents radioactifs dans les ressources en eau sont interdits. »</p> <p><b>Article 51 :</b> « Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur. »</p> <p><b>Article 53 :</b> « Il est interdit de déverser dans la mer, les cours d'eau, les lacs, les lagunes, les étangs, les canaux, les eaux souterraines, sur leur rive et dans les nappes alluviales, toute matière usée, tout résidu fermentescible d'origine végétale ou animale, toute substance solide ou liquide, toxique ou inflammable susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de provoquer un incendie ou une explosion ».</p> <p><b>Article 87 :</b> « Toute personne qui a connaissance d'un incident ou d'un accident présentant un danger pour la qualité, la circulation ou la conservation des ressources en eau doit en informer, dans les meilleurs délais, l'autorité compétente.</p> <p>L'autorité compétente informe les populations par tous les moyens appropriés des circonstances de l'incident ou de l'accident, de ses effets et des mesures prises ou à prendre pour y remédier.</p> <p><b>Article 88 :</b> « Toute personne a l'origine d'un incident ou d'un accident et tout exploitant ou, tout propriétaire sont tenus, selon les cas, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles, pour faire cesser le danger ou l'atteinte au milieu. Ils doivent également prendre toutes les dispositions nécessaires pour y remédier.</p> <p><b>Article 89 :</b> « L'autorité compétente prescrit aux personnes mises en cause les mesures à prendre pour mettre fin aux dommages constatés ou en circonscrire la gravité et notamment les analyses à effectuer.</p> <p><b>Article 101 :</b> « L'eau destinée à la consommation humaine doit être conforme aux normes de potabilité fixées par la réglementation en vigueur ».</p> <p><b>Article 107 :</b> « Toute correction des eaux doit se faire dans le respect de la réglementation en vigueur. »</p>	
<b>Ordonnances</b>		
<b>Ordonnance n°2012-03 du 11 janvier 2012 modifiant la Loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant code de prévoyance sociale et ses décrets</b>	<p><b>Article 1 :</b> « Les articles 22, 50, 95, 149 à 163 de la loi n° 99-477 du 02 août 1999 portant modification du Code de Prévoyance Sociale, sont modifiés et complétés comme suit :</p> <p>Article 22 (Nouveau) : Le taux des cotisations sociales</p> <p>Article 50 (nouveau) : Le taux des prestations familiales</p>	<p>L'entreprise chargée des travaux doit être affiliée à la CNPS et réaliser les déclarations de ses travailleurs auprès de cette instance.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>Article 95 (nouveau) : Coûts périodiques, du salaire minimum annuel ».</p> <p>Titre IV - de la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles.</p> <p><b>Article 5</b> : « Est obligatoirement affilié à la Caisse nationale de Prévoyance Sociale tout employeur occupant des travailleurs salariés tels que définis à l'article 2 du Code du Travail. Cette affiliation prend effet à compter du premier embauchage d'un travailleur salarié ».</p>	
<b>Ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « La présente ordonnance s'applique aux biens du domaine public appartenant : - à l'Etat ; - aux Collectivités territoriales ; - aux Etablissements publics ; Que ces biens soient gérés par la personne publique propriétaire ou par toute personne morale de droit public ou privé ayant reçu mandat de la personne publique propriétaire à cet effet ».</p> <p><b>Article 4</b> : « Les biens du domaine public sont insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'occupation ou l'utilisation par des personnes privées des dépendances immobilières de ce domaine ne confère pas à ces dernières de droit réel, sous réserve des dispositions des chapitres III et de IV de la présente ordonnance »</p> <p><b>Article 7</b> : « L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire ».</p>	L'occupation des terrains appartenant à l'Etat ne confère pas un droit de propriété à l'occupant.
<b>Décrets</b>		
<b>Décret du 29 Septembre 1928 portant réglementation du domaine public</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « font partie du domaine public :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de 100 m mesurée à partir de cette limite ;</li> <li>- les cours d'eaux navigables ou flottables ainsi qu'une zone de passage de 25 m de large sur chaque rive ;</li> <li>les sources et cours d'eau non navigables ni flottables ;</li> <li>- les lacs, étangs et lagunes ainsi qu'une zone de 25 m de large sur chaque rive ;</li> <li>- les nappes aquifères souterraines quel que soit leur provenance, leur nature et leur profondeur ;</li> <li>- les canaux de navigation, les canaux d'irrigation, les canaux de dessèchement exécutés dans l'intérêt du public ainsi que les dépendances de ces ouvrages ;</li> <li>- les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies ;</li> <li>- les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports, les digues maritimes et fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage et leurs dépendances ;</li> <li>- les lignes télégraphiques, téléphoniques et leurs dépendances ainsi que les aériens des stations radioélectriques ;</li> <li>- les ouvrages de fortification des places de guerre ou les postes militaires ainsi qu'une zone large de 250 m autour ces ouvrages. »</li> </ul>	Une fois construits, les ouvrages routiers seront incorporés au domaine public.
<b>Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « L'indemnisation des cultures détruites résulte soit du droit commun de la responsabilité relevant des articles 1382 et suivants du code civil, soit de l'exécution de travaux d'utilité publique ou de l'exécution de mesures phytosanitaires décidées par les services compétents et portant sur des plants sains »</p> <p><b>Article 2</b> : « L'indemnité doit être juste, c'est-à-dire permettre la répartition intégrale du préjudice causé par la perte des biens. Elle ne doit en aucun cas constituer une spéculation pour la victime ».</p>	LE PROMOTEUR devra se conformer aux exigences de ce décret pour indemniser les propriétaires de ces champs qui seront détruits par le projet.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 6 :</b> « La fixation du barème des taux d'indemnité et l'organisation de l'évaluation de l'indemnisation sont établies par Arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Agriculture et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances »</p> <p><b>Article 7 :</b> « La détermination du montant de l'indemnité doit tenir compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) de la valeur des cultures détruites ou à détruire au moment du constat ;</li> <li>(b) de la valeur des constructions et autres aménagements ;</li> <li>(c) de la valeur du terrain nu, en cas de dépossession de celui-ci ;</li> <li>(d) du remboursement des frais occasionnés pour l'obtention du titre de propriété, s'il y a expropriation.</li> </ul>	
<b>Décret n°96-206 du 7 mars 1996 relatif au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail</b>	<b>Article 1<sup>er</sup> :</b> « Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les Etablissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ».	L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place un Comité de santé, de sécurité au travail s'il emploie au moins 50 salariés permanents.
<b>Décret n° 98-38 du 28 janvier 1998 relatif aux mesures générales d'hygiène en milieu du travail</b>	<p><b>Article 2 :</b> Les locaux affectés au travail seront tenus en état constant de propreté.</p> <p><b>Article 7 :</b> Des mesures seront prises par le chef d'établissement pour que les travailleurs disposent d'eau potable pour la boisson, à raison d'un minimum de six litres par travailleur et par jour.</p> <p>Si cette eau ne provient pas d'une distribution publique qui la garantit potable, le médecin-inspecteur du Travail ou l'inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort pourra mettre l'employeur en demeure de faire effectuer à ses frais l'analyse de cette eau.</p>	L'entreprise chargée des travaux doit se conformer aux prescriptions du décret.
<b>Décret n°98-40 du 28 janvier 1998 relatif au Comité Technique Consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la sécurité des travailleurs</b>	<b>Article 1<sup>er</sup> :</b> « Le Comité Technique Consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la sécurité au travail institué à l'article 92-1 (article 71-6 du nouveau Code) du Code du Travail a pour mission d'émettre des avis, de formuler des propositions et des résolutions sur toutes les questions concernant la santé et la sécurité des travailleurs ».	Le Comité pourra faire des recommandations au PROMOTEUR sur les conditions relatives à la santé et la sécurité des travailleurs.
<b>Décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur-payeur</b>	<p><b>Article 3 :</b> « Le principe Pollueur-payeur a pour effet de mettre à la charge du pollueur, les dépenses relatives à la prévention, à la réduction, à la lutte contre les pollutions, les nuisances et toutes les autres formes de dégradation ainsi que celles relatives à la remise en état de l'environnement.</p> <p>Il permet de fixer les règles d'imputation du coût des mesures en faveur de l'environnement »</p> <p><b>Article 6 :</b> « la finalité du principe pollueur-payeur est la remise en état de l'environnement et les réparations des dommages causés à celui-ci ».</p> <p><b>Article 7 :</b> « Le principe pollueur payeur s'applique aux procédures d'élimination de toutes les formes de pollutions, de nuisances ainsi qu'à toutes les activités qui causent ou sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement.</p> <p>Le principe pollueur-payeur est applicable aux impacts des projets et programmes de développement dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des Etudes d'Impact Environnemental et Social, des Audits Environnementaux et des inspections des Installations Classées ».</p>	L'entreprise chargée des travaux assumera tous les frais liés aux préjudices causés à l'environnement.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<b>Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général modifié par le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014</b>	<p><b>Article 2 :</b> « Les dispositions du présent décret s'appliquent aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non, comprises dans les périmètres des plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général, dont la délimitation a fait l'objet d'un arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme. »</p> <p><b>Article 7 nouveau :</b> Le coût maximum de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol est fixé ainsi qu'il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- District autonome d'Abidjan : deux mille francs CFA, le mètre carré ;</li> <li>- District autonome de Yamoussoukro : mille cinq cents francs CFA, le mètre carré ;</li> <li>- Chefs-lieux de Région : mille francs CFA, le mètre carré ;</li> <li>- Chefs-lieux de Département : sept cent cinquante francs CFA, le mètre carré ;</li> <li>- Chef lieux de Sous-préfecture : six cents francs CFA, le mètre carré.</li> </ul> <p>Des coûts en deçà des maximas ainsi fixes, peuvent être négociés par les parties pour la purge des droits liés à la perte du sol ».</p>	Les barèmes indiqués par ce décret serviront au promoteur pour acquérir les terres utiles au projet.
<b>Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup> :</b> « L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public est consentie, à titre précaire et révocable, par la voie d'une décision unilatérale ou d'une convention ».</p> <p><b>Article 6 :</b> Pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public des collectivités territoriales, l'autorisation et délivrée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le maire au nom de la Commune ;</li> <li>- Le président du Conseil Régional au nom de la Région ;</li> <li>- Le gouverneur du District Autonome au nom du District Autonome.</li> </ul>	Seuls les Présidents des Régions et les Maires des Communes traversées par le projet peuvent autoriser une personne à s'installer sur le domaine public.
<b>Décret n° 2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air</b>	<p><b>Article 2 :</b> « Le présent décret a pour objet de fixer les normes de qualité de l'air ambiant et celles des gaz et particules émis par les véhicules automobiles et motocyclettes »</p> <p><b>Article 3 :</b> « Le présent décret s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux installations classées visées à l'article premier du décret n°98-43 du 28 janvier 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>- aux installations, autres que les installations classées, exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée qui sont à l'origine d'émission de fumées, de particules ou de substances polluantes dans l'air ;</li> <li>- à tout engin et moyen de transport équipés de moteurs à combustion ;</li> <li>- à tout acte susceptible d'altérer la qualité de l'air »</li> </ul>	L'entreprise chargée des travaux et l'exploitant devront se conformer aux exigences du décret.
<b>Décret n°2016-864 du 03 novembre 2016 portant réglementation de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique</b>	<p><b>Article 4 :</b> « Tout véhicule ou ensemble de véhicules couplés circulant sur la voie ouverte à la circulation publique doit avoir un conducteur ».</p> <p><b>Article 6 :</b> « Tout conducteur de véhicule doit se tenir constamment en état et en position d'exécuter commodément et sans délai toutes les manœuvres qui lui incombent. Aucune restriction ou gêne, notamment à ses possibilités de mouvement et à son champ de vision ne doit entraver lesdites manœuvres, en raison du nombre ou de la position des passagers, des objets transportés ou de l'apposition d'objet non transparent sur les vitres ».</p>	Les autorités publiques veilleront au respect de la réglementation en matière de l'usage des voies routières ouvertes à la circulation publique.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<b>Décret n° 2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air</b>	<p><b>Article 2 :</b> « Le présent décret a pour objet de fixer les normes de qualité de l'air ambiant et celles des gaz et particules émis par les véhicules automobiles et motocyclettes »</p> <p><b>Article 3 :</b> « Le présent décret s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux installations classées visées à l'article premier du décret n°98-43 du 28 janvier 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement;</li> <li>- aux installations, autres que les installations classées, exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée qui sont à l'origine d'émission de fumées, de particules ou de substances polluantes dans l'air;</li> <li>- à tout engin et moyen de transport équipés de moteurs à combustion;</li> <li>- à tout acte susceptible d'altérer la qualité de l'air »</li> </ul>	L'entreprise chargée des travaux et l'exploitant devront se conformer aux exigences du décret.
<b>Décret n°2017-217 du 05 avril 2017 portant gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques</b>	<p><b>Article 2 :</b> « Le présent décret a pour objet de définir le cadre de gestion écologiquement rationnelle des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques, en abrégé DEEE.</p> <p>Il vise notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préciser les exigences relatives aux équipements électriques et électroniques basées sur le principe de la Responsabilité Elargie des Producteurs ;</li> <li>- Etablir un cadre pour une gestion écologiquement rationnelle des DEEE par le biais de l'établissement d'exigences relatives aux aspects financiers et opérationnels, et de structures de gouvernance pour tous les acteurs impliqués dans la collecte et la gestion écologiquement rationnelle des DEEE ;</li> <li>- Assurer la prévention des déchets issus d'équipements électriques et électroniques ainsi que la promotion de la réutilisation, du recyclage et des autres formes de valorisation, afin que la plus grande quantité possible de déchets électriques soit collectée et gérée selon des normes écologiques élevées, à un coût compétitif pour le secteur et les consommateurs, et de diminuer le volume de DEEE mis en décharge ;</li> <li>- Inciter les producteurs et les différents acteurs à s'impliquer activement dans la gouvernance et l'établissement d'un système réglementé de gestion des DEEE.</li> </ul> <p><b>Article 5 :</b> « Les EEE relevant de l'annexe I du présent décret, à l'exception de ceux visés aux catégories 8 et 9, mis sur le marché, ne doivent pas contenir de plomb, de mercure, de cadmium, de chrome hexavalent, de polybromobiphényles (PBB) ou de polybromodiphényléthers, en abrégé PBDE »</p> <p><b>Article 6 :</b> « Dans les cas où les EEE contiennent du CFC, plomb, mercure, plastiques halogénés, dangereux pour la santé humaine, la collecte, le transport, le démantèlement et la valorisation des DEEE qui en résultent, doivent permettre d'isoler les substances dangereuses qui seront détruites dans un centre de traitement adapté ou réexportées, sur autorisation du Ministre chargé de l'environnement ».</p>	Lors de la dépose des câbles, l'entreprise chargée des travaux devra se conformer aux exigences du décret.



Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<b>Décret n°2020-955 du 9 décembre 2020 portant attributions, composition et fonctionnement du Comité de santé et sécurité au travail</b>	<b>Article 2 :</b> « Dans tous les établissements ou entreprises occupant habituellement plus de 50 salariés, l'employeur doit créer un comité de santé et sécurité au travail. Dans les entreprises dont l'effectif est inférieur ou égal à 50 salariés, la délégation du personnel joue le rôle du comité de santé et sécurité au travail, à l'article 61.12 du Code du travail ».	Les entreprises chargées des travaux doivent mettre en place un comité SST ou procéder à l'élection des délégués du personnel.
<b>Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales</b>	<b>Article 1 :</b> « Au sens du présent décret, on entend par : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Audit Environnemental et Social (AES), examen systématique documenté, périodique et objectif des conditions de fonctionnement d'un organisme en vue de vérifier leur conformité aux règles en vigueur et d'évaluer leur performance environnementale et sociale</li> <li>○ Auditeur externe, personne physique ou morale agréée par le Ministère en charge de l'Environnement à l'effet de conduire le processus de rédaction des rapports d'évaluations environnementales et sociales ;</li> <li>○ Autorisation, décision de l'autorité ou des autorités compétentes qui donne droit au maître d'ouvrage ou au pétitionnaire de réaliser le projet ;</li> <li>○ Environnement, ensemble des éléments physiques, chimiques, biologiques, naturels et des facteurs socio-économiques, moraux et intellectuels susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur le développement du milieu, des êtres vivants et des activités humaines ;</li> <li>○ Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) ou Etude d'Impact Environnemental et Social Approfondie, ensemble des procédés utilisés pour évaluer les impacts probables d'une activité donnée sur l'environnement naturel et humain et pour proposer toute mesure ou action en vue de faire disparaître, réduire, atténuer ou compenser les effets néfastes susceptibles d'être engendrés par une telle activité ;</li> <li>○ Etude d'Impact Environnemental et Social Simplifiée (EIESS), inventaire des effets du projet sans suggérer nécessairement l'étude des variantes et les moyens permettant de corriger les effets négatifs ;</li> <li>• Evaluation Environnementale Sociale Stratégique (EESS), approche analytique et participative qui vise à prendre en compte les considérations environnementales et Sociales dans l'élaboration des politiques, plans et programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social avant leur mise en œuvre ;</li> <li>• Evaluation Environnementale Sociale Stratégique Intégrée (EESSI), approche analytique et participative qui vise à prendre en compte les considérations environnementales et Sociales, les changements climatiques et les catastrophes naturelles dans l'élaboration des politiques, plans et programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social avant leur mise en œuvre</li> <li>• Etude de Régularisation Environnementale et Sociale (ERES), outil d'évaluation environnementale et sociale visant tout ou partie des organismes de droit public ou privé, qui sont en activité sans avoir</li> </ul>	<p>CI-ENERGIES doit veiller à ce que le sous-projet fasse l'objet d'un Etude d'Impact environnement et social.</p> <p>Pendant la phase d'exploitation les infrastructures de distribution installées feront l'objet d'un audit tous les 3 ans.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>préalablement fait l'objet d'une EIES, ou ne disposant pas d'un Système de Gestion Environnementale et Sociale validé par la structure en charge des évaluations environnementales et sociales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact environnemental et social, modification de l'environnement, négative ou bénéfique, résultant totalement ou partiellement des activités, produits ou services d'un organisme ;</li> <li>○ Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), installation fixe dont l'exploitation présente des risques pour l'environnement et pour l'homme ;</li> <li>○ Organisme, société, compagnie, firme, industrie, entreprise, autorité ou institution ou partie de celui ou celle-ci ayant une personnalité juridique, de droit public ou privé, qui a sa propre structure fonctionnelle et administrative ;</li> <li>○ Parties prenantes, tout acteur (individu, organisation, groupe) concerné par un projet, une décision ou action, c'est-à-dire dont les intérêts sont affectés d'une façon ou d'une autre par sa mise en place. Il s'agit de l'ensemble des personnes et des organisations qui ont quelque chose à voir avec le projet. Soit-elles sont directement impliquées dans la conduite des opérations, soit elles sont impactées par la problématique de départ, par le choix ou la mise en œuvre des solutions</li> <li>○ Performance environnementale et Sociale, ensemble des résultats mesurables du système de gestion environnementale et sociale, en relation avec la maîtrise, par l'organisme de ses aspects environnementaux et sociaux sur la base de la politique environnementale, de ses objectifs et cibles environnementaux et sociaux ;</li> <li>○ Système de management environnemental (SME) ou Système de Gestion Environnementale, composante du système de management global qui inclut la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources pour élaborer, mettre en œuvre, réaliser, réviser et maintenir la politique environnementale et sociale d'une organisation. Il s'inscrit dans l'engagement d'amélioration continue</li> <li>○ Surveillance environnementale, ensemble d'activités menées par le pétitionnaire ou maître d'ouvrage pour contrôler la mise en œuvre des mesures et actions prévues dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale ;</li> <li>○ Termes de Référence (TDR), ensemble des procédures et exigences élaborées par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales et indispensables à la réalisation des évaluations environnementales et sociales. Les TDRs sont le référentiel de tous les outils d'évaluations environnementales et sociales</li> </ul> <p>(...) »</p> <p><b>Article 3 :</b> « Le présent décret s'applique à l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique, à l'Etude d'Impact Environnemental et Social et à l'Audit Environnemental et Social des politiques, plans, programmes,</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>projets et activités susceptibles d'avoir des impacts sur l'environnement biophysique et humain, de tout ou partie d'une collectivité ou d'une Communauté.</p> <p>Les politiques, plans, programmes financiers et budgétaires sont exclus du champ d'application du présent décret.</p> <p>Sont également exclus du champ d'application du présent décret :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les politiques, plans et programmes relatifs aux situations d'urgence liées aux catastrophes humanitaires ;</li> <li>- les politiques, plans et programmes relatifs à la défense nationale.</li> </ul> <p>Toutefois, les auteurs de telles activités sont tenus de prendre en compte les préoccupations de protection de l'environnement ».</p> <p><b>Article 11</b> : Le rapport d'Evaluation Environnementale et Sociale est soumis pour examen à une Commission technique interministérielle.</p> <p>La composition et le fonctionnement de la commission technique interministérielle d'examen du rapport d'évaluation environnementale et sociale sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.</p> <p><b>Article 12</b> : L'examen du rapport donne lieu à un avis de la Commission technique Interministérielle.</p> <p>Le délai de l'examen du rapport d'Evaluation Environnementale et Sociale par la Commission technique interministérielle convoquée par la structure chargée des évaluations environnementales, est de deux mois, à compter de la date de réception par ladite structure.</p> <p>Le non-respect de ce délai par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales, donne lieu à une lettre motivée de la structure chargée des évaluations environnementales et sociales adressée au demandeur.</p> <p>Un nouveau délai ne pouvant excéder un mois est imparti à la Commission technique interministérielle pour qu'elle donne son avis.</p> <p>Passé ce délai, le rapport d'Evaluation Environnementale et Sociale est réputé conforme à la réglementation environnementale et sociale en vigueur.</p> <p><b>Article 13</b> : En cas d'avis favorable, et après la prise en compte des observations de la commission technique interministérielle, la version finale du rapport d'évaluation environnementale et sociale et le procès-verbal de</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>la Commission sont transmis, par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales, au Ministre chargé de l'Environnement pour la délivrance de l'arrêté d'approbation.</p> <p><b>Article 14</b> : En cas d'avis non favorable, la décision de rejet est notifiée au maître d'ouvrage, promoteur ou organisme.</p> <p><b>Article 15</b> : Les rapports définitifs des Evaluations Environnementales et Sociales sont conservés par la structure en charge des évaluations environnementales et sociales. Ils sont rendus accessibles à tous.</p> <p><b>CHAPITRE III : PROCÉDURE DE L'AUDIT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.</b></p> <p><b>Article 52</b> : L'audit environnemental et social est réalisé conformément aux principes généraux, aux lignes directrices, aux méthodes et procédures bien définies, cohérentes et basées sur des normes nationales et internationales ratifiées, en cas de besoin. Il est conçu pour garantir au demandeur ou à l'organisme audité le niveau de confiance souhaité pour la fiabilité des résultats de l'audit.</p> <p><b>Article 53</b> : Tout organisme de droit public ou privé implanté sur le territoire national, est soumis à l'audit externe tous les trois ans.</p> <p><b>Article 54</b> : Trois critères permettent de couvrir les domaines de l'audit environnemental et social. Ce sont : la conformité, l'efficacité et l'efficience.</p> <p><b>Article 55</b> : Il existe trois types d'audits externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit Environnemental et Social ;</li> <li>- Audit Environnemental et Social de Cessation d'Activités ;</li> <li>- l'Etude de Régularisation Environnementale et Sociale, ERES.</li> </ul> <p><b>Article 56</b> : L'audit externe est exigé à l'organisme par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales au terme du délai des trois (3) ans.</p> <p><b>Article 57</b> : Dans le cadre d'une ERES, le PGES-R est soumis à un Audit Environnemental et Social trois ans à compter de la date de signature de l'arrêté d'approbation.</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 58</b> : L'audit environnemental et social comporte les phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- initiation de l'audit :</li> <li>- préparation de l'audit :</li> <li>- conduite de l'audit :</li> <li>- synthèse de l'audit :</li> <li>- rapport de l'audit</li> <li>- examen technique du rapport en commission technique interministérielle,</li> <li>- exploitation et suivi des conclusions de l'audit.</li> </ul> <p><b>Article 59</b> : La procédure de l'AES est mise en œuvre par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales</p> <p><b>Article 60</b> : Le rapport d'AES est présenté conformément au plan type présenté en annexe X du présent décret.</p> <p>Le rapport d'AES daté et signé par le bureau d'étude ou le consultant indépendant agréé et l'organisme audité, est transmis à la structure chargée des évaluations environnementales et sociales.</p> <p><b>Article 61</b> : La phase de suivi environnemental et social comporte un suivi interne et un suivi externe. Le suivi interne ou la surveillance relève de la responsabilité de l'organisme ayant fait l'objet d'AES.</p> <p>Le suivi externe est assuré par la structure chargée des évaluations environnementales et sociales à travers le contrôle et la vérification périodique de la mise en œuvre effective des prescriptions techniques du PGES-A ou du PGES-R, ainsi que l'évaluation du niveau d'exécution desdites prescriptions.</p> <p><b>Article 62</b> : L'organisme audité et l'auditeur externe ont l'obligation de transparence et d'impartialité. Ils s'obligent à ce que les membres de l'équipe d'audit ne soient pas impliqués dans les activités de l'organisme audité</p> <p><b>Article 63</b> : Les informations et les documents obtenus dans le cadre de l'Audit ainsi que le rapport sont confidentiels, et les membres de l'équipe d'audit sont tenus au respect de cette confidentialité. Le non-respect de cette disposition engage la responsabilité de l'auditeur.</p>	

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p><b>Article 64</b> : Les coûts des mesures correctives à mettre en œuvre sont à la charge de l'organisme audité, selon un plan d'actions établi dans le rapport d'audit.</p> <p><b>Article 65</b> : Tout organisme audité est tenu de présenter les registres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gestion des effluents et produits liquides</li> <li>- la gestion des émissions atmosphériques</li> <li>- la gestion des déchets solides ;</li> <li>- la gestion des nuisances</li> <li>- la gestion des accidents de travail ;</li> <li>- la gestion des produits chimiques</li> </ul> <p>Cette liste n'est pas exhaustive et les registres peuvent être adaptés par l'organisme concerné selon les activités de celui-ci.</p> <p><b>TITRE VI : DISPOSITIONS FINALES</b></p> <p><b>Article 70</b> : Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'évaluation environnementale stratégique des politiques, plans et programmes, le décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement et le décret n° 2005-03 du 06 janvier 2005 portant audit environnemental.</p> <p><b>Article 71</b> : Le Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, le Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement et le Ministre des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.</p>	
<b>Arrêtés</b>		
<p><b>Arrêté interministériel n°02 MIPSP//MDPC/MEMEF/MCI du 10 février 2003 portant réglementation de la qualité des produits de protection humaine</b></p>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « En attendant l'adoption de normes ivoiriennes spécifiques, les normes internationales, européennes ou françaises suivantes s'appliquent en Côte d'Ivoire à compter de la mise en vigueur de cet arrêté.</p> <p>1) Extincteurs et agents extincteurs ISO 7203-3. — Agents extincteurs — Emulseurs — Partie3 : spécifications pour les émulseurs bas foisonnements destinés à une application par le haut sur les liquides miscibles à l'eau ;</p>	<p>L'entreprise chargée des travaux et l'exploitant devront se conformer aux prescriptions de l'arrêté.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>EN 3-5/AC. — Extincteurs d'incendie portatifs — Partie 5 : spécifications et essais complémentaires — Amendement AC ;</p> <p>NF EN 615. — Protection contre l'incendie — Agents extincteurs— Prescriptions pour les poudres (autres que les poudres pour classe D).</p> <p>2) Gants de protection industrielle</p> <p>NF EN 388. —Gants de protection contre les risques mécaniques ;</p> <p>NF EN 50237. — Gants et moufles avec protection mécanique pour travaux électriques ;</p> <p>NF EN 60903. — Spécifications pour gants et moufles en matériaux isolants pour travaux électriques ;</p> <p>NF EN CEI 60903/A11. —Spécifications pour gants et moufles en matériaux isolants pour travaux électriques ; amendement A11 -,</p> <p>3) Casques de protection</p> <p>ISO 3873. — Casques de protection pour l'industrie ;</p> <p>NF EN 1080. — Casques de protection contre les chocs pour jeunes enfants ;</p> <p>NF EN 397. — Casques de protection pour l'industrie ;</p> <p>Article 2 : Les produits ne répondant pas aux spécifications définies dans les normes appropriées citées à l'article premier sont interdits pour la fabrication en vue du marché intérieur, l'importation, la vente, ou la distribution à titre gratuit.</p> <p>Article 3 : Le producteur sur le territoire ivoirien doit mettre en place et documenter un plan qualité afin de démontrer son aptitude à réaliser en permanence des produits conformes aux prescriptions des normes citées à l'article premier.</p> <p>Ce plan qualité doit présenter les dispositions de maîtrise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des équipements de production ;</li> <li>- Des équipements de contrôle de la qualité du produit ;</li> </ul> <p>Des matières premières, consommables et emballages</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des méthodes de travail ;</li> <li>- Du personnel technique ;</li> <li>- De l'environnement de travail en conformité avec les règles de bonnes pratiques de fabrication.</li> </ul>	
<p><b>Arrêté n°01164 MINEEF/CIAPOL/SIIC du 04 novembre 2008 portant Réglementation des Rejets et Emissions des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</b></p>	<p><b>Article 3</b> : « les valeurs limites d'émission sont fixées dans l'arrêté d'autorisation sur la base de l'emploi des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable, et des caractères particuliers de l'Environnement. Ces valeurs limites sont fixées pour le débit des effluents, pour les flux et pour les concentrations des principaux polluants conformément aux dispositions du présent arrêté »</p> <p>Les Sections I, II et III du présent Arrêté traitent respectivement de la pollution des eaux, de l'air et de bruit et vibration.</p>	<p>Les entreprises chargées des travaux devront suivre scrupuleusement les valeurs limites d'émission autorisées.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
<b>Arrêté n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage</b>	<p><b>Article 1<sup>er</sup></b> : « Les taux d'indemnisation pour destruction de cultures, d'engins de pêche, de structures aquacoles et pour l'abattage d'animaux d'élevage, sont déterminés suivant les formules de calcul jointes en annexe 1, 2, 3, 4, 5 et 6 [...] »</p> <p><b>Article 2</b> : « Lorsque la destruction ou de dépôt porte notamment sur des installations électriques, des constructions ou autres aménagements de génie civil, génie minier ou génie rural tels que les barrages, les digues, les pistes, les bas-fonds rizicoles, les étangs piscicoles, les clôtures, les bains détiqueurs, les parcs à bétail, les pâturages, les logements des animaux d'élevage, les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique, les ouvrages d'alimentation en eau potable et les équipements hydrologiques, l'évaluation de ces biens est établie par les Ministères techniques compétents. »</p> <p><b>Article 4</b> : « Les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents des Ministères concernés sur la base du présent arrêté et après constats effectués par ceux-ci conformément à l'article 4 du présent arrêté. Les modalités de calculs et les résultats obtenus conformément aux formules de calcul jointes en annexe sont transmis à la personne impactée et à la personne civilement responsable de la destruction ».</p> <p><b>Article 5</b> : « Les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La superficie détruite (ha) ;</li> <li>- Le coût de mise en place de l'hectare en franc CFA (FCFA/ha) ;</li> <li>- La densité scientifique optimale à l'hectare en nombre de plants (nombre de plants/ha) ;</li> <li>- Le coût d'entretien à l'hectare de culture en franc CFA (FCFA/ha) ;</li> <li>- Le rendement à l'hectare en kilogramme (kg/ha) ;</li> <li>- Le prix en vigueur du kilogramme sur le marché en franc CFA au moment de la destruction pour les cultures annuelles ;</li> <li>- Le prix bord champ (FCFA) en vigueur au moment de la destruction pour les cultures pérennes ;</li> <li>- L'âge de la plantation ;</li> <li>- Le nombre d'année d'immaturité nécessaire avant l'entrée en production ;</li> <li>- Le préjudice moral subi par la victime, représentant 10% du montant de l'indemnisation.</li> </ul> <p><b>Article 6</b> : « Les cultures ne figurant pas sur le tableau joint en annexe feront l'objet d'évaluation sur la base des données obtenues auprès des structures d'encadrement compétentes »</p>	<p>LE PROMOTEUR devra conformer aux barèmes indiqués pour indemniser les propriétaires des plantations impactés par les travaux.</p>
<b>Instructions</b>		
<b>Instruction interministérielle n°437/INT/PC du 08 décembre 1993 relative à l'organisation des secours dans le cadre départemental et à l'échelon national en cas de sinistre important</b>	<p>Les plans ORSEC comprenant le plan ORSEC d'urgence national et le plan ORSEC départementaux, s'inscrivent dans le cadre de la politique de défense civile qui s'organise autour de cinq (05) axes stratégiques : la défense militaire, la défense économique, la défense psychologique, la défense diplomatique, la défense civile. Ces plans ORSEC sont activés par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et dispose du concours d'une commission interministérielle dont le secrétariat est assuré par l'Office National de la Protection Civile (ONPC) qui prend le commandement des Opérations dès le déclenchement de tout ou partie du plan général de secours.</p> <p><b>Chapitre I</b> : Point 1,1 : La lutte contre un sinistre survenant dans une industrie à caractère dangereux concerne en premier lieu le chef d'établissement qui doit être à même d'engager les opérations avec les moyens qui lui ont été prescrits à cet effet. Ce n'est que s'il y a menace pour le voisinage ou l'Environnement et que les effets</p>	<p>Le promoteur devra recenser les moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre en cas de catastrophe et définir les conditions de leur emploi par l'autorité compétente.</p>



Intitulés des textes	Articles liés au projet	Pertinence au regard des activités du projet
	<p>risquent de s'étendre à l'extérieur de l'établissement que le préfet, sera amené à prendre la direction des opérations. Le chef d'établissement conservera, par délégation d'autorité, la conduite des opérations à l'intérieur de son installation.</p> <p><b>Chapitre 11</b> : Point 2.2 : Le Plan d'Opération Interne (P.O. I) est établi par le Chef d'établissement qui en est entièrement responsable. Il est soumis aux pouvoirs publics compétents (D.G.I ; D.P.C ; G.S.P.M ; S.U.C.) pour commentaire et approbation. L'obligation d'établir un P.O.I. et de satisfaire aux exigences de sécurité qui en découlent sera prévue dans les arrêtés d'autorisation pris au titre des installations classées pour les établissements concernés</p>	

### 3.2.1 Conventions signées et ratifiées par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet

Tableau 3: Conventions ratifiées par la Côte d'Ivoire en rapport avec le projet

Intitulé de la convention ou accord	Date de ratification par la Côte d'Ivoire	Objectif visé par la convention ou accord	Aspects liés aux activités du projet
La Convention de l'OIT (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs de 1981	2016	Protéger la santé et la sécurité des salariés sur les sites du projet	Des cas d'accidents de travail peuvent survenir pendant les activités de réalisation de tranchée, de pose de câbles.  Selon ce texte, le projet doit garantir la vie des travailleurs contre les accidents du travail et les maladies professionnelles lors des travaux.
La Convention de l'OIT (n° 161) sur les services de santé au travail de 1985	2016	Instauration de structures sanitaires et médicales au niveau du projet en vue de la protection de la santé des travailleurs	Des cas d'accidents de travail peuvent survenir pendant les activités de réalisation de tranchée, de pose de câbles.  Ce texte exige que le promoteur du projet puisse prévoir des services de santé capables de prendre en charge les travailleurs lors des travaux.
La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone de 1985	1992	Diminuer les émissions des gaz à effet de serre (GES).	Pendant les travaux de construction des installations, le fonctionnement des engins est susceptible d'émettre du Dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> ).  Conformément à cette disposition, le projet doit réduire les émissions des GES lors des travaux.
La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination de 1989	1994	Contrôler les mouvements transfrontières des déchets dangereux ou non pour la santé humaine ou pour l'environnement.	La conduite des travaux et la gestion des déchets produits par les entreprises chargées des travaux devront être conformes aux règles établies pour le transfert international des déchets dangereux ou non.
La Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontaliers et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique de 1991	1994	Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux radioactifs.	Les entreprises chargées des travaux ne pourront exporter des déchets considérés comme dangereux.
La Convention sur la Diversité Biologique de 1992	1994	Elle vise l'utilisation durable des ressources génétiques ainsi que du partage des avantages découlant de leur utilisation et des connaissances traditionnelles associées.	S'assurer que la mise en œuvre du projet ne porte pas atteinte à la conservation de la diversité biologique.
La Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992	1994	L'objectif de la CCNUCC est de stabiliser les émissions de GES et de fournir un cadre institutionnel de négociation.	Réduire l'utilisation de certains GES comme le SF6 dans les activités du projet.
Le Protocole de Kyoto de 1997	2007	Il trace le cadre normatif dans lequel les Etats indiquent leurs objectifs de réduction d'émission de GES pour l'avenir. Ces GES sont le CO <sub>2</sub> , CH <sub>4</sub> , N <sub>2</sub> O, HFC, PFC et le SF <sub>6</sub> .	Utilisé comme isolant électrique, le SF6 est un gaz de synthèse identifié comme une source du réchauffement climatique. Le recours au SF6 devra être minimisé afin de rester conforme au Protocole de Kyoto.
La Convention Africaine pour la conservation de la nature et des	2013	La Convention vise la conservation et l'utilisation rationnelle des	S'assurer que la mise en œuvre du projet ne constitue pas de menace pour les

Intitulé de la convention ou accord	Date de ratification par la Côte d'Ivoire	Objectif visé par la convention ou accord	Aspects liés aux activités du projet
ressources naturelles dite Convention de Maputo 2003		ressources en sol, en eau, en flore et en faune.	ressources naturelles protégées par la Convention de Maputo.
L'Accord de Paris de 2015	2016	L'objectif principal est de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2° C par rapport au niveau préindustriel et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 15° C par rapport au niveau préindustriel.	Présence dans le cadre du projet d'activités susceptibles (notamment les circulations d'engins) de générer des gaz à effet de serre (CO2) mis en cause dans le cadre des changements climatiques.

### 3.3 Cadre institutionnel intéressé par la mise en œuvre du projet

Tableau 4: Cadre institutionnel intéressé par la mise en œuvre du projet

INTITULÉ DES STRUCTURES	ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	Structures	RÔLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
<b>Ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier</b>	Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures routières. Il est représenté par l'AGEROUTE qui a pour objet d'apporter à l'Etat son assistance pour la réalisation des missions de gestion du réseau routier dont il a la charge. A cet effet, elle est chargée de: L'exécution des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée qui lui sont confiées par l'Etat ;	Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR)	Assurer la planification et la supervision routière ainsi que la réglementation de la signalisation
		Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	L'AGEROUTE assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée
	Le Fonds d'Entretien Routier (FER) est une société d'Etat ayant pour objet d'assurer le financement des prestations relatives aux études et travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier, à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre des études et travaux d'entretien routier.	Fonds d'Entretien Routier (FER)	Le FER peut participer au financement de l'entretien des infrastructures routières.
<b>Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et la Transition Ecologique (MINEDDTE)</b>	Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) a en charge la politique environnementale de la Côte d'Ivoire avec les structures compétentes qui lui sont rattachées.		Le MINEDD doit coordonner la mise en œuvre des textes relatifs à la protection de l'environnement dans les processus de réalisation et d'exploitation du sous-projet.
	La Direction Générale de l'Environnement (DGE) et la Direction Générale du Développement Durable et de la Transition Ecologique (DGDDTE) sont chargées d'une double mission : 1/ de coordonner les activités des Directions d'Administration Centrale placées sous son autorité, d'élaborer la politique de l'environnement, d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des matrices environnementales et la protection de la nature, de préserver la qualité de l'environnement, de promouvoir les infrastructures et les technologies environnementales,	Direction Générale de l'Environnement (DGE)  Direction Générale du Développement Durable et de la Transition Ecologique (DGDDTE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la protection de la nature par le suivi de la régénérescence des zones dégradées ;</li> <li>- Veiller à l'intégration des principes de développement durable dans la réalisation du sous-projet ;</li> </ul>

INTITULÉ DES STRUCTURES	ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	Structures	RÔLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
	d'organiser la quinzaine nationale de l'environnement et de coordonner les services extérieurs.  2/ d'élaborer les Politiques et Stratégies du Développement Durable, d'élaborer les normes et de faire la Promotion du Développement Durable, d'innover et de développer l'Économie verte. La DGEDDTE a aussi pour mission d'amener les entreprises à avoir dans le cadre de leurs activités quotidiennes, des objectifs sociaux.		
	L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) a été créée par décret n°97-393 du 09 juillet 1997 avec pour missions et attributions, entre autres : 1) de garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ; 2) de mettre en œuvre la procédure d'études d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro- économiques.	L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)	Les interventions de l'ANDE dans ce sous- projet porteront sur : 1) l'élaboration ou la validation des Termes de Référence du CIES ; 2) l'évaluation du rapport du CIES ; 3) la rédaction de projet d'arrêté d'approbation du rapport du CIES à soumettre à la signature du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ; 4) le suivi environnemental de l'exécution et de l'exploitation du sous-projet par la conformité de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).
	Le Centre Ivoirien Antipollution a en charge le suivi du niveau de pollution des eaux (lagunes, mer et eaux douces), des sols et de l'air. En outre, par le biais de sa Sous-direction de l'Inspection des Installations Classées (SDIIC), le CIAPOL s'assure aussi de la mise en œuvre et du respect des dispositions techniques qui seront prescrites par l'arrêté d'autorisation d'exploiter pour une meilleure prise en compte de la protection de l'environnement. Le CIAPOL est l'organisme responsable dans le domaine de tous les déversements de polluants dans la nature en Côte d'Ivoire.	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)	S'assurer de l'existence de dispositions sécuritaires et de gestion des risques durant les travaux et en phase d'exploitation ; Suivre le niveau de pollution du sol et de l'air.
<b>Ministère d'Etat de l'Agriculture, du Développement Rural et des</b>	Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a en charge la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'agriculture. A ce titre, ce	Direction Régionale	Assurer l'évaluation des pertes de cultures dues à la destruction de plantations et champs lors des travaux.

INTITULÉ DES STRUCTURES	ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	Structures	RÔLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
<b>Productions Vivrières (MEMINADERPV)</b>	département a l'initiative et la responsabilité des actions en matière de production végétale, de formation, de promotion des exploitations agricoles, de négociation et de suivi des accords internationaux et de développement. Au titre du développement rural, il est responsable de la gestion du domaine rural et de la mise en œuvre du code foncierrural.		
<b>Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité</b>	Il est au cœur de l'administration ivoirienne. Il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. Il est concerné par la protection de l'environnement en raison de l'implication des services déconcentrés de l'État et des collectivités locales qui lui sont rattachées.	Préfectures de Soubré et Buyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au respect des mesures en matière de pollutions et de nuisances ;</li> <li>- Accompagner le promoteur et l'entrepreneur dans la mise en œuvre du sous-projet.</li> </ul>
<b>Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisation</b>	Ce Ministère est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de construction et d'urbanisme. Il est responsable des constructions de façon générale, de l'urbanisation, de l'occupation de l'espace et de la protection des zones sensibles	Direction Régionale	Assurer l'expertise immobilière en cas de destruction de bâtis.
<b>Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie</b>	Le Ministre des mines du Pétrole et de l'Energie est Chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Mines et de la Géologie.	Direction Régionale	Autoriser l'ouverture, l'exploitation des zones d'emprunt. S'assurer de la réhabilitation et de l'aménagement des zones d'emprunt.
<b>Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)</b>	Il a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de protection des eaux et des forêts. Selon les termes du décret n°2011-118 du 22 juin 2011 portant attribution des membres du gouvernement, notamment en son article 30, les missions du MINEF sont, entre autres, la mise en œuvre du code de l'eau en relation avec les ministères en charge des infrastructures économiques, de l'environnement, de l'agriculture, de la santé et des ressources animales et halieutiques. L'autorisation du MINEF sera sollicitée pour l'utilisation des eaux de surface et souterraines dans le cadre des travaux.	Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE)	Veiller à la protection des ressources en eau
		SODEFOR	Veiller à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'enrichissement et de protection du patrimoine forestier national

INTITULÉ DES STRUCTURES	ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	Structures	RÔLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
<b>Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle</b>	Le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée prioritairement sur les Soins de Santé Primaire (SSP).	Districts Sanitaires	Intervenir sur l'état sanitaire, l'hygiène et l'environnement du milieu.
<b>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</b>	A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels, il a l'initiative et la responsabilité des actions de la Planification, promotion et développement des productions animales, de l'aquaculture et de la pêche.	Direction Régionale	Veiller à la préservation et à la sauvegarde des espèces fauniques, terrestres et aquatiques.
<b>Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale</b>	Il est en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi, de la lutte contre la pauvreté et des questions liées aux affaires sociales. La politique en matière d'emploi et de travail consiste pour le présent sous- projet à l'identification et la mise en œuvre des mesures visant la promotion des activités à haute intensité de main d'œuvre ; la prévention et la gestion des conflits collectifs de travail ; le contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail. Il assure la tutelle technique de l'Institution de Prévoyance Sociale (IPS), la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).	Direction Générale de l'Emploi	À travers ces différentes structures, le Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale s'assurera que le personnel employé pendant les travaux soit traité conformément aux normes en vigueur. Que leurs droits soient protégés et garantis, et que les travailleurs permanents soient déclarés à la CNPS.
<b>Ministère de l'Economie et des Finances et le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé du Budget et Portefeuille de l'Etat</b>	Placé sous l'autorité directe du Premier Ministre, il assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière et fiscale. Il assure la tutelle financière des Sociétés d'Etat.	Direction Générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer les opérations financières ;</li> <li>- intervenir dans la mobilisation des fonds nécessaires pour l'exécution du sous-projet.</li> </ul>
<b>Ministère de l'hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité</b>	Ce Ministère est chargé de la gestion de l'assainissement et de la salubrité sur l'étendue du territoire national.	Agence de Gestion des Déchets de Côte d'Ivoire (ANAGED)	S'assurer de la collecte et de l'évacuation des déchets de chantier vers une décharge autorisée
<b>Ministère des Transports</b>	Il est chargé du suivi et de la mise en œuvre du suivi de la politique du gouvernement en matière de transports	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation	Encadrement et sensibilisation des transporteurs.

INTITULÉ DES STRUCTURES	ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES	Structures	RÔLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
	<p>A ce titre il a en charge ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la promotion, l'organisation, réglementation et contrôle des transports routiers, ferroviaires aériens fluvio-lagunaires et maritimes ;</li> <li>- la promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports collectifs urbains, interurbains et en milieu rural.</li> </ul>	(DG TTC)	
		Office de Sécurité Routière (OSER)	<p>Veiller à la sécurité routière par des actions d'éducation, formation et sensibilisation.</p> <p>Intervenir dans les audits de sécurité routière réalisés lors des phases de conception, de construction et d'exploitation des ouvrages routiers.</p>
	Observatoire de la fluidité des Transports (OFT) : Il veille à la fluidité et à la continuité du système national des transports. Il veille aussi au respect de la déontologie et des prescriptions légales et réglementaires relatives à la circulation sur les voies terrestres ferroviaires, aériennes et fluvio-lagunaires	Observatoire de la fluidité des Transports (OFT)	L'OFT veille au respect de la réglementation routière sur les routes nationales.
<b>Mission de Contrôle (MdC)</b>	Le bureau d'ingénieur conseil qui sera recruté pour la maîtrise d'œuvre des travaux, devra assurer le contrôle de l'exécution des travaux.	BNETD	Assurer la surveillance technique, environnementale et sociale du sous-projet
<b>Entreprise des Travaux</b>	L'entreprise sera chargée de l'exécution des travaux.	LRA	Exécuter les tâches techniques, environnementales et sociales continues dans le cahier de charge
<b>ONG, Communautés</b>	Elle a en charge (i) l'exécution des activités d'information sur le tracé et l'emprise des travaux, sur la durée des travaux, de sensibilisation sur les sauvegardes environnementales et sociales, la surveillance des travaux, la communication, sur la surveillance et l'entretien des ouvrages de drainage et sur les comportements à éviter (vols et vandalisme, indiscipline)	ONG, Communautés	Exécuter les tâches de sensibilisation contenues dans le cahier de charge des entreprises en charge des travaux

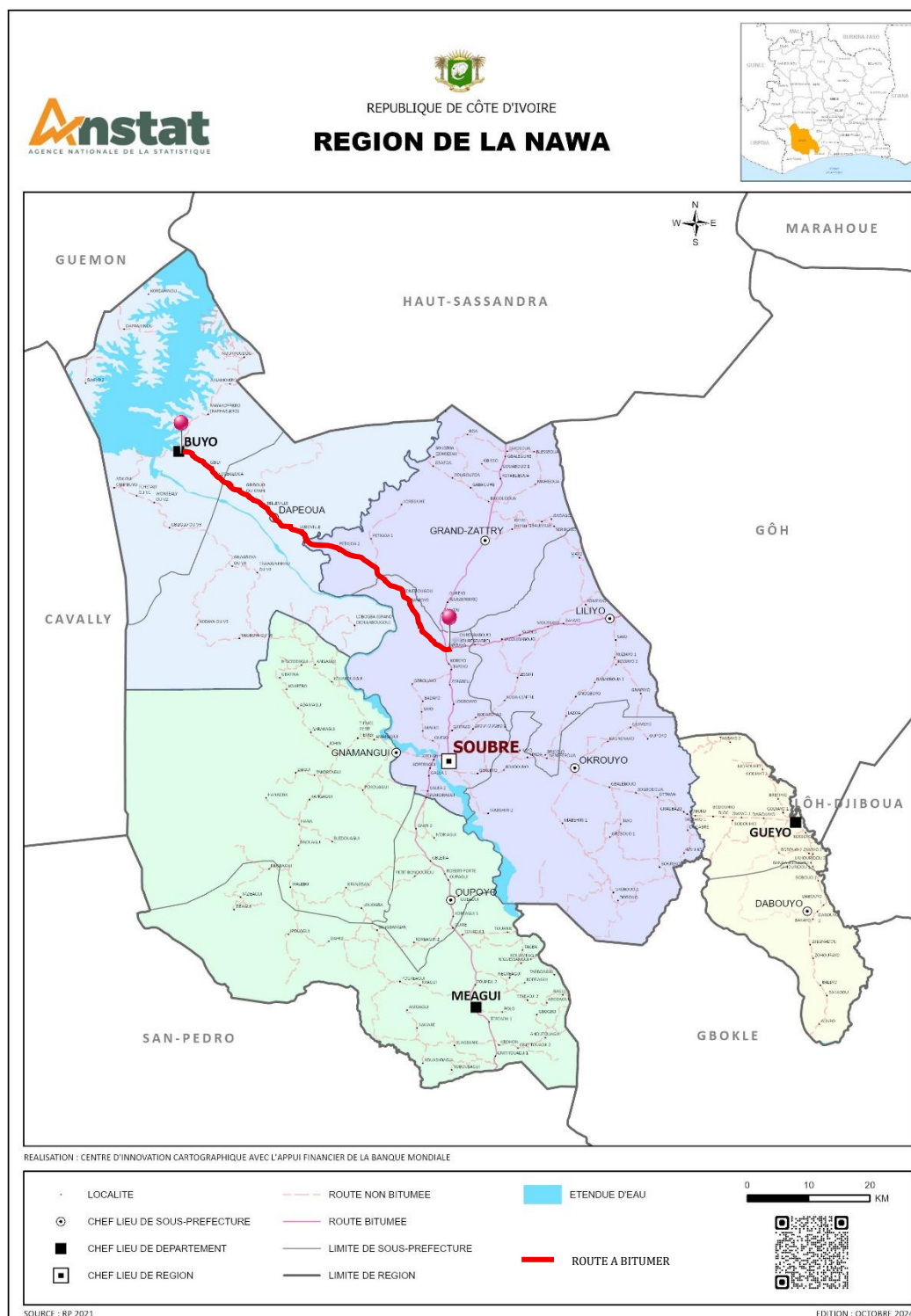


## **4 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## 4.1 Description générale de l'environnement biophysique de la zone du projet

Le projet objet de la présente Etude d'impacts environnemental et social est localisé dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire à 300 km d'Abidjan, plus précisément dans les départements de Soubré et de Buyo, appartenant tous deux à la région de la Nawa.

Figure 5 : Localisation de la zone du projet



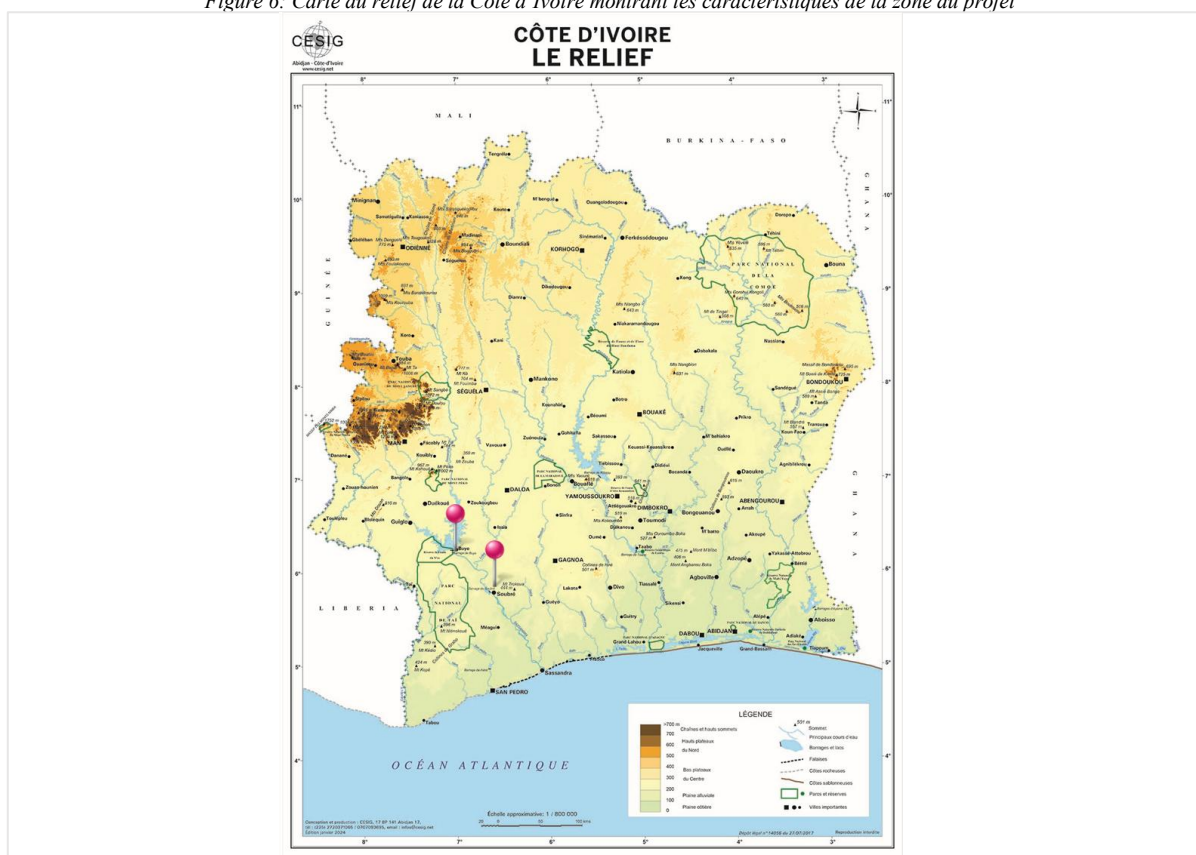
Source : CSI, Mai 2025

## 4.1.1 Environnement physique

### 4.1.1.1 Relief

Les départements de Soubré et de Buyo présentent un relief relativement homogène caractérisé par de vastes plateaux d'altitude modérée, ponctués localement de collines isolées, notamment le mont Trokoa dans la sous-préfecture d'Okrouyo. À Soubré, cette topographie légèrement ondulée se traduit par des plateaux favorables à l'aménagement d'infrastructures linéaires, tandis qu'à Buyo, le terrain est encore plus plat, entrecoupé de lambeaux de forêts et de zones marécageuses. L'absence de relief montagneux marqué dans les deux départements limite les risques d'éboulement et de glissement de terrain. Toutefois, la présence de zones humides et de sols hydromorphes, notamment à Buyo, nécessite une gestion appropriée des systèmes de drainage pour garantir la stabilité des infrastructures et prévenir l'accumulation des eaux en période de fortes pluies.

Figure 6: Carte du relief de la Côte d'Ivoire montrant les caractéristiques de la zone du projet



Source : CSI, Mai 2025

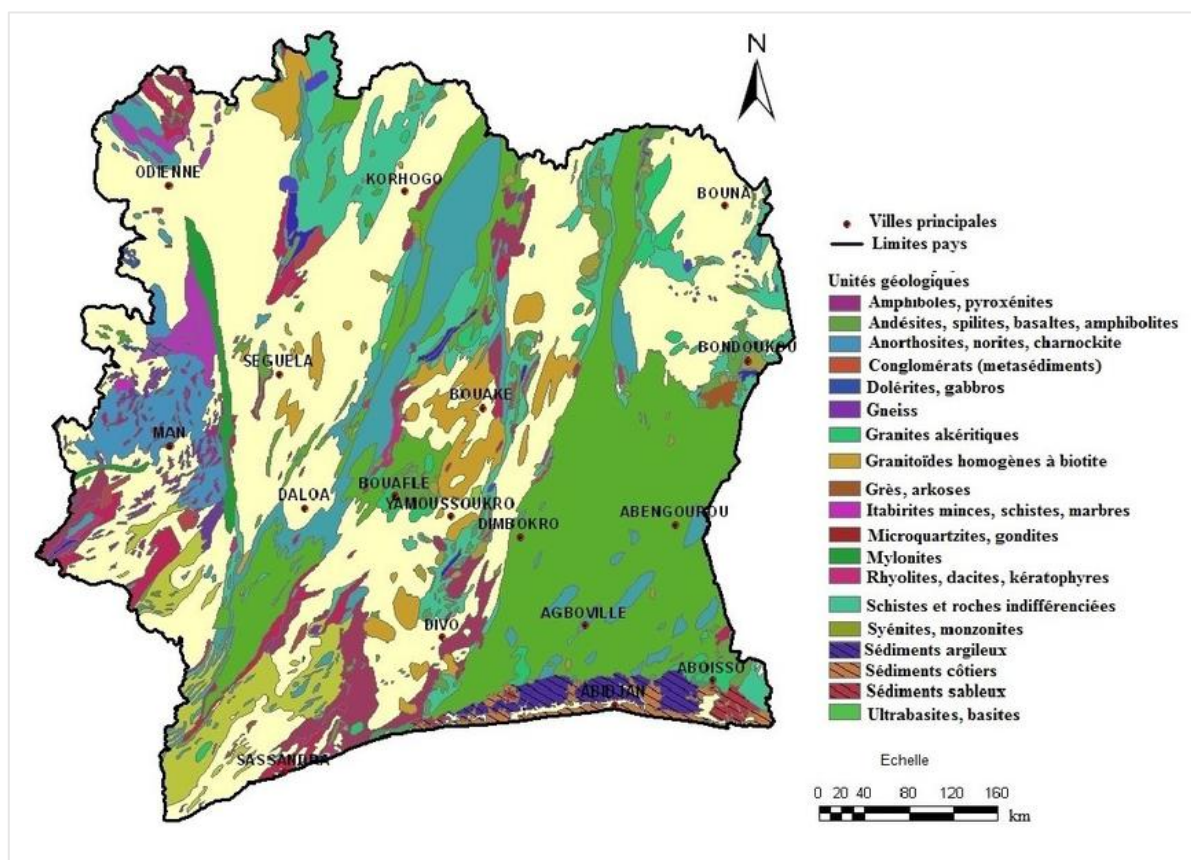
### 4.1.1.2 Sols

Les sols des deux départements sont dominés par des formations ferrallitiques issues de la dégradation du socle précambrien. À Soubré, ces sols sont caractérisés par des horizons altérés riches en oxydes de fer et d'aluminium, avec parfois des couches compactées limitant l'infiltration. À Buyo, ils présentent une texture variée, allant d'argilo-limoneuse dans les zones marécageuses à sableuse sur les plateaux. Ces sols, bien adaptés aux cultures pérennes dominantes, restent cependant sensibles à l'érosion et à la battance, notamment en saison pluvieuse. La mise en place de dispositifs anti-érosion, de talus végétalisés et de fossés de drainage est donc essentielle pour préserver la fertilité et la stabilité des sols tout en permettant une exploitation agricole durable.

### 4.1.1.3 Géologie

Les deux départements reposent sur un socle précambrien composé de migmatites, gneiss et granites, typiques du craton ouest-africain. Cette assise géologique homogène confère une bonne stabilité pour la construction d'infrastructures, tout en nécessitant des études géotechniques spécifiques dans les zones localement fracturées ou altérées. À Buyo, la présence de ressources aurifères, notamment dans la sous-préfecture de Dapéoua, entraîne des activités minières qui peuvent modifier localement la structure géomorphologique et affecter la qualité des eaux souterraines. Cette spécificité géologique doit être intégrée aux évaluations environnementales afin d'anticiper et de mitiger les impacts potentiels sur les écosystèmes et les infrastructures.

Figure 7: Esquisse de la carte géologique de la zone du projet



Source : CSI, Mai 2025

### 4.1.1.4 Climat

#### 4.1.1.4.1 Température et pluviométrie

Soubré et Buyo sont soumis à un climat subéquatorial, marqué par une alternance de saisons pluvieuses et sèches. Sur l'année, la température moyenne est de 26.1°C et les précipitations sont en moyenne de 1069.4mm. À Soubré, deux saisons pluvieuses principales (avril-juin et septembre-novembre) alternent avec deux saisons sèches (juillet-août et décembre-mars), sous l'influence atténuante de l'océan Atlantique et du couvert végétal dense. À Buyo, les saisons sont également rythmées par une grande saison des pluies (juillet-octobre), une grande saison sèche (novembre à mi-mars), une petite saison des pluies (mi-mars-avril) et une petite saison sèche (mai-juin). Dans les deux cas, les précipitations soutenues favorisent une

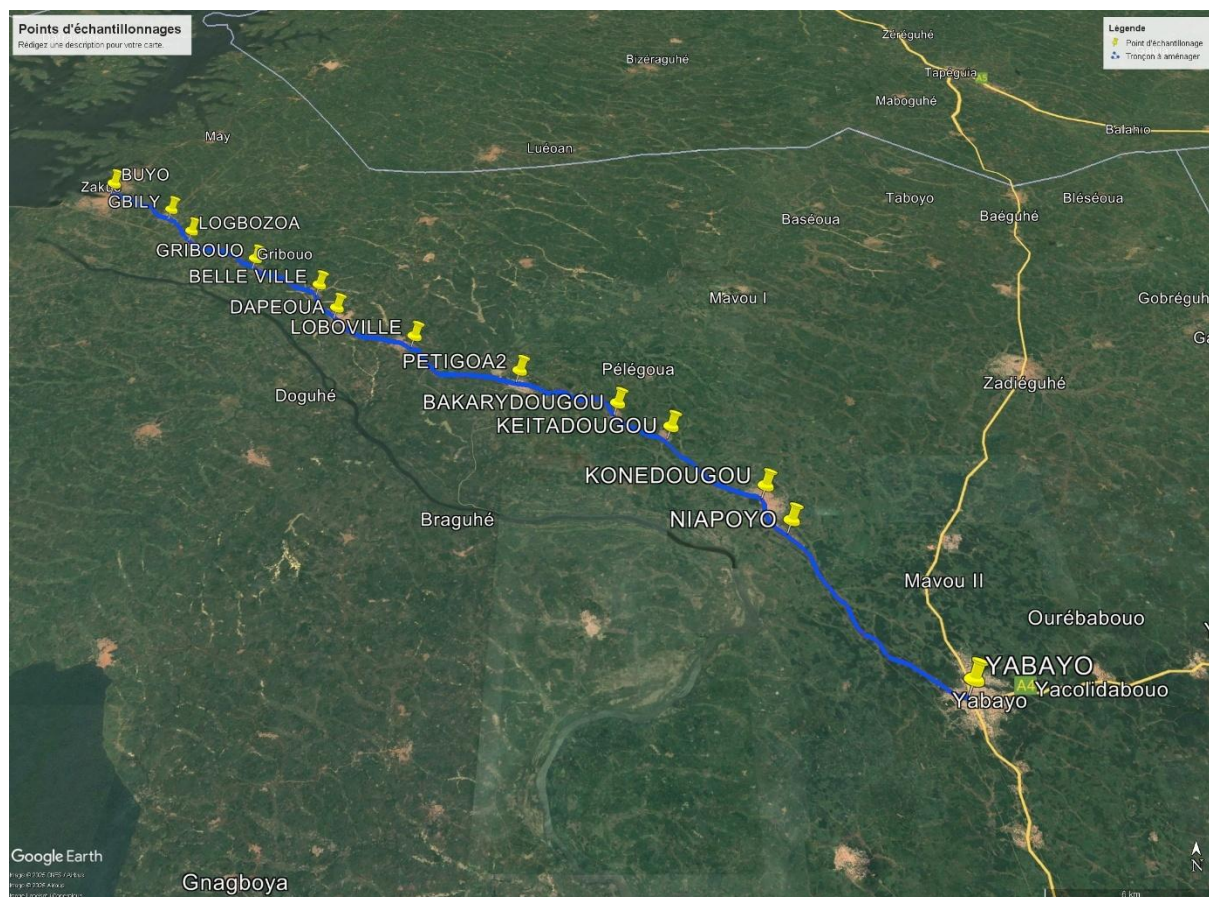




#### 4.1.1.4.3 Analyse des paramètres environnementaux

Pour apprécier la qualité de l'air et les niveaux sonores en situation sans projet sur l'axe Yabayo-Buyo, une campagne de mesures des niveaux acoustiques et des niveaux de concentration de poussières et de certains gaz (notamment le CO, le H<sub>2</sub>S, les COV et le PH<sub>3</sub>) a été menée le long du tronçon devant abriter les travaux définis dans la description du projet. Au total douze (12) sites ont été retenus comme points d'échantillonnage ; leur répartition géographique est présentée dans la carte ci-dessous.

Figure 9: Carte de répartition des points d'échantillonnages



#### 4.1.1.4.3.1 Niveaux acoustiques

Tableau 5 : Niveaux de bruits enregistrés dans le couloir

DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Latitude	Longitude	Niveau de bruit maximum *Lmax (dB(A))	Niveau de bruit équivalent L <sub>eq</sub> (dB(A))	Norme ivoirienne dB(A)	Norme Banque Africaine de Développement dB(A)	Observation/Commentaires
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	KEITADOUGOU	6,0729638	-6,7047167	47	33	60	55	
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	BAKARYDOUGOU	6,0869612	-6,7277977	58	32	60	55	Pic atteint au passage d'engins motorisés
BUYO	BUYO	LOGBOZOA	6,2116358	-6,9494902	53	39	60	55	
BUYO	BUYO	GBILY	6,230292	-6,9652412	64	36	60	55	
SOUBRE	SOUBRE	KONE DOUGOU	6,0400754	-6,6668507	53	38	60	55	
SOUBRE	SOUBRE	NIAPOYO	6,0221382	-6,6581307	48	33	60	55	
BUYO	DAPEOUA	LOBOVILLE	6,1307005	-6,823068	60	33	60	55	Pic atteint au passage d'engins motorisés
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	6,1886125	-6,9109552	63	32	60	55	Pic atteint au passage d'engins motorisés

DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Latitude	Longitude	Niveau de bruit maximum *Lmax (dB(A))	Niveau de bruit équivalent L <sub>eq</sub> (dB(A))	Norme ivoirienne dB(A)	Norme Banque Africaine de Développement dB(A)	Observation/Commentaires
BUYO	DAPEOUA	BELLE VILLE	6,1677647	-6,8746844	61	36	60	55	Pic atteint au passage d'engins motorisés
BUYO	DAPEOUA	DAPEOUA	6,1506918	-6,862987	44	32	60	55	
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	PETIGOA 2	6,1076217	-6,7723175	52	32	60	55	

L<sub>eq</sub> dB : en décibel

L<sub>max</sub> dB : niveau de bruit maximum en décibel

**\*Les valeurs supérieures à la Norme sont matérialisées en rouge**

De manière générale, les valeurs normatives ivoiriennes sont respectées le long du tracé qui est actuellement très peu fréquenté. Toutefois, lors du passage des rares usagers à motos ou en véhicule on enregistre des pic excédent les 60 décibels de la norme nationale et les 55 décibels prescrits par la norme de la banque mondiale.

#### 4.1.1.4.3.2 Concentration de poussière

Tableau 6 : Niveaux de concentration de poussière enregistré dans le couloir

DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Latitude	Longitude	Particules 5 micromètres PM5 (Fractions alvéolaires) Valeurs Moyennes PM5 (p/m3)	Norme PM5 (p/m3)	Particules 10 micromètres PM10 (Fractions thoraciques) Valeurs Moyennes PM10 (p/m3)	Norme PM10 (p/m3)
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	KEITADOUGOU	6,0729638	-6,7047167	77	193	59	68
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	BAKARYDOUGOU	6,0869612	-6,7277977	79	193	50	68
BUYO	BUYO	LOGBOZOA	6,2116358	-6,9494902	77	193	52	68
BUYO	BUYO	GBILY	6,230292	-6,9652412	77	193	71	68
SOUBRE	SOUBRE	KONEDOUGOU	6,0400754	-6,6668507	78	193	58	68
SOUBRE	SOUBRE	NIAPOYO	6,0221382	-6,6581307	87	193	55	68
BUYO	DAPEOUA	LOBOVILLE	6,1307005	-6,823068	94	193	78	68
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	6,1886125	-6,9109552	93	193	75	68
BUYO	DAPEOUA	BELLE VILLE	6,1677647	-6,8746844	82	193	56	68
BUYO	DAPEOUA	DAPEOUA	6,1506918	-6,862987	174	193	75	68
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	PETIGOA 2	6,1076217	-6,7723175	74	193	57	68

Les concentrations de poussières enregistrées respectent les seuils normatifs tant pour les fractions alvéolaires que celles thoraciques. Toutefois, à Gbily, Loboville, Gribouo et Dapéoua, au passage d'un véhicule, les poussières par roulement occasionnées présentaient une concentration de fractions thoraciques supérieure à la norme.

#### 4.1.1.4.3.3 Concentration de gaz

Tableau 7 : Niveau de concentration de gaz enregistré dans le couloir

DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Latitude	Longitude	H2S (norme 5 mg/m3)	CO (norme 50 mg/m3)	COV (norme 50 mg/m3)	PH3 (norme 1,5 mg/m3)	Observation/Commentaires
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	KEITADOUGOU	6,0729638	-6,7047167	1	2	1	0	
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	BAKARYDOUGOU	6,0869612	-6,7277977	1	5	5	0	
BUYO	BUYO	LOGBOZOA	6,2116358	-6,9494902	1	0	4	0	
BUYO	BUYO	GBILY	6,230292	-6,9652412	0	2	3	0	
SOUBRE	SOUBRE	KONEDOUGOU	6,0400754	-6,6668507	1	0	5	1	Proximité de plantation
SOUBRE	SOUBRE	NIAPOYO	6,0221382	-6,6581307	0	3	0	1	Proximité de plantation

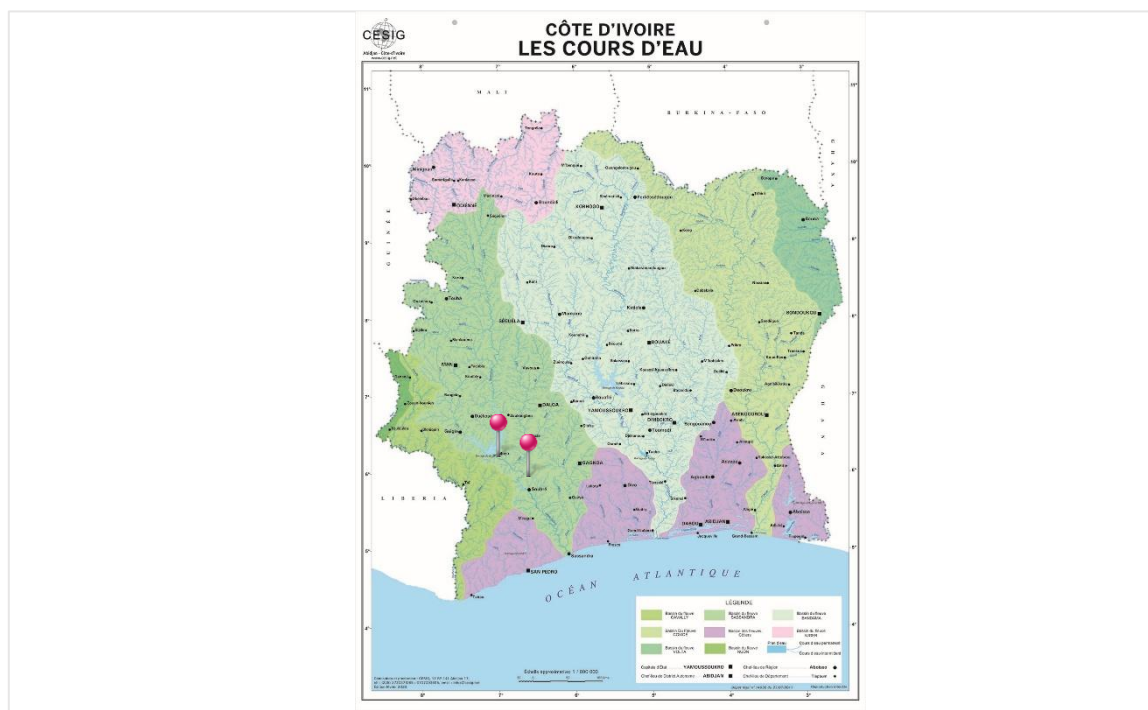
DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Latitude	Longitude	H2S (norme 5 mg/m3)	CO (norme 50 mg/m3)	COV (norme 50 mg/m3)	PH3 (norme 1,5 mg/m3)	Observation/Commentaires
BUYO	DAPEOUA	LOBOVILLE	6,1307005	-6,823068	1	5	2	0	
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	6,1886125	-6,9109552	1	2	0	0	
BUYO	DAPEOUA	BELLE VILLE	6,1677647	-6,8746844	1	5	0	1	Proximité de plantation
BUYO	DAPEOUA	DAPEOUA	6,1506918	-6,862987	1	1	0	1	Proximité de plantation
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	PETIGOA 2	6,1076217	-6,7723175	0	2	5	1	Proximité de plantation

Tous les échantillons présentent des niveaux respectant les seuils admissibles tant pour le H<sub>2</sub>S, le CO, le PH<sub>3</sub> et les COV. Par endroit les traces de PH<sub>3</sub> enregistrés s'expliquent aisément par la proximité de plantations faisant l'objet de pulvérisation de pesticides.

#### 4.1.1.5 Hydrographie

Le réseau hydrographique des deux départements est dominé par le fleuve Sassandra, accompagné de ses affluents principaux tels que la Lobo, la Dado et le N'Zo. À Soubré, les infrastructures hydroélectriques (barrages de Buyo, Soubré et Gribo Popoli) ont modifié le régime hydrologique, créant des zones de submersion périodique et transformant la dynamique sédimentaire et écologique. À Buyo, le barrage de Buyo joue un rôle majeur dans la régulation des débits et la disponibilité en eau, tout en influençant la structure des zones riveraines. La présence de ces ouvrages impose une gestion adaptée des eaux de ruissellement, des infrastructures hydrauliques et de la biodiversité, afin de prévenir l'érosion, les inondations et les perturbations des écosystèmes riverains. Ces cours d'eau représentent également une ressource précieuse pour les activités agricoles, la pêche et la subsistance des populations locales.

Figure 10: Carte hydrographique de la zone du projet



Source : CSI, Mai 2025

Le tracé de la route à aménager traverse plusieurs cours d'eau qui jouent un rôle majeur dans la vie des populations locales. Ces ressources hydriques contribuent significativement aux activités économiques et



agricoles telles que la riziculture, le maraîchage, l'irrigation et la pêche, qui sont essentielles pour la subsistance des habitants. Ces usages confèrent aux cours d'eau une importance vitale pour le maintien des moyens de vie et la sécurité alimentaire des communautés riveraines.

Parmi ces cours d'eau, on trouve le **SARO** dans la localité de GBILY, utilisé pour la culture du riz et la pêche. La rivière **GBODO GBODO**, également à GBILY, est exploitée pour la riziculture et la pêche. Le **ZOUKOUMOU**, situé à LOGBOZOA, soutient la pêche et les activités agricoles. À Bakarydougou, le **BAKARYDOUGOU 1** alimente les besoins en eau pour l'irrigation des cultures et la pêche. À Keitadougou, le **KIERBA** complète le réseau de petits cours d'eau utilisés pour ces mêmes activités.

Dans la localité de Tricohi, les cours d'eau **DIGBE** et les deux branches de **DIGBEU** sont essentiels pour la riziculture, l'irrigation et la pêche. À Konedougou, le **POEHI** est exploité principalement pour l'irrigation des cultures maraîchères. Enfin, à Niapoyo, plusieurs petits cours d'eau tels que le **cours d'eau le Corridor**, **GABEUGROU**, **TIÔH**, **TÉTI** et **GNOUPROU** soutiennent les activités agricoles et halieutiques des populations locales.

Ainsi, l'ensemble de ces cours d'eau constitue un réseau hydrographique dense qui nécessite une attention particulière lors de la mise en œuvre du projet routier, afin d'assurer la préservation des usages traditionnels et de minimiser les impacts environnementaux.

Planche 2: Vue de quelques cours d'eau rencontrés le long du tronçon



Légende : 1-BAKARYDOUGOU 1 ; 2-GABEUGROU ; 3-TIÔH ; 4-GNOUPROU

#### 4.1.1.5.1 Qualité de l'eau

Des échantillons d'eau ont été prélevés et analysés pour apprécier la qualité des eaux de surface en situation sans projet et disposer de valeurs de références. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Figure 11: Cartographie des points d'échantillonnages des eaux de surfaces sur le tronçon

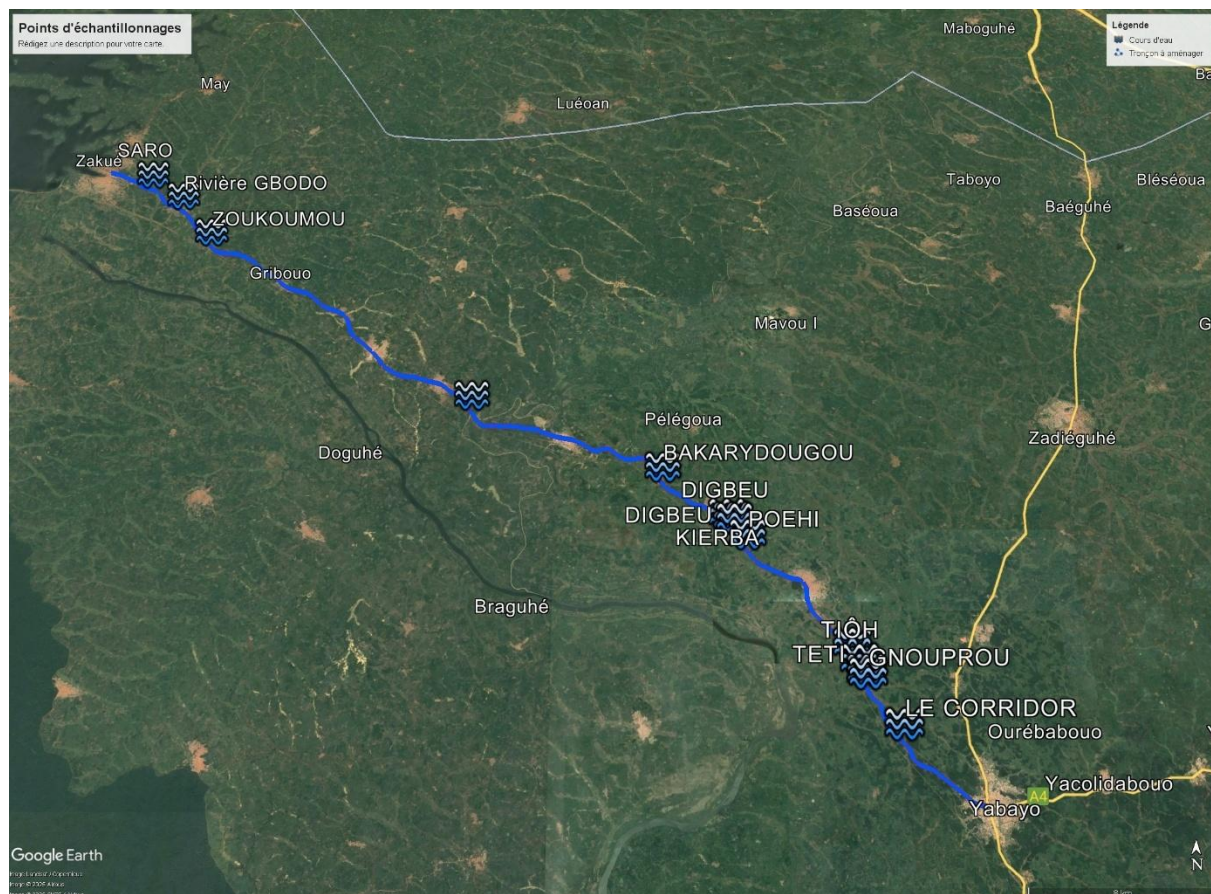


Tableau 8 : Résultat de l'analyse des échantillons d'eaux de surface

		Paramètres	pH	Orthophosphate	MES	DCO	DBO <sub>5</sub>	Hydrocarbures totaux
		Unité	-	mg/L	mg/L	mgO <sub>2</sub> /L	mgO <sub>2</sub> /L	mg/l
Echantillons		Normes S/DIC	5,5 - 9,5	0,5	150	500	150	10
Nom du cours d'eau	Localité	GPS						
SARO	GBILY	6,2428229 -6,979953	6,8	1,07	45	22	6	2,21
La rivière GBODO GBODO	GBILY	6,2298039 -6,962567	6,5	0,76	19	38	10	3,92
ZOUKOU MOU	LOGBOZOA	6,2083922 -6,9453389	6,91	0,84	30	20	7	3,4
BAKARYDOUGOU 1	BAKARYDOUGOU	6,0849646 -6,7265155	6,65	1,23	33	25	8	5,5
KIERBA	KEITADOUGOU	6,0632051 -6,6989507	6,72	1,1	154	35	9	1,1
DIGBE	TRICOH	6,0611861 -6,6956566	6,86	1,4	154	29	9	3,6
POEHI	KONEDOU GOU	6,0539333 -6,69022	6,75	0,67	155	19	9	3,7
COURS D'EAU LE CORRIDOR	NIAPOYO	5,9741508 -6,6309057	6,78	1,24	113	21	8	8,7
GABEUGROU	NIAPOYO	6,0066253 -6,6492791	6,5	1,13	54	19	6	08
TIËH	NIAPOYO	5,9999707 -6,6467473	6,81	1,29	109	23	7	5
TËTI	NIAPOYO	5,995685 -6,6443183	6,5	0,76	19	38	10	3,92

		Paramètres	pH	Orthophosphate	MES	DCO	DBO <sub>5</sub>	Hydrocarbures totaux
		Unité	-	mg/L	mg/L	mgO <sub>2</sub> /L	mgO <sub>2</sub> /L	mg/l
Echantillons		Normes S/DIC	5,5 - 9,5	0,5	150	500	150	10
GNOUPROU	NIAPOYO	5,9943123 -6,6437466	6,72	1,1	154	35	9	1,1
DIGBEU	TRICOH	6,0612601 -6,695668	6,8	1,07	45	22	6	2,21
DIGBEU	TRICOH	6,0616833 -6,6969483	6,65	1,23	33	25	8	5,5

Les cours d'eau identifiés le long du tronçon de la route à aménager présentent une qualité d'eau globalement conforme aux normes de référence en matière de pH (compris entre 5,5 et 9,5) : les valeurs relevées oscillent entre 6,5 et 6,91, indiquant une eau faiblement acide à neutre, favorable aux activités halieutiques et agricoles locales.

Cependant, les teneurs en orthophosphate relevées varient de 0,67 à 1,4 mg/L, dépassant légèrement la valeur seuil de 0,5 mg/L fixée par la norme. Cette surconcentration peut être liée à des rejets d'effluents domestiques ou agricoles non maîtrisés et pourrait favoriser l'eutrophisation des milieux aquatiques si elle n'est pas contrôlée.

En ce qui concerne les matières en suspension (MES), la majorité des cours d'eau affichent des valeurs inférieures à la norme maximale de 150 mg/L, ce qui traduit une bonne transparence de l'eau et une faible turbidité, propice à la vie aquatique et aux usages agricoles. Cependant, certains cours d'eau comme le KIERBA, DIGBE, POEHI et GNOUPROU atteignent la valeur limite (154 et 155 mg/L), nécessitant une attention particulière pour éviter la sédimentation et la dégradation des habitats aquatiques.

Les concentrations en DCO (demande chimique en oxygène) et DBO<sub>5</sub> (demande biochimique en oxygène à 5 jours) sont globalement bien inférieures aux normes de 500 et 150 mgO<sub>2</sub>/L respectivement, indiquant une faible charge en matière organique et une bonne capacité d'autoépuration des cours d'eau traversés. Cela est favorable au maintien d'un écosystème aquatique équilibré et à la poursuite des usages agricoles et halieutiques.

Enfin, les concentrations en hydrocarbures totaux sont toutes inférieures à la norme de 10 mg/L. Bien qu'on observe des pics ponctuels de 8,7 mg/L au niveau du cours d'eau le Corridor à Niapoyo et 8 mg/L à Gabeugrou à Niapoyo, l'ensemble des résultats reste en dessous du seuil critique, témoignant d'une absence majeure de pollution hydrocarbure chronique.

En conclusion, bien que la qualité des eaux soit globalement satisfaisante pour les usages agricoles, halieutiques et domestiques, la vigilance reste nécessaire quant aux apports en orthophosphates et aux charges en matières en suspension, qui pourraient affecter à long terme les écosystèmes aquatiques. Il conviendra d'intégrer des mesures préventives dans le projet afin de limiter les apports de nutriments et d'assurer la protection de la qualité de l'eau dans ces cours d'eau.

#### 4.1.2 Description de l'environnement initial biologique de référence

##### 4.1.2.1 Description de la végétation de la zone d'emprise du projet

La flore de la zone d'étude regroupe les départements de Soubré et de Buyo, tous deux situés dans la zone phytogéographique de la forêt dense humide sempervirente guinéenne de Côte d'Ivoire. Cette formation végétale, bien que fragmentée et soumise à de fortes pressions anthropiques, conserve une richesse floristique remarquable et une structure stratifiée caractéristique des écosystèmes tropicaux.

**La strate arborée supérieure**, culminant entre 30 et 50 mètres, est dominée par de grandes essences telles que *Triplochiton scleroxylon* (LC), communément appelé fraké ou limba, utilisé par les populations locales pour la menuiserie et la construction légère, et *Terminalia superba* (LC), connu sous le nom de framiré, apprécié pour la fabrication de meubles et de menuiserie. On y trouve également *Heritiera utilis* (LC), ou niangon, recherché pour la construction navale et les charpentes, ainsi que *Khaya ivorensis* (VU), l'acajou d'Afrique, exploité pour l'ameublement haut de gamme et la sculpture artisanale. À cette strate se rajoute *Nesogordonia papaverifera* (VU), le danta, prisé pour le bois d'œuvre. Cette strate, bien que fortement exploitée, joue un rôle écologique majeur dans la régulation du microclimat forestier et constitue une ressource économique importante pour les communautés riveraines.

**La strate arborée intermédiaire**, située entre 20 et 30 mètres, accueille des espèces telles que *Piptadeniastrum africanum* (LC), ou dahoma, utilisé pour les charpentes et les traverses, ainsi que *Nauclea diderrichii* (NT), ou bilinga, utilisé pour la menuiserie et les parquets. On y trouve aussi *Antiaris toxicaria* (LC), le fromager, apprécié pour la fabrication de pirogues et de caisses, et *Elaeis guineensis* (LC), palmier à huile, qui constitue une ressource vivrière et économique majeure dans les plantations agricoles, ainsi que *Raphia hookeri* (LC), ou raphia, utilisé pour la vannerie et les toitures.

**La strate arbustive**, comprise entre 5 et 10 mètres, est dominée par des espèces pionnières telles que *Celtis zenkeri* (LC), utilisé pour la fabrication de manches d'outils et le bois de feu, et *Alchornea cordifolia* (non évalué), ou djeka, très prisée pour ses vertus médicinales notamment dans le traitement des affections gynécologiques et des plaies. On y trouve également *Carapa procera* (LC), ou carapa, dont les graines fournissent une huile médicinale recherchée, et *Macaranga barteri* (LC), utilisé pour les clôtures et le bois de feu.

**La strate herbacée** est particulièrement développée dans les zones perturbées, où dominent des espèces envahissantes telles que *Chromolaena odorata* (NE), connue sous le nom d'herbe du diable, et *Mimosa invisa* (non évalué), le mimosa rampant, qui colonisent rapidement les clairières et les abords des infrastructures. Dans les zones moins perturbées et ombragées, on observe des fougères comme *Nephrolepis biserrata* (non évalué) et des espèces herbacées telles que *Marantochloa spp.* (non évalué), qui sont parfois utilisées pour le paillage ou la vannerie. Dans les zones ouvertes, *Imperata cylindrica* (non évalué), herbe à éléphant, et *Panicum maximum* (LC), ou paspalum, sont utilisées localement pour le fourrage du bétail.

**La strate lianescente** est représentée par *Calamus deerratus* (NE), ou rotin, utilisé pour la vannerie et l'artisanat, ainsi que par diverses espèces de *Combretum* (NE), employées pour la fabrication de pieux et comme bois de feu. On y trouve également des *Connaracées* (non évalué) qui contribuent à la stabilisation des berges et participent à la dynamique de recolonisation forestière.

Malgré la richesse floristique remarquable, la flore de la zone d'étude subit une pression anthropique croissante liée à l'expansion des cultures pérennes (cacao, café, palmier à huile, hévéa), à l'exploitation forestière et à l'aménagement d'infrastructures linéaires et hydrauliques, notamment le barrage hydroélectrique de Buyo. Les espèces précieuses telles que *Khaya ivorensis* et *Nesogordonia papaverifera* sont particulièrement vulnérables, en raison de leur surexploitation et de la fragmentation de leur habitat. La proximité du Parc National de Taï, classé patrimoine mondial de l'UNESCO, constitue à la fois une opportunité pour la conservation et un défi en matière de gestion durable des ressources naturelles. Afin de préserver la biodiversité et les services écosystémiques associés, il est recommandé de renforcer les dispositifs de conservation des forêts classées et des zones riveraines, de promouvoir des pratiques agroforestières durables, de développer des corridors écologiques reliant les fragments forestiers et de sensibiliser les populations locales à l'importance de la préservation des espèces menacées.



### Richesse et composition floristiques

Le tableau ci-dessous recense les principales essences rencontrées, accompagnées de leur famille botanique, de leur nom vernaculaire, de leur statut de conservation selon la Liste rouge de l'UICN, ainsi que de leur rôle écologique et des usages locaux qui leur sont associés. Chaque espèce est également assortie de mesures de conservation recommandées, prenant en compte les enjeux locaux d'exploitation et de préservation des ressources naturelles. Cette approche intégrée permet d'identifier les priorités d'action pour concilier le développement des infrastructures et la protection de la biodiversité.

Nom scientifique	Famille	Nom commun	Statut UICN	Rôle écologique	Usage local	Mesures de conservation recommandées
<i>Triplochiton scleroxylon</i>	Malvaceae	Fraké ou Limba	Préoccupation mineure (LC)	Espèce clé pour la canopée, régulation du microclimat forestier	Bois d'œuvre et menuiserie	Renforcer la protection des forêts classées et limiter l'exploitation illégale.
<i>Terminalia superba</i>	Combretaceae	Framiré	Préoccupation mineure (LC)	Espèce pionnière des forêts secondaires, maintien de la structure forestière	Menuiserie et meubles	Promouvoir des plans de gestion durable et le reboisement local.
<i>Heritiera utilis</i>	Malvaceae	Niangon	Préoccupation mineure (LC)	Arbre majeur dans les forêts riveraines, stabilisation des sols	Charpente et construction navale	Sensibiliser à l'exploitation durable et protéger les berges.
<i>Khaya ivorensis</i>	Meliaceae	Acajou d'Afrique	Vulnérable (VU)	Espèce précieuse des forêts denses, habitat pour la faune	Menuiserie haut de gamme, sculpture artisanale	Mettre en place des programmes de reforestation et réguler l'exploitation forestière.
<i>Nesogordonia papaverifera</i>	Sterculiaceae	Danta	Vulnérable (VU)	Régénération forestière et stabilisation des habitats	Poteaux et menuiserie	Surveiller les populations et protéger les habitats forestiers.
<i>Piptadeniastrum africanum</i>	Fabaceae	Dahoma	Préoccupation mineure (LC)	Espèce pionnière, enrichissement des sols	Traverses, charpentes, bois industriel	Encourager l'agroforesterie durable et sensibiliser aux bonnes pratiques.
<i>Nauclea diderrichii</i>	Rubiaceae	Bilinga	Quasi menacé (NT)	Stabilisation des berges et des zones humides	Parquets, menuiserie	Protéger les berges et promouvoir des corridors écologiques.
<i>Antiaris toxicaria</i>	Moraceae	Fromager	Préoccupation mineure (LC)	Espèce pionnière, maintien de la biodiversité	Pirogues et emballages	Limiter l'exploitation non réglementée et

Nom scientifique	Famille	Nom commun	Statut UICN	Rôle écologique	Usage local	Mesures de conservation recommandées
						promouvoir la sylviculture communautaire.
<i>Elaeis guineensis</i>	Arecaceae	Palmier à huile	Préoccupation mineure (LC)	Production d'huile et rôle économique majeur	Huile alimentaire, produits dérivés	Développer des plantations villageoises durables et protéger les habitats naturels.
<i>Raphia hookeri</i>	Arecaceae	Raphia	Préoccupation mineure (LC)	Stabilisation des berges, maintien de la biodiversité des zones humides	Vannerie, toitures traditionnelles	Protéger les zones humides et encourager les alternatives économiques.
<i>Celtis zenkeri</i>	Ulmaceae	Celtis	Préoccupation mineure (LC)	Régénération forestière et enrichissement des sols	Bois de feu, manches d'outils	Sensibiliser aux bénéfices écologiques et promouvoir l'agroforesterie.
<i>Carapa procera</i>	Meliaceae	Carapa	Préoccupation mineure (LC)	Production d'huile médicinale, enrichissement des sous-bois	Huile médicinale	Encourager la valorisation durable et la sensibilisation des populations locales.
<i>Macaranga barteri</i>	Euphorbiaceae	Macaranga	Préoccupation mineure (LC)	Espèce pionnière, enrichissement des sols	Clôtures, bois de feu	Contrôler la propagation et protéger les habitats naturels.
<i>Chromolaena odorata</i>	Asteraceae	Herbe du diable	Non évalué (NE)	Espèce envahissante, compétition pour les ressources	Invasion des cultures	Lutter contre l'invasion par des actions de gestion écologique.
<i>Calamus deerratus</i>	Arecaceae	Rotin	Non évalué (NE)	Maintien des corridors écologiques et soutien aux sous-bois	Vannerie artisanale	Promouvoir la vannerie durable et renforcer la gestion communautaire.
<i>Combretum racemosum</i>	Combretaceae	Combretum	Non évalué (NE)	Protection des berges et enrichissement de la strate arbustive	Bois de feu, piquets	Encourager la valorisation durable et la régulation de l'exploitation.

La flore des départements de Soubré et de Buyo joue un rôle fondamental dans le maintien des équilibres écologiques, le soutien des activités économiques locales et la préservation des services écosystémiques essentiels. La vulnérabilité de certaines essences clés, notamment celles classées Vulnérables (VU) ou En danger (EN), souligne la nécessité d'intégrer des mesures de conservation robustes et adaptées à chaque contexte. Le tableau présenté constitue une base de référence pour guider les actions de gestion durable et d'aménagement responsable dans le cadre du projet.

Planche 3 : Quelques essences dans le couloir du tronçon à aménager et bitumer



### **Espèces à statut particulier**

L'inventaire des essences ligneuses rencontrées dans la zone d'étude révèle la présence d'espèces forestières dont certaines présentent un statut de conservation préoccupant selon la Liste rouge de l'UICN. Parmi celles-ci, *Khaya ivorensis* (Acajou d'Afrique) et *Nesogordonia papaverifera* (Danta) sont classées Vulnérable (VU), ce qui reflète leur vulnérabilité face à la surexploitation et aux pressions anthropiques. *Nauclea diderrichii* (Bilinga) est quant à elle considérée Quasi menacée (NT) et mérite également une attention particulière. Il est donc recommandé d'adopter des mesures de conservation spécifiques pour les espèces vulnérables, telles que la régulation stricte de l'exploitation, la reforestation et la mise en place de dispositifs de suivi écologique afin de maintenir la biodiversité et la fonctionnalité des écosystèmes forestiers.

### **4.1.2.2 Etat initial de la faune**

La faune des départements de Soubré et de Buyo est représentative de la région forestière dense humide guinéenne de Côte d'Ivoire. Cette zone constitue un réservoir de biodiversité remarquable, où coexistent des habitats variés tels que les forêts denses sempervirentes, les forêts secondaires, les zones marécageuses et les mosaïques agroforestières. Cette diversité écologique favorise la présence d'une faune riche, comprenant de nombreuses espèces à fort intérêt écologique et socio-économique.

Les **mammifères** occupent une place prépondérante dans la faune locale. Parmi les primates, *Cercopithecus campbelli* (cercopithèque de Campbell) joue un rôle clé dans la régénération forestière par la dispersion des graines, contribuant ainsi au maintien de la dynamique forestière. De même, *Cercocebus atys* (mangabey à collier blanc) participe activement à la dissémination des fruits et des graines et constitue une ressource alimentaire complémentaire pour les populations locales dans certaines zones. Le chimpanzé occidental (*Pan troglodytes verus*), classé En danger (EN), est une espèce parapluie dont la conservation favorise la protection de nombreuses autres espèces partageant son habitat. Sa présence est concentrée dans les lambeaux forestiers connectés au Parc National de Taï, où il bénéficie encore de zones de refuge.

Chez les ongulés, le céphalophe à dos jaune (*Cephalophus silvicultor*), le céphalophe de Maxwell (*Cephalophus maxwellii*) et le céphalophe bleu (*Philantomba monticola*) jouent un rôle dans le contrôle de la sous-végétation, contribuant à la structuration des strates herbacées et arbustives. Leur chasse, souvent pratiquée pour la consommation locale de viande de brousse, représente une ressource alimentaire mais constitue également une menace en cas de surexploitation. Le potamochère (*Potamochoerus porcus*) participe au recyclage de la matière organique dans les zones de forêts secondaires et les marécages, tandis que l'hylochère (*Hylochoerus meinertzhageni*), plus rare et localisé, exerce une influence importante sur la régénération de la végétation en raison de son régime alimentaire varié.

Les **grands mammifères** comprennent l'éléphant de forêt (*Loxodonta cyclotis*), également classé En danger (EN), qui contribue au maintien des clairières et à la dispersion des graines de grande taille, jouant ainsi un rôle d'architecte des forêts. Bien que sa présence soit sporadique, notamment dans les corridors forestiers reliant les deux départements au Parc National de Taï, il est fortement menacé par le braconnage et la fragmentation des habitats. Le buffle de forêt (*Syncerus caffer nanus*) est également présent dans les forêts-galeries et les marécages, où il participe au contrôle de la végétation herbacée. Le long du fleuve Sassandra et de ses affluents, l'hippopotame (*Hippopotamus amphibius*) occupe les zones humides et les lacs artificiels créés par les barrages, apportant une contribution significative au cycle des nutriments dans ces écosystèmes aquatiques.

La **petite faune mammalienne** est dominée par l'aulacode (*Atherurus africanus*), qui représente une source importante de protéines pour les populations locales et joue un rôle écologique dans la dispersion des graines et l'aération des sols. D'autres rongeurs tels que *Protoxerus stangeri* et *Funisciurus pyrropus* contribuent à la dissémination des fruits et des graines, renforçant ainsi la régénération des forêts secondaires.

La **faune aviaire** est particulièrement diversifiée grâce à la grande variété des habitats. Les espèces telles que le touraco violet (*Musophaga violacea*) et le calao à joues grises (*Bycanistes subcylindricus*) jouent un rôle écologique majeur dans la dispersion des graines et le maintien de la structure forestière. Le guêpier écarlate (*Merops nubicus*) et l'aigle couronné (*Stephanoaetus coronatus*) sont indicateurs d'un habitat forestier encore fonctionnel. Dans les zones marécageuses et riveraines, des espèces aquatiques telles que la spatule africaine (*Platalea alba*) et diverses espèces d'hérons (*Ardeidae*) contribuent à la régulation des populations aquatiques et au maintien des fonctions écologiques des zones humides.

La **herpétofaune** comprend des reptiles comme le varan du Nil (*Varanus niloticus*), prédateur opportuniste contribuant à l'équilibre écologique en contrôlant les populations de petits vertébrés. On trouve également des serpents tels que le mamba noir (*Dendroaspis polylepis*) et le python royal (*Python regius*), qui témoignent de la bonne santé des écosystèmes forestiers et agricoles. Les amphibiens sont représentés par *Hoplobatrachus occipitalis*, grenouille abondante dans les zones humides et agricoles, qui participe au contrôle des insectes nuisibles.

Les **poissons** du fleuve Sassandra et de ses affluents incluent *Heterotis niloticus* (capitaine) et *Clarias gariepinus* (silure africain), qui jouent un rôle essentiel dans les écosystèmes aquatiques et constituent une ressource halieutique majeure pour les populations locales, tant pour la consommation que pour le commerce.

Planche 4 : Quelques espèces faunistiques présents dans la zone d'influence du projet





Légende : 1- *Loxodonta cyclotis* (éléphant de forêt) ; 2- Chimpanzés (*Pan troglodytes*) ; 3- *Philantomba monticola*

La faune de la zone d'étude est soumise à de fortes pressions anthropiques, notamment la fragmentation des habitats liée à l'agriculture intensive, à l'exploitation forestière, au braconnage et aux infrastructures telles que les barrages. La proximité du Parc National de Taï offre une opportunité unique de conservation, à condition de préserver et de restaurer les corridors écologiques qui relient les lambeaux forestiers aux grands massifs protégés. Pour atténuer les impacts négatifs, il est recommandé de renforcer les actions de surveillance et de lutte contre le braconnage, de promouvoir des pratiques agricoles durables qui intègrent la conservation de la faune (agroforesterie et jachères améliorées), de sensibiliser les communautés locales aux rôles écologiques et économiques des espèces et de mettre en place des programmes de suivi scientifique des populations fauniques. La mise en œuvre de ces mesures contribuera à maintenir les services écosystémiques essentiels au développement durable des départements de Soubré et de Buyo.

Afin d'évaluer la richesse et la vulnérabilité de la faune dans les départements de Soubré et de Buyo, une analyse scientifique approfondie a été menée. Le tableau présenté ci-après recense les principales espèces rencontrées, avec leurs noms scientifiques, noms vernaculaires, statuts de conservation selon la Liste Rouge de l'UICN, rôles écologiques et usages locaux. Ce tableau met en évidence les liens étroits entre la biodiversité et les services écosystémiques pour les populations locales. Les mesures de conservation recommandées visent à atténuer les pressions anthropiques et à renforcer la résilience écologique des habitats.

Tableau 9 : Liste des espèces faunistiques, leur statut UICN et rôles écologiques

Nom scientifique	Nom commun	Statut UICN	Rôle écologique	Usage local	Mesures de conservation recommandées
<i>Pan troglodytes verus</i>	Chimpanzé occidental	En danger (EN)	Dispersion des graines, indicateur d'écosystème sain	Viande de brousse (rare), tourisme écotouristique	Renforcer la protection des habitats forestiers, sensibiliser les populations locales et soutenir les corridors écologiques reliant les fragments forestiers au Parc National de Taï.

Nom scientifique	Nom commun	Statut UICN	Rôle écologique	Usage local	Mesures de conservation recommandées
<i>Loxodonta cyclotis</i>	Éléphant de forêt	En danger (EN)	Maintien des clairières, dispersion des graines de grande taille	Patrimoine culturel et écotourisme	Mettre en place des corridors écologiques entre les forêts classées et le Parc National de Taï, renforcer les patrouilles anti-braconnage et sensibiliser aux conflits homme-faune.
<i>Cephalophus silvicultor</i>	Céphalophe à dos jaune	Quasi menacé (NT)	Contrôle de la sous-végétation	Chasse de subsistance	Réguler la chasse, protéger les forêts secondaires et promouvoir des alternatives économiques pour les communautés locales.
<i>Cephalophus maxwellii</i>	Céphalophe de Maxwell	Préoccupation mineure (LC)	Contrôle de la sous-végétation	Chasse de subsistance	Réguler la chasse, protéger les forêts secondaires et promouvoir des alternatives économiques pour les communautés locales.
<i>Philantomba monticola</i>	Céphalophe bleu	Préoccupation mineure (LC)	Contrôle de la sous-végétation	Chasse de subsistance	Réguler la chasse, protéger les forêts secondaires et promouvoir des alternatives économiques pour les communautés locales.
<i>Potamochoerus porcus</i>	Potamochère	Préoccupation mineure (LC)	Recyclage de la matière organique	Chasse de subsistance	Sensibiliser les populations locales à une chasse durable, renforcer la surveillance des zones protégées et promouvoir l'élevage alternatif.
<i>Syncerus caffer nanus</i>	Buffle de forêt	Préoccupation mineure (LC)	Contrôle de la végétation herbacée	Chasse de subsistance	Renforcer la surveillance et la protection des marécages, sensibiliser les populations aux avantages écologiques du buffle et promouvoir l'écotourisme.
<i>Hippopotamus amphibius</i>	Hippopotame	Vulnérable (VU)	Régulation des nutriments dans les zones humides	Pêche traditionnelle	Surveiller les zones humides, réduire la pollution et sensibiliser aux conflits homme-faune, en particulier pour les infrastructures hydroélectriques.
<i>Atherurus africanus</i>	Aulacode	Préoccupation mineure (LC)	Source de protéines et des graines	Chasse pour la viande de brousse	Encourager l'élevage contrôlé, réglementer la chasse et promouvoir des projets d'élevage alternatif pour réduire la pression sur les populations sauvages.
<i>Musophaga violacea</i>	Touraco violet	Préoccupation mineure (LC)	Dispersion des graines	Observation ornithologique	Conserver les lambeaux forestiers et promouvoir l'écotourisme ornithologique.
<i>Bycanistes subcylindricus</i>	Calao à joues grises	Préoccupation mineure (LC)	Dispersion des graines	Observation ornithologique	Conserver les lambeaux forestiers et promouvoir l'écotourisme ornithologique.
<i>Varanus niloticus</i>	Varan du Nil	Préoccupation mineure (LC)	Prédateur opportuniste	Chasse occasionnelle pour la peau	Sensibiliser les populations à la protection des zones riveraines et à la gestion durable des habitats.
<i>Dendroaspis polylepis</i>	Mamba noir	Non évalué (NE)	Prédateur, régulation des populations de petits vertébrés	Peu utilisé, danger potentiel	Mettre en place des programmes d'éducation environnementale et sensibiliser aux risques liés à la faune venimeuse.

Nom scientifique	Nom commun	Statut UICN	Rôle écologique	Usage local	Mesures de conservation recommandées
<i>Python regius</i>	Python royal	Non évalué (NE)	Prédateur, contrôle des populations de rongeurs	Peu utilisé, parfois capturé pour la peau	Contrôler la capture pour la vente, sensibiliser aux bénéfices de la conservation et promouvoir des alternatives économiques.
<i>Heterotis niloticus</i>	Capitaine	Préoccupation mineure (LC)	Espèce halieutique, équilibre aquatique	Pêche commerciale et subsistance	Mettre en place des mesures de gestion durable des pêcheries et des dispositifs de protection contre la surpêche.
<i>Clarias gariepinus</i>	Silure africain	Préoccupation mineure (LC)	Espèce halieutique, équilibre aquatique	Pêche commerciale et subsistance	Mettre en place des mesures de gestion durable des pêcheries et des dispositifs de protection contre la surpêche.

## **4.2 Description générale de l'environnement humain de la zone du projet**

---

Le projet objet de la présente Etude d'impacts environnemental et social est localisé dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire à 300 km d'Abidjan, plus précisément dans les départements de Soubré et de Buyo, appartenant tous deux à la région de la Nawa.

### **4.2.1 Caractéristiques socio-économiques des départements dans la zone du projet**

#### **4.2.1.1 Département de Soubré**

##### **4.2.1.1.1 Caractéristiques humaines**

Le département de Soubré, situé dans la région de la Nawa, compte une population de 587 441 habitants (RGPH 2021) pour une superficie de 4 779 km<sup>2</sup>, soit une densité d'environ 123 habitants/km<sup>2</sup>. La population est principalement composée de Bété autochtones, auxquels s'ajoutent trois villages Bakoué. L'ouverture du port de San Pedro et le développement des infrastructures ont favorisé une forte immigration interne, avec une importante présence d'allochtones venus du Centre, de l'Est, du Nord et de l'Ouest du pays, ainsi que des ressortissants de la CEDEAO et de la communauté libano-syrienne. Cette diversité culturelle et ethnique contribue à la dynamique socio-économique mais engendre aussi des tensions foncières ponctuelles.

##### **4.2.1.1.2 Les services de l'administration du territoire**

Le département de Soubré comprend quatre sous-préfectures (Soubré, Grand-Zattry, Okrouyo et Liliyo) et trois communes (Soubré, Grand-Zattry et Mayo). La ville de Soubré abrite également le siège du Conseil régional de la Nawa. L'administration déconcentrée est présente avec la quasi-totalité des services publics et para-publics représentés, parfois sous forme de directions départementales ou régionales. Une section de tribunal rattachée au Tribunal de première instance de Daloa est également installée à Soubré, assurant la gestion des affaires judiciaires locales.

##### **4.2.1.1.3 Les services extérieurs**

Les services extérieurs comprennent la gendarmerie (compagnie, escadron et brigades à Soubré, Okrouyo et Grand-Zattry), la base des FACI à Soubré, un commissariat de police, la direction régionale des Eaux et Forêts et deux cantonnements à Soubré et Grand-Zattry. Le département dispose aussi d'une unité des pompiers civils à Soubré. Ces services jouent un rôle essentiel dans la sécurité publique, la gestion des ressources naturelles et la prévention des incendies.

##### **4.2.1.1.4 LA SANTÉ (hôpitaux, infrastructures sanitaires)**

Le département de Soubré dispose d'un hôpital général à Soubré, complété par un service médical des armées, une PMI, six centres de santé urbains (Soubré, Yabayo, Grand-Zattry, Mayo, Okrouyo et Yacolidabouo), dix centres de santé ruraux, dix dispensaires ruraux, une maternité rurale et 46 établissements sanitaires de premier contact (ESPC). Cette couverture sanitaire est renforcée par la présence de structures de santé communautaires, bien que l'accès aux soins reste parfois entravé par des insuffisances en

personnel médical et en équipement. La prévalence du VIH dans le département de Soubré est d'environ 4%. Cette valeur est légèrement supérieure à la moyenne nationale, qui est de 2,9% chez les adultes âgés de 15 à 64 ans.

Planche 5 : Hôpital Général de Soubré



#### 4.2.1.1.5 Conflits fonciers

La pression démographique et les mouvements migratoires intenses liés à l'essor du cacao, de l'hévéa et du palmier à huile ont intensifié les conflits fonciers. Les litiges opposent principalement les autochtones Bété aux allochtones (Baoulé, Malinké, etc.) sur la propriété des terres agricoles. Ces tensions, exacerbées par la déforestation et la demande croissante de terres cultivables, nécessitent une régulation foncière rigoureuse et une médiation continue.

#### 4.2.1.1.6 Genre

Les femmes occupent une place essentielle dans l'économie locale, notamment dans les filières agricoles (cacao, café, vivriers). Elles contribuent également aux activités de transformation agroalimentaire et à la commercialisation des produits agricoles. Toutefois, elles restent sous-représentées dans les instances décisionnelles et rencontrent des difficultés d'accès au foncier et au crédit. Les projets de développement doivent intégrer une approche genre afin de promouvoir l'autonomisation économique et sociale des femmes.

#### 4.2.1.1.7 L'éducation

L'éducation est assurée par une direction régionale comprenant six inspections de l'enseignement préscolaire et primaire (IEP 1 et 2 de Soubré, Grand-Zattry, Okrouyo et Mayo). Le département compte un nombre important d'établissements primaires, dont plusieurs écoles publiques, privées et communautaires,



ainsi que des établissements préscolaires et secondaires (publics et privés). L'offre éducative reste toutefois confrontée à des défis tels que le déficit d'enseignants et la vétusté de certaines infrastructures.

#### **4.2.1.1.8 Activités économiques**

L'économie du département repose principalement sur les cultures de rente (cacao, hévéa, palmier à huile et café). La région de la Nawa est la première région cacaoyère du pays avec une production départementale de 57 860 tonnes en 2022. Le palmier à huile et l'hévéa connaissent également un développement important, soutenu par des unités agro-industrielles et des coopératives villageoises. La présence des banques commerciales et la diversification des activités économiques soutiennent la dynamique régionale, bien que des défis subsistent en matière de transformation locale des produits et d'accès aux marchés.

#### **4.2.1.1.9 Infrastructures économiques**

Les infrastructures économiques comprennent des routes principales reliant Soubré aux localités voisines et aux marchés d'Abidjan et de San Pedro, facilitant l'acheminement des produits agricoles. Les barrages hydroélectriques de Buyo et de Soubré renforcent l'approvisionnement en énergie, contribuant au développement industriel et à la dynamisation des activités économiques. Toutefois, l'entretien des routes secondaires et des pistes rurales demeure un défi majeur pour le désenclavement des zones de production.

*Photo 2 : Barrage Hydroélectrique de Soubré*



## **4.2.1.2 Département de Buyo**

### **4.2.1.2.1 Caractéristiques humaines**

Le département de Buyo compte une population totale de 176 568 habitants (RGPH 2021), répartis dans 26 villages et environ 2485 campements, avec une densité relativement faible sur un territoire de 2700 km<sup>2</sup>. La population autochtone est constituée majoritairement des Loblé et des Kouzié, rejoints par une forte immigration des Baoulé, Gouro, Yacouba, Guéré et des ressortissants de la CEDEAO, attirés par les opportunités agricoles (café, cacao, hévéa). Cette diversité ethnique favorise un brassage culturel mais engendre également des tensions foncières récurrentes. Les villages de Koréahinou (Darnahim) et Lobogba souffrent particulièrement de l'enclavement, ce qui limite leur accès aux services sociaux et économiques.

### **4.2.1.2.2 Les services de l'administration du territoire**

Créé en 2012, le département de Buyo comprend deux sous-préfectures (Buyo et Dapéoua) et une commune. La préfecture est installée dans des locaux provisoires, en attente de construction d'un bâtiment administratif conforme aux normes. Cette situation précaire freine parfois le bon fonctionnement administratif et la coordination des services publics, rendant nécessaire une réhabilitation rapide des infrastructures existantes pour renforcer la gouvernance locale.

### **4.2.1.2.3 Les services extérieurs**

Les services extérieurs incluent une brigade de gendarmerie nationale, une antenne des Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) et une Direction Départementale des Eaux et Forêts. Le département accueille également une antenne de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), chargée de la gestion et de la protection de la biodiversité au sein du Parc National de Taï. La récente ouverture d'une antenne des Affaires Maritimes et Portuaires à Buyo contribue à la sécurité et à la surveillance des voies d'eau intérieures. Ces services jouent un rôle clé dans la préservation des ressources naturelles, la sécurité publique et la protection des écosystèmes.

### **4.2.1.2.4 LA SANTÉ (hôpitaux, infrastructures sanitaires)**

Le département dispose d'un hôpital général à Buyo, d'un centre de santé urbain et de 21 centres de santé ruraux, renforcés par une quarantaine d'infirmes privées, dont plusieurs nécessitent une régularisation administrative. Malgré cette offre, la couverture sanitaire reste insuffisante en personnel qualifié et en équipements modernes. L'hôpital général, en particulier, souffre d'un plateau technique limité et nécessite la présence d'un chirurgien ainsi que la rénovation ou le remplacement de son bloc opératoire défectueux depuis mai 2023.

### **4.2.1.2.5 Conflits fonciers**

Les conflits fonciers dans le département sont récurrents et exacerbés par la forte pression foncière liée à l'expansion agricole. Ils opposent principalement les Baoulé (allochtones) aux autochtones Bété et Kouzié, mais aussi aux allogènes burkinabés, souvent bénéficiaires de transactions foncières informelles. Les litiges résultent de pratiques d'expropriation, de revente des terres et de chevauchements de droits coutumiers. Ces conflits représentent une menace pour la cohésion sociale et requièrent un encadrement juridique renforcé et des dispositifs de médiation communautaire.

### **4.2.1.2.6 Genre**

Les femmes du département jouent un rôle essentiel dans les activités agricoles (café, cacao, hévéa) et dans la pêche sur le lac de Buyo. Elles sont également actives dans la commercialisation des produits agricoles et les activités artisanales. Toutefois, elles restent confrontées à des difficultés d'accès au foncier, au crédit et aux services de base. La sous-représentation des femmes dans les instances de gouvernance locale limite

leur participation à la prise de décision, rendant nécessaire une approche genre pour renforcer leur autonomisation économique et sociale.

#### **4.2.1.2.7 L'éducation**

L'éducation dans le département est assurée par deux inspections de l'enseignement préscolaire et primaire, un lycée municipal et un collège moderne. Le secteur éducatif est complété par 18 collèges privés, mais souffre d'un déficit d'enseignants dans les matières scientifiques (mathématiques, physique-chimie, SVT) et en personnel d'encadrement. Les infrastructures éducatives, bien qu'en développement, nécessitent une réhabilitation et un renforcement des effectifs pour répondre aux besoins croissants de la population.

#### **4.2.1.2.8 Activités économiques**

L'économie du département est principalement axée sur l'agriculture avec la production de cacao, café, hévéa, riz, igname et manioc. Le cacao et le café représentent le socle de l'économie locale, bien que les statistiques de production soient souvent agrégées avec celles des départements voisins. L'hévéa connaît une croissance importante grâce à la diversification des cultures de rente. La pêche sur le lac de Buyo est également un secteur dynamique, principalement exploité par des pêcheurs maliens. Cependant, l'essentiel de la production agricole est exporté vers d'autres départements, limitant les bénéfices directs pour la population locale.

#### **4.2.1.2.9 Infrastructures économiques**

Le département bénéficie de la présence du barrage hydroélectrique de Buyo, mis en service en 1980, qui alimente la région en électricité. Cependant, l'accès aux infrastructures économiques reste limité par l'état précaire des routes, notamment les axes Buyo-Yabayo et Buyo-Carrefour Issia, souvent impraticables en saison des pluies. Le reprofilage de certaines pistes rurales a été amorcé en 2023 grâce à des dons en carburant, mais l'achèvement du bitumage des routes principales demeure une priorité pour désenclaver les localités productrices et renforcer la commercialisation des produits agricoles.

*Photo 3 : Barrage hydroélectrique de Buyo*





## 4.2.2 Caractéristiques socio-économiques des localités traversées par le projet

Les localités traversées par le projet sont issues de quatre sous-préfectures notamment celles de Soubré, Grand Zattri, Dapéoua et Buyo.

### 4.2.2.1 Département de Soubré

#### 4.2.2.1.1 Sous-préfecture de Soubré

- **Localité : KONEDOUGOU**

La localité de Konedougou est un village situé dans la sous-préfecture de Soubré, rattachée à la commune de Soubré, dans le département de Soubré (région de la Nawa). Ses coordonnées GPS sont : latitude 6,0400754, longitude -6,6668507, altitude 227,7 mètres, précision 4,733.

Historiquement, le village a été fondé par un dénommé Koné, venu s'installer pour les travaux champêtres. Konedougou est ainsi ancré dans un contexte lignager et familial. La population autochtone est issue principalement de la communauté Djimbe, mais le village accueille également des communautés étrangères issues du Burkina Faso, du Mali, de la Guinée et du Bénin. La population totale est estimée à environ 4500 habitants répartis dans 1500 ménages.

Le chef de village actuel est Ladji Koné, intronisé en 2023, succédant à un seul chef dont le règne s'est étendu de 1955 à 2022. Le système de désignation du chef est basé sur la nomination par consensus, et les notables sont nommés par le chef du village. Aucun problème particulier n'a été signalé au niveau de la chefferie. Les décisions communautaires importantes sont prises par le chef et ses notables. Sur le plan socio-culturel, Konedougou célèbre le Ramadan, la Tabaski et la fête de fin d'année. La localité dispose d'associations de jeunes, d'associations de femmes et d'associations d'épargne - tontine. Aucune information n'indique l'existence de sites sacrés ou protégés. Les principales religions pratiquées dans le village sont l'animisme, l'islam et le protestantisme. Le foncier est régi par l'attestation villageoise. Les terres sont attribuées par don, achat ou location. Aucun problème foncier majeur n'a été signalé.

L'économie locale est fondée sur l'agriculture, qui occupe une place très importante, suivie du commerce, de l'élevage et de la pêche. Les cultures phares sont le cacao, le café, l'hévéa, le riz, la banane plantain, le manioc et le teck. La banane plantain et le manioc revêtent également une certaine importance économique. Le marché hebdomadaire se tient le samedi. La localité dispose d'associations socio-professionnelles actives, notamment un groupement à vocation coopérative (GVC) et une association de commerçants. Les infrastructures sanitaires comprennent un dispensaire.

Sur le plan éducatif, la localité dispose d'écoles primaires et secondaires publiques. L'accès à l'eau potable est assuré principalement par des puits, des pompes hydrauliques et des marigots. La localité est raccordée au réseau électrique national, avec environ 1250 ménages bénéficiaires. L'éclairage est également assuré par des torches et des groupes électrogènes. Les moyens de communication incluent la radio, la télévision, le voisinage et le chef du village. Les habitants expriment une forte attente concernant la réalisation du projet routier Yabayo-Buyo, et se réjouissent de la perspective de voir le projet se concrétiser. Ils insistent sur la nécessité d'associer les parties prenantes locales à la mise en œuvre du projet et expriment leur volonté de participer à l'extension du village prévue dans le cadre du projet.

*Photo 4 : Ecole publique primaire de Konédougou*



- **Localité : NIAPOYO**

Niapoyo est un village situé dans la sous-préfecture de Soubré, rattaché à la commune de Soubré, dans le département de Soubré (région de la Nawa). Ses coordonnées géographiques sont : latitude 6,0221382, longitude -6,6581307, altitude 163,1 mètres, précision 4,917.

Historiquement, le village est le fruit d'un mouvement migratoire de populations bété venues du canton Guibouo, qui, fuyant un conflit, ont trouvé dans cet espace un lieu favorable à l'agriculture et à la chasse. L'un des fondateurs identifiés est Gnopô (les enfants de Gnopô). Par la suite, ses descendants (Okrouyo, Ligbeu, Kalegnon) se sont installés à ses côtés.

Le village est structuré autour d'un système lignager, avec une chefferie issue de la tradition bété et une succession de chefs : GOUHOU GBOPI, GNAORE YABA, SOAGNON AGBOHOUN, YABA GRAGBA, AGBOHOUN NÉMÉ et WAYOUREOU ALPHONSE, ce dernier étant l'actuel chef de village intronisé en 2017. Le système de désignation est basé sur un consensus et une concertation avec les sages du village. La population totale est estimée à environ 6000 habitants répartis en 250 ménages. Outre les autochtones bété, on y trouve une forte présence de communautés allogènes et allochtones (Baoulé, Malinké, Sénoufo, Yacouba et autres). Les traditions culturelles incluent la fête du riz, le Bagnon (bel homme) et Kalegnon (brave), même si ces célébrations ont tendance à se raréfier. Les habitants pratiquent majoritairement l'animisme, le bouddhisme, le catholicisme, l'islamisme et le protestantisme. Le système foncier repose sur l'appartenance villageoise et la chefferie coutumière. Quelques incompréhensions subsistent concernant les accords fonciers pendant ou après exploitation.

Sur le plan économique, l'agriculture occupe une place prépondérante, notamment la culture du cacao, du café, de l'hévéa, du riz, de la banane plantain, du manioc et du palmier à huile.

Les infrastructures comprennent un site pour le marché, mais celui-ci n'est pas encore véritablement exploité. L'accès à l'eau potable est assuré par des puits et deux pompes hydrauliques. La localité est raccordée au réseau électrique national, avec environ 245 ménages raccordés. Les moyens de communication incluent la radio, la télévision, le voisinage, le chef du village et d'autres moyens traditionnels. La localité compte un dispensaire et quelques infrastructures scolaires primaires et préscolaires.

Les habitants sont informés du projet d'infrastructure routière grâce à l'autorité administrative, au chef de village et à la présence d'une structure en charge des études d'impact environnemental. Ils attendent la réalisation effective du projet, notamment l'ouverture de voiries, la consultation de la chefferie pour dégager un site de zone chantier, et des solutions pour les impactés, notamment si le projet touche le cimetière du village.

Planche 6 : Quelques illustration de la localité de Niapoyo



Légende : 1-EPP de Niapoyo ; 2- Pompe Hydraulique villageoise ; 3- Consultation communautaire

#### 4.2.2.1.2 Sous-préfecture de Grand-Zattry

- **Localité : KEITADOUGOU**

La localité de Keitadougou est un village rattaché à la commune de Grand-Zattry, situé dans la région de la Nawa, département de Soubré. Ses coordonnées géographiques sont 6,0729638 de latitude Nord et - 6,7047167 de longitude Ouest, à une altitude de 220,9 mètres avec une précision GPS de 4,977.

Administrativement, Keitadougou est une entité villageoise sous l'autorité de la chefferie traditionnelle représentée par le chef Gboze Gogoua Ernest, intronisé en avril 1985. Ce chef a été élu par vote et il est assisté de ses notables, désignés directement par le chef. À ce jour, la localité n'a pas connu de problèmes de chefferie. Les décisions communautaires sont prises de manière collégiale, en concertation avec les chefs des différentes communautés.

Sur le plan socio-culturel, la population est principalement composée d'autochtones appartenant à la tribu Oleaire. Elle accueille également d'importantes communautés allochtones et allogènes, notamment des Burkinabè, des Maliens et des Guinéens. La population totale est estimée à 2 784 habitants répartis en environ 800 ménages.

La vie associative est dynamique grâce à la présence de plusieurs groupes communautaires tels que l'Association des jeunes, l'Association des femmes et une Association d'épargne (tontine). Les principales manifestations culturelles incluent la fête de la Tabaski et la fête de fin d'année, qui rassemblent les communautés locales autour de leurs valeurs.

Sur le plan économique, l'agriculture est l'activité dominante, avec une production importante de cacao, de café, d'hévéa, de riz, de banane plantain et de manioc. Le commerce est faiblement représenté tandis que l'élevage joue un rôle modeste. Les principaux jours de marché sont fixés au mardi. La localité dispose d'un groupement à vocation coopérative (GVC) et d'une association de commerçants, avec des statuts d'organisation reconnus.

En termes d'infrastructures, Keitadougou n'est pas encore reliée au réseau d'adduction d'eau potable ; les habitants s'approvisionnent principalement en eau grâce à une pompe villageoise. Cependant, le village est connecté au réseau électrique national, avec environ 200 ménages raccordés. L'éclairage est principalement assuré par des torches et, dans une moindre mesure, par l'énergie solaire.

La communication repose principalement sur la radio, la télévision, les voisins et le chef, tous jouant un rôle essentiel dans la transmission des informations. L'habitat est de type regroupé, facilitant les interactions sociales et communautaires. La localité dispose d'écoles primaires publiques et la population est informée des projets en cours via le chef du village.

En matière foncière, les habitants accèdent à la terre par achat ou location, et aucune difficulté majeure n'a été signalée à ce jour. Enfin, la localité exprime le besoin de développement à travers des projets prioritaires tels que l'installation d'une antenne téléphonique et des améliorations dans les infrastructures éducatives et sanitaires.

- **Localité : BAKARYDOUGOU**

Située dans le département de Soubré, région de la Nawa, la localité de Bakarydougou relève de la sous-préfecture de Grand-Zattry et se trouve à une latitude de 6,0869612 et une longitude de -6,7277977, avec une altitude de 221,2 mètres et une précision GPS de 4,9. Ce village est administrativement rattaché à la localité de Keitadougou et à la commune de Grand-Zattry.

La localité est dirigée par le chef Sidibé Siaka, intronisé en octobre 2023, après avoir succédé à un autre chef (périodes de règne enregistrées entre 2009 et 2022). Le chef est désigné par nomination et il nomme à son tour les notables de la communauté. Aucun problème de chefferie n'a été signalé à ce jour, et les décisions d'intérêt communautaire sont prises par le chef en collaboration avec ses notables.

D'un point de vue socioculturel, Bakarydougou appartient à la tribu Djeme et accueille diverses communautés étrangères, notamment les Baoulés, les Malinkés, les Sénoufos ainsi que des ressortissants du Burkina Faso, du Mali, du Bénin, de la Guinée et du Ghana. La population totale est estimée à 5 000 habitants répartis en 500 ménages.

Le tissu associatif est animé par plusieurs organisations telles que l'Association des jeunes, l'Association des femmes et une Association d'épargne (tontine). Parmi les manifestations culturelles, la fête de la Tabaski occupe une place de choix.

Sur le plan économique, Bakarydougou repose principalement sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les cultures dominantes comprennent le cacao, le café, l'hévéa, le riz, la banane plantain et le manioc. Le commerce reste secondaire dans la vie économique locale. Les jours de marché se tiennent généralement le vendredi. La localité dispose d'un groupement à vocation coopérative (GVC).

Les infrastructures hydrauliques de la localité se composent de puits et de marigots qui assurent l'approvisionnement en eau potable. Bakarydougou est raccordée au réseau électrique national, et environ 300 ménages bénéficient de l'électricité. Pour l'éclairage, les habitants utilisent principalement des torches et l'énergie solaire.

En matière de communication, la radio et la télévision constituent les principaux canaux d'information, renforcés par les relations de voisinage et le rôle du chef. L'habitat est de type regroupé. L'éducation est assurée par des établissements primaires publics.

Les questions foncières sont gérées localement par le biais d'attestations villageoises, et la terre s'acquiert par achat ou location. Aucun problème foncier majeur n'a été signalé. Parmi les projets prioritaires exprimés figurent la construction d'une école primaire, signe d'un engagement pour l'amélioration du cadre éducatif de la localité.

- **Localité : PETIGOA 2**

Petigoa 2 est un village bété situé dans la sous-préfecture de Grand-Zattry (département de Soubré). Ses coordonnées géographiques sont : latitude 6,1076217 et longitude -6,7723175, altitude 212 mètres, précision 4,937.

Le village a été fondé par ROUA ORI, originaire de Petigoa 1, suite à une demande de la famille pour préserver leurs terres des occupations extérieures.

La population est estimée à 8000 habitants répartis en 1600 ménages, composés principalement de Bété et d'allochtones (Baoulés, Sénoufo, Yacouba, Maliens, Guinéens, Burkinabè).

L'économie repose principalement sur l'agriculture (cacao, café, hévéa, riz, banane plantain, manioc). Le commerce est important, tandis que l'élevage est moins développé.

Le village dispose de sites sacrés : KOKOROU (cours d'eau) et OSSERIEU (marigot), tous deux protégés par des interdits et des rituels (bœuf, bélier blanc, vin rouge, liqueur de Guinée).

Les infrastructures incluent des pompes hydrauliques villageoises et des puits. La torche et l'énergie solaire sont utilisées pour l'éclairage.

Les moyens de communication incluent la télévision, le voisinage, le chef du village et la radio.

Les attentes de la population concernent la construction de routes goudronnées, d'un centre de santé et d'un forage.

## **4.2.2.2 Département de Buyo**

### **4.2.2.2.1 Sous-préfecture de Dapeoua**

- **Localité : LOBOVILLE**

Loboville est un village de la sous-préfecture de Dapeoua, dans le département de Buyo (région de la Nawa). Ses coordonnées géographiques sont : latitude 6,1307005, longitude -6,823068, altitude 226,9 mètres et une précision de 3,983.

Loboville est un village résultant du regroupement de quatre villages autrefois enclavés derrière la rivière Sassandra. Suite à leur isolement, il leur a été proposé de se déplacer sur l'axe Yabayo-Buyo pour leur désenclavement. Cette relocalisation a facilité l'accès et l'aménagement des infrastructures de base.

La chefferie traditionnelle de Loboville est animée par LIADE ÉMILE, en fonction depuis le 18 mars 2003. Le mode de désignation du chef repose sur un consensus populaire après consultation, et les notables sont choisis par le chef selon sa propre convenance. La localité compte environ 9000 habitants regroupés en 1800 ménages, avec une prédominance culturelle bété et des communautés allogènes (Burkinabè, Maliens, Guinéens, Baoulés, Yacouba).

Le village est caractérisé par une forte cohésion communautaire. Un comité autonome composé de deux personnes par quartier a été mis en place pour la gestion des conflits fonciers. L'organisation de la société



repose sur un système communautaire et sur la concertation pour la prise de décisions. Loboville compte plusieurs associations de jeunes, de femmes et des tontines. Les fêtes et manifestations culturelles sont rares (mention RAS dans le tableau). La religion est diverse, allant de l'animisme au bouddhisme, en passant par le catholicisme, l'islamisme et le protestantisme.

Le système foncier est basé sur la gestion familiale. L'accès à la terre se fait par achat, location ou par le système dit "planter partager". Les problèmes fonciers sont rares.

L'économie locale repose essentiellement sur l'agriculture (cacao, café, hévéa, riz, banane plantain, manioc), l'élevage, le commerce et la pêche. Les cultures du cacao, du café, de l'hévéa et du riz sont particulièrement importantes. Loboville dispose d'un marché hebdomadaire le dimanche. Les coopératives et organisations socio-professionnelles incluent le SCALO (Groupement à Vocation Coopérative).

Les infrastructures sanitaires sont constituées de trois pompes hydrauliques villageoises, et la localité est raccordée au réseau électrique national. La torche et l'énergie solaire sont également utilisées.

La communication s'appuie sur la télévision, la radio, le voisinage et le chef du village. La localité compte des établissements scolaires primaires et préscolaires publics. Les habitants sont informés du projet d'infrastructure routière via le cabinet CSI et d'autres structures locales.

Les principales attentes des populations concernent l'extension du réseau électrique, la construction d'un collège de proximité, la construction d'un centre de santé moderne et d'un groupe scolaire.

La localité a signalé qu'il n'y avait plus de terre disponible à céder au promoteur du projet.

Planche 7 : Quelques illustrations des infrastructures de Loboville



Légende : 1-Eglise Protestante ; 2-Dispensaire ; 3-Coopérative agricole ; 4-Ecole Publique

- **Localité : GRIBOUO**

Gribouo est un village de la sous-préfecture de Dapeoua, dans le département de Buyo (région de la Nawa). Ses coordonnées géographiques sont : latitude 6,1886125, longitude -6,9109552, altitude 264,6 mètres, avec une précision de 4,633.

Ce village tire son nom du terme « Gribouo » en bété, signifiant « une belle créature ». Il a été fondé par BOUZOU MADOU, originaire de Soubré (Ogrio), suite à une mésentente familiale. Ayant quitté son village natal, BOUZOU MADOU est parti à la recherche de nouvelles terres cultivables et a découvert le fleuve Sassandra, riche en gibiers. Il a donc choisi de s'y installer, marquant ainsi la naissance de la localité.

La chefferie actuelle est assurée par ZOLOBA KORE ALPHONSE, intronisé le 3 août 2019. La désignation du chef se fait par vote et les notables sont proposés par chaque famille. La population est estimée à environ 6000 habitants, regroupant 1200 ménages, principalement des Bété et des communautés allogènes (Burkinabè, Guinéens, Béninois, Baoulé et Agni).

Le village connaît quelques problèmes fonciers qui sont résolus par un tribunal intercommunautaire. La gouvernance locale s'appuie sur un système de comité de gestion des conflits, renforçant la cohésion et la résolution pacifique des litiges.

Gribouo dispose d'associations de jeunes et de femmes qui participent activement à la vie communautaire.

La localité est caractérisée par une vie culturelle modeste avec la présence d'un site sacré, SOKOSSI (rivière sacrée), dont l'accès est restreint (interdiction de pêcher, de manger les poissons, de se baigner et de s'y adonner à des activités jugées immorales). La réparation des violations de ce site sacré implique des rituels comprenant l'offrande de percale blanche, d'un bélier blanc, d'huile de champions, d'un coq blanc et de trois liqueurs de Guinée. Les croyances religieuses sont diversifiées : catholicisme, islamisme, animisme, protestantisme et bouddhisme.

Le foncier est géré par le système de « vente, location ou planter partager » matérialisé par une convention.

L'économie de Gribouo repose principalement sur l'agriculture (cacao, café, hévéa, riz, banane plantain, manioc) qui représente une part très importante de l'activité locale. Le commerce et l'élevage y sont moins développés. Les infrastructures comprennent une pompe hydraulique villageoise et un accès à l'électricité nationale. La torche est le principal moyen d'éclairage domestique. La communication se fait par radio, télévision, voisinage et chef du village. Le village compte des écoles primaires et préscolaires publiques.

Les habitants sont informés du projet routier via LRA. Les principales attentes de la population concernent la construction d'une école, d'un château d'eau et d'un dispensaire. La localité n'a pas de terrain disponible à proposer au promoteur du projet pour les installations.

- **Localité : BELLE VILLE**

Belle Ville est un village rattaché à la sous-préfecture de Dapeoua, dans le département de Buyo (région de la Nawa). Il se situe à la latitude 6,1677647 et longitude -6,8746844, à une altitude de 214,6 mètres, avec une précision de 4,91.

Ce village est le fruit du regroupement de deux villages initialement enclavés (Madoguhé et Tapeguhé) situés derrière la rive Sassandra. Ces localités étant difficiles d'accès, il leur a été proposé de se déplacer sur l'axe Yabayo-Buyo afin de désenclaver la zone, donnant ainsi naissance à Belle Ville.

Le chef intérimaire actuel est KROUBA SARABO (pas encore intronisé). La population est estimée à environ 5000 habitants répartis en 505 ménages. Les principales communautés autochtones sont les Bété, tandis que les populations allochtones comprennent des Baoulés, des Burkinabè, des Maliens et des Guinéens.

L'économie repose essentiellement sur l'agriculture (cacao, café, hévéa, riz, banane plantain, manioc), qui joue un rôle très important dans la vie du village. Le commerce y est également important, tandis que l'élevage est moins développé.

Le foncier est géré collectivement par le chef de terre, avec un système de vente, de location ou de planter partager. Des problèmes fonciers existent mais sont traités par des audiences publiques organisées par la chefferie et les notables.

Belle Ville dispose de plusieurs sites sacrés : NAGBE (cours d'eau), PIERRE DIASSA-KPIHI (une roche d'où jaillit de l'eau) et ZEREBOUKOHI (rivière sacrée). L'accès à ces sites est strictement réglementé et des rituels (bélier blanc, coq blanc, vin de palme, percale blanche) sont exigés pour la réparation en cas de transgression.

Les principales religions pratiquées sont l'animisme, le bouddhisme, le catholicisme, l'islamisme et le protestantisme.

Le village est desservi par des pompes hydrauliques villageoises et des puits pour l'approvisionnement en eau potable. L'électricité est disponible mais la torche reste importante pour l'éclairage domestique.

Les moyens de communication incluent la télévision, le voisinage, le chef du village et la radio. Les infrastructures éducatives comprennent une école primaire publique. Les habitants attendent la construction d'une deuxième école primaire, d'un forage et d'un foyer des jeunes pour accompagner le développement local.

*Photo 5 : Eglise catholique de Belle-Ville*



- **Localité : DAPEOUA**

Dapeoua est un village de la sous-préfecture éponyme (Dapeoua) dans le département de Buyo (Nawa). Ses coordonnées sont : latitude 6,1506918 et longitude -6,862987, altitude 210,6 mètres, précision 5.



Le village fut fondé au 17ème siècle par GUHE GUEDE, un chasseur bété venu d'Issia. En explorant la zone, il découvrit la rivière Sassandra où il trouva gibier et eau en abondance et s'y installa définitivement.

Le chef actuel est décédé, et BADA ZOUZOUA ANDRÉ assure l'intérim en attendant son intronisation. La population est estimée à 12000 habitants répartis en 1200 ménages. La communauté autochtone est bété, complétée par des allochtones (Maliens, Guinéens, Burkinabè, Agni, Sénoufo, Baoulé).

L'économie est dominée par l'agriculture (cacao, café, hévéa, riz, banane plantain, manioc). Le commerce et l'élevage y sont peu développés.

La gestion du foncier repose sur le système de planter partager, vente et location, matérialisé par une convention. Dapeoua dispose d'un site sacré : LOKODJOU (rivière sacrée) avec interdiction de consommer les poissons qui s'y trouvent. Des sacrifices rituels sont requis en cas de transgression (bélrier, percale blanche, coq blanc et argent).

Les infrastructures incluent une pompe hydraulique villageoise, la torche est utilisée pour l'éclairage. Les moyens de communication comprennent la télévision, la radio et le voisinage. La population attend la construction d'une maternité, d'une quatrième école primaire et d'un foyer polyvalent pour les jeunes.

Planche 8 : Quelques illustrations de la localité de Dapeoua



Légende : 1-EPP de Dapeoua ; 2-Collège privé à Dapeoua ; 3-Dispensaire de Dapeoua ; 4-Ecole primaire privée ; 5-Pharmacie à Dapeoua

#### 4.2.2.2.2 Sous-préfecture de Buyo

- **Localité : LOGBOZOA**

Située dans le département de Buyo, région de la Nawa, la localité de Logbozoa relève administrativement de la sous-préfecture de Buyo. Ses coordonnées GPS sont les suivantes : latitude 6,2116358 et longitude - 6,9494902, à une altitude de 220 mètres et une précision de 4,916. Logbozoa est rattachée à la localité d'Issia et à la commune de Buyo.

La fondation de Logbozoa remonte à 1962, lorsque Deguehi Gbla, un chasseur originaire d'Issia, découvrit la zone lors d'une expédition et décida de s'y installer, séduit par la faune abondante et les opportunités agricoles. Le nom du village « Logbozoa » signifie en langue bété « l'endroit où l'on a séché l'éléphant », en référence à une chasse marquante à l'origine du peuplement.

La communauté locale est marquée par une diversité culturelle. Les autochtones sont d'ethnie bété et partagent la localité avec des populations allogènes telles que les Baoulés, les Abrons, les Agnis, les Koulango, les Lobi, ainsi que des ressortissants du Burkina Faso, du Mali, du Nigeria, du Togo et du Bénin. La population est estimée à 2000 habitants regroupés en 500 ménages. Le chef actuel de la localité est Dogbo Serebo Richard, intronisé en décembre 2022. Il est le deuxième chef à régner après son prédécesseur (2000-2021). La chefferie est désignée par consensus et les notables sont choisis par quartier.

Logbozoa possède un riche patrimoine culturel avec des fêtes marquées telles que le nouvel an, les journées socio-culturelles et la Pâques. La localité compte deux sites sacrés identifiés (Ipi et Groh), tous deux des rivières, soumis à des interdits stricts tels que l'interdiction de consommer les poissons ou de boire l'eau du site, sous peine de sacrifices rituels incluant l'offrande d'un bétier, d'un casier de vin, de tissu blanc et de liqueur. Ces rituels sont effectués par les anciens lors de cérémonies codifiées.

Sur le plan religieux, l'animisme, le catholicisme, l'islam et le protestantisme coexistent. Les questions foncières sont régies par un système coutumier et communautaire, encadré par un comité de gestion des lots. Des problèmes fonciers peuvent survenir entre membres de la famille. Les principales activités économiques incluent l'agriculture, le commerce, l'élevage et la pêche, avec des cultures phares telles que le cacao, le café, l'hévéa, le riz, la banane plantain, le manioc, l'igname et le maïs. La culture du cacao et du café est jugée très importante, et celle du manioc importante.

Les habitants fréquentent le marché le dimanche, et la localité dispose d'infrastructures de santé comprenant un dispensaire et une maternité. L'habitat est regroupé et la population accède à l'eau potable via l'hydraulique villageoise et des puits. Environ 400 ménages sont raccordés au réseau électrique. Pour l'éclairage, la torche et le groupe électrogène complètent l'alimentation électrique.

Les moyens de communication incluent la radio, la télévision, les relations de voisinage et le chef, ainsi que les journaux (papier). Des attentes fortes sont exprimées concernant le projet routier Yabayo-Buyo, la construction d'un château d'eau et d'un collège d'enseignement secondaire pour améliorer les services de base et la résilience de la communauté face aux défis socio-économiques.

#### • **Localité : GBILY**

La localité de Gbily est un village du département de Buyo, dans la région de la Nawa, rattachée administrativement à la sous-préfecture de Buyo. Ses coordonnées GPS sont : latitude 6,230292 et longitude -6,9652412, à une altitude de 213,2 mètres et une précision de 4,908. Elle relève du village de rattachement d'Issia et de la commune de Buyo.

Gbily est un village à l'histoire marquée par la chasse. D'après la tradition orale, les habitants originaires d'Issia sont les descendants de chasseurs qui, à la recherche de gibier, ont découvert le fleuve Sassandra et ses environs forestiers propices à la chasse et à la pêche. Ces conditions naturelles ont favorisé l'installation définitive de la population dans la région. Le site fut d'abord nommé « Gbuyo » (signifiant « panthère » en langue bété). Par la suite, afin de distinguer le village de la ville de Buyo, il a été renommé « Gbily » (signifiant « enfants de la panthère »).

La population locale est composée majoritairement de Bétés, mais aussi de communautés allogènes telles que les Baoulés, Agnis, Sénoufos, Lobis, Tagbanas, Djiminis, Gouro et des ressortissants du Mali, du Niger, du Togo, du Bénin, du Ghana et du Sénégal. On estime la population totale à 5000 habitants répartis en 600 ménages. L'actuel chef de village est Gouro Gboto Anatole, intronisé en mars 2014, succédant à deux chefs

qui se sont succédé (1999-2013). La chefferie est désignée par consensus, et les notables sont choisis par quartier.

La localité de Gbily est riche de pratiques culturelles dynamiques, telles que la fête du riz, la fête du nouvel an, les journées socio-culturelles et la Pâques. Trois sites sacrés sont recensés : Le Gagboh, Djire et Nouhourou, tous des rivières sacrées. Ces sites sont soumis à des interdits de pêche et de consommation de poissons. Les contrevenants sont passibles d'amendes rituelles comprenant un mouton blanc, sept mètres de tissu blanc et une caisse de boissons diverses. Des cérémonies de libation sont organisées par les anciens pour lever les sanctions.

Les principales religions pratiquées sont l'animisme, le catholicisme, l'islam et le protestantisme. Le foncier est géré selon le système communautaire et coutumier, avec la supervision du chef du village et du comité de gestion des lotissements. La localité fait face à des problèmes fonciers liés aux délimitations intervillages et aux relations avec les Baoulés.

L'économie locale repose sur l'agriculture (très importante), le commerce, l'élevage et la pêche. Les cultures phares sont le cacao, le café, l'hévéa, le riz, la banane plantain, le manioc, ainsi que l'igname et le maïs. Le cacao, le café et l'hévéa occupent une place essentielle dans l'économie du village.

Le marché hebdomadaire se tient le mercredi. La localité dispose d'une association de jeunes, d'une association de femmes et d'une association d'épargne - tontine. Sur le plan éducatif, Gbily dispose d'écoles primaires publiques et privées. L'accès à l'eau potable se fait par des pompes villageoises et des puits. L'électricité est disponible pour environ 200 ménages, et l'éclairage est assuré principalement par torche.

Les moyens de communication incluent la télévision, la radio, les journaux (papier), le voisinage et le chef du village. Les habitants expriment de fortes attentes vis-à-vis du projet routier Yabayo-Buyo, ainsi que pour la construction d'un bâtiment préscolaire. Des questions d'indemnisation et de compensation des biens impactés par le projet sont également soulevées, avec une attention particulière à la diligence dans le traitement des compensations et à l'inclusion des parties prenantes locales.

*Planche 9: Quelques illustrations de la localité de Gbily*



*Légende : 1-Dispensaire de Gbily ; 2-Eglise catholique de Gbily ; 3-Ecole publique primaire de Gbily*

### 4.3 Résultats de l'enquête socio-économique sur les biens et personnes impactés par le projet

L'identification de l'occupation actuelle de l'emprise du projet tient compte de sa description dans ses différentes phases selon ses composantes et les activités à mener. Ce recensement a été réalisé au moyen d'une enquête socioéconomique dont les résultats sont ci-dessous résumés.

#### 4.3.1 Recensement des biens et Personnes affectées par le projet

Au total 2 201 biens ont été recensés dans l'emprise directe de la route à construire dont 663 dans le département de Soubré et 1538 dans le département de Buyo. Leur répartition est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10: Répartition des types de biens affectés par le projet

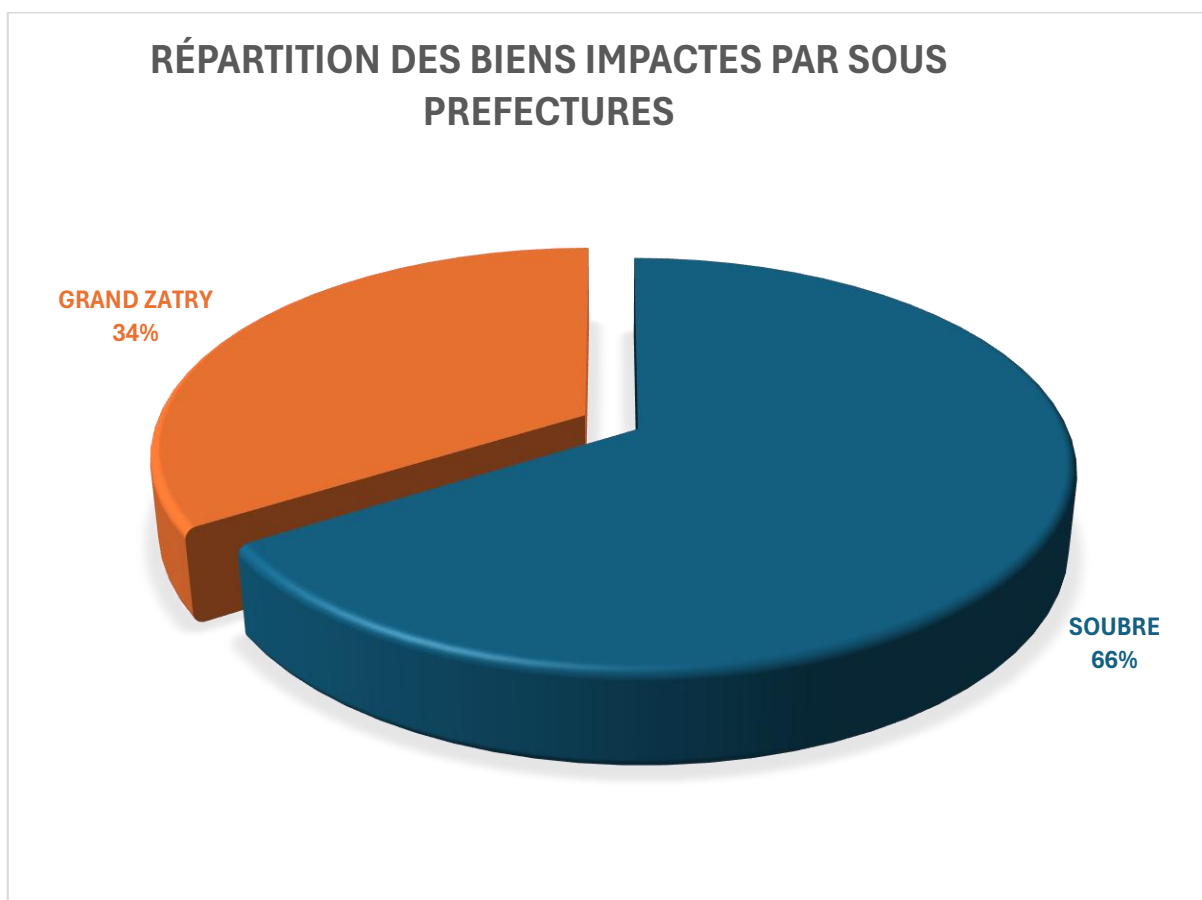
TYPE DE BIENS	QTE	%
Bâti	946	42,98%
Commerce	467	21,22%
Parcelles agricoles	421	19,13%
Terrains	281	12,77%
Cimetière	24	1,09%
Ecole	15	0,68%
Eglise	13	0,59%
Poteau électrique	10	0,45%
Pompe	7	0,32%
Elevage	7	0,32%
Site sacré	2	0,09%
Espace communautaire	2	0,09%
Moteur château d'eau SODECI	1	0,05%
Mosquée	1	0,05%
Centre de santé	1	0,05%
Station service	1	0,05%
Sous-préfecture	1	0,05%
Antenne téléphonique	1	0,05%
<b>Total</b>	<b>2201</b>	<b>100,00%</b>

#### 4.3.2 Répartition des biens affectés par le projet par Sous-Préfecture

Les tableau et graphique ci-dessous présentent la répartition des biens impactés au sein des 04 sous-préfectures traversées par le projet.

S/P	Nbre Biens Impactés	%
BUYO	299	13,58%
DAPEOUA	1239	56,29%
GRAND-ZATTRY	370	16,81%
SOUBRE	293	13,31%
<b>Total</b>	<b>2201</b>	<b>100,00%</b>

Graphique 1: Répartition des biens impactés par sous-préfecture



Source Cabinet CSI Mai 2025

Le tableau révèle une distribution inégale des biens affectés par le projet d'aménagement routier entre les quatre sous-préfectures concernées. Dapeoua concentre à elle seule plus de la moitié des biens impactés avec 1 239 unités, soit 56,29 % du total. Cette concentration exceptionnelle s'explique probablement par la densité élevée d'occupation humaine, la forte implantation des activités agricoles et commerciales, ainsi que la présence d'infrastructures communautaires dans les localités de cette sous-préfecture. Cette situation implique une attention particulière en matière de compensation, de relocalisation et de maintien des moyens d'existence.

Grand-Zattry arrive en deuxième position avec 370 biens impactés (16,81 %), traduisant un niveau d'occupation intermédiaire, possiblement dominé par des zones agricoles et des habitats regroupés, mais également des infrastructures linéaires traversant plusieurs localités.

Les sous-préfectures de Buyo (13,58 %) et Soubré (13,31 %) affichent des volumes d'impact relativement similaires, respectivement 299 et 293 biens. Ces chiffres indiquent une pression d'occupation plus modérée dans le corridor du projet, mais nécessitent néanmoins des mesures rigoureuses de gestion foncière et de concertation avec les autorités locales.



### 4.3.3 Répartition des biens impactés par Département

#### ✓ Département de Soubré

Tableau 11 : Répartition des biens impactés au sein des localités du département de Soubré

DEPARTEMENT	S/P	VILLAGE	ACTIVES AGRICOLE	BATIS	TERRAIN	COMMERCE	CIMETIERE	ECOLE	ELEVAGE	Poteau électrique	Total par localité
SOUBRE	GRAND-ZATRY	BAKARYDOUGOU	50	17	2	8	1				78
		GRIANDOUYOU	1	13							14
		KEITADOUGOU	20	4	14	4	3		2		47
		OUSSERE	1								1
		PETIGOA2	34	103	11	77	2	3			230
	SOUBRE	KONEDOUYOU	34	28	7	9		1			79
		NIAPOYO	57	30	1	8	1	2	2	2	103
		TRICOH	8	1			4				13
		YABAYO	10	55		31		1	1		98
Total			215	251	35	137	11	7	5	2	663

Source Cabinet CSI Mai 2025

#### ✓ Département de Buyo

Tableau 12 : Répartition des biens impactés au sein des localités du département de Buyo

DEPARTEMENT	S/P	VILLAGE	ACTIVES AGRICOLE	BATIS	TERRAIN	COMMERCE	CIMETIERE	ECOLE	EGUSE	POMPE	MOTEUR CHATEAU D'EAU SODECI	MOSQUE	ELEVAGE	CENTRE DE SANTE	STATION	SOUS PREFECTURE	SITE SACRE	Antenne téléphonique	Poteau électrique	Espace communautaire	Total par localité
BUYO	BUYO	BUYO	3	17	12	7	2	1											1		43
		GBILY	39	33	31	13	1	1	4	3	1								1	1	127
		LOGBOZOA	26	46	32	17	1		2	1			1						1	1	127
	DAPEOUA	BELLE VILLE	32	42	10	25	2	1	1										1		114
		DAPEOUA	26	267	41	163		3						1	1	1	1				504
		GRIBOUO	62	107	36	22	1	1	3	1								1			234
		LOBOVILLE	18	183	84	83	6	1	3	2		1	1				1		4		387
Total			206	695	246	330	13	8	13	7	1	1	2	1	1	1	2	1	8	2	1538

Source Cabinet CSI Mai 2025

Le profil des biens recensés reflète une **forte interaction entre l'espace construit, les activités économiques et les services communautaires**. La réussite du projet dépendra en grande partie de la **qualité du Plan d'Action de Réinstallation (PAR)**, incluant des mesures d'indemnisation équitables, de réinstallation adéquate, de reconstitution des moyens d'existence et de concertation sociale renforcée. A cet effet, les biens recensés ont fait l'objet d'un plan d'action de réinstallation (PAR) pour l'expertise de leur valeur en vue de l'indemnisation des ayant-droits.

## **5 IDENTIFICATION, ANALYSE ET EVALUATION DE L'IMPORTANCE DES IMPACTS INDUITS PAR LE PROJET**

Ce chapitre porte sur la description de façon détaillée et sur l'analyse, des incidences, répercussions sociales du projet sur son milieu récepteur. Il permettra au promoteur d'appréhender les conséquences de son projet sur le milieu récepteur et s'assurer qu'il est socialement acceptable. Les parties ci-après seront développées dans ce chapitre : (i) Identification et l'analyse des incidences potentielles des activités du projet sur les composantes environnementales ; (ii) l'évaluation de l'importance des impacts consistant d'une part, à identifier les effets du projet sur l'environnement et d'autre part, à les catégoriser. Enfin (iii) ces impacts seront synthétisés dans une matrice dénommée matrice des impacts. Conformément aux Termes De Référence de l'étude et selon l'approche méthodologique requise pour une étude d'impact, l'identification et l'analyse des impacts sont faites en fonction des (3) phases de réalisation du projet, à savoir : (i) la phase d'aménagement ; (ii) la phase de construction et de mise en place des équipements et enfin (iii) la phase d'exploitation et de maintenance des ouvrages.

## 5.1 Approche méthodologique

Il s'agit de procéder à l'identification des effets que le projet est susceptible d'avoir sur les environnements biophysique et socio-économique à travers une description des relations et interactions entre le projet (activités sources d'impact) et les différentes composantes de l'environnement (éléments valorisés du milieu récepteur susceptibles d'être affectés). Pour se faire, deux étapes se succèdent.

### **Etape 1 : Identification des impacts**

L'étape 1 consiste à identifier les activités pouvant être des sources potentielles d'impacts et déterminer la composante du milieu susceptible d'être affectée ainsi que la nature de l'impact. Les résultats sont synthétisés dans une matrice type ci-dessous

Tableau 13: Matrice type de synthèse des impacts

Phase du projet	Zone concernée	Activités/source d'impact	Composante du milieu affectée	Nature de l'impact

### **Etape 2 : Evaluation de l'importance des impacts**

La deuxième étape consiste à évaluer pour chaque impact identifié son importance pour la composante affectée. Cette évaluation repose sur trois critères, que sont (i) l'intensité, (ii) la portée et (iii) la durée de l'impact.

**L'intensité** de l'impact environnemental et social d'un projet exprime l'importance relative des conséquences attribuables à l'altération d'une composante de l'environnement. Elle dépend à la fois de la valeur de la composante environnementale considérée et de l'ampleur de la perturbation (degré de perturbation) qu'elle subit. La valeur de la composante environnementale intègre à la fois sa valeur écosystémique et sa valeur socioéconomique. La valeur écosystémique d'une composante exprime son



importance relative, déterminée en tenant compte de son rôle et de sa fonction dans l'écosystème. Dans la méthode proposée par Hydro Québec, la valeur écosystémique d'une composante donnée est considérée comme (i) faible : éléments naturels et équipements faiblement altérés ou impact légèrement positif ou négatif sur les conditions socio-économiques de base ; (ii) moyenne : éléments naturels et équipements manifestement altérés ou impact modérément positif ou négatif sur les conditions socio-économiques de base ; (iii) forte : éléments naturels et équipements sévèrement altérés ou impact considérablement positif ou négatif sur les conditions socio-économiques de base.

**La portée** de l'impact environnemental et social exprime la portée ou le rayonnement spatial des impacts engendrés par une intervention sur le milieu. Cette notion renvoie soit à une distance ou à une surface sur laquelle seront ressenties les modifications subies par une composante ou encore à la population qui sera touchée par ces modifications. Les trois niveaux d'étendues considérées sont : (i) locale : sur le site d'activité du projet ou à 100 m de sa frontière ; (ii) zonale : à moins de 10 km du site d'activité du projet ; ou (iii) régionale : à plus de 10 km du site d'activité du projet.

**La durée** de l'impact environnemental et social peut être (i) courte : pendant la période d'aménagement de construction et/ou d'exploitation (moins d'un an) ; (ii) moyenne : 01 à 05 ans ; ou (iii) longue : supérieur à 05 ans

L'importance de l'impact est obtenue en prenant en compte les trois critères ci-dessus grâce à un tableau de correspondance qui pour les 27 combinaisons possibles affecte à l'impact évalué une importance mineure, moyenne ou majeure.

Tableau 14: Grille d'évaluation de l'importance des impacts

Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Forte	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Majeure
	Zonale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Zonale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Locale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Faible	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Zonale	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Locale	Longue	Mineure
		Moyenne	Mineure
		Courte	Mineure

Source : ANDE, termes de références du EIES du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo - Buyo,

Une telle catégorisation permettra de hiérarchiser les impacts et de prioriser les affectations des ressources nécessaires vers la maîtrise des plus significatifs.

## **5.2 Identification des impacts potentiels du projet sur l'environnement**

---

L'identification et l'évaluation des impacts environnementaux dans ce rapport feront l'objet d'une présentation détaillée pour chacune des principales phases du projet et pour chacune des composantes environnementales et socioéconomiques. Une matrice de synthèse est réalisée pour décrire les impacts sur l'environnement et le milieu social.

Le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo - Buyo comprendra, comme dans les projets de type classique, les principales phases suivantes : (i) Préparation, (ii) la construction, (iii) et l'ouverture à la circulation et d'entretien des ouvrages routiers.

Les résultats de l'identification des impacts par phase et par activité source d'impact sont présentés dans les tableaux suivants.

Tableau 15: Identification des impacts du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo - Buyo

Phases du Projet	Activités sources d'impacts	PRINCIPAUX ELEMENTS VALORISES DE L'ENVIRONNEMENT (EVE)														
		Milieu physique					Milieu biologique		Milieu socio-économique							
		Air	Environ. Acoustique	Sol et Sous-sol	Paysage	Eaux surface Et souterraine	Flore	Faune	Infrastructure Structures	Sécurité	Revenu/Emploi	Conditions De vie	Santé publique	Organisation culturelle	Mobilité des personnes	Activités Economiques
PHASE 1  PRE CONSTRUCTION	• Libération des emprises															
	• Installation du chantier															
PHASE 2  CONSTRUCTION	• Débroussement															
	• Décapage															
	• Terrassements et reprofilage															
	• Drainage de la plateforme															
	• Mise en place de terre végétale sur les talus de remblais et engazonnement															
	• Ouvrages d'assainissement et de drainage															
	• Réalisation de la chaussée															
	• Travaux de signalisation															
PHASE 3  EXPLOITATION/ ENTETIEN	• Mise en circulation															
	• Maintenance des ouvrages du réseau routier															

Impact Négatif mineur

Impact Négatif Moyen

Impact négatif majeur

Impact Positif



Impact Négatif mineur



Impact Négatif Moyen



Impact négatif majeur



Impact Positif

Les impacts ainsi identifiés sont analysés dans les paragraphes à suivre du présent rapport d'EIES.

## 5.3 Analyse des impacts potentiels du projet sur l'environnement des départements de Soubré et Buyo

---

### 5.3.1 Analyse des impacts positifs du projet

L'homme étant le principal bénéficiaire des projets d'infrastructures routières, la presque totalité des impacts positifs du projet concernent le milieu humain.

✓ Amélioration du cadre et des conditions de vie

De manière globale, le projet permettra de (i) renforcer l'accès durable aux infrastructures urbaines et rurales pour les populations des villes et villages longeant le tracé du projet, (ii) de fournir des avantages sociaux significatifs aux bénéficiaires en améliorant leurs conditions de vie et leur environnement. Le projet contribuera à augmenter le nombre d'habitants ayant accès à des routes et pistes praticables chaque année, ainsi qu'à des services améliorés dans les infrastructures économiques et sociaux. Le démarrage des travaux va susciter un sentiment de soulagement pour les usagers du tronçon Yabayo - Buyo et contribuer à la cohésion sociale au sein des populations qui se sentiront pris en compte dans l'élan de l'émergence. L'impact est évalué d'importance majeur.

✓ Développement d'activités économiques

Le développement des activités génératrices de revenus (AGR) constitue l'un des principaux impacts positifs des phases de préparation et de construction. En effet, on notera l'installation de petits commerces (vente de nourriture et de biens de consommation divers) à proximité du chantier.

Le projet va créer également des emplois à plusieurs niveaux dont le nombre et les qualifications seront fixés par l'entreprise et ses sous-traitants en fonction des besoins au cours des travaux.

✓ Création d'emplois

La création d'emplois se fera à plusieurs niveaux :

- le recrutement de plusieurs contractuels et mains-d'œuvre par l'entreprise et ses sous-traitants. Les populations riveraines constituent un gisement potentiel de main d'œuvre pour les THIMO<sup>3</sup>;
- la création d'emplois temporaires non qualifiés, notamment : le gardiennage, la surveillance des dispositifs liés à la circulation en alternance et parfois l'exécution manuelle de terrassement, ou de désherbages ponctuels peuvent être confiés aux jeunes sans-emplois des quartiers riverains et du village traversé ;
- le recrutement de plusieurs cadres moyens et supérieurs, en majorité des nationaux au nombre desquels on peut citer :
  - le personnel clé des entreprises titulaires du marché des travaux : directeurs de projet (ingénieur), conducteurs des travaux (ingénieurs), chefs d'équipes (techniciens supérieurs), topographes (techniciens supérieurs),
  - le personnel des consultants chargés du contrôle et de la surveillance des travaux : chefs de mission (ingénieurs expatriés ou nationaux), surveillants de travaux (ingénieurs), topographes (techniciens supérieurs) et du personnel de laboratoire,

---

<sup>3</sup> Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO)

- le personnel des sous-traitants : exploitants de carrières et d'emprunts, fabricants de bétons, fabricants d'enrobés bitumineux.

Cet aspect pourra être piloté en collaboration avec l'agence emplois jeunes implantée dans la zone du projet.

- ✓ Augmentation du chiffre d'affaires des entreprises prestataires de services

Plusieurs prestataires interviendront dans les travaux de construction et de bitumage de la route. Ceux-ci verront une augmentation sensible de leurs chiffres d'affaires. L'impact est évalué d'importance majeure.

- ✓ Renforcement des capacités des acteurs

La participation des entreprises à la réalisation des travaux aura pour effet direct le renforcement de leurs expériences et références en matière de travaux de bitumage. Il en est de même pour les travailleurs qui auront l'occasion de participer à la réalisation de ces travaux.

Le renforcement du réseau routier étant une des principales actions des gouvernants pour assurer l'amélioration de condition de circulation des personnes et des biens, l'acquisition de ces expériences et références est un gain très considérable. L'impact est d'importance majeure.

- ✓ Amélioration de revenu locatif des propriétaires immobiliers et fonciers

La mise en œuvre du projet va mobiliser plusieurs prestataires : entreprises des travaux, bureaux de contrôle, etc. Pour l'installation de leur personnel, ceux-ci auront certainement besoin des maisons de particuliers dans les localités de chacune des zones retenues pour le projet pour servir de bureaux et/ou logements. Ces locations profiteront aux propriétaires immobiliers qui devront améliorer le confort de leurs logements afin d'accueillir ces nouveaux venus et augmenter ainsi leur revenu locatif.

En outre, le prélèvement de matériaux de construction sera nécessaire pendant la réalisation du projet. Les sites identifiés au stade de l'étude sont les gîtes disponibles le long de la route sur des terres villageoises. L'exploitation de ces sites va nécessiter au préalable l'acquisition des terres. Cela se fera par des mesures de compensation au profit des propriétaires coutumiers du foncier rural. L'impact du projet sur les propriétaires immobiliers et fonciers rural est d'importance moyenne.

- ✓ Amélioration de l'accès à l'eau

La réalisation du projet requiert d'implanter des forages tous les 20 kms. Au total, ce sont donc cinq forages qui seront implantés et laissés au profit des populations une fois le projet livré. Cet impact est d'importance majeure.

- ✓ Amélioration de la fluidité de la circulation et de la mobilité

L'aménagement et le bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo va favoriser le désenclavement des localités desservies par le tronçon. Le temps pour rallier Yabayo à Buyo sera réduit de moitié. Une fois réalisée, le projet permettra de réduire la durée de trajet de près de 2 heures de temps, ce qui est un gain inestimable. La ville de Buyo qui abrite un barrage hydroélectrique et une partie du parc de Taï pourrait exploiter pleinement son potentiel touristique. Cet impact est d'importance majeure.

- ✓ Amélioration de la sécurité

Ce projet va contribuer à réduire l'insécurité dans cette zone devenue sensible ces dernières années du fait des menaces terroristes grandissantes et de l'augmentation de la délinquance juvénile. En effet, le tronçon une fois bitumé facilitera grandement les différentes patrouilles des forces de l'ordre dans le secteur. Cet impact est d'importance majeure.

### 5.3.2 Analyse des impacts négatifs du projet

Les impacts environnementaux et sociaux du projet ont été identifiés et analysés par phase du projet pour chaque Elément Valorisé de l'Environnement (EVE) toutes composantes du projet confondues: (i) le sol et le sous-sol, (ii) les eaux de surface et souterraines ; (iii) l'air ; (iv) la faune et la flore ; (v) le paysage ; (vi) la mobilité des personnes (vii) ; la santé publique ; (viii) la sécurité ; (ix) les infrastructures de base; (x) les revenus ; (xi) l'organisation socioculturelle et enfin (xii) les conditions de vie et (xiii) l'environnement acoustique.

#### ✓ Pollution de l'air

L'impact sur la qualité de l'air sera essentiellement lié aux travaux de terrassement généraux et de traitement de la plateforme.

Cet impact négatif du projet sur la qualité de l'air se traduira par :

- une augmentation de la concentration des polluants et de poussières présents dans l'air provenant des gaz d'échappement des véhicules et des engins travaillant sur les différentes sections de la route;
- une visibilité assez réduite provoquée par les nuages de poussières chargées de polluants émis et la formation éventuelle de brouillard photochimique (smog) suite à des réactions liées principalement à la présence de mélange d'hydrocarbures et d'oxydes d'azote.

Ces émissions peuvent être à l'origine de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement), oculaires (irritations des yeux), infectieuses (fièvre typhoïde), etc.

Toutefois, ces envols de poussières et émissions gazeuses se limiteront au périmètre direct de la plateforme routière. La portée de cet impact est donc locale. Les chantiers allant se déplacer peu à peu, les émissions de poussières et de gaz toxiques vont se produire sur une courte période en un endroit particulier, ce qui confère une durée courte à cet impact.

L'impact lié aux émissions de poussières est d'importance moyenne.

#### ✓ Modification du climat

La mise à nu des zones d'emprunt, l'élargissement et le déplacement de l'emprise routière vont diminuer la biomasse forestière qui représente un « puits de carbone ». Dans le même temps, les émissions par les véhicules de transport et des engins de chantier de gaz à effet de serre, principalement le CO<sub>2</sub>, seront susceptibles d'augmenter l'effet de serre, et donc de participer au changement climatique global.

Ces émissions de CO<sub>2</sub> seront d'ailleurs rapidement consommées par le milieu forestier environnant dans ses processus de photosynthèse dont l'efficacité augmente avec la teneur en CO<sub>2</sub> de l'air, ce qui confère une portée locale à cet impact. Les chantiers allant se déplacer peu à peu, les émissions de poussières en un endroit particulier vont se produire sur une courte période, ce qui confère une durée courte à cet impact.

L'impact lié à la modification du climat est d'importance mineure.

#### ✓ Pollution des sols

Le sol est susceptible d'être pollué autour des lieux de stockage des hydrocarbures, des lubrifiants, du bitume ou des peintures de signalisation, mais aussi par des déversements accidentels d'hydrocarbures, ou par des huiles de vidange autour des zones de maintenance des engins et autres matériels de chantier.

Lors de la mise en place des couches du revêtement bitumineux et du marquage de la signalisation à la peinture, des effets de contamination des sols peuvent également être enregistrés.

De plus, les retombées des émissions de gaz toxiques déposent des métaux lourds sur les sols que les argiles adsorbent.

Au vu des critères de caractérisation, l'impact est jugé d'une importance moyenne.

✓ Perturbation des propriétés physiques des sols

L'ouverture des zones d'emprunt pour l'approvisionnement en matériaux de concassage, graveleux ou latéritique et la construction des bases chantier conduiront :

- à la disparition de la biodiversité du site d'emprunt : végétation et faune seront détruites.
- au dénuement des sols avec perte de fertilité, exposition à l'érosion et au lessivage et formation des escarpements dangereux.
- à la transformation du paysage originel.

Le transport des matériaux de concassage, graveleux ou latéritique et les mouvements des lourds engins de chantier vont entraîner un tassement du sol dû aux passages répétés des engins, qui va définitivement perturber la structure et la texture des sols. L'abandon sans réhabilitation des sites d'emprunt laisse en place une cuirasse sur laquelle la végétation pousse difficilement, qui génère des espaces sans usage pour l'agriculture ou pour d'autres fins.

Cette perturbation des propriétés des sols est un impact négatif, dont l'occurrence est certaine là où passeront les véhicules de chantier et où la latérite sera prélevée. Il est de durée moyenne, car avec le temps la nature reprendra progressivement son cours. À considérer les superficies qui seront affectées, sa portée a été jugée locale.

L'impact sur la perturbation des propriétés physiques des sols est évalué d'une importance moyenne.

✓ Impact sur la disponibilité des ressources en eau et de leur pollution

De Yabayo à Buyo, la route traverse plusieurs cours d'eau dont le Dabalakro, le Lihouéla, le Kinkene et le Tabourgo. Ces eaux sont pour la plupart utilisées par les populations pour les activités agropastorales, les besoins domestiques et aussi pour la consommation.

En outre, les déchets générés, mal gérés constituent une menace de pollution de ces eaux. L'impact sur les cours d'eau est évalué d'importance moyenne.

Durant les travaux de terrassement et de traitement de la plateforme, des matériaux de déblais ou de remblais, des hydrocarbures, des lubrifiants propres ou usagés, des produits bitumineux ou des peintures pourront être entraînés vers les cours d'eau par des eaux de ruissèlement. Il s'en suivra donc une pollution des eaux de surface à l'aval des bases chantier et de l'emprise routière.

Cet impact est négatif et réversible. Il présente une interaction indirecte, puisque sans pluie les produits déversés ne pourraient pas atteindre les eaux. En considérant les quantités de produits qui pourront être impliquées. Il est de portée locale et de forte intensité. Il sera de courte durée pour chaque cours d'eau, le temps que les travaux se fassent sur le tronçon interceptant le cours d'eau.

Ces différents critères de caractérisation confèrent après évaluation à cet impact une importance moyenne.

✓ Nuisances sonores

Le niveau de bruit dans les zones d'impact du projet sera élevé durant les phases de préparation et de construction, ce qui pourrait nuire à la tranquillité des populations riveraines des routes et pistes empruntées.

C'est un impact négatif réversible, puisque le niveau de bruit revient à la normale lorsque l'activité cesse. Son occurrence est certaine, et sa durée courte, car les chantiers se déplaceront progressivement tout le long de la route.

Comme le bruit s'atténue rapidement avec la distance à la source de production, sa portée a été jugée locale pour l'ensemble des zones du projet. L'ampleur a été toutefois jugée moyenne, en considérant le niveau d'exposition de certains ouvriers.

Ces différents critères de caractérisation confèrent après évaluation une importance moyenne à cet impact.

✓ Impacts liés aux déchets générés

Divers déchets sont attendus pendant la mise en œuvre du projet. Il s'agit des emballages, restes d'aliments, les débris de démolition, les pots vides, les restes de produits, les eaux de lavage de centrales à béton, les dépôts de béton, etc. À cela, il faut ajouter les matériaux de déblais, les débris végétaux, etc.

La mauvaise gestion de ces déchets, portera inévitablement atteinte à la qualité de l'environnement, à savoir pollution du sol et des cours d'eau, mais aussi à la santé des personnes. Il faut noter que de nombreux cours d'eau traversent la route à l'étude.

L'impact est évalué d'importance moyenne.

✓ Perte d'espèces végétales

Les activités du projet, notamment le nettoyage des plateformes et leurs abords, l'ouverture et l'exploitation des sites de carrières<sup>4</sup> entraîneront la perte de plusieurs espèces végétales situées dans l'emprise des travaux (emprise de plateformes, sites de carrières et voies d'accès). Parmi les espèces végétales qui seront détruites figurent des essences à valeurs économiques plantées par la population.

L'ampleur de cet impact est importante pour les arbres abattus, mais sa portée restera ponctuelle, car limitée le long de la route.

Ces différents critères de caractérisation confèrent après évaluation une importance absolue mineure à cet impact.

✓ Impact sur la sécurité du personnel et des populations riveraines

Un chantier où les mesures sécuritaires ne sont pas respectées (absence de signalisation adéquate, excès de vitesse des engins et véhicules de chantier, absence de kit de protection, consommation d'alcool et/ou de drogue par les ouvriers, absence de mesures sécuritaires dans la base-vie et le parking des engins) constitue des risques importants d'accidents (blessures, traumatismes, etc.). Ces risques concernent aussi bien le personnel de chantier que les populations des localités (villes et villages) traversées par les routes à étude.

Parmi les usagers de la route, figurent particulièrement les élèves des établissements scolaires (écoles primaires), les fidèles des édifices religieux (églises et mosquées), les usagers des dispensaires situés le long de la route et les usagers des pistes villageoises et de champs agricoles qui interceptent la route.

L'impact du projet sur la sécurité fait également référence à l'exploitation des zones d'emprunt de matériaux, notamment les sites de carrières.

Aussi, le passage des camions de transport des produits de carrières à l'intérieur des localités présente des risques d'accidents de circulation.

L'impact est évalué de forte importance.

---

<sup>4</sup> Les carrières liées au présent projet feront l'objet d'une étude d'impacts environnemental et social séparée.



✓ Perturbation de la circulation

Les travaux de bitumage de la voie vont occasionner la perturbation des déplacements pour l'accès aux concessions ainsi que des services administratifs dans les villes et localités traversées par le projet.

L'impact est évalué de moyenne importance.

✓ Perturbation de réseau de concessionnaire

Le long du tronçon, il existe des réseaux d'éclairage public (CIE).

En effet, quelques poteaux sont situés dans l'emprise à la traversée de Niapoyo, Loboville, Belle Ville, Logbozoa et Gbily.

La réalisation des travaux provoquera de ce fait le déplacement de ces réseaux dans ces localités et vont engendrer la suspension de la fourniture de courant électrique dans les zones couvertes par ces installations. L'impact sur les réseaux existants sera toutefois temporaire, juste le temps du déplacement du réseau concerné. D'intensité forte, de portée zonale (coupure ressentie sur les zones desservies en aval par la ligne à déplacer) et de courte durée, cet impact est d'importance moyenne.

✓ Impact sur le patrimoine socioculturel et religieux

Il existe des sites sacrés (Dapéoua et Loboville) et cultuels dans l'emprise du tracé du projet, notamment des églises à Gbily, Logbozoa, Belle Ville, Gribouo et Loboville qui compte également une mosquée.

On compte entre autres des sépultures dans les localités de Buyo, Gbily, Logbozoa, Belle Ville, Gribouo, Loboville, Bakarydougou, Keitadougou, Petigoa 2 et Niapoyo.

Le non-respect des us et coutumes locaux et des sites sacrés par le personnel de chantier peut entraîner des conflits pouvant mener même à la suspension des travaux.

En définitive, l'impact du projet sur le patrimoine culturel est de moyenne importance.

✓ Perturbation et suspension d'activités économiques

Des activités économiques ont été identifiées dans l'emprise de la route à construire, en traversée d'agglomérations et des villages.

L'impact sur cette perturbation est de moyenne importance.

✓ Perte de propriétés de bâtis et perturbation d'habitations

Les impacts concernant les bâtis sur cet itinéraire sont nombreux ; ils concernent la totalité des localités traversées par le tronçon où de nombreux bâtis risquent d'être détruits par les travaux de libération de l'emprise.

L'impact sur les pertes de propriété de bâtis est d'importance majeure.

✓ Destruction de champs agricoles

De nombreuses plantations agricoles ont été répertoriées dans l'emprise des aménagements à réaliser. Il s'agit en majorité de champ de cacao, café, hévéa, riz. qui seront détruits par les travaux de dégagement sur une emprise large de 40 mètres.

L'impact sur la destruction des cultures est d'importance moyenne.

✓ Impacts sur la vie sociale

Les risques et impacts liés à la vie sociale concernent :

- le non-respect des us et coutumes des populations des localités de la zone des travaux ;
- les conflits sociaux entre les travailleurs et la population ou entre l'entreprise des travaux et les travailleurs (conditions de travail) ;
- l'emploi des enfants sur les chantiers.

Cet impact sera d'une intensité forte, d'une portée locale et d'une durée moyenne. Son importance est moyenne.

✓ Occupation des terres, plus-value foncière et recrudescence des litiges fonciers

L'exploitation des zones d'emprunt et des carrières ainsi que les sites de dépôt de matériaux de décapage et des terres de mauvaise tenue affectera les réserves foncières des différents propriétaires terriens de la zone du projet.

Cette situation peut susciter d'éventuelles oppositions de la part des propriétaires terriens. L'impact est d'importance moyenne.

✓ Impacts sur la santé et la sécurité des populations et des travailleurs

Les travaux pourraient affecter la population riveraine et du personnel de chantier sous diverses formes, notamment les risques d'accident liés au déplacement d'engins, les vibrations dues aux matériels de travail, et les nuisances sonores et atmosphériques. En effet, en saison sèche, la circulation engins et les travaux d'excavation pourraient générer un soulèvement de poussière relativement important dans le voisinage du chantier. Ces poussières et autres gaz d'échappement dégagés par les différents engins de travaux pourraient causer des infections respiratoires chez les riverains.

Tout ceci sans compter les risques d'accidents de circulations auxquels seraient exposés les bouviers et leurs bêtes rencontrés le long du tronçon. Ces risques de collision avec les usagers de la route exposent également les écoles situées en bordure de route des localités traversées par le tronçon à bitumer et les nombreux enfants qui les fréquentent.

Ces impacts sont d'importance moyenne.

✓ Perturbation des accès aux installations

La plupart des voies à aménager se situent dans des zones où l'on note diverses installations aux abords des voies : habitations, activités économiques, équipements communautaires (centres de santé, écoles et édifices religieux). Les entrées de ces installations pour la plupart donnent sur ces voies.

Les travaux d'aménagement vont entraîner des perturbations de l'accès à ces installations.

L'impact est toutefois d'importance mineure.

✓ Risque de contaminations par le VIH/SIDA et la COVID 19

La présence du personnel du chantier en mission dans la zone du projet et le contact entre le personnel et la population peut entraîner des comportements sexuels à risques. Cette situation peut être source de risques de transmission de VIH/SIDA et de maladies infectieuses, notamment la COVID19. L'impact est d'importance moyenne.

## 5.4 Evaluation de l'importance des impacts du projet sur l'environnement

### 5.4.1 Evaluation de l'importance des impacts positifs du projet

Tableau 16: Evaluation de l'importance des impacts positifs du Projet

Les deux composantes du projet									
Phase du projet	Zone concernée	Activités / sources d'impact	Composante du milieu affecté	Nature de l'impact	Evaluation de l'importance de l'impact				Mesures de bonification préconisées
					Intensité	Portée	Durée	Importance de l'impact	
Pré-construction et construction	Yabayo - Buyo	Installation chantier de Travaux de terrassements généraux Ouvrages d'assainissement et de drainage Réalisation de la chaussée Signalisation	Conditions de vie	Amélioration des investissements	Forte	Zonale	Courte	Moyenne	Sensibiliser les populations et les investisseurs sur les opportunités offertes par le projet
				Création d'emplois et baisse du chômage	Forte	Zonale	Courte	Moyenne	Recruter en priorité la main d'œuvre locale lorsqu' elle a les compétences requises ; Rendre transparente la politique de recrutement ; Sensibiliser/informer les populations sur les opportunités d'emplois qui leur sont offertes ; Associer l'agence emploi jeune dans le processus de mobilisation et d'embauche pour faciliter la reconversion en fin de projet
			Revenus	Génération de revenus pour les travailleurs et les entreprises mandatées	Forte	Zonale	Courte	Moyenne	Recruter en priorité la main d'œuvre locale lorsqu' elle a les compétences requises ; Favoriser la sous-traitance avec des PME locales ; Sensibiliser/informer les populations sur les opportunités d'emplois qui leur sont offertes ;
Exploitation	Yabayo - Buyo	Ouverture de la voie à la circulation et Traffic routier	Conditions de vie	Amélioration de la fluidité de circulation et de la mobilité des riverains	Forte	Locale	Longue	Majeure	Informar et sensibiliser sur l'entretien des ouvrages routier
				Amélioration des investissements	Forte	Locale	Longue	Majeure	Sensibiliser les populations et les investisseurs sur les opportunités offertes par le projet

Les deux composantes du projet									
Phase du projet	Zone concernée	Activités / sources d'impact	Composante du milieu affecté	Nature de l'impact	Evaluation de l'importance de l'impact				Mesures de bonification préconisées
					Intensité	Portée	Durée	Importance de l'impact	
		Travaux de maintenance des équipements routiers		Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	Forte	Locale	Longue	Majeure	Sensibiliser les populations sur les opportunités offertes par le projet
				Amélioration de l'accès à l'eau	Forte	Locale	Longue	Majeure	Laisser les forages au profit des population
				Amélioration des recettes fiscales	Forte	Locale	Longue	Majeure	Faciliter les modalités d'installation des entreprises dans le secteur pour accroître le nombre de contribuables
			Revenus	Développement des activités économiques et génération de revenus	Forte	Locale	Longue	Majeure	Sensibiliser les populations et les investisseurs sur les opportunités offertes par le projet
			Sécurité	Réduction de l'insécurité par la facilité d'accès pour les patrouilles des forces de l'ordre	Forte	Locale	Longue	Majeure	Assurer la maintenance des équipements routiers pour qu'ils demeurent opérationnels et facilitent la couverture des différentes localités par les forces de l'ordre

## 5.4.2 Evaluation de l'importance des impacts négatifs du projet

Tableau 17: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase de Pré Construction

Phase du projet	Milieu affecté	Activité source d'impacts	Impacts sur l'environnement	Évaluation de l'importance de l'impact identifié				
				Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance
Préparation	Humain							
		Recherche du site pour l'installation de la base-vie et des zones d'emprunt	Conflits et spéculation fonciers	Négative	Faible	Locale	Longue	Moyenne
		Installation de la base-vie de l'entreprise	Maladies respiratoires causées par les poussières et les gaz d'échappement	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
			Augmentation de la population sur le site	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
		Transport, circulation et stationnement des engins et de la machinerie et des équipements de l'entreprise	Pollution sonore	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
			Accidents de la circulation	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
			Perturbation du trafic, des populations et services riverains	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Biophysique	Installation de la base-vie de l'entreprise	Pollution par fumées et poussières de l'air	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
			Pollution et de dégradation du sol	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
		Circulation et stationnement des véhicules et des engins	Pollution de la nappe par infiltration de carburant, d'huile et de graisse.	Négative	Faible	Local	Longue	Moyenne
			Érosion du sol et perte des propriétés physiques et chimiques du sol	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
		Rejet des déchets (solides et liquides) et prélèvement d'eau pour divers besoins ;	Pollution accidentelle des zones marécageuses et des eaux de surface et eaux souterraines	Négative	Faible	Régionale	Moyenne	Mineure
			Envasement des cours d'eau traversés	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
			Déplacement de réseau d'électricité	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
	Humain	Libération des emprises	Empiètement sur les sites d'un cimetière ;	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
			Destruction de trois mosquées					
			Description d'un monument sacré					
			Destruction de la clôture de la mosquée	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
			Destruction de plusieurs (946) bâtis					
		Installation chantier	Non-respect des us et coutumes Conflits sociaux Emploi des enfants sur les chantiers	Négative	Forte	Locale	Courte	Mineure

Tableau 18: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase de Construction

Phases du projet	Composantes du milieu affecté	Activités sources d'impacts	Impacts sur l'environnement	Nature de l'impact	Évaluation de l'importance de l'impact identifié			
					Intensité	Étendue	Durée	Importance
Construction	Air	Terrassement, décapage, déblai excavation, remblais et déviation	Pollution de l'air par des émissions des gaz d'échappement et des COV	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
	Sol	Décapage, déblais, dépôts	Dégradation du sol par imperméabilisation et risque de dénuement du sol et d'accélération de l'érosion	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
		Ouverture et exploitation des carrières (sable et graviers)	Pollution du sol par des déversements d'hydrocarbures d'échappement et des déchets solides	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
		Entretien des équipements	Stagnation des eaux	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
	Eau	Prélèvement pour les travaux	Pollution ou contamination de la nappe phréatique et des bas-fonds	Négative	Moyenne	Zonale	Moyenne	Moyenne
		Rejet des déchets (solides et liquides) dans les bas-fonds ou directement sur le sol	Pollution accidentelle ou contamination des eaux de surface et des eaux souterraines et ensablement éventuel des cours d'eau	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
		Entretien de la machinerie	Pollution accidentelle ou contamination des eaux de surface et des eaux souterraines	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
		Fuite de carburant/huile des engins, déversement de produits bitumineux	Pollution accidentelle ou contamination des eaux de surface et des eaux souterraines	Négative	Faible	Locale	Moyenne	Mineure
	Paysage	Présence de la machinerie	Modification temporaire ou définitive du paysage	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
		Ouverture de zones d'emprunt, des zones de dépôt de gravats et des carrières	Dégradation du paysage, pollution visuelle	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
	Flore	Dégagement des emprises Ouverture de zones d'emprunt, des zones de dépôt	Destructions d'essences d'arbres	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
	Humain	Recrutement de la main- d'œuvre pour des emplois temporaires	Perturbation du mode de vie et des relations interpersonnelles dans le milieu	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Santé	Terrassement, Travaux mécanisés (circulation des engins et transport des matériaux) décapage	Maladies respiratoires	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
		Présence du personnel de chantier	Propagation du VIH/SIDA et de contamination de la COVID 19	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Salubrité	Terrassements généraux et fonctionnement des chantiers	Production de déchets	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
	Sécurité routière et circulation	Transport des matériaux et Travaux mécanisés	Accident	Négative	Forte	Locale	Longue	Moyenne
			Perturbation de la circulation et de déplacement des personnes et des biens	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
			Déviations	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure

Phases du projet	Composantes du milieu affecté	Activités sources d'impacts	Impacts sur l'environnement	Nature de l'impact	Évaluation de l'importance de l'impact identifié			
					Intensité	Étendue	Durée	Importance
	<b>Activités économiques</b>	Dégagement des emprises et réalisation des ouvrages d'assainissement et drainage	Suspension des activités économiques à la traversée des villages	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure
			Destruction de parcelles de cultures agricoles	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	<b>Circulation</b>		Perturbation de l'accès des : habitations, activités économiques, équipements communautaires (centres de santé, écoles et édifices religieux) et des structures d'administration publique ou privée. Perturbation de la mobilité des personnes	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Mineure

Tableau 19: Importance des impacts du projet sur l'environnement – Phase d'Exploitation

Phases du projet	Composantes du milieu affecté	Activités sources d'impacts	Nature de l'impact induit	Nature de l'impact	Évaluation de l'importance de l'impact			
					Intensité	Portée	Durée	Importance
Zone du Projet	Humain	Trafic routier	Maladies respiratoires dues à la pollution de l'air	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
			Accidents de la circulation, exposition des riverains, des écoles aux risques de collision aux abords de la route	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Air		Pollution de l'air par la poussière, gaz d'échappement	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
			Augmentation du bruit le long de la voie et nuisances sonores	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
	Sol	Entretien	Pollution des sols par des hydrocarbures	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Eau		Pollution des eaux superficielles	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
	Flore		Destruction de la végétation	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure
	Humain		Accident de circulation	Négative	Faible	Locale	Longue	Mineure



## **6 MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

## 6.1 Mesures de bonification des impacts positifs

---

Le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo - Buyo présente de nombreux effets bénéfiques qu'il conviendra de maximiser en mettant en œuvre certaines mesures de bonification ci-dessous proposées.

### ✓ **Création d'emplois et baisse du chômage**

Afin de donner la chance au plus grand nombre de personnes de bénéficier des opportunités d'emploi qu'offre le projet, il conviendra de bien les informer et les sensibiliser sur la stratégie du projet quant au recrutement. Concernant les emplois temporaires, il faudra rendre public les postes recherchés (qualification et nombre). Pour optimiser cet impact, il faudra mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Recruter en priorité la main d'œuvre locale lorsqu'elle a les compétences requises ;
- Favoriser la sous-traitance avec des TPE/PME locales ;
- Rendre transparente la politique de recrutement ;
- Sensibiliser/informer les populations sur les opportunités d'emplois qui leur sont offertes ;
- Etc.

Cet aspect pourra être piloté en collaboration avec l'agence emplois jeunes implantée dans la zone du projet.

### ✓ **Développement des activités socio-économiques**

En vue d'améliorer cet impact positif, il est proposé d'informer et de sensibiliser la population et les investisseurs sur les opportunités offertes par le projet.

### ✓ **Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations**

Pour optimiser l'impact de l'amélioration de la qualité de vie, les mesures suivantes sont nécessaires :

- Sensibiliser les populations sur leurs droits et devoirs et sur les opportunités offertes par le projet,
- Sensibiliser les populations sur les valeurs civiques à promouvoir pour contribuer à l'entretien permanent des équipements routiers et ne pas favoriser leur dégradation.

### ✓ **Réduction de l'insécurité**

En vue d'améliorer cet impact positif il faudra veiller à l'entretien et au renforcement du réseau routier et assurer l'éclairage public le long de la route en particulier en agglomération.

### ✓ **Développement des activités économiques et génération de revenus pendant la phase des travaux**

En vue d'améliorer cet impact positif, il est proposé d'encourager la consommation locale notamment en laissant les femmes s'installer aux abords des zones de travail pour la vente de nourriture et de produits divers.

## **6.2 Mesures générales préalables au démarrage des travaux**

---

### **6.2.1 Mesures pour la protection de l'environnement**

Une disposition d'ordre général pour la protection de l'environnement consiste à la mise en place des prescriptions environnementales et sociales pour les Dossiers d'Appels d'Offres en vue de la sélection des entreprises des travaux. Ces prescriptions comprennent les principes à respecter par l'Entrepreneur dans les domaines suivants :

- les exigences et formalités d'installation de chantier ;
- la gestion des déchets et des effluents du chantier ;
- la gestion des déversements accidentels ;
- la gestion de la pollution de l'air ;
- la gestion de la pollution sonore ;
- la sécurité sur le chantier y compris l'évaluation du risque aux différents postes de travail ;
- la santé des ouvriers et des populations ;
- l'emploi de la main-d'œuvre locale non qualifiée ;
- la gestion des plaintes et conflits ;
- la communication et l'information dirigées vers les populations et les autorités locales ;
- la formation des travailleurs.

L'Entrepreneur retenu devra préparer et fournir, avant le démarrage des travaux, un PGES Chantier accompagné d'un Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED) et d'un Plan d'Hygiène -Sécurité-Environnement (PHSE) pour assurer la gestion des aspects de sureté, environnementaux et sociaux des travaux ainsi que d'un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS).

Le PGES chantier, le PPGED, le PPSPS et PHSE permettront d'atteindre deux objectifs principaux :

- pour l'entrepreneur, pour des raisons internes, de s'assurer que toutes les mesures sont en place pour la gestion environnementale, sanitaire et sécuritaire, et comme manuel opérationnel pour son personnel ;
- pour le client, afin de s'assurer que l'entrepreneur est entièrement préparé à la gestion des aspects d'HSE du projet, et comme base de surveillance de l'exécution de l'HSE de l'entrepreneur.

La MdC des travaux sera en charge de vérifier l'application des prescriptions environnementales et sociales par l'Entreprise en charge des travaux. Cette tâche figurera spécifiquement dans le cahier des charges du bureau de contrôle.

#### **Le PGES chantier décrira :**

- les moyens matériels et humains mis à la disposition du chantier ;
- le Plan d'installation du chantier (base de chantier, site de stockage du matériel, etc.) et les sites d'approvisionnement en matériaux (graviers, sables, etc.) ;
- le programme d'information et de sensibilisation des populations ;
- les contenus clés du PHSE, du PPGED et du PPSPS.

#### **Le PHSE comprendra au minimum :**

- les dispositions relatives à la sécurité liée au matériel, engins et véhicules utilisés ;
- les dispositions relatives aux équipements de protection individuelle (EPI) mis à la disposition des employés selon le poste occupé et les incitations pour le port effectif de ces EPI par les employés ;
- les mesures de sécurité adoptées pour le transport et la manipulation de matières dangereuses ;

- les dispositions relatives à la sécurité des chantiers par rapport aux populations riveraines et aux usagers des tronçons concernés par les travaux ;
- les dispositions concernant les latrines et autres équipements d'hygiène sur les sites des travaux et la base de chantier ;
- les programmes de sensibilisation des tenants de points de vente de nourriture dans la zone des travaux ;
- etc.

### **Le PPSPS**

L'entreprise préparera un PPSPS qui comportera les aspects clés suivants :

- le nombre et la qualité du personnel de santé présent de manière permanente, ou à la demande en cas d'urgence ;
- les équipements de premiers secours (boîte à pharmacie) existants sur les sites des travaux et sur la base des chantiers ;
- les dispositions relatives aux interventions médicales d'urgence en cas d'accident, de maladies graves (convention avec un centre de santé, installation d'une infirmerie, etc.) ;
- dispositions relatives aux campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques de transmission des IST, VIH/SIDA et propagation du COVID19 ;
- le Plan d'action et dispositif de prévention à déployer systématiquement sur les chantiers et base-vie contre la propagation du Coronavirus (prise de température, dispositif de lavage des mains, application de solution Hydro alcoolique, observation des distances de sécurité (1m), mise en quarantaine si nécessaire, etc.) ;
- mesure pour les protections collectives nécessaires aux travaux en hauteur, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives. Les échafaudages utilisés doivent être construits de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis et résister à la poussée des vents. Les échafaudages mobiles doivent posséder un dispositif de blocage. Tous les fers en attente seront soit crossés, soit capuchonnés ;
- disposer dans l'équipe de travail un Sauveteur Secouriste du Travail ;
- protection contre les incendies, les travaux par points chauds, devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs, à classes de feux correspondantes (Normes HFS 61-900).

### **Le PPGED**

L'entreprise élaborera un plan de gestion des déchets solides et liquides générés par la mise en œuvre du sous-projet en vue de gérer au mieux les déchets de construction et d'éviter de dégrader la qualité de l'environnement. Ce plan comprendra au moins :

- la caractérisation des déchets produits ;
- les types de stockage prévus ;
- les sites de stockage et d'évacuation des déchets ;
- les traitements prévus ;
- les mesures sanitaires et sécuritaires prévues ;
- les acteurs impliqués et leurs rôles.

## **6.2.2 Le Plan d'installation du chantier**

Dès la notification du marché, l'entreprise en charge des travaux élaborera un plan d'installation du chantier qui définira les matériels nécessaires à la réalisation des travaux et les sites devant être aménagés pour accueillir lesdits matériels ainsi que le personnel du chantier.

Le plan d'installation du chantier comprendra au moins :

- la localisation et le plan général de la base du chantier ;

- la description des installations à mettre en place ;
- l'ensemble des mesures de protection des sites et les programmes d'exécution ;
- les dispositions prises pour la fourniture en carburant et l'entretien des engins ;
- la réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité.

- **Atelier mécanique**

L'entreprise en charge des travaux est tenue de construire un atelier mécanique pouvant accueillir les engins et les véhicules de chantier pour les opérations de révision et d'entretien courant. Cet atelier devra comprendre des équipements spécifiques, notamment les cuves étanches pour recueillir les huiles usagées de vidange.

Toutes les opérations de vidange et autres types d'entretien se feront dans l'atelier mécanique avec du matériel adapté.

Les huiles récupérées seront stockées dans des fûts. L'enlèvement et le traitement se feront par la suite par une structure agréée par le CIAPOL.

- **Aires de stationnement des engins**

Une aire pour le stationnement des véhicules et des engins de chantier devra être aménagée sous forme de terre-pleins. En cas de fuite ou de déversements accidentels de carburants ou d'huiles, les terres souillées seront récupérées par excavation et conservées dans des bacs. L'enlèvement et le traitement se feront par la suite par une structure agréée par le CIAPOL. On peut également prévoir du papier absorbant pour le nettoyage du site de déversement, lorsque la quantité déversée n'est pas importante.

- **Aires de fourniture en carburant**

Il sera aménagé avec fondation en polyane ou en béton étanche recouvert d'une couche de sable, une aire pour l'approvisionnement des engins et véhicules en carburant. Le stockage se fera dans des citernes raccordées à un système de pompage à arrêt automatique. Ces citernes seront disposées sur un espace cimenté. Vu la nature des travaux, les approvisionnements en carburant pourront se faire dans les stations de services locales.

- **Gestion du matériel**

Les matériaux, le matériel, les outillages, les pièces spéciales et tous autres matières seront stockées dans des magasins et sur des aires aménagées et protégées par du polyane ou béton étanche pour éviter non seulement les risques de pollution du sol, mais aussi pour éviter les cas de vol.

- **Gardiennage du chantier**

La base de chantier sera clôturée par du matériel récupérable (tôle par exemple). Un agent de sécurité sera mobilisé pour assurer régulièrement le contrôle des entrées et sorties. La base sera maintenue en sécurité en tout temps (24h/24h) pour éviter tout cas de vol de matériel.

### **6.2.3 Choix et organisation du site d'installation de la base de l'entreprise**

L'entrepreneur devra éviter d'installer la base du chantier sur site marécageux. En outre, le site d'installation de la base du chantier sera suffisamment éloigné des habitations et cours d'eau. Cette tâche comprend les aménagements suivants :

- la préparation de l'aire d'installations ;

- l'aménagement des aires de stockage des matériaux et des aires de stationnement des engins et des véhicules ;
- l'aménagement de l'accès à la basse vie du chantier ;
- l'aménagement de voies de déviation ;
- la construction des bureaux de l'entreprise de travaux et de la mission de contrôle ;
- l'aménagement des différents ateliers (mécaniques, magasins de stockage, toilettes) ;
- l'alimentation en eau potable et en électricité.

### **6.2.3.1 Choix des sites**

Afin de minimiser les impacts, l'entreprise devra au préalable prendre soin d'installer la base loin des cours d'eau, des forêts classées, des habitations et infrastructures publiques, des zones marécageuses et des caniveaux à ciel ouvert qui drainent les eaux pluviales afin de minimiser les risques de pollution des eaux et du sol par les déchets solides et liquides. Il est souhaitable que le choix des sites ait l'aval de l'AGEROUTE, de la Mission de contrôle et de l'ANDE.

### **6.2.3.2 Organisation de la base**

Sur la base du chantier, l'impact majeur est la pollution des sols et des eaux par rejets anarchiques des déchets issus de l'entretien des équipements et des matériels de génie civil : vidange de moteurs, graissage, vidange des radiateurs, etc. En effet, ces opérations conduisent le plus souvent à répandre des huiles usagées et autres produits dérivés d'hydrocarbures qui peuvent s'infiltrer dans le sol et atteindre la nappe phréatique. De même, les eaux vannes des toilettes rejetées dans la nature sans traitement constituent des sources de pollution pour le sol et les ressources en eau.

La circulation, les rebuts de travaux de ferrailage et de travaux de coffrage (morceaux de fer et de planches, écrous...) constituent un danger pour la sécurité sur le chantier.

Dès l'installation du chantier, des dispositions seront prises pour gérer les impacts qui découleront des travaux. Elles porteront sur les points suivants :

- la sécurité du personnel et des riverains ;
- la gestion des eaux sanitaires et eaux vannes ou boues de fosses;
- l'organisation et la gestion des aires de stockage et de stationnement des engins ;
- le déplacement des engins de la base aux sites des travaux ;
- le drainage des eaux pluviales sur la base de l'entreprise.

Il faut noter que ce plan d'installation de la base indiquera un rangement thématique du chantier avec lisibilité des différentes installations.

Les sites seront clôturés et les aires spécialisées et les accès seront interdits au public.

Des panneaux indiqueront le plan de circulation des engins et véhicules, des piétons et les aires spécialisées et leur voie d'accès.

La consommation en carburant pendant les travaux sera très importante. L'approvisionnement des engins en carburant se fera sur le chantier ou dans des stations. En cas de stockage de carburant sur la base, l'aire de stockage devra répondre aux conditions minimales admises dans une station-service : (i) les réserves de carburants seront de type-citerne obligatoirement équipé de bac de rétention d'une capacité égale à 110% de celle de la citerne ; (ii) les aires de stockage seront aménagées avec fondation en polyane ou en béton étanche recouvert d'une couche de sable ; (iii) des consignes d'interdiction d'usage de téléphone et feu (allumette, cigarette) seront données aux personnes y ayant accès. Pour réduire les risques de pollution accidentelle, les services se feront avec des pompes à arrêt automatique.

L'impact majeur au niveau de l'atelier mécanique concerne les mauvais conditionnement et traitement des huiles de vidanges. Les vidanges des moteurs se feront à la fosse où les huiles seront récupérées et stockées dans des fûts. Ces huiles seront ensuite enlevées et traitées dans les meilleures conditions par des sociétés agréées pour éviter les pertes et leur épandage dans la nature. Elles pourront être utilisées également à d'autres usages domestiques (lutte contre les ennemis du bois, crépissage des habitations...).

En cas de déversements accidentels ou par négligence d'huiles de vidange et autres hydrocarbures sur les aires de circulation, d'entretien et de stationnement, la mesure à prendre pour circonscrire localement la pollution est de récupérer la terre polluée et la stocker dans un bac avant enlèvement par une structure agréés.

## **6.2.4 Mesures relatives à l'installation du chantier**

Le plan d'installation de chantier définit les matériels nécessaires à la réalisation des ouvrages et des cantonnements pour accueillir lesdits matériels (ateliers, garages, magasins, centrale d'enrobage) et le personnel du chantier. À cette phase des travaux, tout ce matériel est convoyé vers la zone des travaux, la construction de la base du chantier, etc.

Afin d'éviter les nuisances sonores et les pollutions accidentelles liées à l'état des engins, il y a lieu d'amener sur le chantier que des engins en bon état de fonctionnement.

Le risque d'accident lié au transport du matériel vers la zone des travaux ne pourrait être évité que si l'entreprise respecte les consignes de sécurité indiquées pour les véhicules hors gabarit.

Pour atténuer les effets de l'envol des poussières et de la fumée émanant des chantiers sur la qualité de l'air, comme mesures, l'entreprise devra :

- prévoir des bâches pour la couverture des matériaux transportés vers le chantier
- prévoir des bâches pour la couverture des matériaux stockés ou transportés vers les décharges,
- prévoir des véhicules-citernes pour l'arrosage des aires de circulation des engins ;
- prévoir du personnel qualifié pour l'entretien et le suivi régulier des engins.

## **6.2.5 Choix et conditions de gestion des sites d'emprunt et carrières**

### **6.2.5.1 Choix des sites d'emprunt et carrière**

Dans le cadre du présent projet, plusieurs sites d'emprunt de matériaux seront exploités dans la zone d'influence. ***Dans le processus d'ouverture de ces carrières et zones d'emprunt, l'entreprise devra respecter les conditions légales et administratives amendant de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014, portant code minier qui stipule que toute ouverture de carrières doit faire l'objet d'une demande d'autorisation.***

Aussi, pour l'exploitation de ces sites l'entreprise devra-t-elle prendre les mesures idoines afin de limiter les effets négatifs de l'exploitation des zones d'emprunt sur l'environnement. Dans ce sens il est recommandé ce qui suit pour les choix possibles de l'emplacement des zones d'emprunt et de carrière :

Il faudrait de préférence choisir les sites qui ne portent pas atteinte à des milieux de jachères bien régénérées. Quand plusieurs possibilités s'offrent à l'entrepreneur, il est recommandé que soient retenus par ordre de préférence :

- les sites plutôt éloignés des zones d'habitation ;
- les milieux de jachères peu ou pas régénérées;

- les milieux dégradés par l'érosion des sols, voire les anciennes zones d'emprunt qui possèdent encore des réserves en matériaux;
- les sites éloignés de zones habitées, de pente faible à moyenne, végétation dégradée ou de jachère, offrant un 'Sol d'épaisseur suffisante pour une rapide réhabilitation.

Dans les deux premiers cas, il n'y aura pas d'aménagement particulier des surfaces à réaliser dans le cadre des travaux de réhabilitation routière. Les aménagements spécifiques et simples des sites en vue du développement des opportunités (implantation d'écoles, dispensaires, marchés, aires d'extension de l'habitat ...) peuvent être réalisés dans les limites de la zone d'emprunt. Par ailleurs, pour les sites éloignés de zones d'habitations, la réhabilitation des zones d'emprunt peut se faire de sorte à permettre la retenue des eaux de pluie. Cette eau pourra servir à la consommation pour les animaux et également à l'arrosage des plantes.

***Il est important de noter que les carrières retenues pour ce projet font l'objet d'une étude d'impacts environnemental et social séparée.***

### **6.2.5.2 Conditions de gestion**

Pour la protection de la terre végétale et de la végétation, le décapage des zones d'emprunt, la terre végétale doit être mis en cordon et ne doit pas être mélangé aux terres stériles afin de la réutiliser pour la réhabilitation des zones d'emprunts.

Concernant l'ouverture des pistes temporaires menant aux sites d'emprunt de matériaux, on évitera dans la mesure du possible l'abattage des arbres. Dans le cas contraire, les arbres abattus seront coupés, rangés et mis à la disposition de la population pour être utilisés comme bois d'œuvre ou bois de chauffe. On veillera au remplacement de ces arbres par d'autres espèces végétales en créant des alignements d'arbres le long de certains tronçons. Cette façon de procéder évitera d'éventuelles destructions importantes du couvert végétal.

### **6.2.6 Choix et conditions de gestion des sites de dépôt**

**Pour l'ouverture de zones des dépôts de matériaux de démolition ou de mauvaise tenue, l'entreprise devra avoir l'accord des autorités administratives et les populations.**

Le choix des terres destinées à usage de dépôt doit s'orienter vers les zones déjà dégradées (anciennes zones d'emprunt, zones cuirassées, jachères ...).

Afin de limiter les effets négatifs de l'ouverture des zones de dépôt sur l'environnement, il faudrait de préférence choisir les sites qui ne portent pas atteinte à des milieux de jachères bien régénérées. Quand plusieurs possibilités s'offrent à l'entreprise, il est recommandé que soient retenus par ordre de préférence :

- les milieux de jachères peu ou pas régénérées;
- les sites des anciennes carrières ou zones d'emprunt abandonnées et non réhabilitées;
- les milieux dégradés par l'érosion des sols ;
- les sites éloignés des zones habitées, de pente faible à moyenne, végétation dégradée ou de jachère, offrant un sol d'épaisseur suffisante pour une rapide réhabilitation.

Pour les cas 2 à 4, il n'y a pas d'aménagement particulier des surfaces à réaliser. Quant au cas 1, les dispositions suivantes sont à prendre en compte pour le choix des sites identifiés :

- défrichement et étalage des produits;



- décapage de la terre végétale (30 à 40 cm) ;
- scarification du fonds si possible;
- dépôt et étalage des produits du décaissement.

Concernant les bas-fonds, il est recommandé d'éviter :

- le dépôt de matériaux issus de la démolition des ouvrages anciens ou du décapage de la chaussée;
- l'installation des zones de lavage et d'enlèvement des déchets des graviers roulés sur les lignes de crête ou sur les versants des bas-fonds.

Il est également recommandé de couvrir de bâche ou de filet le gravier transporté, afin d'éviter le brisement de glace des autres véhicules.

## 6.2.7 Choix des sites de prélèvement de l'eau pour le besoin des travaux

Il existe plusieurs points d'eau dans la zone du projet et pendant les travaux les chantiers utiliseront de l'eau en quantité relativement importante pour la réalisation des ouvrages et l'arrosage des zones de travaux et couloirs de circulation. **Pour ce faire, avant le démarrage des travaux, l'entreprise devra se conformer aux exigences légales et réglementaires de la loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'eau en son Article 31 (1er paragraphe) qui stipule que, les installations, aménagements, ouvrages, travaux et activités, susceptibles d'entraver la navigation, de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de dégrader la qualité et la quantité des ressources en eau, sont soumis à autorisation préalable auprès du Ministère des Eaux et Forêts.**

Une attention particulière sera accordée aux points de prélèvement d'eau pour les travaux. En effet, l'entreprise devra s'équiper de motopompes en bon état de fonctionnement afin d'éviter les fuites de gasoil et d'huile qui pourront polluer l'eau affectée à la consommation humaine et animale. Ces motopompes seront à une distance d'au moins 30 m du lieu de prélèvement.

## 6.2.8 Mesures pour la sécurité, information de la population et organisation du trafic sur la route

Pendant l'amené des engins et matériels au chantier et des travaux, l'accès aux services et aux habitations situées en bordure de la route vont perturber la population et les usagers de la route. Les actions suivantes devront être prises pour minimiser ces impacts.

### 6.2.8.1 Information des usagers et organisation de la fluidité de trafic

Des séances d'information et de consultation doivent être menées au profit des populations (résidents, opérateurs économiques, usagers, etc) de la zone du projet. Ces séances porteront sur la date de démarrage des travaux, les zones concernées par les travaux importants qui vont amener la perturbation de la circulation. Des communiqués par voie de presse et réunions dans les localités seront organisés dans ce sens.

Afin de maintenir le trafic, des itinéraires pour des déviations devront être prévus dans les sections où ces mesures s'imposent. Les automobilistes seront informés à travers les médias et les panneaux de signalisation des itinéraires concernés par la déviation.

Dans les agglomérations, l'entreprise doit réguler la circulation en postant des manœuvres aux endroits sensibles sur certaines sections identifiées dangereuses pour réguler la circulation.

### 6.2.8.2 Accès aux habitations et équipements

Les maisons et les équipements situés le long de la route susceptible d'avoir leur accès coupé du fait des travaux devront préalablement être identifiés afin que les mesures idoines soient prises pendant les travaux.

Les élèves, le personnel et les parents d'élèves des établissements scolaires identifiés devront pouvoir accéder à l'école en toute sécurité. Il en est de même pour les services administratifs et centres de Santé. Aussi, les mesures suivantes devront-elles être prises :

- créer un couloir piéton le long de la section de ces équipements. Ce couloir sera protégé par un ruban réfléchissant maintenu par des balises réfléchissantes ;
- régler la circulation aux entrées de ces services aux heures de pointe. Pour les écoles en particulier, il est nécessaire de réguler les entrées et sorties des usagers par une personne munie d'un drapeau (ou un panneau) pendant les heures de sortie et d'entrée.

### 6.2.8.3 Mesures relatives à la santé, sécurité et hygiène

Pour la sécurité et l'hygiène sur le chantier, il est nécessaire de prévoir déjà à cette phase des travaux un Plan Hygiène Sécurité (PHS) dont le but est de prévoir les mesures à mettre en place afin de maîtriser les risques et les situations découlant des activités du chantier. Le PHS est également le support de base qui permettra au personnel d'encadrement du chantier d'instruire les autres travailleurs sur les risques prévus ainsi que sur la vie sociale du chantier. Enfin, le PHS sera un des moyens pour répondre à la réglementation dans le sens des mesures à prendre pour garantir la sécurité et la santé des travailleurs.

Les accidents sur les chantiers seront limités par le recrutement d'un personnel qualifié. On veillera à la mise en œuvre effective du plan de sécurité, d'hygiène et santé durant toute la phase des travaux.

### 6.2.8.4 Équipements de protection individuelle

Des équipements de protection individuelle (EPI) devront être prévus et mis à la disposition du personnel. Le personnel sera formé à l'utilisation des EPI en fonction des besoins suivants :

- **Protection de la tête** : des casques conformes aux spécifications contenues dans la NF EN 397, ou ANSI, Z89.1-1981 et/ou Z89.2-1971 ou tout autre équivalent standard international sont requis sur tous les lieux de travail où les pictogrammes de sécurité indiquent qu'ils le sont.
- **Protection des yeux et du visage** : des lunettes de sécurité, masques et écrans de soudeur, masques de protection seront portés obligatoirement sur les lieux d'opérations telles que soudure, brûlage, broyage, burinage, manipulation de produits chimiques, de liquides corrosifs ou de produits en fusion, sciage, opérations où des clous sont plantés, manipulation d'outils électriques, déversement de béton, d'outillage motorisés à l'essence.
- **Protection auditive** : des bouchons de protection auditive seront nécessaires sur certaines zones ou aux alentours des équipements lourds, engins électriques
- **Chaussure de sécurité** : les chaussures de sécurité seront obligatoires pendant le travail.

## 6.2.9 Conditions de recrutement du personnel local

Il sera recommandé de recruter la majeure partie des ouvriers non qualifiés dans la zone des travaux pour donner des emplois aux jeunes et améliorer les conditions de vie des populations. Le recrutement des travailleurs devrait associer les autorités villageoises. Les jeunes doivent être sensibilisés sur le fait que

l'emploi est temporaire et la rémunération devra leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie en investissant, par exemple, dans l'exploitation agricole pour pérenniser leur revenu dans la période post-projet.

## **6.3 Mesures pendant la phase de préparation des sites**

---

### **6.3.1 Mesures d'atténuation pour le milieu biophysique**

#### **6.3.1.1 Mesures relatives à la préservation du paysage**

Pour minimiser les impacts négatifs des activités sur la vue paysagère pendant la phase d'installation et de préparation, les gravats et immondices (souches d'arbres, etc.) générés par ces activités devront être regroupés, selon leur catégorie, sur des sites de dépôts prévus à cet effet. Ces déchets mis en dépôts temporairement, devront être évacués et mis en décharge au cas où ils ne seraient pas utilisés soit pour remblayer les emprises des canalisations et ouvertures faites sur des voies bitumées ou non.

#### **6.3.1.2 Mesures relatives à la protection du Sol**

Afin de réduire les risques de pollution des sols pendant la phase de préparation du sous-projet, l'entrepreneur doit veiller au bon état de maintenance des engins et véhicules utilisés. En cas de déversements accidentels d'huiles ou d'hydrocarbures, le cas échéant, le sol devra être excavé et mis dans des sacs ou des bacs à ordures avant d'être évacué à la décharge. En outre, les d'huiles de vidange usagées ou tout autre déchet d'hydrocarbures doivent être stockés dans des fûts étanches et acheminés vers les structures spécialisées pour leur traitement. Pour préserver le sol de l'érosion, il faudra limiter les travaux de débroussaillage, dessouchage, et nivèlement aux emprises.

#### **6.3.1.3 Mesures relatives aux nuisances sonores**

Les mesures visant à réduire les impacts sonores du sous-projet en phase de préparation et d'installation consisteront en une programmation des travaux qui devraient commencer après 7 h le matin et cesser avant 18 h le soir. Pour la protection du personnel des chantiers, le port des EPI et surtout des bouchons de protection antibruit est recommandé pendant l'exécution des travaux sources de nuisances sonores.

#### **6.3.1.4 Mesures relatives à l'altération de la qualité de l'air**

Les mesures qui devront être prises pour réduire l'impact du sous-projet sur la qualité de l'air en phase de préparation et d'installation comprendront :

- l'arrosage périodique des plateformes des travaux ;
- la mise en place d'une bâche de protection sur les camions transportant les matériaux.

En effet, l'entrepreneur fera en sorte que la régularité de l'arrosage des plateformes soit respectée dans la mesure où cela constituera le moyen le plus efficace de réduction de la quantité de poussières émises dans l'atmosphère.

L'entretien périodique des engins et des véhicules doit être de qualité et respecter les normes en la matière afin de réduire l'émission de polluants dans l'atmosphère. Il faudrait par ailleurs respecter les règles de limitation de vitesse des véhicules et engins lourds sur le chantier.

#### **6.3.1.5 Mesures relatives à la pollution des eaux de surface**

Pour prévenir la pollution des cours d'eau et des marigots par les déchets solides et liquides provenant des chantiers, on imposera dans le cahier de charges la propreté des lieux (collecte et élimination des déchets solides et liquides). Aucun autre site de travaux ne sera autorisé à proximité des cours d'eau.

## **6.3.2 Mesures pour le milieu humain**

### **6.3.2.1 Mesures relatives à la perturbation de la circulation et des activités commerciales**

Afin de prévenir la perturbation de la circulation et des activités économiques, l'entreprise des travaux devra prendre les dispositions suivantes :

- mettre en place une signalisation routière réglementaire permanente aux abords de la zone des travaux ;
- éviter d'obstruer les accès publics ;
- maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux ;
- faire des déviations provisoires permettant une circulation sans danger ;
- baliser les fouilles à l'aide de grillage de balisage chantier de couleur orange.

### **6.3.2.2 Mesures relatives à la santé et sécurité du personnel de chantier et des populations**

Pour réduire les risques d'accident, d'affections auditives et olfactives liées à l'émission des bruits et particules diverses, les principales mesures à adopter se résument en ces points :

- sensibiliser et informer les usagers sur les risques d'accident liés à la circulation des engins ;
- sensibiliser le personnel sur le port impératif des EPI dans l'intervalle de l'ouverture et la fermeture du chantier ;
- prévoir des panneaux de signalisation aux entrées et sorties des bases chantier ;
- baliser les sites de travaux pour réduire le risque de chute de personne, notamment des enfants dans les tranchées ;
- exiger la limitation de vitesse aux personnels des chantiers de construction à 30 km/h ;
- éviter d'établir les chantiers à proximité d'établissements recevant du public tel que les hôpitaux, écoles, lieux de culte, etc. ;
- signaler les chantiers de manière à les rendre visibles de jour comme de nuit, particulièrement dans les sections habitées ;
- disposer des panneaux d'avertissement à une distance suffisante pour permettre aux automobilistes de ralentir avant de longer les chantiers ;
- installer les chantiers sur des sites autorisés par la Mairie et la Mission de Contrôle, présentant des garanties en matière de protection de l'environnement et de sécurité des travailleurs et des riverains ;
- réguler la circulation au besoin par un agent du chantier pour éviter tout risque d'accident et les engorgements routiers.
- Pour réduire les risques de propagation des Infections Sexuellement Transmissibles (IST), du VIH-SIDA et le risque de contamination et de propagation du coronavirus, les entreprises recruteront des structures agréées par l'État de Côte d'Ivoire (structures publiques et privées, ONG, etc.), pour la sensibilisation des populations riveraines et les personnels de chantiers, à travers l'organisation de causeries publiques et de projections de films dans les localités et les quartiers riverains. Pour ce faire, une campagne sera organisée en début des travaux

### 6.3.2.3 Gestion de la vie sociale

Les entreprises des travaux devront élaborer et divulguer un code de bonne conduite auprès des travailleurs. Chaque travailleur devra signer un exemplaire de ce code après être informé et sensibilisé sur le contenu de ce code, notamment les droits, obligations, interdits et sanctions qui régissent sa présence sur le chantier.

### 6.3.2.4 Mesures relatives aux conflits liés à au foncier

Pour éviter les conflits liés à l'acquisition de site (installation de la base de l'entreprise, zone de dépôt), l'entreprise devra obtenir un accord préalable avec les propriétaires terriens ou ayant-droit avant toute exploitation de sites.

### 6.3.2.5 Sur la destruction de cultures, de bâtis et expropriation de lots

L'indemnisation pour destruction de cultures, de bâtis et expropriation de lots permet au promoteur d'aliéner les espaces occupés par la ligne comme mesure de compensation. Les dispositions réglementaires en la matière, notamment le décret du 25 novembre 1930 précisant l'ensemble de la procédure applicable à l'expropriation pour cause d'utilité publique, le décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures, complété par **l'arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage**, seront appliquées.

L'opération d'indemnisation, comme mesure de compensation des cultures, des bâtis détruits et des lots occupés contribuera, à une réparation du préjudice subi par les populations. Toutes les procédures d'indemnisation et les détails de coûts de compensation sont prévus dans le Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

### 6.3.2.6 Sur une découverte fortuite de sites archéologiques

En effet, le projet nécessitant des fouilles, des cas de découverte fortuite de biens ou de vestiges archéologiques pourraient se produire. Le cas échéant, la procédure applicable est la suivante : (i) suspension des travaux par l'entreprise qui doit immédiatement signaler la découverte à l'ingénieur conseil résident ; (ii) délimitation du site de la découverte avec l'approbation de l'ingénieur conseil résident , après la suspension des travaux; (iii) établissement d'un rapport de découverte fortuite fournissant à minima les informations suivantes : date, emplacement, description, mesure de protection ; (iv) déplacement au cas où le bien culturel physique peut être transporté ailleurs avant de poursuivre les travaux, (par exemple si l'objet découvert est une pièce de monnaie).

Le rapport de découverte fortuite doit être présenté à l'ingénieur résident et aux autres parties désignées d'un commun accord avec les services culturels, et conformément à la législation nationale. L'ingénieur résident, ou toute autre partie désignée d'un commun accord, doivent informer les services régionaux/départementaux du Ministère en charge de la Culture qui prendra les mesures idoines.

### **6.3.2.7 Mesures de protection des lieux sacrés**

Les cimetières et lieux de culte ainsi doivent être absolument préservés lors des travaux pour éviter tout risque de conflits avec la chefferie locale.

Mais, si d'aventure il n'est pas possible pour l'entreprise des travaux d'éviter ces sites sacrés, les dispositions suivantes doivent être prises :

- informer les populations concernées avant le démarrage des travaux de chantier ;
- Entreprendre des négociations auprès des chefs de terres pour les procédures de cérémonies de libations ;
- Exécuter les rituels formulés par les chefs de terres des populations concernées.

Au cas où les travaux de construction devraient nécessiter un déplacement des tombes, les dispositions ci-après doivent être prises :

- Informer les services compétents du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Préfet de Région / Préfet de Département /) et les Pompes funèbres ;
- Procéder au déplacement des tombes en associant les Ministères et les structures ci-dessus mentionnés ;
- Entreprendre des négociations auprès des chefs de terres concernées pour les rituels et procédures à effectuer pour le déplacement des tombes.

## 6.4 Mesures pendant la phase des travaux

---

### 6.4.1 Mesures relatives au milieu physique

#### 6.4.1.1 Mesures pour la protection de la qualité de l'air

Pendant la phase de construction, surtout lors des travaux mécanisés, pour atténuer les effets de l'envol des poussières et de la fumée émanant des chantiers sur la qualité de l'air, les mesures suivantes sont proposées :

- arrosage périodique, tant que faire se peut, des plateformes des terrassements pour atténuer l'impact sur la qualité de l'air ;
- mise en place d'une bâche de protection sur les camions transportant des matériaux et réglage de la teneur en eau des graveleux fournis sur le chantier avant leur déchargement ;
- la limitation de vitesse sur les sites des chantiers et des carrières et agglomérations et villes à 30 km/h ;
- le contrôle et la visite techniques des véhicules à moteur.

Bien que constituant le moyen le plus efficace de réduction de la quantité de poussières émises dans l'atmosphère, l'arrosage des plateformes ne sera que très peu utilisé compte tenu de la rareté des ressources en eau dans la zone du projet, particulièrement en saison sèche où les cours d'eau tarissent totalement.

#### 6.4.1.2 Mesures relatives aux nuisances sonores

Les nuisances sonores du chantier dépendront des techniques de construction et l'environnement de la zone des travaux. De même l'importance de l'impact des nuisances sur les personnes affectées dépend de la proximité avec la source d'émission, du temps d'exposition et de la période.

Pour le présent projet, les principales sources de nuisances sonores ou acoustiques sont les bruits des moteurs diésels des engins, les opérations de déchargement et de chargement des matériaux, etc. Les personnes qui seront exposées aux nuisances sont les riverains et le personnel du chantier. Dans cette situation, les mesures d'atténuation prévues tiennent compte de chaque catégorie de personnes affectées.

Les dispositions seront prises pour cesser les travaux dès 18 heures dans les agglomérations, afin d'atténuer l'impact du bruit. On devra également prendre des dispositions et d'autres mesures de sécurité en matière de vibration des terres lors des opérations de compactage par des engins vibrants, de sorte à éviter de porter atteintes aux constructions et autres installations situées dans la zone d'influence directe du projet la zone du projet.

L'usage des engins compacteurs devra être évité à proximité des cimetières identifiés le long de la route.

**Les bruits et les sons provoquant une sensation indésirable sont règlementés et consignés dans l'arrêté n°01164/MINEEF/CIAPOL/SDIIC de 04 novembre 2008 portant Règlementation des Rejets et Émissions des Installations classées pour la Protection de l'Environnement.** Les bruits sont caractérisés par des grandeurs physiques mesurables et des grandeurs dites physiologiques correspondant à la sensation auditive :

- grandeurs physiques : pression, fréquence et spectre ;
- grandeurs physiologiques : niveau sonore plus ou moins fort ; hauteur (aigu, médium, grave).

Le fonctionnement de certains matériels (marteau piqueur, etc.) génère des bruits qui sont susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Pour atténuer



ces nuisances, les dispositions suivantes seront prises :

- port des EPI (Casques antibruits, bouchons à oreilles ...) pendant les heures de travail ;
- limitation des heures d'exposition des travailleurs ;
- utilisation des engins lourds et légers dont les émissions sonores respectent les textes réglementaires (**Arrêté n°01164/MINEEF/CIAPOL/SDIIC de 04 novembre 2008 portant Règlementation des Rejets et Émissions des Installations classées pour la Protection de l'Environnement**) ;
- strict respect des horaires de travail (7h00 à 18h00).

Les valeurs des niveaux d'émission admissible en limites de propriété de l'établissement fixées par l'arrêté d'autorisation, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne) sont indiquées dans le tableau suivant :

Tableau 20: Niveaux d'émission admissible en décibel (dB (A))

Zones	Moment ou Période de la journée (en décibel)		
	Jour	Période intermédiaire	Nuit
Zone d'hôpitaux, zone de repos, aires de protection d'espaces naturels	40	35	30
Zone résidentielle ou rurale, avec faible circulation de trafic terrestre, fluvial ou aérien	45	40	35
Zone résidentielle urbaine	50	45	40
Zone résidentielle urbaine, avec quelques ateliers ou centres d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre, fluvial ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales	60	55	45
Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles	70	65	50
Zone à prédominance industrielle	75	70	60

Source : arrêté n°01164/MINEEF/CIAPOL/SDIIC de 04 novembre 2008 portant Règlementation des Rejets et Émissions des Installations classées pour la Protection de l'Environnement

#### 6.4.1.3 Mesures pour la protection des ressources en eaux

À l'installation de chantier par l'entreprise, les opérations de vidange d'engins menées en dehors des aires bétonnées de l'atelier de l'entreprise devront se faire in situ en utilisant des fûts posés sur une bâche pour collecter les huiles usagées.

Pendant travaux les risques de pollution des eaux par les hydrocarbures ou autres déchets solides et liquides ne sont pas négligeables. L'utilisation et la maintenance des engins, la consommation d'hydrocarbures durant les travaux feront peser un risque de pollution accidentelle sur les cours d'eau et les bas-fonds situés dans la zone d'influence du projet.

C'est pourquoi, le site d'installation de la base vie de l'entreprise devra être choisi loin des cours d'eau et des bas-fonds surtout des barrages et des forages d'alimentation en eau potable des quartiers ou des champs cantant.

Pour minimiser la pollution des fleuves situés sur les itinéraires des travaux, les mesures suivantes sont préconisées :

- gérer de manière écologique les déchets de chantier (surtout les déchets dangereux comme les batteries, les filtres à huile...) ;
- aménager et stabiliser les aires de vidange afin de les imperméabiliser ;
- recueillir les huiles usées dans des contenants étanches en vue de leur recyclage

- ou réutilisation ;
- aménager les bassins de rétention pour le stockage des hydrocarbures, conformément aux normes en la matière ;
- éviter d'aménager les sites d'installation de la base de chantier (dépôt de carburant, aire de stationnement et de lavage des engins, atelier mécanique) près du cours d'eau ;
- éviter de stocker les tas de terre en bordure du fleuve ;
- éviter de déverser les masses de terres dans le fleuve.

#### **6.4.1.4 Protection des sols**

**Les sites d'emprunt identifiés aux fins des travaux feront l'objet d'une étude environnementale préalable**, conformément à la Loi n° 2014-138 du 24 mars 2014, portant code minier. Cette étude définira les dispositions de remise en état des sites. En tout état de cause, l'entreprise assurera, à ses frais, le nettoyage et la remise en état des zones d'emprunt par la réalisation des activités suivantes :

- le nivellement maximal du terrain avec adoucissement des pentes ;
- le comblement des principales excavations avec du matériau disponible ;
- l'aménagement des excavations ;
- la végétalisation des zones à fortes pentes ;
- la réalisation de plantings d'arbres dans les zones où l'espace est disponible ;
- etc.

Pour minimiser la dégradation du sol lors des travaux, les mesures relatives à la protection des sols contre les rejets anarchiques de produits pétroliers et autres polluants sont celles énumérées pour la protection des ressources en eaux.

À ceux-là s'ajoutent les mesures suivantes :

- limiter le décapage du sol au minimum requis de sorte que le sol dénudé ne soit profondément soumis aux effets de l'érosion différentielle ;
- tenir compte des caractéristiques naturelles du site, notamment en ce qui concerne le drainage des eaux pluviales lors de son aménagement.
- Renforcer la stabilité des terres contre les érosions par le dallage et/ou la végétalisation des zones fragiles.

#### **6.4.1.5 Mesures pour la gestion des déchets du chantier**

Les activités des différentes des travaux généreront des déchets. Un déchet est « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien, meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon ». Le détenteur de déchets est tenu d'en assurer l'élimination dans les conditions non préjudiciables à l'environnement (Code l'environnement). Ces déchets devront faire l'objet d'une bonne gestion afin de réduire significativement leurs impacts sur l'environnement.

##### **6.4.1.5.1 Identification des déchets**

Les types de déchets susceptibles d'être produits au cours des travaux sont les biodéchets et les déchets industriels :

Les biodéchets proviennent principalement des ménages, végétaux, et des petits commerces dans et aux alentours immédiats du site du projet. Ils se composent pour la majeure partie d'emballages, de papier et de déchets organiques.

Les déchets industriels proviennent principalement des activités de constructions des différentes phases du projet, relatives à la préparation des sites et la construction de la route. Ces déchets industriels sont composés d'une multitude de types de déchets différents :

Déchets solides :

- absorbants usés ;
- filtres à huile usés ;
- résidus de luminaires : tubes à arc (lampes au mercure, au sodium et aux halogénures métalliques), condensateurs avec ou sans BPC, débris de métal et de verre ;
- résidus de décapage des structures métalliques ;
- résidus de décapage généré par l'entretien de la machinerie ;
- batteries d'accumulateurs usées ;
- rebuts de bois traités ;
- pneus usés ;
- débris métalliques ;
- résidus apparentés aux déchets domestiques dangereux ;
- chiffons souillés ;
- plastiques usés ;
- cartouches toxiques ;
- résidus de câbles électriques ;
- terre polluée ;
- gravas de béton ;
- enrobé bitumineux ;
- Etc.

Déchets liquides :

- barils de différents formats ayant contenu et contenant encore des résidus des produits suivants : émulsion de bitume SS1 et RS1, bitumes liquides RC30et RM20, peintures à signalisation et autres types, solvants et essence minérale, antigels, détergents et dégraisseurs, produits pétroliers usés (essence, diésel, huiles, etc.) ;
- huiles usagées ;
- 
- Etc.

#### 6.4.1.5.2 Caractérisation des déchets produits

Les déchets issus des travaux routiers sont classés en deux principales catégories. Ce sont les déchets non dangereux et les déchets dangereux. Le tableau 22 présente une classification sommaire de ces déchets.

Tableau 21: Classification sommaire des déchets générés lors de la construction de la route

Déchets non dangereux	Déchets dangereux
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Excédent des matériaux de déblayage et remblayage ;</li> <li>- Déchets de démolition (bois non traité, déchets métalliques, matériaux d'excavation non contaminés, béton de ciment, béton bitumineux) ;</li> <li>- Déchets divers (carton, plastique, métal, verre, etc.)</li> <li>- Déchets ménagers générés par le personnel ;</li> <li>- Déchets végétaux ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Produits pétroliers usés ;</li> <li>- Produits entretien machines ;</li> <li>- Bitume, produits chimiques ;</li> <li>- Peintures, solvants et contenants vides ;</li> <li>- Bois traité</li> <li>- Résidus de balayage ;</li> <li>- Déchets électriques ;</li> <li>- Autres déchets dangereux</li> </ul>

- Débris et autres matériaux non dangereux.	
---	--

#### 6.4.1.5.3 Méthode de gestion des déchets

Les **déchets solides** seront triés, séparément, et collectés, dans des coffres à ordures réservés à cet effet sur le site la base vie et le site des travaux. Ces déchets devront ensuite être collectés au niveau de la plateforme déchets et enlevés par une structure sous-traitante en charge de la gestion des déchets sur le site, liée à l'entreprise en charge des travaux par contrat. Cette structure sous-traitante devra être agréée par les autorités locales.

Les **substances chimiques liquides** seront collectées et stockées dans des fûts sur rétention et cédées à des sous-traitants agréés par le CIAPOL liés à l'entreprise en charge des travaux par contrat.

Pour la gestion des déchets sur les différents sites pendant les phases de préparation et de construction, il convient que l'entreprise en charge des travaux entreprenne les actions suivantes :

- élaborer un registre de gestion des déchets ;
- séparer les déchets dangereux aux autres déchets ;
  - déterminer les modes de gestions et d'élimination des déchets, les choix des filières d'élimination vers lesquelles seront acheminées les différentes catégories de déchets, les dispositions prises pour optimiser le tri des déchets, les moyens de contrôle, de traçabilité et de suivi acheminés des différentes catégories de déchets ;
  - organiser une aire centrale de stockage comprenant des bennes répertoriées par classe de déchets. À cet effet, la position des différentes bennes à déchets devra être indiquée. Les installations de stockage permettront au moins 4 niveaux de tri (DI : Les Déchets Inertes, DND : Déchets Non Dangereux ; DD : DÉCHETS DANGEREUX). Trier les déchets à la source, afin d'éviter de les mélanger et de les souiller.
  - Établir une signalétique complète permettant de bien identifier les différents containers sur le chantier. La signalisation et l'identification des bennes et points de stockage devront être faites.
- Identifier les déchets et évaluer les quantités que le chantier va produire.
  - Rechercher la meilleure destination par type de déchets (Exemples : Réemploi des matériaux utilisables, Valorisation matière des bétons, Collectes spécialisées pour les déchets de peintures, métaux, plastique, papier/carton ; Incinération des déchets combustibles dans un centre spécialisé) ;
  - prévoir les traitements spéciaux (Exemples : traitement des bois infestés ; analyse des déchets suspects ; démantèlement des déchets complexes) ;
  - faire le suivi des déchets (élaborer un bordereau de suivi des déchets permettant d'assurer la traçabilité du déchet et la preuve d'évacuation.

#### 6.4.1.5.4 Sensibilisation du personnel de chantier

Les premiers acteurs de la gestion des déchets sont le personnel du chantier. Des séances de sensibilisation et de formation sur la gestion des déchets sont donc nécessaires à leur niveau.

Les sensibilisations peuvent être faites sous forme de réunion ou directement sur chantier au cours des quarts d'heure HSE. Ces actions doivent se faire pendant toute la période du chantier.

## **6.4.2 Mesures relatives au milieu biologique**

### **6.4.2.1 Mesures pour la protection de la végétation**

Les mesures relatives au milieu biologique vont se limiter essentiellement à celles relatives à l'installation de la basse vie de l'entreprise ; à l'ouverture des zones de dépôt et zones d'emprunt et au dégagement de l'emprise de la route encombrée par la végétation. La destruction de la végétation par les travaux en zone rurale, notamment au niveau des zones d'emprunt et aires de repos ne sera pas évitables seulement les mesures suivantes sont recommandées :

- mettre les arbres abattus à la disposition des populations rurales pour leur approvisionnement en bois de chauffe ;
- sélectionner au préalable les arbres à abattre, en fonction de leur importance sociale, économique et culturelle pour la région.
- Proscrire, chez les ouvriers du chantier, la mise à feu de la végétation, car ce genre d'action a un impact défavorable sur la reconstitution ou la préservation des écosystèmes naturels ;
- préserver les ilots de forêt dense ou secondaires, même de petite taille.

En remplacement des arbres qui seront abattus pendant les travaux, le consultant suggère la plantation d'arbres d'ornement et d'utiliser les essences nobles pour des œuvres caritatives telles que la construction et de tables et banc d'écoles, de lit d'hôpitaux, etc.

Les mesures énumérées ci-dessus devront également être prises en compte au moment de l'exploitation et de la réhabilitation des zones d'emprunt et de dépôt.

### **6.4.2.2 Mesures de protection de la faune**

Pour la protection de la faune sauvage, la chasse sera interdite au personnel de l'entreprise. De même le personnel de l'entreprise devra être sensibilisé sur la protection des espèces animales et il leur sera interdit d'acheter celles menacées de disparition.

## **6.4.3 Mesures relatives au milieu humain**

### **6.4.3.1 Campagne de sensibilisation sur les MST/ VIH-SIDA, la COVID-19 et la sécurité dans la zone du projet**

Dans le cadre de l'appui à la prévention des IST et VIH/SIDA, et des maladies infectieuses notamment le Coronavirus, il sera organisé pendant les travaux des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation auprès des populations locales que le personnel de l'entreprise, maitre d'ouvrage délégué et Maitre d'œuvre délégué.

#### **6.4.3.1.1 Sensibilisation sur les MST et VIH/SIDA**

De manière spécifique, elles consisteront à :

- informer les populations riveraines et le personnel du chantier (Entreprise, mission de contrôle et sous-traitants) sur les comportements à adopter face aux IST-VIH/SIDA ;
- produire et distribuer des prospectus d'information avec images ;
  - acquérir et mettre à disposition des populations cibles (populations riveraines et travailleurs du chantier), des préservatifs (pour hommes et pour femmes) ainsi que des

gadgets.

#### **6.4.3.1.2 Sensibilisation et d'information sur la COVID-19**

La sensibilisation sur la COVID-19 consistera à :

- informer le personnel sur certaines pratiques à observer à savoir : (i) maintenir une distance physique : « une distance de sécurité d'un mètre entre soi et une personne qui tousse où qui éternue » (ii) éviter de se serrer la main ou de se faire la bise pour se saluer (iii) éviter de se toucher la bouche, le nez et les yeux en période d'épidémie ;
- sensibiliser le personnel à pratiquer une bonne hygiène respiratoire : tousser et éternuer dans le pli de son coude ou dans un mouchoir qui sera immédiatement jeté dans une poubelle/bac à ordures ;
- installer des systèmes de lavage main et sensibiliser le personnel à observer des mesures d'hygiène (se laver les mains fréquemment et correctement avec du savon et de l'eau) ;
- distribuer du gel hydro alcoolique au personnel et les sensibiliser à l'appliquer dans la mesure où il n'est pas possible de trouver un point d'eau et du savon ;
- distribuer des masques et des gants au personnel et sensibiliser la population riveraine à se le procurer pour se protéger.

#### **6.4.3.1.3 Sensibilisation sur la sécurité**

La sensibilisation sur la sécurité consistera à :

- informer les populations sur les risques liés à la présence du chantier ;
- sensibiliser les populations au respect de la signalisation ;
- informer sur les aménagements provisoires pour assurer les déviations de trafic ;
  - communiquer sur les comportements préventifs appropriés, à adopter dans la zone des travaux.

#### **6.4.3.2 Mesures de sécurité et de circulation routière**

Les principales mesures et recommandations relatives à la circulation et à la sécurité routière consisteront à obliger l'Entreprise à :

- informer le personnel sur le calendrier de travail;
  - sensibiliser et informer les riverains et les usagers sur les risques d'accident liés à la circulation des engins et au transport des matériaux;
  - prévoir et poser les panneaux de signalisation des travaux et de limitation de vitesse à l'approche des sorties d'écoles, des lieux de culte, du marché et des centres de santé riverains;
  - limiter les vitesses de 30 à 40km/h lors de la traversée des agglomérations et à proximité des ponts et des écoles, avec une signalisation adéquate et par la construction de dos-d'âne à l'entrée et à la sortie des villages ainsi qu'à proximité des ponts et des écoles ;
  - renforcer les mesures de sécurité par les marquages au sol (signalisation horizontale) ainsi que des ralentisseurs aux endroits très fréquentés (école, marché et lieux de culte et aux entrées et sorties des villages);
  - effectuer les travaux sur les voies par demi-chaussée ou identifier des voies de déviation;
  - proposer des voies alternatives ( d'accès / déviation) pour les véhicules principalement celles des riverains afin de minimiser les perturbations que les travaux

pourraient avoir sur le transport des personnes et des marchandises.

- Contrôler la façon de conduire des chauffeurs de camions de transport et des conducteurs d'engins, à l'aide de système de mesure embarqué dans les véhicules.

La sécurité des personnels de chantiers doit intégrer la préoccupation des entreprises chargées des travaux.

À cet effet, les mesures suivantes sont préconisées :

- équiper les chantiers d'un dispositif médical pour les premiers soins et l'évacuation des malades et/ou des blessés graves vers les hôpitaux les plus proches. En fonction de la durée des travaux, l'entrepreneur doit prévoir une infirmerie (personnel, kit de premiers soins) ;
- faire bénéficier les personnels d'une prise en charge médicale ;
  - doter chaque employé d'Équipements de Protection Individuelle (EPI) de chantier (chaussures, casques, gants, casques anti-bruits, bouchons à oreilles, etc.), pour tout type de travaux à effectuer et exiger son port ;
  - recruter un personnel qualifié ou former le personnel à la manipulation des différents engins ;
  - régler la circulation des personnes et des véhicules sur les chantiers ;
  - interdire d'effectuer sur le chantier toute intervention ou tout réglage sur les mécanismes et appareils pendant la marche des engins et des véhicules, susceptibles d'exposer les utilisateurs à des risques d'incidents ou d'accidents ;
  - interdire les mouvements des personnels du chantier sous des charges suspendues ou de faire passer des charges au-dessus des personnels afin de prévenir des accidents malgré les indications de poids maximum marquées sur les appareils de levage et de manutention ;
  - enfermer tous les liquides inflammables ainsi que les chiffons imprégnés de ces liquides ou de substances grasses dans des récipients métalliques, étanches et clos ;
  - disposer d'extincteurs portatifs en nombre suffisant, aisément accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement ;
  - mettre une affiche indiquant le type de matériel d'extinction et de sauvetage existant dans le local ou aux abords, ainsi que les manœuvres à exécuter en cas d'incendie ou d'accident, les noms des personnes désignées pour y prendre part, ainsi que les numéros d'appel d'urgence des unités de secours ou des organismes chargés de la lutte contre les incendies (Pompiers) ;
- limiter les heures d'exposition des travailleurs aux nuisances.

#### **6.4.3.3 Mesure relative au foncier**

Pour l'occupation de toute terre, des négociations sur le foncier devront être initiées avec le concours des autorités coutumières et administratives locales auprès des chefs de terre ou des détenteurs de terre. Cette approche doit être appliquée pour l'exploitation des zones d'emprunt, des zones de dépôt et des carrières afin de minimiser les risques de conflit et de contestation.

#### **6.4.3.4 Mesures relatives aux patrimoines socioculturels**

À la traversée des localités du projet, il existe des sites culturels situés sur la route. Au vu de leur valeur sociale, culturelle, et historique ces sites seront préservés pendant les travaux.

#### **6.4.3.5 Mesures relatives à la destruction de cultures agricoles**

Pour la destruction de cultures agricoles, il est recommandé de procéder au recensement des propriétaires de cultures détruites et de les indemniser conformément au barème. Les propriétaires devront être compensés, conformément à ***l'Arrêté interministériel***

***n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPTEMBRE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.*** L'évaluation de l'indemnité sera faite ou validée par les services du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Néanmoins une estimation en fonction des informations recueillis lors des enquêtes de terrain a permis de proposer un coût d'indemnisation.

#### **6.4.3.6 Mesures relatives à la perte de propriétés de bâtis**

La perte de bâtis est dû aux fissures et des d'habitations situées dans l'emprise. Le consultant propose une indemnisation aux propriétaires de ces bâtis. Un Plan d'Action d'Indemnisation (PAI) est annexé à ce rapport.

#### **6.4.3.7 Mesures relatives à la perte de revenu**

Durant les travaux, ces activités connaîtront une suspension temporaire. Les tenants d'activités concernés devront être dédommagés pour les préjudices subis sur la base du bénéfice mensuels. Un Plan d'Action d'Indemnisation (PAI) est annexé au rapport.

Une mesure d'accompagnement sera aussi proposé afin de construire un hangar pour ces commerçantes.

#### **6.4.3.8 Mesures relatives au déplacement de réseaux existants**

Pour réduire les perturbations sur la distribution de l'électricité et de l'eau potable, le déplacement des réseaux devra être entrepris préalablement au démarrage des travaux routiers pour éviter la survenue de perturbations dans la distribution. Les populations locales seront informées à cet effet des jours avant à travers les canaux locaux de communication.

#### **6.4.3.9 Mesures d'atténuation aux risques d'augmentation des infections pulmonaires**

Outre les mesures d'atténuation à la pollution de l'air et l'utilisation des EPI, les mesures d'atténuation à mettre en œuvre pour limiter les risques d'augmentation des infections pulmonaires consisteront également à :

- mettre en place une infirmerie ou équiper celles qui existent pour les premiers soins des ouvriers ;
- développer les équipements des centres de soin existants le long de la route à aménager.

#### **6.4.3.10 Mesures d'atténuation des risques de frictions sociales**

Les mesures d'atténuation à mettre en œuvre la phase préparatoire et de construction, outre la création par les Autorités administratives locales d'une plateforme de concertation pour la résolution des problèmes, il convient de privilégier les locaux lors des recrutements, en particulier sur les emplois non qualifiés.

#### **6.4.3.11 Mesures d'atténuation relative au maintien de la circulation**

Les travaux se réalisant en majorité sur les tracés existants, les mesures préconisées pour permettre le maintien de la circulation des personnes et des biens sont les suivantes :

- zones de conservation du tracé existant : réaliser les travaux par section et en demi-chaussée ou aménager des couloirs de déviation du trafic, gérer la circulation avec des agents de régulation;
- zones de rectification du tracé existant : utiliser le tracé existant pour le maintien



du trafic et signer au mieux les travaux avec des panneaux ;

- à la traversée des localités : prévoir des couloirs de passage pour permettre les traversées de route.

## **6.5 Mesures relatives à la phase d'exploitation**

---

### **6.5.1 Mesures relatives au milieu physique**

#### **6.5.1.1 Réduction des émissions et de l'état acoustique**

L'augmentation du trafic sur les voies aménagées sera certainement accompagnée d'augmentation d'émissions de gaz polluants (COx, NOx, SOx, COV, H2S, etc.) et de la modification de l'état acoustique. En vue de réduire ces désagréments, l'OSER doit intensifier les campagnes de sensibilisation à l'endroit des usagers afin que ceux-ci entretiennent régulièrement leurs véhicules.

#### **6.5.1.2 Protection du sol**

La pollution du sol est essentiellement liée aux suintements de véhicules et l'abandon de déchets liquides et solides (hydrocarbures, filtres usés, pneus usés, etc.). Il est recommandé d'effectuer les contrôles techniques des véhicules et de sensibiliser les usagers au respect de l'environnement.

#### **6.5.1.3 Base du chantier**

À la fin du chantier, tous les sites ayant servi de base vie devront être réhabilités au profit de la localité.

#### **6.5.1.4 Réhabilitation des sites d'emprunt et de dépôt**

Les sites d'emprunt et de dépôt devront faire l'objet d'une réhabilitation effective avant la fermeture du chantier. Cela permettra leur remise en culture ou leur reconquête par la végétation naturelle, dans un délai assez court.

La réhabilitation des zones d'emprunt de graveleux ou de sable et de dépôt portera sur l'ensemble de la superficie mise en exploitation ou ouvertes dans le cadre de ce projet.

Afin d'éviter d'exposer les zones de dépôt à l'érosion par ravinement, il est aussi recommandé que ces sites soient engazonnés.

### **6.5.2 Mesures relatives au milieu humain**

#### **6.5.2.1 Sécurité des usagers et des riverains**

En phase d'exploitation, les Autorités municipales en collaboration avec l'OSER doivent intensifier les campagnes de sécurité routière et les campagnes de sensibilisation :

- des usagers sur le respect des règles du Code de la route ;
- des populations sur la non-occupation et utilisations de l'emprise des voies.

Les risques d'accident, l'augmentation du bruit, l'émission de gaz polluants, essentiellement dus à l'accroissement du trafic et l'obstruction des ouvrages de drainage sont autant de facteurs pour lesquels les mesures suivantes sont prescrites :

##### ***Réduction du bruit et de la pollution de l'air***

- imposer la limitation de la vitesse dans les quartiers traversés (30 à 40 km/h) ;
- inciter les usagers à effectuer périodiquement les contrôles techniques des véhicules.

##### ***Lutte contre l'obstruction des ouvrages de drainage***

- balayer et désensabler régulièrement les voies ;
- curer les caniveaux ;
- mettre en place un système de collecte et de nettoyage des déchets sur les voies pour éviter

que celles-ci soient transformées en dépotoir ;

- sensibiliser les riverains à ne pas déverser les eaux usées sur les voies.

#### **Sécurité routière**

- intensifier les campagnes de sécurité routière;
- sensibiliser les populations sur la traversée des voies ;
- mener une campagne de sensibilisation des populations contre l'usage des trottoirs comme espace de vente ;
- renforcer les mesures de sécurité par les marquages au sol (signalisation horizontale) ainsi que des ralentisseurs ou bandes rugueuses à l'approche des endroits très fréquentés notamment les écoles, marchés, entrée d'établissement sanitaire et lieux de culte, accès et sorties de stations-service, etc.).

### **6.5.2.2 Dispositions pendant l'entretien de la voirie**

Il s'agit des mesures à prendre pour sécuriser et entretenir les ouvrages réalisés afin de garantir un bon niveau de fonctionnement. Le système de collecte des ordures ménagères dans ces quartiers devra être renforcé et les populations riveraines devront être sensibilisées afin qu'elles ne créent pas des dépotoirs sauvages le long des voies.

Pour les travaux d'entretien et de réhabilitation, les conditions de circulation et de travail des engins devront respecter les mêmes principes de sécurité, de maintien des accès aux habitations.

### **6.5.2.3 Mesures pour les établissements scolaires**

Pour assurer la protection des enfants, il est fortement recommandé de clôturer l'enceinte des établissements scolaires qui jonchent l'axe routier Yabayo-Buyo. Ci-dessous sont recensées les différentes écoles primaires présents dans les localités traversées par le tronçon à bitumer.

Tableau 22 : Liste des établissements scolaires recensés dans les localités traversées par le tronçon

DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Etablissements scolaires dans la localité	Coordonnées GPS_169
BUYO	BUYO	BUYO	Collège	6.2499983 -6.9939183
BUYO	BUYO	GBILY	Groupe scolaire KORE ZOZOU PAUL	6.2320567 -6.967395
BUYO	DAPEOUA	AUSERIEUX	EPP AUSERIEUX	6.1068244 -6.7708369
BUYO	DAPEOUA	BELLE VILLE	GROUPE SCOLAIRE BELLEVILLE	6.1694306 -6.8752678
BUYO	DAPEOUA	DAPEOUA	COLLÈGE PRIVE GNAMIEN MOAYE DE DAPEOUA	6.1594273 -6.8713077
BUYO	DAPEOUA	DAPEOUA	COLLÈGE PRIVE EL BETHEL	6.143627 -6.8557538
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	GROUPE SCOLAIRE GRIBOUO	6.192596 -6.9126262
BUYO	DAPEOUA	LOGBOVILLE	EPP LOBOVILLE A	6.1332127 -6.8270973
SOUBRE	GRAND-ZATTRY	PETIGOA 2	EPP PETIGOA 2	6.1068851 -6.7708714
SOUBRE	SOUBRE	KONEDOUGOU	ANÇAR DINE	6.0422724 -6.6697285
SOUBRE	SOUBRE	NIAPOYO	COLLÈGE PRIVE HUMILITE DE NIAPOYO	6.027183 -6.6640513
SOUBRE	SOUBRE	NIAPOYO	LYCEE MODERNE	6.0283038 -6.6643466
SOUBRE	SOUBRE	YABAYO	ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE	5.9504798 -6.6027874

#### **6.5.2.4 Mesures d'accompagnement pour la sécurité routière et l'amélioration des conditions de transport**

L'augmentation du trafic de poids lourds sur les axes principaux aménagés présente des risques d'accident de circulation. Le mauvais stationnement de ces véhicules du fait de la longueur des trajets provoque des pannes ou la fatigue des conducteurs. En vue d'éviter les accidents, le consultant recommande l'aménagement d'aires de stationnement au niveau des entrées ou sorties des villes traversées pour les stationnements occasionnels de courte durée des véhicules et gros camions

## **7 CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Le changement climatique est devenu l'une des questions les plus préoccupantes de notre époque, exerçant des pressions considérables sur notre environnement, notre économie et notre société. La nécessité de prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les projets de développement est devenue une priorité mondiale. Cela s'explique par la prise de conscience croissante des impacts négatifs du changement climatique et la nécessité d'atténuer ses effets, notamment en réduisant les émissions de GES.

En Côte d'Ivoire, l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) joue un rôle essentiel dans ce processus en supervisant et en réglementant l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, y compris l'évaluation des émissions de GES, dans les projets de développement. L'ANDE veille à ce que les projets prennent en compte les conséquences potentielles sur le climat et prennent des mesures pour minimiser leurs émissions de GES, conformément aux réglementations nationales et aux normes internationales.

L'État de Côte d'Ivoire a également pris des engagements significatifs en matière de lutte contre le changement climatique. En tant que signataire de l'Accord de Paris, la Côte d'Ivoire s'est engagée à réduire ses émissions de GES, à renforcer sa résilience aux impacts du changement climatique et à jouer un rôle actif dans la transition vers une économie sobre en carbone. Ces engagements reflètent la volonté du pays de contribuer à l'effort mondial visant à limiter le réchauffement climatique et à protéger les écosystèmes précieux de la Côte d'Ivoire.

Ce chapitre se concentre sur l'évaluation de l'impact des GES dans le cadre du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo. Il examine les étapes essentielles de cette évaluation, met en lumière les sources d'émission significatives, et présente un plan d'action visant à réduire les émissions de GES. Ce processus s'inscrit dans un contexte national et international plus vaste, où la Côte d'Ivoire, à travers ses institutions et ses engagements, contribue activement à la lutte contre le changement climatique et à la protection de son environnement pour les générations futures.

Conformément aux TDR, cette évaluation a été réalisée en sept grandes étapes ci-dessous rappelées :

- Etape 1: Identifier les activités à mener (EIES) dans le cadre du projet,
- Etape 2: Identifier les sources de production des gaz à effet de serre de chacune des activités à mener,
- Etape 3: Identifier les types de GES associés aux sources,
- Etape 4: Quantifier les émissions de GES;
- Etape 5: Identifier les postes d'émissions significatifs,
- Etape 6: Etablir un plan d'action de réduction des émissions basé sur l'action spécifique au niveau des postes d'émissions significatifs,
- Etape 7: Synthèse de la démarche.

Les résultats de chacune de ces étapes sont présentés dans les paragraphes ci-dessous.

## **7.1 Étape 1: Identification des activités à mener dans le cadre du projet**

---

L'identification des activités à mener dans le cadre du projet revêt une importance cruciale pour l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans le contexte du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo, les activités sont multiples et s'étendent sur l'ensemble du cycle de vie du projet, englobant la phase de planification, de construction, d'exploitation, et de fin de vie. On retiendra les activités ci-dessous :

- ✓ Artificialisation des sols
- ✓ Terrassement

- ✓ Construction de la chaussée
- ✓ Installation des équipements de sécurité
- ✓ Exploitation du réseau routier
- ✓ Fin de vie

## 7.2 Étape 2 : Identification des sources de production de GES des différentes activités

---

1. Artificialisation des sols: Cette activité implique la transformation de zones naturelles en surfaces revêtues, telles que routes, accotements, et autres infrastructures associées. Elle peut entraîner des émissions de GES liées à la déforestation, à la décomposition de la végétation, et aux émissions de carbone du sol.

2. Terrassement : Le terrassement consiste à modifier le relief du sol pour créer la structure de la route. Cette activité nécessite l'utilisation de véhicules lourds, engins de chantier, et peut engendrer des émissions de GES liées à la consommation de carburant de ces engins, notamment du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>).

3. Construction de la chaussée : La construction de la chaussée comprend l'installation des couches de base, de roulement, et de revêtement de la route. Cela nécessite des procédés industriels, des équipements de construction, et peut contribuer aux émissions de GES, principalement sous forme de CO<sub>2</sub>.

5. Installation des équipements de sécurité : L'installation des équipements de sécurité comprend la mise en place de signalisation, de garde-corps, et d'autres dispositifs pour assurer la sécurité des usagers de la route. Les émissions de GES liées à cette activité peuvent découler de la fabrication des équipements et de leur transport.

6. Exploitation du réseau routier : Cette phase englobe la circulation des véhicules sur la route, l'entretien courant, la gestion du trafic, et la collecte des données pour le suivi. Les émissions de GES sont principalement liées à la consommation de carburant des véhicules circulant sur la route.

7. Fin de vie : La phase de fin de vie concerne la démolition des ouvrages, la réhabilitation des sites, et la gestion des déchets générés par le projet. Les émissions de GES peuvent découler de la démolition, du transport des déchets, et des processus de réhabilitation.

## 7.3 Étape 3: Identification des types de GES associés aux sources

---

Dans cette étape cruciale de l'évaluation environnementale et sociale des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo, il est nécessaire de relier chaque source identifiée à l'étape précédente aux types spécifiques de GES produits. Cette association est indispensable pour comprendre pleinement les impacts environnementaux des activités du projet.

1. **Artificialisation des sols** : Cette activité peut générer plusieurs types de GES. La déforestation et la décomposition de la végétation entraînent principalement des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), tandis que la transformation des terres naturelles en surfaces imperméabilisées peut également contribuer à l'émission de méthane (CH<sub>4</sub>) en raison de la décomposition anaérobie de la matière organique sous-jacente.
2. **Terrassement** : Les émissions de GES associées au terrassement sont principalement constituées de CO<sub>2</sub> provenant de la combustion de carburant par les engins lourds utilisés. En outre, il peut y avoir des émissions fugitives de méthane (CH<sub>4</sub>) résultant de la manipulation des sols.

3. **Construction de la chaussée** : Les émissions de GES dans cette activité proviennent en grande partie du CO2 résultant de la production de matériaux tels que l'asphalte et le ciment, ainsi que de la consommation d'énergie lors des opérations de construction.
4. **Installation des équipements de sécurité** : Les types de GES émis lors de l'installation des équipements de sécurité dépendent largement des matériaux utilisés. Les principales émissions sont souvent liées au CO2 provenant de la fabrication des équipements et de leur transport.
5. **Exploitation du réseau routier** : Les émissions de GES durant la phase d'exploitation sont principalement dues à la consommation de carburant des véhicules circulant sur la route, ce qui génère du CO2.
6. **Fin de vie** : La phase de fin de vie peut générer des émissions de GES en raison du transport des déchets de démolition et de la décomposition de matériaux organiques dans les déchets. Les types de GES associés incluent le CO2 et, potentiellement, le méthane (CH4).

L'identification des types de GES associés à chaque source d'émission est essentielle pour quantifier précisément les émissions totales et pour évaluer les impacts climatiques et environnementaux spécifiques du projet. Cette étape jette les bases d'une compréhension approfondie de l'empreinte carbone du projet et oriente le développement de mesures de réduction des émissions.

Le tableau ci-dessous donne une synthèse des informations des étapes 1, 2 et 3 de l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo :

Tableau 23: Types d'émissions de GES associés aux activités du projet

Activité	Source de Production de GES	Types de GES Associés aux Sources
<b>Artificialisation des sols</b>	Déforestation, décomposition de la végétation, transformation des terres naturelles	CO2 (dioxyde de carbone), CH4 (méthane)
<b>Terrassement</b>	Combustion de carburant, émissions fugitives de méthane	CO2 (dioxyde de carbone), CH4 (méthane)
<b>Construction de la chaussée</b>	Production de matériaux (asphalte, ciment), consommation d'énergie	CO2 (dioxyde de carbone)
<b>Installation des équipements de sécurité</b>	Fabrication des équipements, transport des équipements	CO2 (dioxyde de carbone)
<b>Exploitation du réseau routier</b>	Consommation de carburant des véhicules en circulation	CO2 (dioxyde de carbone)
<b>Fin de vie</b>	Transport des déchets de démolition, décomposition de matériaux organiques dans les déchets	CO2 (dioxyde de carbone), CH4 (méthane)

## 7.4 Étape 4: Quantification des émissions de GES

L'étape de quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) est essentielle pour évaluer l'impact environnemental du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo. En prenant en compte les activités identifiées, les sources de production de GES et les types de GES associés aux sources, il est maintenant nécessaire de chiffrer ces émissions.



Pour réaliser cette étape, il est impératif de collecter des données spécifiques pour chaque activité, ce qui peut comprendre :

1. **Artificialisation des sols** : La quantification des émissions de GES dans cette activité nécessite l'évaluation de la superficie de forêt défrichée, la quantité de biomasse végétale décomposée, ainsi que le calcul des émissions de CO<sub>2</sub> et de CH<sub>4</sub> associées à ces processus.
2. **Terrassement** : Il faut quantifier la consommation de carburant des engins de terrassement, en prenant en compte la durée de chaque opération et le type de carburant utilisé. Cela permettra d'estimer les émissions de CO<sub>2</sub> et de CH<sub>4</sub>.
3. **Construction de la chaussée** : La quantification ici concerne la production de matériaux, leur transport sur le site, la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub> résultantes.
4. **Installation des équipements de sécurité** : Il faut quantifier les émissions résultant de la fabrication et du transport des équipements, en considérant principalement les émissions de CO<sub>2</sub>.
5. **Exploitation du réseau routier** : La quantification des émissions ici repose sur la consommation de carburant des véhicules en circulation, en prenant en compte le nombre de véhicules, la distance parcourue et le type de carburant utilisé.
6. **Fin de vie** : Il est nécessaire d'évaluer les émissions de GES liées à la gestion des déchets, y compris le transport des déchets de démolition, les émissions de CO<sub>2</sub> et de CH<sub>4</sub> résultant de la décomposition des matériaux organiques.

Une fois les données collectées, elles doivent être traitées et calculées pour obtenir des estimations précises des émissions de GES pour chaque activité. Ces estimations doivent être ensuite agrégées pour obtenir l'émission totale de GES du projet.

Dans le cadre de la présente évaluation, nous nous sommes appuyées sur le retour d'expérience d'évaluation réalisée sur des projets similaires, notamment le **rapport CEREMA sur les « Recommandations pour l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre des projets routiers »**. Les facteurs d'émission de niveau 1 nous ont ainsi permis de rapporter les valeurs au kilométrage de route du présent projet pour estimer les niveaux d'émission de chaque activité. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Voici les résultats de la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo, présentés sous forme de tableau :

Tableau 24: Quantification des GES

Poste	Emission GES (teqCO <sub>2</sub> )
<b>Artificialisation des sols</b>	98 037,50
<b>Terrassement</b>	370 530,00
<b>Construction de la chaussée</b>	171 033,75
<b>Installation des équipements de sécurité</b>	48 817,50
<b>Exploitation du réseau routier</b>	68 310,00
<b>Total (60 km)</b>	756 728,75

Ces résultats représentent les émissions totales de GES, exprimées en équivalents de dioxyde de carbone (teqCO<sub>2</sub>), pour chaque poste d'émission du projet. Les émissions spécifiques de l'aménagement des ouvrages d'art (OA) ne sont pas disponibles pour l'instant. Ces chiffres serviront de base pour la prochaine

étape, qui consistera à identifier les postes d'émissions significatifs et à élaborer un plan d'action de réduction des émissions.

## 7.5 Étape 5: Identification les postes d'émissions significatifs

Pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo, il est essentiel d'identifier les postes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) les plus significatifs. Cette identification est cruciale pour prioriser les efforts de réduction des émissions et pour élaborer un plan d'action efficace. Les données quantitatives obtenues lors de l'étape précédente, présentées dans le tableau ci-dessous, serviront de base pour cette évaluation :

Tableau 25: Poids des émissions de GES du projet

Poste	Emission GES (teqCO2)	Poids
<b>Artificialisation des sols</b>	98 037,50	12,96%
<b>Terrassement</b>	370 530,00	48,96%
<b>Chaussée</b>	171 033,75	22,60%
<b>Equipements de sécurité</b>	48 817,50	6,45%
<b>Exploitation du réseau</b>	68 310,00	9,03%
<b>Total (230 km)</b>	756 728,75	100,00%

Les postes d'émissions significatifs sont généralement ceux qui contribuent de manière substantielle aux émissions totales de GES du projet. Dans ce cas, les postes significatifs à considérer sont les suivants :

1. **Terrassement** : Ce poste représente la majeure partie des émissions totales, avec 370 530,00 teqCO2. Les émissions sont principalement liées à la consommation de carburant des engins de terrassement.
2. **Construction de la chaussée** : Ce poste contribue également de manière significative, avec 171 033,75 teqCO2. Les émissions sont principalement dues à la production de matériaux et à la consommation d'énergie lors de la construction.
3. **Artificialisation des sols** : Bien que moins élevé que les deux précédents, ce poste reste significatif, avec 98 037,50 teqCO2. Les émissions proviennent principalement de la déforestation et de la transformation des terres.
4. **Exploitation du réseau routier** : Ce poste, avec 68 310,00 teqCO2, contribue de manière notable en raison de la consommation de carburant des véhicules en circulation.

L'installation des équipements de sécurité a des émissions moins importantes et peut être considéré comme moins significatifs dans ce contexte.

L'identification de ces postes d'émissions significatifs servira de base pour l'étape suivante, qui consiste à élaborer un plan d'action de réduction des émissions, en se concentrant sur les domaines où les réductions auront le plus grand impact sur l'empreinte carbone globale du projet.

## 7.6 Étape 6: Établir un plan d'action de réduction des émissions

Après avoir identifié les postes d'émissions significatifs, il est essentiel de concevoir un plan d'action visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo.

Les postes d'émissions significatifs identifiés dans l'étape précédente sont les suivants :

1. **Terrassement**
2. **Construction de la chaussée**
3. **Artificialisation des sols**
4. **Exploitation du réseau routier**

Pour chacun de ces postes, il convient de développer des mesures spécifiques de réduction des émissions. Voici des exemples de stratégies possibles :

1. **Terrassement :**
  - Utilisation de véhicules plus économes en carburant.
  - Mise en place de pratiques de gestion de flotte visant à réduire la consommation de carburant.
  - Optimisation des itinéraires et des plannings pour minimiser les déplacements inutiles.
2. **Construction de la chaussée :**
  - Utilisation de matériaux de construction moins émissifs en carbone, tels que des alternatives au ciment traditionnel.
  - Adoption de techniques de construction plus efficaces sur le plan énergétique.
  - Recours à des sources d'énergie renouvelable sur le chantier, si possible.
3. **Artificialisation des sols :**
  - Mise en place de mesures de préservation de la végétation existante.
  - Utilisation de techniques de réhabilitation de sols pour réduire la déforestation.
  - Compensation de la perte de couvert forestier par la plantation d'arbres ailleurs.
4. **Exploitation du réseau routier :**
  - Promotion de modes de transport durables pour réduire la dépendance aux véhicules à combustion.
  - Mise en place de pratiques de conduite éco-responsables pour les véhicules de service.
  - Entretien régulier de la chaussée pour minimiser la résistance au roulement.

Le plan d'action de réduction des émissions doit impliquer les parties prenantes du projet, y compris les entrepreneurs, les autorités locales, et les experts en environnement.

Il est essentiel que ce plan soit suivi de manière rigoureuse tout au long de la mise en œuvre du projet pour s'assurer que les réductions d'émissions prévues sont effectives.

## **7.7 Étape 7: Synthèse de la démarche**

---

La démarche d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo est désormais synthétisée dans son ensemble. À travers les étapes précédentes, nous avons examiné les activités à mener, identifié les sources de production de GES, déterminé les types de GES

associés à ces sources, quantifié les émissions de GES, identifié les postes d'émissions significatifs et élaboré un plan d'action de réduction des émissions.

Ce processus nous a permis d'obtenir un aperçu complet des impacts climatiques potentiels du projet, en mettant en évidence les activités et les domaines spécifiques qui contribuent le plus aux émissions de GES. Les résultats de cette évaluation sont synthétisés dans le tableau suivant :

Tableau 26: Synthèse de l'évaluation des GES

Activités à mener	Sources de Production de GES	Types de GES Associés aux Sources	Emission de GES (teqCO2)	Mesures spécifiques de réduction des émissions
<b>Artificialisation des sols</b>	Déforestation, décomposition de la végétation, transformation des terres naturelles	CO2 (dioxyde de carbone), CH4 (méthane)	98 037.50	Préservation de la végétation, réhabilitation des sols, compensation de la perte de couvert forestier
<b>Terrassement</b>	Combustion de carburant, émissions fugitives de méthane	CO2 (dioxyde de carbone), CH4 (méthane)	370 530.00	Utilisation de véhicules économes en carburant, pratiques de gestion de flotte, optimisation des itinéraires
<b>Construction de la chaussée</b>	Production de matériaux (asphalte, ciment), consommation d'énergie	CO2 (dioxyde de carbone)	171 033.75	Utilisation de matériaux de construction moins émissifs en carbone, techniques de construction plus efficaces sur le plan énergétique, utilisation de sources d'énergie renouvelable sur le chantier
<b>Installation des équipements de sécurité</b>	Fabrication des équipements, transport des équipements	CO2 (dioxyde de carbone)	48 817.50	Optimisation de la production et du transport des équipements
<b>Exploitation du réseau routier</b>	Consommation de carburant des véhicules en circulation	CO2 (dioxyde de carbone)	68 310.00	Promotion de modes de transport durables, pratiques de conduite éco-responsables, entretien régulier de la chaussée

Le plan d'action de réduction des émissions a été élaboré en tenant compte de ces résultats et vise à atténuer l'impact climatique du projet. Il inclut des mesures spécifiques pour chaque poste d'émission significatif, telles que l'utilisation de véhicules économes en carburant, l'adoption de matériaux de construction moins émissifs en carbone, la préservation de la végétation, la promotion de modes de transport durables et bien d'autres.

En résumé, cette démarche complète d'évaluation des émissions de GES vise à réduire l'empreinte carbone du projet tout en répondant aux enjeux environnementaux et climatiques, et ce, grâce à une gestion proactive des émissions tout au long de la réalisation du projet. Il est essentiel de suivre de près la mise en œuvre du plan d'action et d'ajuster les mesures en fonction des progrès réalisés pour maximiser les réductions d'émissions.

## **8 GESTION DES RISQUES ET ACCIDENTS**

Les divers risques encourus par les travailleurs et les riverains lors du Projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo sont de plusieurs ordres et concernent tant les phases de construction que d'exploitation du projet.

Dans ce chapitre sont présentés les résultats de l'identification des risques en phase d'installation et d'exploitation suivis des différentes mesures de sécurité préconisées pour les maîtriser. Le risque zéro n'existant pas, la mise en œuvre de ces différentes barrières du risque n'excluront pas l'occurrence d'incidents qu'il conviendra de gérer grâce à un dispositif de réponse aux situations d'urgence.

## 8.1 IDENTIFICATION DES RISQUES LIES AU PROJET

### 8.1.1 Vulnérabilité identifiée

La zone du projet est principalement à vocation agropastorale. D'ordinaire le trafic routier y est peu dense d'où la rareté des accidents de circulation notamment des collisions entre usagers des pistes et le cheptel ou les éleveurs dont les itinéraires passent à travers champs et routes. Les moyens de transport privilégiés dans la zone sont les deux roues (vélos et motos) ; l'avènement du projet en phase de construction augmentera le risque d'accidents avec l'afflux des engins roulant nécessaires aux divers travaux. Une sensibilisation des chauffeurs sur les limitations de vitesse, sur la présence des troupeaux et des éleveurs ainsi que celles des motos et vélos devra impérativement être réalisée pour minimiser ce risque. Les populations locales devront également être sensibilisées sur la présence des engins de construction et les conduites à tenir pour prévenir au mieux les risques de collision.

Le second point concerne l'implantation de la base logistique qui comprendra une centrale d'enrobage, une centrale de concassage et une centrale à béton. Dans la centrale d'enrobage seront stockées des quantités importantes de bitume, de gasoil, d'huile de chauffe qui sont des sources de risques, mais aussi des équipements du processus d'exploitation tel que des chaudières, des mélangeurs, des extracteurs de poussières qui sont aussi des dangers potentiels.

La centrale de concassage ou la carrière de concassage est le lieu de la production du granulat nécessaire pour la construction de la route. La production du granulat exige l'abattage préalable d'un massif rocheux ainsi que la mobilisation de plusieurs engins et du personnel qualifié.

### 8.1.2 Risques inhérents aux différentes phases du projet

L'étude de l'accidentologie du secteur ainsi qu'une revue documentaire menée auprès de l'exploitant a permis d'identifier les risques et de les recenser dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 27: risques couvrant l'ensemble de la phase d'installation

Phases/travaux	Moyens employés	Risques	Mesures préventives
<ul style="list-style-type: none"> <li>Déplacement sur site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Véhicules et engins de transport (pickup, berline, break)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accident de la circulation, sortie de route, crevaisons, collisions, feu sur véhicule</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect du code de la route et de la limitation de vitesse indiquée par les panneaux de signalisation routière.</li> <li>Délimitation de la zone de travail et de stationnement.</li> <li>Entretien des véhicules (pneus, freins, essuies glaces, phares, etc.)</li> <li>Equiper les véhicule de cône et triangle de sécurité, d'extincteurs, et boîte à pharmacie</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Manutention et pose des équipements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Transpalette</li> <li>Grue</li> <li>Nacelle élévatrice</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute d'éléments lourds</li> <li>Heurts des pièces en suspension</li> <li>Ecrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Port des EPI</li> <li>Respect des charges limites des grues utilisées et des transpalettes</li> <li>Balisage des zones de manutention</li> </ul>

Phases/travaux	Moyens employés	Risques	Mesures préventives
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ouverture de tranchée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pelle hydraulique,</li> <li>Pelles,</li> <li>Pioches et brouettes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Traumatisme au dos ou des membres,</li> <li>Blessures et coupures (lésions corporelles),</li> <li>Mauvaise manœuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approbation des plans des réseaux souterrains avant ouverture de tranchées</li> <li>Respect des modes opératoires validés</li> <li>Adoption de bonnes postures pour le travail manuel,</li> <li>Respect des distances normatives</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction de caniveaux à câble</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Matériaux de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Blessure et coupures au pied et à la main (lésions corporelles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Port des EPI</li> </ul>

Source : CSI, Décembre 2020

Les risques inhérents à la phase d'installation sont ceux des chantiers

### 8.1.2.1 Risques électriques

Toute personne intervenant sur une installation ou un équipement électrique est soumis à trois principaux types de risques :

1. les risques de contact avec des pièces nues sous tension constituent l'électrisation ou le choc électrique à l'origine des brûlures externes ou internes. L'électrocution intervient lorsque le choc électrique a des conséquences mortelles.
2. les risques de brûlure par projection de matières en fusion lors d'un court-circuit.
3. les risques spécifiques propres à certains matériels ou équipements tels que les batteries (risque chimique).

### 8.1.2.2 Risques liés aux produits

Les produits constituant un risque sont le bitume et les autres hydrocarbures utilisés sur les chantiers (Gazole et lubrifiants présents dans les réservoirs des engins et des camions et dans les éléments hydrauliques ou lubrifiés des installations).

Figure 12: Mesures de sécurité liées à la manipulation du bitume



Source : INRS, ED 6300 de septembre 2018

### **8.1.2.3 Risques d'incendie/explosion**

Les risques d'incendie peuvent provenir :

- des opérations de ravitaillement en carburant ;
- de la présence de circuits électriques (sources d'ignition en cas de court-circuit) et d'hydrocarbures (produits inflammables) dans les engins ;
- du fonctionnement des engins et des installations (surchauffe moteurs) ;
- de travaux d'entretien des installations nécessitant l'apparition d'un point chaud (soudage, découpage à l'arc ou au chalumeau, meulage) ;
- contact entre flamme et bitume au niveau de la centrale d'enrobée ;
- augmentation de la T° de chauffe de chaudière (+250°C) de la centrale d'enrobée ;
- dérive lors du dépotage pour cause de non-respect des procédures de dépotage, de cuves non conformes, ou fuite de produit ;
- perte d'intégrité de la cuve de stockage du gasoil ou débordement.

### **8.1.2.4 Risques de pollution de l'air**

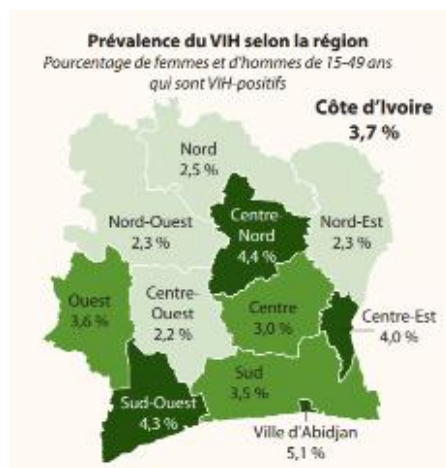
Les risques de pollution de l'air sur le site ont pour origine :

- les envols de poussières émanant des pistes lors de la circulation des engins ;
- les gaz d'échappement des engins en circulation ;
- Les vapeurs de bitume ;
- Les gaz de pyrolyse en cas d'incendie.

### **8.1.2.5 Risques sanitaires**

Les risques sanitaires, hormis les préjudices humains conséquemment à un accident survenu sur les chantiers ou les équipements, ne sont pas directement liés aux tâches du projet. Ils concernent essentiellement les maladies sexuellement transmissibles (VIH SIDA, hépatites B et C, l'herpès, la blennorragie, les chlamydioses, les condylomes, la syphilis, les papillomavirus...) en cas de comportements à risque des différents intervenants. La figure ci-dessous montre que la zone Sud-Ouest du pays présente une prévalence du VIH de 4,3%.





Source : Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples en Côte d'Ivoire (EDS-MICS), mise à jour du 5 mai 2017

La sensibilisation du personnel aux VIH, la distribution de préservatif, les campagnes de dépistage volontaire avec prise en charge des cas identifiés sont autant de mesures qu'il conviendra de mettre en œuvre pour prévenir ce risque.

#### Cas de la COVID 19

Il est à noter également que la Côte d'Ivoire est en alerte en ce qui concerne **la COVID 19**<sup>5</sup>.



#### Les symptômes de la COVID 19

Les symptômes les plus courants de la COVID-19 sont la fièvre, la fatigue et une toux sèche. Certains patients présentent des douleurs, une congestion nasale, un écoulement nasal, des maux de gorge ou une diarrhée. Ces symptômes sont généralement bénins et apparaissent de manière progressive. Certaines personnes, bien qu'infectées, ne présentent aucun symptôme et se sentent bien. La plupart (environ 80 %) des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier. Environ une personne sur six contractant la maladie présente des symptômes plus graves, notamment une dyspnée. Les personnes âgées et celles qui ont d'autres problèmes de santé (hypertension artérielle, problèmes cardiaques ou diabète) ont plus de

---

<sup>5</sup> La COVID-19 est la maladie infectieuse causée par le dernier coronavirus qui a été découvert. Ce nouveau virus et cette maladie étaient inconnus avant l'apparition de la flambée à Wuhan (Chine) en décembre 2019

risques de présenter des symptômes graves. Toute personne qui a de la fièvre, qui tousse et qui a des difficultés à respirer doit consulter un médecin.

La COVID-19 est transmise par des personnes porteuses du virus. La maladie peut se transmettre d'une personne à l'autre par le biais de gouttelettes respiratoires expulsées par le nez ou par la bouche lorsqu'une personne tousse ou éternue. Ces gouttelettes peuvent se retrouver sur des objets ou des surfaces autour de la personne en question. On peut alors contracter la COVID-19 si on touche ces objets ou ces surfaces et si on se touche ensuite les yeux, le nez ou la bouche. Il est également possible de contracter la COVID-19 en inhalant des gouttelettes d'une personne malade qui vient de tousser ou d'éternuer. C'est pourquoi il est important de se tenir à plus d'un mètre d'une personne malade.

### Les mesures de prévention

#### **Le virus ne circule pas tout seul, c'est l'homme, porteur du virus, qui circule.**

Face aux infections respiratoires, des gestes simples permettent de préserver votre santé et celle de votre entourage en limitant la transmission du virus :

- Se laver les mains très régulièrement (avec de l'eau et du savon, ou du gel hydroalcoolique) ;
- Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir ;
- Rester toujours à plus d'un mètre les uns des autres ;
- Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter ;
- Saluer sans vous serrer la main, arrêtez les embrassades ;
- Eviter de vous toucher le visage en particulier le nez et la bouche ;
- Porter un masque chirurgical ou en tissu de catégorie 1 quand la distance de deux mètres ne peut pas être respectée et dans les lieux où cela est obligatoire

Figure 13: Mesures barrières contre la COVID 19



Source : [info-covid19.gouv.ci](https://info-covid19.gouv.ci)

## 8.2 MESURES DE PREVENTION POUR ASSURER LA SECURITE SUR LES SITES ET INSTALLATIONS

---

### 8.2.1 POLITIQUE DE LE PROMOTEUR EN MATIERE DE SECURITE

LE PROMOTEUR mettra en place un département Hygiène Sécurité Environnement (HSE) ayant pour objectif de :

- élaborer la politique hygiène sécurité et environnement,
- mettre en place et animer le système de management Santé et Sécurité du travail, conformément aux référentiels internationaux (norme ISO 45001 : 2018, ISO 31000, etc.),
- s'assurer de la prise en compte de tous les paramètres de sécurité lors de l'élaboration de ses projets,
- conseiller et assister efficacement le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans sa mission,
- identifier la réglementation applicable par une veille réglementaire et assurer la mise en conformité de ses activités,
- assurer une évaluation des risques systémiques lors des différentes phases des projets pour en identifier les risques et mettre en place les mesures de sécurité nécessaires (visite de terrain, audit sécurité, enquête d'accident, REX, ...) ainsi que le suivi de la mise en œuvre des recommandations,
- valider les protocoles de sécurité, plan particulier pour la sécurité et la santé des travailleurs édités par les sous-traitants (entrepreneurs, fournisseurs) en s'assurant de leur conformité à la réglementation, à sa politique HSE et aux codes de bonnes pratiques,
- établir des programmes et plans de prévention,
- établir des programmes de prévention pour réduire incidents, accidents du travail et maladies professionnelles,
- sensibiliser et former les salariés à la démarche HSE et à la prévention des risques.

Son premier défi sera la sensibilisation de ses personnels à tous les niveaux afin d'obtenir l'adhésion de tous et l'implication personnelle de la direction générale, gage du succès de tout Système de Management.

Des plans de développement des compétences et de renforcement des capacités devront être élaborés et mis en œuvre, permettant aux personnels du département d'effectuer des stages de perfectionnement et de participer à des programmes de formation. Ces programmes, au-delà des notions génériques de la sécurité industrielle, devront être axés sur la gestion du risque industrielle dans le secteur minier afin de doter le personnel de LE PROMOTEUR des compétences requises pour faire face au défi de la sécurité sur le présent projet.

### 8.2.2 PRINCIPES GENERAUX DE LA PREVENTION

Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur et ses agents de maîtrise sont tenus d'introduire et de mettre en place des moyens de prévention et de protection à l'attention des travailleurs. La prévention des risques au cours du projet doit reposer sur les neuf principes suivants :

- **Eviter les risques** : Il s'agit de supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.

- **Prendre des mesures de protection collective** : L'employeur doit donner la priorité aux mesures de protection collective. L'utilisation des équipements de protection individuelle intervient uniquement en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.
- **Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités** : Apprécier leur nature et leur importance afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.
- **Combattre les risques à la source** : Intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.
- **Adapter le travail à l'Homme** : Concevoir les postes de travail et choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour limiter notamment le travail monotone, cadencé ou pénible. Par exemple, la phase d'évaluation des risques peut permettre de repérer des plans de travail d'une hauteur inadaptée pour les salariés (entraînant des contraintes importantes et des efforts inutiles). Ce plan peut être surélevé ou abaissé pour diminuer le risque d'atteintes ostéoarticulaires.
- **Tenir compte de l'évolution de la technique** : Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles.
- **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins** : Éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérigène par un produit moins nocif ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).
- **Planifier la prévention** : Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement. En cas d'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, organiser la prévention en commun.
- **Donner les instructions appropriées aux travailleurs** : Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus et ainsi de les associer à la démarche de prévention.

Ces principes doivent être mis en œuvre en respectant les valeurs essentielles et les bonnes pratiques de prévention. Ces principes montrent le caractère plurifactoriel (organisationnel, humain, technique) des risques professionnels et nous serviront de lignes directrices pour la préconisation des mesures de sécurité en phase de construction et d'exploitation du réseau électrique.

## 8.2.3 MESURES DE SECURITE EN PHASE CONSTRUCTION

### 8.2.3.1 Responsabilités des entrepreneurs et sous-entrepreneurs

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur et des sous-entrepreneurs :

- d'évaluer les risques propres au travail que leur équipe doit réaliser sur le terrain,
- d'informer leurs personnels sur les risques professionnels qu'ils encourent,
- de mettre en œuvre les mesures nécessaires à l'instauration d'un cadre de travail sécuritaire,
- de sensibiliser et de former le personnel,
- de fournir les équipements de protection collective et individuelle sur site,
- d'assurer une coordination avec tous les intervenants du chantier pour y planifier la prévention et gérer les risques de coactivité,

- de gérer les situations d'urgences pouvant survenir lors des travaux, surveiller les équipes travaillant sur le terrain afin de s'assurer qu'elles prennent les mesures et les précautions nécessaires à leur propre protection et à celle de leur entourage.

### **8.2.3.2 Modalités de coopération entre les entrepreneurs**

Des réunions de coordination auront lieu afin d'organiser, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, les interactions entre les entreprises. Ces réunions auront pour but, d'une part la prévention des risques qui peuvent être induits par la présence simultanée ou successive de différentes entreprises, d'autre part la mise en place de mesures permettant à chacun de travailler dans de meilleures conditions.

Une procédure de gestion de la coactivité sera mise en place et permettra de formaliser les dispositions prises par les entreprises. Ce document sera à compléter par l'entreprise demandeuse des travaux dans une zone déjà mise à disposition d'une autre entreprise.

### **8.2.3.3 Comité interentreprises en matière d'environnement, d'hygiène et sécurité (CIEHS)**

Le chantier est soumis à la création d'un CIEHS. Le CIEHS sera créé par le Coordonnateur HSE du constructeur dès qu'il y aura au moins deux entreprises en activité sur le site. Le président du comité est désigné parmi les représentants des entreprises les plus importantes qui opèrent sur le lieu de travail, compte tenu :

- de son plan de charge,
- de la durée de la présence des entreprises.

Le comité se réunira une (1) fois par trimestre en session ordinaire. Il peut également se réunir, sur convocation de son président, en cas de nécessité. De droit, LE PROMOTEUR devra disposer d'un siège minimum lors de la création de ce comité. Le directeur du projet ou le chef chantier, selon le cas, chapeaute la sécurité sur le chantier et sert aussi de « coordonnateur de sécurité ». En cas d'urgence ou de situation dangereuse, les travailleurs doivent communiquer avec leur coordonnateur de sécurité, leur superviseur ou leur employeur immédiatement. Le chef chantier devra répertorier les risques présents à chaque poste de travail et informer les travailleurs de ce qu'ils encourent dans l'exécution de leurs tâches. Il devra fournir à tous les travailleurs les EPI dont ils ont besoin pour se prémunir des risques afférents à leur poste. Ainsi il conviendra de mettre en place des procédures qui permettront d'organiser la gestion des risques. Ces procédures définissent :

- Le rôle des acteurs dans la gestion des risques (directeur de projet, responsable sécurité, maître d'œuvre, et les acteurs de l'équipe projet),
- Les délégations (qui peut faire quoi ?),
- Le reporting (quand et comment informer qui ?),
- des fiches de suivi des risques qui permettront au responsable sécurité de mettre à jour l'analyse des risques.

Ces fiches comportent :

- la désignation du risque et note globale
- le nom du responsable
- les actions envisagées pour l'atténuer
- les actions effectivement initiées et leurs résultats
- des fiches de sécurité des différents appareils, engins et produits chimiques.

#### 8.2.3.4 Accueil du personnel

- **Visite médicale d'embauche :** La visite médicale est obligatoire à l'embauche et périodique. Elle doit être réalisée selon une périodicité annuelle au minimum. Le personnel des entreprises sous-traitantes est soumis à la même obligation de visite médicale. Elle est à la charge de chaque entreprise pour le bénéfice de ses salariés.
- **Accueil, sensibilisation et formation des nouveaux salariés :** Les personnels des entreprises devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier et en tout état de cause, avant la fin de la période d'essai, une formation préventive initiale et appropriée (induction) en matière d'hygiène, de sécurité, de protection de l'environnement et de sûreté afin de les sensibiliser et les informer aux risques inhérents aux activités du chantier et à leurs tâches. Cette formation initiale sera assurée par les instructeurs. Cette induction devra porter sur les points suivants :
  - la présentation du site, des installations et lieu de travail,
  - le port des protections individuelles (minimum obligatoire casque, chaussures de sécurité et gilet fluorescent haute visibilité) auquel il faut ajouter les protections ou les signalisations adaptées au travail effectué,
  - le respect des protections collectives et les obligations définies par l'affichage de sécurité,
  - les obligations en matière des rejets et d'évacuation des déchets,
  - les consignes de conduite de véhicules sur site ou en ville et des zones de circulation sur les chantiers,
  - l'interdiction de transiter seul sur le chantier sans aucune présence de personne à proximité de façon à éviter une situation de travail isolé,
  - Le respect des emplacements de stockages, de parkings, etc.,
  - l'application des procédures en cas d'accident ou incendie : qui alerter, qui prévenir, etc.
  - la sécurité pendant l'exécution du travail,
  - les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident, d'incendie, ou de premiers secours à une victime,
  - les moyens d'alerte en cas d'incident,
  - la localisation de la boîte de premiers secours,
  - les règles de sûreté.

La signature de l'employé formé sera obtenue et chaque entreprise tiendra à jour une liste des salariés formés. Le constructeur et ses sous-traitants pourront réaliser un livret d'accueil général ou par entreprise qui pourra être un moyen simple de s'assurer de la formation générale des salariés.

En l'absence de sensibilisation de sécurité, un visiteur ou une personne étrangère au site, devra être accompagné par un membre du personnel chantier, et se conformer strictement à ses consignes lors du déplacement sur le site.

#### 8.2.3.5 Organisation de la sécurité collective sur le chantier

Trois grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

1. chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
2. la coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que chacun pour ce qui le concerne soit chargé de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée à leurs travaux devra donc être

mise en place et la protection initiale sera remplacée par une protection déportée afin de sécuriser les autres travailleurs des entreprises

3. en cas de démontage d'une protection collective déjà mis en place, l'entreprise qui l'aurait démontée afin de permettre la réalisation de sa tâche, devra immédiatement après le travail, remettre en place cette dite protection.

Chaque titulaire de lot principal, chacun pour ce qui le concerne devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes, des engins et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire. Le matériel destiné aux protections collectives sera adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. Le titulaire aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement de ses travaux. Chaque entreprise et ses sous-traitants ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

### **8.2.3.6 Organisation de la sécurité individuelle sur le chantier**

Les protections collectives seront privilégiées par rapport aux protections individuelles. Le Constructeur et ses sous-traitants mettront à la disposition de leur personnel les équipements et les protections individuelles adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention. Les équipements de protection individuels (E.P.I.) casque, chaussures ou bottes de sécurité, gilets à haute visibilité (ou équivalent) seront obligatoirement portés en permanence par toute personne présente sur le site : travailleur permanent ou intérimaire, personnel d'encadrement ou visiteur occasionnel.

D'autres E.P.I. listés ci-après seront utilisés lors de travaux spécifiques.

- Gants : lors de manutention d'objets lourds ou coupants, produits chimiques,
- Masque : lors de travaux générant des poussières ou lors de manipulation et/ou d'utilisation de produits toxiques,
- Lunettes : lors de travaux générant des copeaux ou des poussières ; prévoir des lunettes spécifiques pour les travaux de soudure,
- Protection antibruit lors des travaux à proximité de source de bruyante.

Durant les saisons pluvieuses, les entreprises devront fournir des vêtements de protection contre la pluie. Les consignes de port de ces E.P.I. devront être spécifiées dans le plan de prévention des constructeurs. Cette liste d'EPI n'est pas exhaustive et il appartient à chaque entreprise de la compléter si nécessaire, conformément aux exigences en matière de protection mises en exergue lors de l'évaluation des risques.

Le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives. Dans ce cas, le constructeur ou son sous-traitant devra désigner une personne compétente qui :

- s'assurera que les points d'ancrage sont sûrs (accès en sécurité), résistants et en nombre suffisant,
- vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc.) pour chaque salarié,
- surveillera en permanence l'exécution des travaux,
- sensibilisera les travailleurs sur les dispositions sécuritaires (maintenance de l'équipement, les points d'ancrage, la fixation, les longes etc.).

### **8.2.3.7 Plan d'installation**

Préalablement à l'exécution des travaux, chaque entreprise, pour ce qui la concerne fournira au Coordinateur HSE du constructeur et au département HSE de LE PROMOTEUR, les plans d'installation de chantier qui devront tenir compte des indications fournies par ailleurs et devront préciser notamment dans les différentes phases du chantier :

- Les plans de circulation des engins et des camions dans les emprises et le balisage correspondant,
- Une signalisation de sécurité routière hors des emprises et à proximité des zones d'accès des sites,
- Les zones situées à l'intérieur des emprises qui pourront permettre à tout moment l'accès aux pompiers et à l'ambulance y compris la nuit,
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,
- Les zones de stockage des matériaux,
- L'implantation des locaux comprenant notamment les sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- Les zones de bureaux et d'ateliers de chantier ;
- Les points de distribution d'eau ;
- Les installations électriques de chantier (armoires, coffrets, cheminements).

### **8.2.3.8 Installations sanitaires**

Le constructeur devra prévoir un nombre de locaux sanitaires (toilettes ou cabinet d'aisance avec chasse d'eau, urinoir, douches et zones de lavage) suffisant pour le nombre de personnes travaillant sur le chantier et devra le mettre à la disposition du personnel. Les raccordements au réseau d'évacuation se feront conformément aux règlements en vigueur. Les produits d'entretien - savon et détergent - seront mis à disposition du personnel. Les locaux seront nettoyés et désinfectés au minimum une fois par jour. Les locaux sanitaires devront être correctement ventilés et pourvus d'aérations suffisantes de manière à ne dégager aucune odeur. Les sanitaires hommes seront séparés des sanitaires femmes. Des locaux affectés aux vestiaires seront mis à disposition des travailleurs et devront être dotés de sièges et d'armoires individuelles pouvant être fermées à clé. Des douches seront mises à disposition des travailleurs dès l'instant qu'ils sont exposés aux insalubrités, aux salissures et aux risques d'intoxication ou de contamination.

### **8.2.3.9 Réfectoire**

Dans la mesure où l'effectif est supérieur à 25 personnes, le constructeur devrait mettre en place un local de restauration ou réfectoire à proximité des bureaux. Le personnel pourra également prendre ses repas à l'extérieur si toute fois cette disposition n'induit pas un risque sûreté et sécurité aux abords du site.

Il est interdit de prendre ses repas dans les lieux de travail comportant l'emploi de substances ou de préparations dangereuses.

### **8.2.3.10 Eau potable**

Un poste eau potable et fraîche devra être mis à disposition pour les travailleurs. Les lavabos seront à eau courante.



### 8.2.3.11 Plan de circulation

Chaque entreprise, pour ce qui le concerne, élaborera en accord avec les différentes entreprises, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic à la périphérie des chantiers. Ce plan précisera :

- la localisation des clôtures et des portails, ainsi que le repérage des entrées du chantier en fonction des différentes phases prévues et des différents points d'intervention en faisant clairement apparaître les distances d'écartement par rapport aux ouvrages existants ou à créer,
- les cheminements et les stationnements utilisables et interdits en séparant clairement ceux qui sont réservés aux véhicules et ceux mis à la disposition des piétons y compris les balisages prévus,
- la position des panneaux d'orientation, d'information et de signalisation ;
- l'implantation des bureaux, notamment celui du/des chefs de chantiers.

Ces plans doivent être fournis au Coordinateur HSE du constructeur et au Département HSE de LE PROMOTEUR.

### 8.2.3.12 Eclairage de chantier

Chaque entreprise devra mettre en place un éclairage adéquat de chantier ou de travail. Une campagne de mesurage en vue de surveiller les bonnes dispositions en matière d'éclairage devra être menée. Les niveaux d'éclairement minimum sont définis dans le tableau suivant :

Tableau 28: Limite minimum de l'intensité lumineuse sur le lieu de travail

lieu/activité	intensité lumineuse
<b>Eclairage de secours</b>	<b>10 lux</b>
Zones à l'extérieur non concernées par le travail	20 lux
Visites d'orientation simples et provisions (stockage des machines, garage, entrepôt) Voix d circulation	50 lux
Lieu de travail, avec tâches visuelles occasionnelles seulement (couloirs, escaliers, foyer escalier roulants, auditorium etc.), vestiaires et sanitaires	100 lux
Travaux de moyenne précision (montage simple, usinage de dégrossissage, soudage, emballage etc.) Locaux aveugles	200 lux
Travaux de précision (lecture, assemblage à difficulté modérée, tri, contrôle, travaux moyens su établi et machine etc.), bureaux	500 lux
Travaux de haute précisions (assemblages compliqués, couture, inspection des couleurs, tri préci etc.)	1000- 3000 lux

### 8.2.3.13 Eclairage de sécurité

Une installation de sécurité, signalant les sorties de secours et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, sera réalisée sur le chantier et dans les bureaux à l'aide de blocs de secours autonomes. Les zones particulièrement dangereuses devront être suffisamment éclairées.

#### **8.2.3.14 Moyen d'alerte**

Un moyen d'alerte (téléphone ou radio FM) devra être accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier. Le moyen d'alerte devra permettre l'appel des numéros mentionnés sur la fiche des numéros d'urgence. Cette fiche sera apposée au minimum à proximité des moyens d'alerte et aussi souvent que nécessaire. En cas de mise à disposition de téléphone GSM pour donner l'alerte, l'employeur est tenu responsable de la fourniture d'unités téléphoniques. Il est recommandé qu'un système de chargeur soit également fourni permettant dans toutes les situations d'assurer la charge de l'appareil. A défaut d'une alarme sur site, une cloche pourra être installée permettant de donner le signal d'une évacuation immédiate.

#### **8.2.3.15 Prévention des risques d'électrocution et branchements électriques de chantier**

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une rallonge supérieure à 25 m, avec au moins une armoire par niveau d'intervention lors de la construction des bâtiments. Il doit y avoir séparation de l'alimentation forte puissance de celle de l'éclairage. Il doit être mis en place un éclairage de sécurité dans tous les locaux obscurs. Le personnel chargé des installations électriques devra être habilité par son employeur. L'habilitation devra prendre en compte le domaine de tension ainsi que la nature des opérations autorisées (au sens de la publication UTE C18.510 ou équivalent). Nous recommandons que tout le matériel électrique utilisé par les entreprises soit conforme à la réglementation française (ou équivalente) :

Rallonges	Type H 07RNF 25 m maximum
Enrouleurs	Catégorie BNFC61.720 ou NF EN6 0598.2.8(IP45) Prises Incassables-Protection IP447 (IK8)
Baladeuse	NFC 71.00
Phare halogène	Norme NF avec grille de protection

Lorsque l'intervention sera réalisée dans des zones exigües ou humides, les appareils électriques devront être alimentés en très basse tension (25V). Cette tension pourra être obtenue par l'intermédiaire d'un transformateur électrique 230V/25V situé à l'extérieur de la zone.

#### **8.2.3.16 Limitation d'accès au site**

Le chantier doit être clôturé. L'entrée du site doit être gardée par une vigile qui en contrôlera les entrées et les sorties afin de prévenir les cas de vol et de savoir exactement qui se trouve sur le site à un moment donné. Une autre vigile secondera la première afin d'assurer la sécurité à l'intérieur du chantier, vaste de plusieurs hectares. Toutes les personnes étrangères devront avoir l'autorisation du chef chantier avant d'intégrer le site.

#### **8.2.3.17 Entretien et suivi de l'intégrité du site**

Lors de la réalisation du projet, le site devra être divisé au moins en quatre (04) grandes zones :

- Zone de fabrication

- Zone de parking
- Zone administrative
- Zone de chantier

L'approvisionnement en énergie se fera par un groupe électrogène. Les voies et moyens d'accès ou sortie et l'ensemble du chantier doivent être tenus en ordre et aucun danger ne doit résulter de l'entreposage des matériaux ou équipement, de l'accumulation des rebus ou de l'état d'un matériau ou pièces d'équipement. Les voies de circulation, les allées doivent être libres de toutes obstructions.

### **8.2.3.18 Registres**

Les registres, livres spéciaux ou équivalents suivants devront être tenus à jour par chaque entreprise :

- Registre hygiène, sécurité et médecine du travail,
- Registre des vérifications techniques des installations et équipements industriels,
- Registre des accidents du travail. Chaque registre devra comporter :
  - la date du contrôle ou de la vérification,
  - l'identité de la personne ou de l'organisme chargé du contrôle ou de la vérification,
  - l'identité de la personne qui a effectué le contrôle ou la vérification.

Les attestations, procès-verbaux, résultats et rapports des vérifications et contrôles techniques de sécurité seront annexés au registre.

### **8.2.3.19 Signaux de danger**

Une zone de danger doit être délimitée à l'aide de signaux danger :

- en dessous d'un échafaudage en porte-à-faux, volant ou d'une sellette,
- à tout endroit où est utilisée une grue mobile, une pompe à béton, un derrick, une potence, un mât à charge, une plateforme de travail élévatrice à bras articulée ou une nacelle aérienne,
- le long de la chaussée longeant la zone du chantier avertissant les usagers de la route de la tenue de travaux,
- à proximité des zones de stockage de produits dangereux et des sources d'énergie électriques,
- sur les conditionnements des différents produits chimiques indiquant les risques associés à la manipulation du produit (étiquetage des produits chimiques),
- sur les locaux dédiés au stockage des explosifs,
- indiquer la charge nominale sur les appareils de levage.

### **8.2.3.20 Équipement et matériel**

L'équipement doit être en bon état de fonctionnement, bien entretenu et certifié selon les exigences de la réglementation (appareils sous pression, cuves de gasoil, installations électriques etc.). Seules les personnes qui ont reçu la formation nécessaire et possèdent les compétences requises pour faire fonctionner cet équipement peuvent l'utiliser. Il faut garder le manuel du fabricant à portée de main pour l'équipement et les outils dont on se sert sur le chantier. Tous les matériaux, qu'ils soient temporaires ou permanents, doivent convenir à l'usage qu'on entend en faire, et ils doivent être installés de façon sécuritaire et conformément aux instructions du fabricant. Il est impératif d'indiquer la charge nominale sur les appareils de levage.

### **8.2.3.21 Procédures de verrouillage**

Les procédés de verrouillage doivent être appliqués pour tous les travaux où les employés peuvent entrer en contact avec des sources d'énergie. Par source d'énergie on entend l'électricité, la vapeur, la chaleur et la pression pneumatique ou hydraulique. Il faut neutraliser, réorienter ou bloquer la source d'énergie avant le début des travaux. Quant à l'électricité, il faut débrancher l'alimentation aux installations, à l'équipement ou aux conducteurs électriques. Seul le personnel compétent et qualifié peut réparer les sources d'énergie qui influent sur le travail à exécuter.

### **8.2.3.22 Equipement de soudure et de découpage**

Les bombonnes d'oxygène et d'acétylène doivent être rangées dans une position debout et attachée à un support stable. Il ne faut pas les laisser debout sans attaches. Les bombonnes vides doivent être ainsi indiquées et rangées séparément des bombonnes pleines. Il faut ranger toutes les bombonnes de sorte à les protéger du feu ou d'activités pouvant les exposer à des dommages mécaniques. Les bombonnes à gaz comprimé ne doivent pas être entreposées là où se trouvent des produits d'hydrocarbures. Toute bombonne à air comprimé ayant une fuite doit être enlevée immédiatement de la structure, et dès que possible du chantier. L'alerte incendie doit être donnée dès détection d'une fuite de gaz inflammable, explosif ou dangereux.

Les travailleurs doivent se servir de l'équipement de protection nécessaire au moment de faire de la soudure ou du découpage. Il leur faut en outre utiliser des écrans de soudeur lorsque possible afin de protéger les passants des arcs de soudage et des brûlures d'arcs.

L'entourage immédiat de ces travaux doit :

- être arrosé avant et après la soudure ou le découpage,
- être bien aéré pour que les vapeurs de soudure y soient évacuées.

Il faut garder à portée de main un extincteur d'incendie portatif de modèle ABC.

Toutes les matières inflammables ou combustibles qui se trouvent dans un rayon de 1 mètre des travaux de soudure ou de découpage et que l'on ne peut pas déplacer ou arroser doivent être protégées à l'aide d'un matériel non combustible.

Un surveillant doit rester sur les lieux pendant les travaux de soudure et de découpage et continuer d'observer les lieux pendant au moins une autre heure une fois les travaux terminés.

### **8.2.3.23 Echelles et échafaudages**

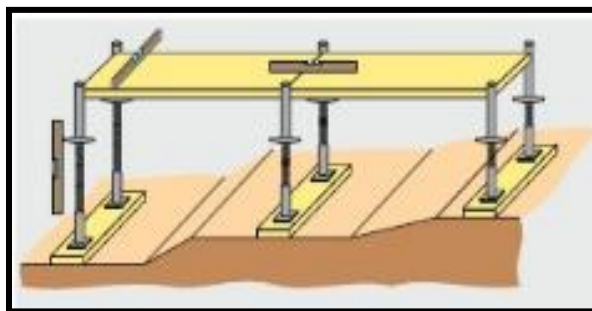
L'entrepreneur et sous-entrepreneur doivent s'assurer que les échelles sont en bon état et qu'on s'en sert de façon sécuritaire selon les règles en vigueur. Les échelles en métal ou avec renforts en métal ne doivent pas servir au travail d'électricité ou près des conducteurs électriques énergisés.

Les échafaudages doivent être érigés et démontés par des travailleurs compétents sous la supervision de personnes expérimentées. Il faut attacher l'échafaudage fermement avec les vérins de calage, les crics à vis, les tiges, les plaques de base et les autres raccords, comme le précise le fabricant. Les échafaudages qui dépassent 15 mètres de hauteur doivent être conçus et approuvés par un ingénieur professionnel et construits conformément au plan proposé.

Les rampes de sécurité doivent comprendre une traverse supérieure, une traverse intermédiaire et un garde-pieds. Il faut installer les rampes autour des plates-formes sur les échafaudages, des ouvertures dans le sol, des rampes de déchargement et des autres aires ouvertes où il est possible de tomber d'un niveau à un autre. Lorsqu'on enlève temporairement les rampes de sécurité ou les couvercles, les travailleurs, dans le secteur visé, doivent porter un baudrier complet rattaché à un système antichute, la ceinture et la corde d'amarrage devant être rattachées à une ancre très solide.

Les barricades, les rampes de sécurité et les couvercles doivent être remplacés soigneusement dès le travail terminé. La zone de montage doit être aménagée de telle sorte que les personnes circulant à l'intérieur du chantier ne puissent pas être mises en danger par la chute d'objets. Chaque échafaudage doit reposer sur une bonne fondation. Les pieds d'appui doivent être calés sur des semelles assurant une répartition uniforme des charges verticales au sol. Pour faciliter le montage, stabiliser l'ensemble et ménager le matériel, le pont inférieur doit être aligné le plus exactement possible dans les trois directions comme indiqué dans la figure ci-dessous.

*Figure 14: échafaudage respectant les consignes de sécurité*



#### **8.2.3.24 Tranchée**

Lorsque le personnel doit entrer dans une tranchée pour faire de l'excavation, il faut renforcer la zone de travail et utiliser des caissons de tranchée lorsqu'il y a lieu.

#### **8.2.3.25 Grues, appareils de levage et appareils de câblage**

Utiliser cet équipement conformément aux règles régissant les travaux de construction. Faire appel à du personnel compétent et qualifié pour en assurer le fonctionnement. Tout conducteur d'engin doit être dûment habilité.

Le chef chantier doit s'assurer que le machiniste a l'expérience nécessaire pour la manutention à lui assigner. Il convient de respecter la charge maximale supportée par les différents engins.

#### **8.2.3.26 Mise en œuvre de produits dangereux**

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (flocage, sablage, utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyen et de résultat).

Les exigences définies dans les FDS (Fiches de Données Sécurité) devront être mises en place.

### **8.2.3.27 Le Bruit**

Les différents intervenants dont les activités sont sources de nuisance sonore sont tenus de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques. Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- Réduction du bruit à la source,
- Encoffrement de la source,
- Suspension anti-vibratile,
- Eloignement des machines,
- Protections individuelles.

Le niveau maximal d'exposition est de 85 dB (décibels) pour une durée de 8h.

### **8.2.3.28 La poussière**

Lorsque les entreprises ont à exécuter des tâches génératrices de poussières, elles doivent protéger leur personnel des effets nocifs sur l'organisme en :

- Neutralisant la poussière à la source avec des outils munis de systèmes aspirateurs,
- En établissant des zones de confinement équipées de système de ventilation à filtres et éventuellement d'accès,
- Par arrosage fin des gravois ou des surfaces à nettoyer,
- Par des protections individuelles appropriées aux types de poussières (tant pour les voies respiratoires que pour les yeux).

Pour rappel, la valeur moyenne acceptable est de 10 mg/m<sup>3</sup> pour les poussières inséparables à effet non spécifique. Pour les autres types de poussière (silice, amiante,) chaque entreprise génératrice de nuisance devra veiller au respect des normes en vigueur.

### **8.2.3.29 Les vibrations**

Dans le cas de vibrations transmises aux membres supérieurs, il conviendra de :

- Choisir des machines traitées contre les vibrations (brise-béton anti vibratile par exemple)
- Minimiser le couplage entre la machine et le salarié par un bon choix de machine et l'adoption de bonnes postures

Si l'entrepreneur opte pour des équipements qui favorisent des vibrations transmises au corps entier il faudra :

- Réduire les vibrations à la source (choix de l'engin, état du sol, vitesse),
- Diminuer la transmission des vibrations en intercalant des dispositifs de suspension (pneus plus souple, sièges suspendu ou suspension basse fréquence de la cabine par exemple)
- Optimiser la posture des travailleurs (siège facilement réglable, aides visuelles,

Veiller à entretenir régulièrement le matériel et remplacer les éléments hors d'usage.

## **8.2.4 MESURES DE SECURITE EN PHASE D'EXPLOITATION**

### **8.2.4.1 Concernant les populations riveraines**

L'accès au site doit être interdit aux riverains. Les pictogrammes de dangers devront être disposés sur les différentes façades des clôtures pour informer les riverains des risques qu'elles encourent et limiter, voir éviter l'adoption de comportements imprudents.

L'exploitant, veillera à informer par les médias les riverains de tous grands travaux sur les postes sources affectant l'ensemble du réseau en précisant les secteurs impactés.

#### **8.2.4.1.1 Installation de sécurité routière**

Des installations de sécurité routière seront mises en place sur toute la ligne, y compris des panneaux de signalisation, des marquages et des garde-corps.

#### **8.2.4.1.2 Signalisation horizontale**

Le marquage sur la route consiste à indiquer clairement les parties de la route avec des directions de circulation différentes, et à indiquer au conducteur la ligne de guidage si nécessaire.

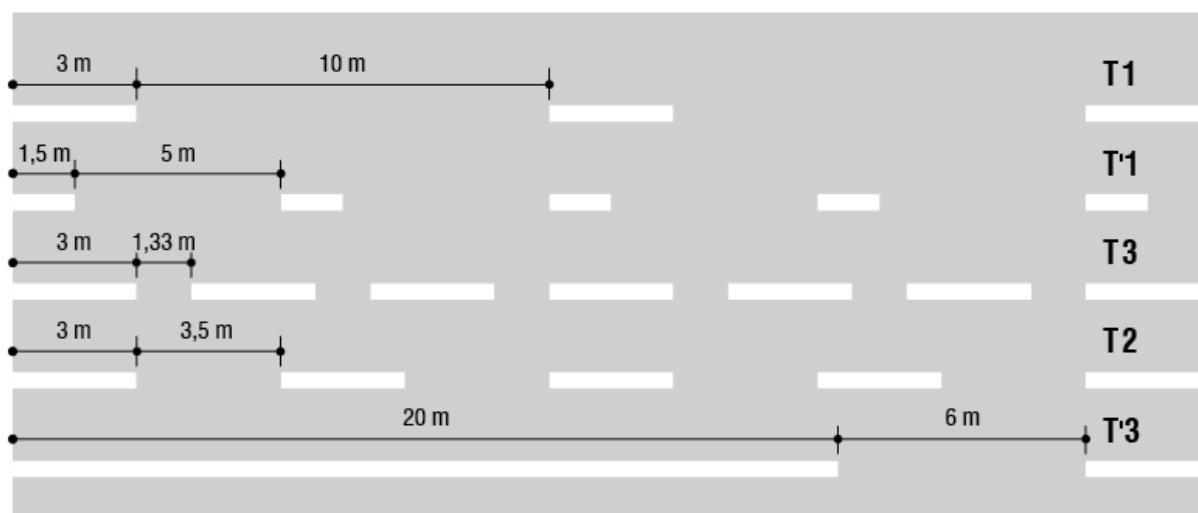
Il est nécessaire de peindre les marquages tout au long de la route. Ces marquages comprennent des lignes de séparation des voies, des lignes de bord, etc.

Les marquages proposés sont les suivants :

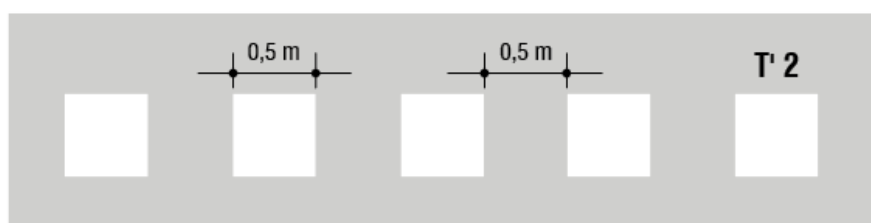
- Type T1 se réfère à la ligne de séparation des voies de circulation, d'une largeur de 12 cm;
- Type T2 se réfère à la ligne d'avertissement de courbe, d'une largeur de 12 cm;
- Type T3 se réfère à la ligne de bordure de zone de stationnement d'urgence, d'une largeur de 18 cm.

Leurs caractéristiques sont spécifiées dans la figure ci-dessous.

*Figure 15: Caractéristique de la signalisation horizontale*



Les lignes longitudinales axiales et de rives



Les lignes transversales

Type de marquage	Type de modulation	Longueur du trait (en m)	Intervalle entre 2 traits successifs (en m)	Rapport plein/vide
Ligne longitudinale axiale	T1	3	10	1/3
	T'1	1,5	5	1/3
	T3	3	1,33	3
Ligne longitudinale de rive	T2	3	3,5	1
	T'3	20	6	3
Ligne transversale	T'2	0,5	0,5	1

Source : [virages.zendesk.com/hc/fr/articles/200947558-Caractéristiques-des-lignes-longitudinales](https://virages.zendesk.com/hc/fr/articles/200947558-Caractéristiques-des-lignes-longitudinales)

#### 8.2.4.1.3 Signalisation verticale

Les panneaux de signalisation verticaux comprennent des panneaux d'interdictions, d'avertissement et de direction.

Des panneaux d'interdiction et d'avertissement seront installés aux lignes principales et aux intersections, dans le but d'organiser la circulation. Les types de panneaux sont divisés en :

- TGG : Très Grande Gamme
- GG : Grande Gamme
- GN : Gamme Normale

#### Panneau d'avertissement de danger

Les panneaux de signalisation avertissant les conducteurs d'un danger sont triangulaires. Ils lui indiquent de faire attention et préviennent par exemple d'un virage, d'un passage d'animaux ou d'enfants, d'un rétrécissement de la chaussée. En somme, ils indiquent tout événement qui doit augmenter la vigilance du conducteur !

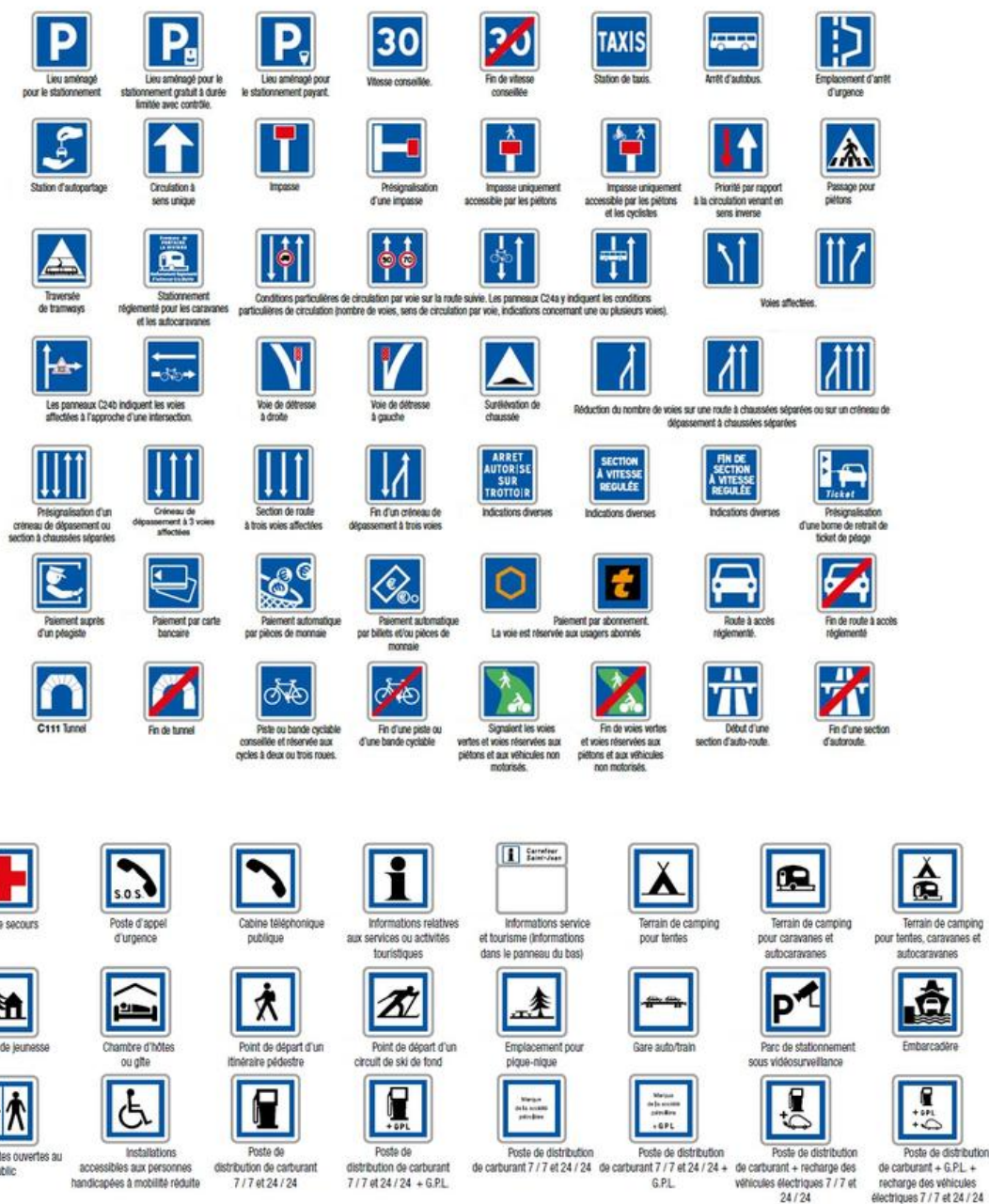


À ces panneaux on peut aussi ajouter les panneaux d'intersection et de priorité : cédez-le-passage, rond-point, etc.



### Panneau de signalisation d'indication

Les panneaux d'indication sont de forme carrée, à fond bleu ou blanc. Ils permettent d'informer les utilisateurs de la route sur l'emplacement d'une installation ou d'un service, ou de donner une indication aux automobilistes : présence d'un ralentisseur, panneau de signalisation de stationnement, etc.



### Panneau d'interdiction

Les panneaux de signalisation d'interdiction sont des panneaux ronds, majoritairement à fond blanc bordé de rouge. Le sens interdit, une barre blanche sur fond rouge, fait aussi partie de ces panneaux. Ceux qui réglementent le stationnement gênant sont à fond bleu. Enfin, les panneaux de fin d'interdiction sont à fond blanc et barrés de noir.

Les panneaux de limitation de vitesse reprennent également ces codes : dans le cas, la limitation est inscrite sur fond blanc et entourée de rouge.

Ces panneaux sont des interdictions formelles du code de la route : en d'autres termes, ne pas les respecter vaut une amende.





- Jaune : itinéraire temporaire.



#### 8.2.4.1.4 Installation de sécurité

Conformément à l'ARP et aux réglementations applicables en matière d'équipement et de signalisation routière, il est nécessaire d'installer des clôtures de sécurité sur certaines sections afin d'empêcher les voitures de faire une sortie de route.

#### 8.2.4.1.5 Mesures pour la sécurité du personnel travaillant sur l'axe routier

L'exploitant doit assurer la sécurité des personnels assurant l'entretien de la route. Pour cela, il doit veiller aux consignes générales suivantes :

- **Rédiger les procédures et modes opératoires documentés** instruisant les opérations à mener pour effectuer les tâches en toute sécurité.
- **Formation, Habilitation du personnel**

L'exploitant veillera à utiliser un personnel qualifié pour l'exécution des travaux sur le réseau électrique. Il mettra en œuvre les procédures d'habilitation du personnel intervenant sur les lignes. Pour délivrer une habilitation, l'employeur doit s'être assuré que :

- Le salarié a suivi une formation théorique et pratique adaptée aux opérations à effectuer ;
  - Le salarié a bien assimilé cette formation (savoirs et savoir-faire) en consultant « l'avis après formation » délivré par le formateur ou l'organisme de formation ;
  - L'aptitude médicale délivrée par le médecin du travail tient compte des risques particuliers auxquels le salarié sera exposé ;
  - Le salarié possède un carnet des prescriptions, éventuellement complété par des instructions de sécurité particulières au travail effectué.
- **Délivrer un permis de travail avant toute intervention à risque** sur le site doublé d'une **consignation** avec cadenassage et affichage de sécurité sur les départs des lignes objets de maintenance. Cette consignation doit respecter les étapes ci-dessous :
    - **s'équiper** d'EPI (équipement de protection individuel) des gants isolants, de casque isolant, de masque anti-UV, ne pas porter d'objet métallique sur soi, d'EIS (équipement de sécurité individuel) tapis isolant, des outils isolé 1000 V, un cadenas de consignation, une pancarte ou un macaron de consignation, et un VAT et également d'ECS (équipement collectif de sécurité) balise pour balisage panneau d'avertissement et nappes isolantes pour les composés nus sous tensions proche de vous.
    - **séparer** : couper l'alimentation, le plus souvent au moyen d'un disjoncteur. Rappel : un sectionneur ne doit jamais être manœuvré « en charge » (sectionnement de tous les conducteurs sauf celui de la terre) ;

- **condamner** : rendre impossible la remise sous tension sans actions particulières : cadenas, étiquetage , balisage.
  - **Identifier** : deux phases : 1. s'assurer que la partie d'installation que l'on vient de séparer et condamner est bien celle sur laquelle on doit intervenir ou travailler ; 2. poser des étiquettes ou des panneaux de signalisation indiquant que quelqu'un travaille sur l'installation et qu'il ne faut en aucun cas remettre le courant ;
  - **vérifier** : l'absence de tension électrique. Rappel : l'utilisation d'un multimètre ou contrôleur universel est interdite pour faire une VAT (Vérificateur d'absence de tension) ;
  - **mettre à la terre**, cette mise à la terre ayant obligatoirement lieu immédiatement après la vérification d'absence de tension et devant être complétée par la mise en court-circuit (afin de s'assurer contre la présence de condensateur et de tensions induites dues à une grande longueur de câble ou d'un retour de la tension).
- **Afficher une signalétique et des consignes de sécurité.** Les consignes ci-après doivent être indiquées :
    - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques ;
    - des pancartes « danger » sur tout poste susceptible d'être une source de danger pour l'individu (électrocution, risque de chute, etc.) ;
    - les restrictions d'accès ;
    - la signalisation des équipements de lutte et de secours ;
    - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
    - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
    - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
    - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
  - **Mise à disposition des EPI** notamment les casques de sécurité avec jugulaire, les tenues manches longues, les gants de différentes classes adaptés aux différents types d'intervention, les lunettes de sécurité, les bouchons d'oreilles et casques antibruit, masques antipoussière, gilet de signalisation à haute visibilité de classes 3 ou 2, lunettes ou visière de protection, etc. Ces équipements doivent être entretenus et maintenus dans un bon état pour assurer la protection souhaitée.

- **Réaliser les vérifications périodiques sur les installations et les équipements.**

En matière d'hygiène, l'exploitant doit veiller à ce que toutes les mesures légales soient suivies pour éviter le stockage prolongé de déchets, d'huiles usagées ou de résidus type (décharges sauvages). Somme toute, il devra se conformer à la législation du travail ivoirien en matière d'hygiène, de santé et de sécurité du travail dans le cadre de l'exploitation du réseau électrique (déclaration CNPS, suivi sanitaire, mise à disposition de vestiaires, entretien des lieux de travail, mise en place du CSST, etc.).

#### **7.2.4.3 Autres mesures de sécurité**

- a) **En ce qui concerne les accidents** : les accidents devront être déclarés à la CNPS. L'exploitant devra former son personnel au secourisme et disposer de sauveteurs secouristes à même d'administrer

les premiers gestes avant l'arrivée des secours. Des badges seront remis au personnel précisant le nom, le prénom, la fonction, les habilitations, le groupe sanguin de l'individu et toutes autres mentions sur les antécédents médicaux (diabétique, allergie, etc.). Les locaux électriques disposeront de perche, de gants, d'escabeau et d'extincteurs. L'exploitant disposera d'un défibrillateur automatique et formera le personnel secouriste à son utilisation.

- b) En ce qui concerne les dangers des machines :** toutes les pièces mobiles saillantes et autres parties dangereuses des machines et organes de transmission seront munis de dispositifs protecteurs, sauf en cas d'arrêt du moteur, les courroies ne sont manœuvrées qu'au moyen des dispositifs évitant l'emploi direct de la main. Leur réparation ne peut être entreprise qu'après calage de l'embrayage ou de volant et le moteur électrique après le blocage de son interrupteur. Il en est de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques. Toutes interventions et tous réglages n'interviendront que quand les appareillages et machines sont au repos. Le port des casques de sécurité et de vêtements ajustés et non flottants sont obligatoires sur tout le site minier. Les appareils de levage et de manutention porteront l'indication du poids maximum qu'ils peuvent soulever ou déplacer. Ils sont munis de freins ou tout autre dispositif permettant leur immobilisation immédiate. Il est interdit de passer sous des charges suspendues ou de faire passer ces charges au-dessus du personnel. Les treuils à moteur sont munis de freins permettant d'immobiliser les câbles. Les treuils à bras doivent comporter un dispositif interdisant un renversement intempestif du mouvement. En outre, les postes de manœuvre des treuils comportent sur le devant une protection efficace. Pendant l'utilisation, il est interdit de s'approcher des câbles tendus. Les câbles, les chaînes de charge, cordages ne seront pas soumis à des charges supérieures à celles fixées par le fabricant. Un examen périodique doit être effectué par le responsable de la conduite des travaux. Les raccordements sont effectués par une personne compétente. Un rapport de la santé de tous les appareillages (fiche de vie) est un gage de sécurité maximum.
- c) Des consignes de sécurité en matière d'installation électrique sont également connues notamment :** la surveillance et le contrôle des installations électriques sont assurés par un organisme agréé. Fréquemment sollicitées, ces installations doivent subir des contrôles périodiques afin de supprimer les défauts et anomalies dont les installations peuvent être affectées. Cette surveillance concerne notamment : (i) le maintien des dispositions mettant hors portée des personnes les parties actives de l'installation ; (ii) le bon raccordement et le bon état de conservation des conducteurs de protection ; (iii) le bon état des conducteurs souples aboutissant aux appareils amovibles ainsi qu'à leurs organes de raccordement ; (iv) le maintien du calibre des fusibles et du réglage des disjoncteurs ; (v) le contrôle du bon fonctionnement des dispositifs sensibles au courant différentiel résiduel ; (vi) la signalisation des défauts d'isolement par le contrôleur permanent d'isolement ; (7) le contrôle de l'éloignement des matières combustibles par rapport aux matériaux électriques dissipant de l'énergie calorifique ; (7i) le contrôle de l'état de propreté de certains matériels électriques en fonction des risques d'échauffement dangereux par accumulation de poussière ; (ix) le contrôle des caractéristiques de sécurité des installations utilisées dans les locaux à risques d'explosion (équipements ATEX) ; et dans le cas de l'utilisation de matières isolantes solides, liquides, ou gazeuses susceptibles de donner lieu, en cas d'incident, à des émissions de gaz, de vapeur, ou de poussières toxiques, le contrôle des précautions prises pour pallier les conséquences de telle émission pour le personnel. L'exploitant prend toutes les dispositions permettant de faire cesser sans délais les risques pouvant résulter des anomalies ou des défauts qui lui sont signalées. Aucune intervention ne se fera sans le strict respect des procédures de consignation.
- d) En ce qui concerne les mesures de protections contre l'incendie :** un soin particulier devra être apporté au stockage dans des récipients métalliques, étanches et clos de tous les liquides inflammables ainsi que les chiffons imprégnés de ces liquides ou de substances grasses. En cas

d'incendie malgré toutes les consignes de sécurité en vigueur, le premier secours est assuré au moyen d'extincteurs portatifs en nombre suffisant. Ces appareils sont aisément accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement et révisés périodiquement. L'exploitant prendra soin d'afficher pour chaque bâtiment, la nature du matériel d'extinction et de sauvetage ainsi que les manœuvres à exécuter en cas d'incendie, et quelles sont les personnes désignées pour les effectuer. Une armoire à pharmacie garnie de médicaments anti-brûlures doit être disponible. Cette armoire doit être facile d'accès, identifiée par une croix verte ou rouge et le personnel doit recevoir une formation de premiers secours. Toute fumée quelle que soit son intensité et sa densité doit être immédiatement signalée lorsque des détecteurs de fumées n'existent pas sur site. Il faudra veiller à désherber régulièrement les alentours des postes pour prévenir toute transmission d'un feu des sites vers l'extérieur et réciproquement.

### 8.3 REPONSES AUX SITUATIONS D'URGENCE

---

En phase de construction et d'exploitation, LE PROMOTEUR veillera à réaliser une analyse des accidents critiques déclencheurs d'un processus de gestion de situation d'urgence pouvant survenir durant les travaux ou opérations réalisés, des installations et équipements présents sur les sites du réseau électrique. Cette étude devrait permettre de recenser les risques générés dans le cas de fonctionnements dégradés des installations (fuite, rupture, panne, incendie, explosion, accident avec simple ou plusieurs victimes...), du comportement inapproprié du salarié (non-respect des consignes par exemple) ou une défaillance du système de management (absence de maintenance préventive). Elle aura pour vocation d'identifier les principaux événements redoutés et d'évaluer leur incidence sur le personnel travaillant ou logeant sur le site, sur les populations alentours, sur l'environnement et sur les installations du site. Une attention particulière sera apportée au diagnostic de la vulnérabilité de l'établissement vis-à-vis du risque de blessures grave ou de décès, d'incendie ou d'atteinte à l'environnement.

A l'issue de cette analyse il sera possible de retenir les scénarii d'accidents qui nécessitent un traitement attentif compte tenu des risques identifiés. Ils serviront de base à l'élaboration du "Plan de Réaction aux Situations d'Urgence" ou Plan d'Opération Interne.

Cette analyse mettra en évidence l'évaluation des moyens de :

- Prévention mis en œuvre pour limiter l'apparition de l'évènement indésirable en relation directe avec l'évaluation du risque en matière d'hygiène et sécurité et d'environnement,
- Protection mis en œuvre pour limiter ou atténuer les conséquences de l'évènement indésirable lors des premiers secours mis en œuvre ou durant les actions à plus long terme,
- Surveillance particulière durant la phase de remise en état ou de convalescence.

Cette phase fera l'objet d'un rapport détaillé présentant les résultats de l'analyse des risques.

#### 8.3.1 EXIGENCES MINIMUMS

Les exigences minimums ci-dessous sont à mettre en place et à documenter par LE PROMOTEUR.

- En termes de moyens humains et organisationnels pour le management des situations de crise, LE PROMOTEUR au minimum :
  - Désignera un coordinateur des situations d'urgence,
  - Prendra les dispositions pour la mise en place d'une infirmerie composée de personnel compétent et en nombre suffisant. L'infirmerie devra être en service et sans délai dès l'instant que du personnel est présent sur le site (exigence du code du travail pour un

effectif atteignant 50 travailleurs)

- S'assurera que 10% du personnel présent sur le site a été formé en réponse au secours à victime et lutte contre l'incendie,
  - Mettra en place une procédure concernant la vérification du matériel de premiers secours ou première intervention.
- En termes d'évaluation et analyse des besoins, LE PROMOTEUR documentera au minimum :
    - L'analyse des risques particulière des activités de stockage de substances et préparations dangereuses notamment les explosifs et les hydrocarbures,
    - L'analyse particulière pour les activités de transport d'énergie et de maintenance du réseau électrique
  - En termes de formation, de sensibilisation, LE PROMOTEUR veillera à la :
    - Formation des salariés aux consignes en cas d'urgence,
    - Affichage des consignes en cas d'urgence accessible à tous les travailleurs. Les consignes seront illustrées de façon suffisamment pédagogique pour garantir une bonne compréhension (Protéger, Alerter, Secourir).
  - LE PROMOTEUR mettra en place des fiches réflexes d'intervention par scénario :
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant les soins aux électrisés,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant le déversement accidentel d'une substance et préparations dangereuses,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant l'évacuation d'une victime,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant l'évacuation d'une victime en hauteur,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant l'évacuation d'une victime incarcérée,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant l'effondrement, basculement d'un édifice ou d'un équipement,
    - Mise en place d'une fiche scénario particulière concernant l'accident aux abords du site du projet.
  - LE PROMOTEUR s'assurera que les équipements d'intervention d'urgence mis en place comprennent au minimum :
    - des perches et gants dans les locaux électriques
    - des moyens d'extinctions adaptés en termes de qualité et quantité sur le site
    - des absorbants en cas de fuite sur le sol,
    - des contenant identifié et adapté pour la récupération des substances et préparations déversées,
    - Etude et Identification des moyens de transport adapté de la victime vers un centre spécialisé,
    - Etude et Identification des centres spécialisés en fonction de leur compétence (Antipoison, grand brûlé, polytraumatisé),
    - Les trousse de premiers secours avec tenu d'inventaires disponibles sur le site.
    - En termes de responsabilité sociale : Assurance Accident du travail pour tous les salariés du projet. Suivi jusqu'au rétablissement de tous salariés ou tiers ayant été victime d'un accident du travail et/ou une invalidité du fait des opérations du réseau électrique de LE PROMOTEUR.



## 8.3.2 REACTION EN CAS D'ACCIDENTS

En cas d'accident :

1. Alerter les sauveteurs secouristes du chantier/site pour prise en charge rapide de la victime
2. Emmener le blessé dans le bureau du chef chantier/site où devra se trouver une boîte à pharmacie ou à l'infirmerie du chantier si disponible ;
3. Donner les premiers soins au blessé ;
4. Si la blessure est grave, évacuer la victime à l'hôpital.

Le tableau ci-dessous liste les différents établissements sanitaires présents dans la zone du projet.

Tableau 29 : Liste des établissements sanitaire dans la zone du projet

Références	Nom de l'établissement sanitaire	Localités
1	Hôpital général à Soubré	Buyo
2	Hôpital Général de Buyo (HG PUBLIC de BUYO)	Buyo
3	Centre de Santé Urbain de Buyo (CSU-DM PUBLIC de BUYO)	Buyo
4	Centre de Santé Urbain de Dapeoua (CSU-DM PUBLIC de DAPEOUA)	Dapéoua

## 8.3.3 PLAN D'OPERATION INTERNE

### 8.3.3.1 Présentation générale

La base logistique et la carrière seront dotées d'un plan d'opération interne. Les objectifs du POI sont d'aider au mieux, en cas de sinistre ou incident majeur, les différents acteurs d'une opération de secours tels :

- Les témoins,
- Les acteurs,
- Les tiers,
- Les services extérieurs d'intervention,

A mieux organiser leur intervention et coordonner leurs actions sur le théâtre du sinistre.

Pour ce faire, LE PROMOTEUR élaborera un document qui se doit de :

- Se présenter sous une forme solide et résistante, aisément maniable (classeur, livret...) en fonction de l'auditoire ;
- Être simple et rapide d'emploi (scénarii bien distincts utilisation de fiches réflexes déroulant des consignes claires et adaptées...) ;
- Être simple à mettre à jour.

En page de couverture apparaîtront :

- Le titre du document ;
- La raison sociale de l'établissement ;
- Le nombre de page du document ;
- La dernière date de mise à jour.
- Chaque page sera numérotée, référencée avec la date de sa dernière mise à jour.

Outre les pages d'introduction, le POI comprendra les sept chapitres suivants :

- Chapitre 1 : Alerte ;
- Chapitre 2 : Situation géographique ;

- Chapitre 3 : Evaluation des risques avec répartition par zones de risques ;
- Chapitre 4 : Recensement des moyens d'intervention ;
- Chapitre 5 : Organisation des secours ;
- Chapitre 6 : Information ;
- Chapitre 7 : Exercices d'entraînement préalables.

### 8.3.3.2 Détails du contenu du POI

**Le chapitre 1 « Alerte »** comportera des consignes strictes présentées sous forme de schémas et de messages simple et facilement accessible.

**Le chapitre 2 « Situation géographique »** comprend notamment un plan de situation qui permet d'évaluer l'environnement géographique proche ou concerné par les accidents possibles (riverains, entreprises, environnement naturel, conditions météorologiques, régimes des vents dominants, voies de communications, réseaux d'énergie, points sensibles), un plan de masse qui précise les entrées et les accès, l'emplacement du poste d'alerte et de coordination, le point de rassemblement des moyens, les évacuations du personnel, les différents secteurs de risques, les plans des réseaux principaux indiquant les organes de coupure d'urgence (énergie, pluviales, effluents...).

**Le chapitre 3 « Evaluation des risques »** résulte de l'inventaire des risques et l'analyse des besoins, réalisés préalablement, et des scénarii d'accidents retenus. Cette section comprend pour chaque scénario notamment :

- Un plan détaillé avec les points sensibles (nature des stockages, opérations et équipements, quantités stockées...), les points à protéger en urgence, les voies d'accès possibles ;
- Un inventaire détaillé des produits ;
- La conduite à tenir en cas d'accident (zones à protéger, installations interconnectées à arrêter ou à mettre en sécurité, mesures immédiates à mettre en œuvre afin d'éviter l'extension...)

**Le chapitre 4 « Recensement des moyens »** permettra de recenser et d'indiquer les moyens internes disponibles dans l'établissement, et de définir, en collaboration avec les sapeurs-pompiers, les besoins en ressources externes ainsi que leur mode d'engagement.

**Le chapitre 5 « Organisation des secours »** permettra de décrire l'organisation mise en place en cas de sinistre, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacun. Il sera fait appel, pour chaque situation accidentelle envisagée et chaque fonction amenée à intervenir, à une fiche de mission et une fiche réflexe (check-list).

Une attention toute particulière sera apportée à ce chapitre qui constitue la partie la plus « opérationnelle » du POI. Il doit de ce fait, être simple et efficace d'emploi.

**Le chapitre 6 « information »** définira les modalités prévues pour, d'une part, l'information préventive des populations (si nécessaire), et d'autre part, l'information opérationnelle au moment du sinistre (interne, médias, autorités administratives...).

Les scénarii faisant appel aux sapeurs-pompiers seront validés par les services de la protection civile.

**Le chapitre 7 « Exercices d'entraînement »** permettra de garder les traces des exercices d'entraînement au P.O.I.

### 8.3.4 Exercice de mise en œuvre du POI

Des exercices réguliers doivent être réalisés par LE PROMOTEUR à partir des scénarii décrits dans le POI.

Ils doivent permettre de tester :

- Le schéma d'alerte ;
- L'organisation des secours ;
- Le fonctionnement de la coordination ;
- Le fonctionnement des différentes fonctions ;
- Le déploiement des moyens ;
- La montée en puissance des moyens internes et/ou externes ;
- Le fonctionnement des moyens.

Une attention particulière doit être accordée à la connaissance de la chronologie de l'exercice.

Le promoteur veillera à réaliser un exercice grandeur nature en impliquant les secours externes :

- Les pompiers de l'ONPC pour la lutte ;
- Police et gendarmerie pour établir les périmètres de sécurité ;
- CSU et CHR pour l'évacuation des blessés ;
- Mairie pour l'information aux populations ;
- La sous-préfecture pour alerter la cellule de déclenchement du PPI ;
- La presse locale pour la communication de crise ;
- Les voisins.

Une analyse critique de l'exercice sera réalisée au débriefing afin de recueillir à chaud les impressions, observations, et recommandations de chaque intervenant. Cette analyse pourra conduire à la révision immédiate du POI.

## **9 PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)**

## 9.1 Approche méthodologique

---

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) consiste à planifier les mesures de protection proposées et à identifier les différents partenaires et leurs responsabilités pour la mise en œuvre de ces mesures. Il sert de document d'orientation pour la surveillance et le suivi de l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées pour remédier aux impacts négatifs survenant pendant les phases de préparation, de construction, d'exploitation et de fin du projet.

Il vise comme objectif majeur de s'assurer de l'efficacité des mesures préconisées dans le EIES en fonction des attentes des différents partenaires impliqués, conformément à la législation ivoirienne et aux procédures des partenaires au développement en matière de gestion environnementale et sociale de projets de développement.

De façon spécifique, il vise à établir un cadre contractuel entre l'entreprise chargée des travaux et le maître d'ouvrage délégué, LE PROMOTEUR, sur les modalités de mise en œuvre des actions requises pour prévenir, supprimer, minimiser, atténuer ou compenser les impacts environnementaux et sociaux négatifs pouvant découler des travaux ; et pour maximiser (ou bonifier) les impacts positifs du projet.

Il constitue les clauses techniques environnementales que l'entreprise chargée des travaux devra mettre en œuvre pour la protection de l'environnement sur son chantier depuis la phase préparatoire jusqu'à la phase de fin de chantier. Les mesures d'atténuation et de maximisation des impacts sont présentées sous forme d'activités ou d'actions.

Dans le cadre de ce projet, le PGES se focalisera sur les stratégies de réduction, de suppression, d'évitement ou de réparation des impacts négatifs subis par l'environnement. La mise en œuvre de ces stratégies qui fera l'objet d'une part, de surveillance environnementale et d'autre part, de suivi environnemental devra satisfaire aux exigences suivantes :

- créer une plateforme pour faire face aux changements et aux incertitudes pendant la phase d'exécution des travaux envisagés ;
- gérer les impacts réels survenant pendant la phase d'exécution du projet ;
- garantir des conditions favorables à l'exécution du projet ;
- garantir des résultats environnementaux satisfaisants ;
- servir de source d'information de référence pour les projets futurs.

L'acceptabilité globale du projet qui suppose la prise en compte effective de la durabilité environnementale et sociale dans sa mise en œuvre peut être assurée à travers l'application correcte des prescriptions du PGES.

## 9.2 Processus de mise en œuvre du PGES et responsabilités des intervenants

---

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du Projet décrit :

- l'organisation à mettre en place afin d'assurer la mise en place effective des mesures correctives et le suivi environnemental du projet, en termes d'organisation humaine mais aussi contractuelle ;
- le rôle et les responsabilités des diverses parties impliquées dans le projet ; et
- les principales tâches qui sont à engager pendant les activités.

### 9.2.1 Processus de mise en œuvre du PGES

L'exécution de l'ensemble des activités se fera durant la progression des travaux en fonction des phases du chantier comme indiqué ci-dessous.

#### ❖ En phase préparatoire

Il s'agira de :

- procéder au choix du site de la base de l'entreprise de construction ;
- procéder aux opérations de libération de l'emprise, selon les normes et en accord avec les préfectures, sous-préfectures et les mairies ;
- procéder à la mise en œuvre de mesures justes et appropriées pour faire face aux dommages occasionnés par le projet.

#### ❖ Pendant la phase de construction

Il s'agira de :

- mettre en œuvre des mesures de sécurité au travail ;
- veiller à la protection de la qualité de l'air dans la zone des travaux ;
- mettre en œuvre les dispositifs de gestion des déchets de chantier ;
- veiller à protection de la qualité des milieux récepteurs des ouvrages prévus ;
- organiser les activités de sensibilisation des travailleurs et du voisinage ;
- veiller à la remise en état de tous les sites des travaux.

#### ❖ Pendant la phase d'exploitation et d'entretien

Il s'agira de :

- suivre la conformité des travaux d'entretien et de maintenance par rapport aux exigences de protection du milieu humain ;
- suivre la conformité des travaux de démantèlement des installations vétustes.

### 9.2.2 Responsabilités dans la mise en œuvre du PGES

Dans le cadre du présent projet, la mise en œuvre des mesures recommandées repose sur un cadre institutionnel composé des entités suivantes :

- Le Maître d'ouvrage délégué,
- La mission de contrôle (Maître d'œuvre),
- L'entreprise des travaux
- l'ANDE (représentant du Ministère chargé de l'Environnement et du Développement Durable), et

- les autres intervenants.

#### 8.2.2.1. Mesures sous la responsabilité de l'entreprise chargé des travaux (LRA)

L'entreprise chargée des travaux à la pleine et entière responsabilité d'appliquer effectivement et efficacement le PGES dont la mise en œuvre impliquera l'intervention sur le terrain de tout son personnel mobilisé sur le site du chantier. Les rôles et responsabilités de l'entreprise sont partagés de la façon suivante :

- **Le Directeur des Travaux** : Il est le premier responsable de la mise en œuvre du PGES. À ce titre, il assure la prévention des dommages, dégâts ou risques pour les individus et leur milieu. Il veille à ce que les techniciens, ouvriers et autres manœuvres soient imprégnés de son contenu et fassent respecter le PGES par tous les employés sur le chantier.
- **L'Environnementaliste** : Sur le site du chantier, il est responsable de la mise en œuvre du PGES de l'entreprise depuis le démarrage jusqu'à la fermeture du chantier. À ce titre, il veille à l'application effective des recommandations du PGES qu'il doit répercuter auprès de l'ensemble du personnel du chantier. Il est de fait le « **Répondant environnemental** » de la mission de contrôle des travaux et a la responsabilité de veiller au respect des clauses techniques environnementales et sociales lors des travaux du chantier et de servir d'interlocuteur au Bureau de Contrôle sur les questions environnementales. Il sera évalué régulièrement par le spécialiste en environnement de la Mission de Contrôle.
- **Les Conducteurs des travaux** : Ils supervisent au quotidien l'application des recommandations contenues dans le PGES, encadrent les chefs d'équipes, appuient l'Environnementaliste dans la mise en œuvre du PGES.
- **Les Chefs d'équipes** : Ils exécutent leurs différents travaux dans le strict respect des procédures environnementales établies dans le présent PGES. Ils organisent des échanges avec les ouvriers de leurs équipes de façon à leur rappeler les règles, les méthodes de travail et les conseils sur toutes les précautions à prendre pour préserver le milieu humain et biophysique.

Les plans suivants seront préparés par l'Entreprise et validés par la Mission de Contrôle :

- **le Plan de Gestion environnementale et Sociale de chantier** : Sur la base du présent rapport, l'entreprise des travaux devra élaborer son propre PGES chantier.
- le Plan Assurance Environnement (PAE) décrira les procédures de gestion des activités de chantier dans le respect des dispositifs de protection de l'environnement recommandés.
- **le Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED)** décrira le système que l'entreprise compte mettre en place pour une meilleure gestion des déchets produits et la destination finale de ces déchets.
- **le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)** : Il consistera en l'analyse des risques et en la proposition de mesures de sécurité. Aussi, ce plan se focalisera d'une part, sur l'identification de toutes les sources de risques et de dangers aussi bien pour les travailleurs que pour le voisinage ; et d'autre part, sur la mise en œuvre des dispositifs préventifs pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs et des populations voisines.
- **le Plan de Formation des Employés** expliquera comment l'Entreprise formera ses employés aux aspects de santé, sécurité et environnement, mais également, comment elle les sensibilisera aux

aspects de protection et de conservation des ressources naturelles et des biens socioéconomiques de la zone d'étude.

#### **8.2.2.2. Mesures sous la responsabilité du Bureau de Contrôle (Bnetd)**

En plus du contrôle traditionnel des travaux, le Bureau de contrôle veillera au respect des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux. Il est responsable au même titre que l'entreprise de la qualité de l'environnement dans les zones d'influence du projet. Les dégâts ou dommages environnementaux de quelque nature qu'ils soient, engagent la responsabilité commune de l'entreprise et du Bureau de Contrôle. Parmi le personnel clé, figurera donc obligatoirement un Expert en Environnement qui sera mobilisé à plein temps dans la mesure où les travaux comportent beaucoup de risques qu'il faudra prévenir et gérer en permanence.

Sa présence sera cruciale, notamment en début (pour la validation des documents préparés ainsi que les installations de chantier de l'Entreprise) et en fin des travaux, pour la vérification de la remise en état des sites.

Il devra effectuer une revue mensuelle de la gestion environnementale et sociale des chantiers avec à l'appui un rapport de suivi mensuel ainsi qu'un rapport environnemental de fin de chantier.

#### **8.2.2.3. Mesures sous la responsabilité du Maître d'ouvrage (AGERROUTE)**

AGERROUTE assurera pour le compte du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier (MEER) la coordination du projet. Elle sera chargée de veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de bonification décrites dans le présent rapport.

À ce titre, elle supervisera la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ; et s'attellera à la surveillance et au contrôle du plan de protection de l'environnement qui sera mis en œuvre par l'entreprise contractante. Ce plan se fondera sur les dispositions énumérées dans le PGES.

Elle sera, en tant que promoteur du projet, responsable au même titre que l'Entreprise de la qualité de l'environnement dans les zones d'influence du projet. Les dégâts ou dommages environnementaux de quelque nature qu'ils soient, engageront sa responsabilité.

#### **❖ Lors de l'élaboration du DAO**

Lors de l'élaboration du DAO des travaux et de la soumission des offres, elle s'assurera que les mesures et autres spécifications du PGES relevant de la responsabilité de l'Entreprise seront effectivement prises en compte dans les spécifications techniques. De ce fait, elle exigera de chaque entreprise soumissionnaire qu'elle fournisse dans son offre son Schéma Organisationnel du Plan Assurance Environnement (SOPAE). Ce SOPAE comportera au moins les éléments suivants :

- la démarche environnementale que l'entreprise met généralement en œuvre dans le cadre de travaux ;
- les éléments d'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le répondant environnemental avec son niveau hiérarchique, son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles, etc. ;



- les dispositions que l'entrepreneur mettra en place pour satisfaire aux exigences et spécifications environnementales contractuelles dans le cadre de l'exécution des travaux concernés.

#### ❖ Lors de l'exécution des travaux

LE PROMOTEUR sera responsable du suivi et de l'assistance nécessaire pour la mise en œuvre, dans les normes requises, des mesures environnementales et sociales définies dans le présent rapport. À ce titre, ses tâches consisteront essentiellement à :

- maintenir les relations institutionnelles requises avec l'ANDE, dans le but de la délivrance des certificats de conformité et autres avis requis sur les rapports d'études et la mise en œuvre des différents plans d'action ;
- organiser régulièrement des visites de supervision du chantier par son environnementaliste ;
- effectuer des revues mensuelles de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre du projet.

En plus, avant le démarrage des travaux, LE PROMOTEUR devra prendre directement en charge la gestion du processus de compensation des dommages.

#### 8.2.2.4. Mesures sous la responsabilité de l'ANDE

En gérant la procédure de suivi environnemental au nom de l'Administration, l'ANDE jouera un rôle essentiel dans la mise en application des dispositions préconisées dans le CIES.

Le Cahier des Charges environnementales, établi en appui de la délivrance du Permis Environnemental, est la première disposition visant à transformer les mesures d'atténuation, de surveillance et de suivi proposées dans le EIES en réalité contraignante pour toutes les parties.

Durant les activités de chantier, l'ANDE assurera la coordination technique entre les différentes entités étatiques et vérifiera les activités menées par le bureau de contrôle et l'entreprise en conformité aux dispositions applicables en Côte d'Ivoire. À cet effet, elle effectuera des missions de suivi environnemental et social des travaux pour, entre autres, s'assurer de la conformité du Plan de protection de l'environnement proposé par l'Entreprise et validé par le Maître d'Ouvrage Délégué.

### 9.2.3 Procédures de suivi et de surveillance de la mise en œuvre du PGES

Le contrôle, la surveillance et le suivi environnemental et social du chantier par le bureau de maîtrise d'œuvre, LE PROMOTEUR et l'ANDE se feront par les moyens de visites sur le chantier y compris la consultation des populations riveraines et celles affectées par le Projet, mais aussi par la consultation du « *journal de chantier* » et de tout autre document élaboré dans le cadre du projet.

Cette procédure comprend la surveillance et le suivi environnemental et social.

#### 8.2.3.1. Surveillance environnementale et sociale

La surveillance environnementale et sociale est l'opération qui vise à s'assurer de l'application effective, durant la phase de construction du projet, des mesures d'atténuation proposées. Elle visera également à

surveiller toute autre perturbation de l'environnement durant la réalisation du projet et qui n'aurait pas été appréhendée.

Elle relèvera de la compétence du promoteur, à travers la Mission De Contrôle (MDC) qui doit s'assurer du respect des engagements ou des obligations pris par lui-même en matière d'environnement tout au long du cycle de son projet. Elle est essentielle pour s'assurer que :

- les prédictions des impacts sont exactes ;
- les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent de réaliser les objectifs voulus ;
- les règles et les normes sont respectées ;
- les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés.

La surveillance environnementale et sociale du chantier sera assurée par le Bureau de contrôle à travers son Environnementaliste.

#### **8.2.3.2. Suivi environnemental et social**

Le suivi environnemental et social est une opération à caractère scientifique servant à mesurer les impacts réels de la réalisation d'un projet et à évaluer la justesse des mesures d'atténuation proposées. Il s'agit donc de l'examen et de l'observation continue d'une ou de plusieurs composantes environnementales et sociales pertinentes durant la période d'exploitation du projet.

Le suivi environnemental et social a pour objectif d'apprécier régulièrement le degré de mise en œuvre ou d'exécution des mesures d'atténuation préconisées par le EIES afin de permettre au Maître d'Ouvrage de préciser, d'ajuster, de réorienter ou d'adapter éventuellement certaines mesures au regard des caractéristiques des composantes du milieu.

Le plan de suivi inclut la définition des indicateurs de suivi environnemental et social permettant d'observer les évolutions au regard des objectifs préalablement définis.

Le suivi se déroule pendant les phases du chantier et d'exploitation du projet. Les responsabilités du suivi incombent particulièrement au Ministère chargé de l'Environnement, à travers l'ANDE mais aussi au représentant du maître d'ouvrage en l'occurrence, LE PROMOTEUR.

### **9.3 Exécution des activités du PGES**

---

Les principales dispositions environnementales à prendre en compte pendant la phase de réalisation du projet comprennent les recommandations d'atténuation des impacts négatifs sur le milieu naturel (qualité de l'air, bruit et ressource en eau) et le milieu humain (populations, activités économiques, cadre de vie, sécurité et circulation routière).

En plus des activités habituelles de surveillance environnementale du chantier, l'exécution des activités du PGES comportera cinq grands programmes de suivi/surveillance qui sont les suivants :

#### **9.3.1 Programme de suivi/surveillance de la qualité de l'air**

L'efficacité des engins et autres équipements utilisés sur le chantier, sera indirectement contrôlée en vérifiant la qualité de l'air ambiant. Ceci se fera de manière saisonnière pendant les saisons sèches et pluvieuses.

À cet effet, l'entreprise procèdera aux mesures des polluants atmosphériques, notamment les retombées des particules fines (poussières) et les polluants chimiques (les composés organiques volatils totaux (COVT), le monoxyde de carbone (CO), l'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) et le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>).

Des analyses périodiques des rejets atmosphériques doivent être réalisées selon un calendrier préétabli.

### **9.3.2 Programme de suivi/surveillance de la qualité du climat sonore**

Les bruits et les sons provoquant une sensation indésirable sont réglementés et consignés également dans l'Arrêté n°01164/MINEEF/CIAPOL/SDIIC du 04 Novembre 2008 portant Règlementation des Rejets et Émissions des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les bruits sont caractérisés par des grandeurs physiques mesurables et des grandeurs dites physiologiques correspondant à la sensation auditive :

- grandeurs physiques : pression, fréquence et spectre ;
- grandeurs physiologiques : niveau sonore plus ou moins fort ; hauteur (aigu, médium, grave).

Le chantier doit fonctionner de manière à ce qu'il ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement fixées par l'arrêté d'autorisation, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne).

A cet effet, l'Entreprise procèdera de façon périodique au relevé de l'état du climat sonore.

### **9.3.3 Programme de suivi/surveillance de la Gestion des Déchets**

Ce programme se focalisera sur l'ensemble des activités identifiées dans le PPGED et devra veiller à ce que toutes les actions prévues soient effectivement mises en œuvre dès le démarrage du chantier jusqu'à la fin des travaux.

Il s'agira, durant les travaux, de veiller à ce que la qualité du cadre de vie autour du chantier ne soit dégradée par les déchets des travaux. De ce fait, le programme de suivi/surveillance de la gestion des déchets tiendra compte :

- de la disponibilité en nombre suffisant des réceptacles des déchets ;
- de la mise en dépôt provisoire des déchets récupérables ;
- et de l'évacuation régulière des déchets non récupérables vers la décharge municipale.

### **9.3.4 Programme de suivi/surveillance des risques et dangers**

Ce programme se focalisera sur la mise en œuvre des dispositifs préventifs, à savoir :

- le renforcement des capacités des travailleurs sur l'utilisation des machines et des équipements de chantier ;
- la sensibilisation des travailleurs au respect des consignes de sécurité à travers les séances de formation interne dites « ¼ d'heures de sécurité et santé ».

Enfin, ce programme prendra en compte les dispositifs de protection des travailleurs et du voisinage en cas de survenue d'accidents sur le chantier.

### 9.3.5 Programme de renforcement des capacités

Il est important, voire indispensable de développer lors de l'exécution du projet un programme de sensibilisation des travailleurs sur le PGES chantier ; et de sensibilisation du personnel de chantier et du voisinage sur les risques liés au VIH/SIDA et la sécurité dans la zone des travaux.

Quelques indications sur ce programme sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 30: Thèmes du renforcement des capacités

Acteurs ciblés	Activités	Responsable
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préfets, sous-préfets et Direction Technique des Mairies</li> <li>- Populations riveraines des quartiers concernés par les travaux</li> </ul>	<b>Information /sensibilisation sur le Projet</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information sur le projet, l'emprise et la durée des travaux ;</li> <li>- Information sur les mesures de sécurité à observer lors des travaux ;</li> <li>- Sensibilisation sur les sauvegardes Environnementale et Sociale, la surveillance des travaux, la communication et la sensibilisation ;</li> <li>- Mécanisme de gestion des plaintes.</li> </ul>	UGP/Entreprise en charge des travaux
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel cadre ;</li> <li>- Conducteurs de travaux</li> </ul>	<b>Formation sur le PGES Chantier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectifs et structuration du PGES Chantier ;</li> <li>- Principales mesures de gestion des impacts proposées dans le PGES Chantier ;</li> <li>- Appropriation du PGES Chantier ;</li> <li>- Principaux indicateurs de mise en œuvre et de performance.</li> </ul>	Environnementaliste de l'Entreprise/MDC
Personnel de l'Entreprise ; ONG	<b>Hygiène, Santé et Sécurité au travail</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques en matière de sécurité liés aux tâches et aux activités ;</li> <li>- Equipements de protection individuelle et la conduite des engins ;</li> <li>- Application des mesures de bonnes pratiques pendant les travaux ;</li> <li>- Respect des us et coutumes locaux lors des travaux.</li> </ul>	Environnementaliste de l'Entreprise
ANDE	<b>Appui dans le cadre de la surveillance environnementale et social « externe »</b>	Spécialistes E&S Environnement E&S
Spécialistes Environnement et Développement social de l'UGP	<b>Formation sur les politiques de sauvegarde environnementale de la banque</b>	Spécialistes E&S de la banque

## 9.4 Estimation des coûts du PGES

Le coût global du PGES est de **Trois Cent Soixante Quatre Millions Cent Mille (364 100 000) francs CFA** dont :

- **Deux Cent Cinquante et Un Millions (251 000 000)**, francs CFA représentant les coûts de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales,

- **Quarante Cinq Millions** (45 000 000) francs CFA pour la surveillance environnementale et sociale,
- **Trente Millions** (30 000 000) francs CFA pour le suivi des performances environnementales et sociales, et
- **Cinq millions** (5 000 000) francs CFA pour le renforcement des capacités,

Les détails de ces coûts sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 31: Budget du PGES

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
<b>1</b>	<b>Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales</b>				
1.1	Gestion des déchets de chantier	Forfait	1	20 000 000	20 000 000
1.2	Campagnes d'information et de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA	Campagne	4	2 000 000	8 000 000
1.3	Environnementalistes	Mois	30	1 000 000	30 000 000
1.4	Acquisition des EPI et EPC	Forfait	Forfait	45 000 000	45 000 000
1.5	Acquisition de boîtes à pharmacie et contrat avec un centre de santé dans chaque département)	Ensemble	Forfait	10 000 000	10 000 000
1.6	Clôture de protection des écoles situées le long du tronçon	Etablissements	13	10 000 000	130 000 000
1.7	Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)	S/P	4	2 000 000	8 000 000
<b>Sous-total 1</b>					<b>251 000 000</b>
<b>2</b>	<b>Surveillance environnementale et sociale</b>				
2.1	Mission de surveillance environnementale et sociale	Mois	30	1 000 000	30 000 000
2.2	Analyses des paramètres environnementaux	Campagne	5	3 000 000	15 000 000
<b>Sous-total 2</b>					<b>45 000 000</b>
<b>3</b>	<b>Suivi des performances environnementales et sociales</b>				
3.1	Missions de suivi des Agents de l'ANDE	Mois	30	1 000 000	30 000 000
<b>Sous-total 3</b>					<b>30 000 000</b>
<b>4</b>	<b>Plan de Renforcement des capacités</b>				
4.1	Elaboration des modules de formation	Forfait	1	1 000 000	1 000 000
4.2	Organisation des séances de formation	S/P	4	4 000 000	4 000 000
<b>Sous-total 4</b>					<b>5 000 000</b>
<b>5</b>	<b>Total</b>				
5.1	Sous-total				<b>331 000 000</b>
	Coût indirect (10% du sous-total)				33 100 000
<b>Coût total du PGES</b>					<b>364 100 000</b>

## 9.5 Matrice de synthèse du PGES

### 9.5.1 Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase de Pré-construction et construction

Tableau 32: Plan de Gestion Environnemental et Social

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
<b>Phase de pré construction</b>											
Recrutement de la main- d'œuvre	Emploi	Positif	Création d'emploi	Recruter prioritairement la main-d'œuvre locale	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre de main- d'œuvre locale recrutée	- Liste du personnel - Registre d'emploi	200.000	Marché de l'entreprise
Installation de la base de l'entreprise	Activité économique	Positif	Développement d'AGR	Aménager une aire à proximité de la base de l'entreprise afin de permettre la vente de denrées.	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre d'AGR créées	- Rapport de surveillance	150.000	Marché de l'entreprise
Présence de la main-d'œuvre	Vie sociale	Négatif	Brassage culturel et risque de conflit en cas de non-respect des us et coutumes	Disposer d'une charte de bonne conduite ;	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Présence d'un code bonne conduite	- Observation de terrain ; - Rapport de surveillance	500.000	Marché de l'entreprise
Préparation du site, décapage des surfaces par les engins et construction de la base vie	Paysage	Négatif	Altération du paysage	Assurer l'esthétisme des ouvrages à construire ;	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Constat visuel - Respect du cahier des charges	- Observation de terrain ; - Rapport de surveillance	20 000 000	Marché de l'entreprise
	Sol	Négatif	Érosion des sols	- Établir un plan d'installation de la base du chantier prenant en compte la préservation du sol - Limiter les travaux de débroussaillage, dessouchage, et nivellement aux emprises strictement utiles	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Plan d'installation du chantier - Trace d'érosion	- Plan d'installation du chantier validé - Observation de terrain		Marché de l'entreprise
	Sol	Négatif	Pollution des sols	- Élaborer un PPGD - Entretien et maintenir les véhicules et engins de chantier en bon état - Aménager une aire étanche pour le stockage du carburant - Disposer de magasins et aires aménagées pour le stockage des matières dangereuses - Construire un atelier mécanique étanche - Aménager une aire étanche pour le stationnement des engins et véhicules - Stocker les terres souillées et huiles dans des fûts étanches et les faire collecter par un prestataire agréé par le CIAPOL.	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Présence d'un PPGD - Présence d'aires Spécifiques aménagées - Nombre de fûts de stockage des déchets - Trace de rejet direct de polluants	- Rapport de PPGED validé - Observation de terrain ; - Rapport de surveillance		Marché de l'entreprise
	Ambiance sonore	Négatif	Nuisances sonores	- Commencer après 6 h le matin et cesser avant 18 h le soir - Distribuer au personnel des bouchons de protection antibruit	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Respect des horaires de repos des populations. - Nombre de plaintes liées aux nuisances sonores	- Journal de chantier - Registre de plainte - Rapport de surveillance	4 500 000	Marché de l'entreprise
Préparation du site, décapage des surfaces par les engins et construction de la base	Air	Négatif	Altération de la qualité de l'air	- Arroser périodiquement les plateformes des travaux - Mettre des bâches de protection sur les camions transportant les matériaux - Entretien périodiquement les engins et les véhicules de	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- État des véhicules et engins de chantier ; - Nombre de plaintes liées aux émissions de poussières ;	- Certificat de visite technique - Registre de plainte - Observation de	10 000 000	Marché de l'entreprise

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
vie				chantier - Respecter la délimitation de vitesse.					terrain		
Libération de l'emprise	Eau	Négatif	Pollution des eaux par les déchets	Insérer dans le cahier de charges la propreté des lieux (collecte et élimination des déchets solides et liquides)	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Qualité des ressources en eau - Nombre de pollutions localisées	- Observation de terrain - Rapport de surveillance - Rapport de suivi	5 000 000	Marché de l'entreprise
Circulation de la machinerie et des véhicules de chantier	Cadre de vie	Négatif	Perturbation de la circulation routière	- Mettre en place une signalisation routière réglementaire permanente aux abords de la zone des travaux - Éviter d'obstruer les accès publics - Maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux - Aménager des déviations provisoires qui permettent une circulation sans danger - Baliser les fouilles à l'aide de grillage de balisage chantier de couleur orange	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre de plaintes liées à la perturbation de la circulation routière	- Registre de plaintes - Rapport de surveillance	5 000 000	Marché de l'entreprise
Acquisition de site pour l'installation de la base de l'entreprise, la zone de dépôt, etc.	Foncier	Négatif	Conflits liés au foncier	Obtenir un accord préalable avec les propriétaires terriens ou ayants droit avant toute exploitation de sites	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Accord d'occupation de site	Procès-verbal de négociation	5 000 000	Marché de l'entreprise
Circulation de la machinerie et des véhicules de chantier	Santé et Sécurité	Négatif	- Accidents de la circulation - Accident de travail	- Mettre en place une signalisation routière réglementaire permanente aux abords de la zone des travaux - Aménager des déviations provisoires qui permettent une circulation sans danger - S'assurer que les conducteurs de machines disposent des habilitations nécessaires	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Nombre d'accidents de travail - Nombre d'accidents de circulation	- Registre des accidents - Rapport de surveillance	5 000 000	Marché de l'entreprise
	Activité économique	Négatif	Perturbation de l'activité économique	- Éviter d'obstruer les accès publics - Maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux - Information et sensibilisation des populations avant déploiement des zones d'intervention	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Nombre de plaintes liées à perturbation de l'activité économique - Nombre de séances d'information et de sensibilisation des populations	- Registre de plaintes - Rapport de surveillance - Rapport de séance d'information	1 000 000	Marché de l'entreprise
<b>Phase de construction</b>											
Recrutement de la main- d'œuvre	Emploi	Positif	Création d'emploi	- Recruter prioritairement la main-d'œuvre locale	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre de main- d'œuvre locale recrutée	- Liste du personnel - Registre d'emploi	200.000	Marché de l'entreprise
	Activité économique	Positif	Développement d'AGR	- Sensibiliser le personnel de chantier à s'approvisionner auprès des commerces installés à proximité de la base de chantier	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre d'AGR créées	- - Rapport de surveillance	150.000	Marché de l'entreprise
Défrichement des sites des travaux	Flore	Négatif	Destruction du couvert végétal	- Respecter l'emprise des travaux - Utilisation des essences nobles pour des œuvres caritatives telles que la construction et la fabrication de tables et banc d'écoles, de lits d'hôpitaux - Plantation d'arbres d'ornement en remplacement des arbres qui seront abattus pendant les travaux,	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Superficie décapée - Nombre d'essences nobles valorisées - Superficie de reboisement compensatoire en arbres d'ornement	- Rapport de surveillance	5 000 000	Marché de l'entreprise
Mise en décharge des déchets	Sol	Négatif	Pollution des sols	- Aménager une aire de stockage des produits polluants et dangereux (fûts d'huiles neuves et usées, fûts de carburant). Cette aire sera imperméabilisée	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Trace de rejet direct de polluant dans le milieu naturel (sol et eau)	- Observation directe de terrain - Rapport de surveillance	15 000 000	Marché de l'entreprise
	Eau	Négatif	Pollution des eaux	- Stocker les produits polluants et dangereux sous abris de sorte à garantir l'absence de risque de rupture des							

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
				<ul style="list-style-type: none"> <li>- conditionnements et de risque de déversement accidentel</li> <li>- Stocker les produits liquides dans des cuvettes de rétention. Les aires de manipulation d'hydrocarbures devraient être étanches et reliées à un séparateur d'hydrocarbures</li> <li>- Procéder à la collecte et au stockage des huiles de vidange dans des fûts étanches, l'enlèvement et la valorisation par des structures agréées par le CIAPOL</li> <li>- Aménager une aire pour le stationnement des véhicules et machines de chantier.</li> <li>- Mettre en place un système de récupération des eaux de lavage des engins ainsi que des huiles usagées</li> </ul>							
Travaux de construction	Sol	Négatif	Érosion des sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation des zones d'emprunt, zone de carrière et de dépôts</li> <li>- Engazonner les zones décapées et de dépôt</li> <li>- Collecter et évacuer les gravats et autres déchets au lieu de dépôt au fur et à mesure de leur production</li> </ul>	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage de zone d'emprunt, zone de carrière et de dépôt réhabilités</li> <li>- Surface engazonnée</li> <li>- Existence de lieu de dépôt pour gravats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observation directe de terrain</li> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	15 000 000	Marché de l'entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation de la machinerie et véhicules de chantier</li> <li>- Terrassements généraux et réalisation des ouvrages de drainage</li> </ul>	Ambiance sonore	Négatif	Nuisances sonores	Commencer après 7 h le matin et cesser avant 18 h le soir	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombres de plaintes liées aux nuisances sonores	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre de plaintes</li> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	0	Marché de l'entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation de véhicules de chantier</li> <li>- Terrassements généraux et réalisation des ouvrages de drainage</li> </ul>	Air	Négatif	Altération de la qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arroser périodiquement tant que faire se peut les plateformes dédiées aux travaux et déviations</li> <li>- Mettre en place d'une bâche de protection sur les camions transportant des matériaux ;</li> <li>- Respecter la limitation de la vitesse des engins, camions et véhicules de chantier ;</li> <li>- Entretenir périodique des véhicules et engins de chantier</li> </ul>	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- État des véhicules et engins de chantier ;</li> <li>- Nombre de plaintes liées aux émissions de poussières</li> <li>- Niveau de concentration de poussière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre de plainte</li> <li>- Observation de terrain</li> <li>- Certificat de visite technique</li> <li>- Bulletin d'analyse de la concentration de poussière</li> </ul>	5 000 000	Marché de l'entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation de véhicules de chantier</li> <li>- Terrassements généraux et réalisation des ouvrages de drainage</li> </ul>	Santé et Sécurité	Négatif	Accidents de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Équiper les chantiers d'un dispositif médical pour les premiers soins et l'évacuation des malades et/ou des blessés graves vers les hôpitaux les plus proches.</li> <li>- Prévoir une infirmerie (personnel, kit de premiers soins) ;</li> <li>- Faire bénéficier les personnels d'une prise en charge médicale</li> <li>- Doter chaque employé d'Équipements de Protection Individuelle (EPI) de chantier (chaussures, casques, gants, casques antibruit, bouchons à oreilles, etc. et exiger son port ;</li> <li>- Recruter un personnel qualifié ou former le personnel à la manipulation des différents engins ;</li> <li>- Réglementer la circulation des personnes et des véhicules sur les chantiers ;</li> <li>- Interdire d'effectuer sur le chantier toute intervention ou</li> </ul>	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'accidents de travail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre des accidents</li> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	20 000 000	Marché de l'entreprise



Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
				tout réglage sur les mécanismes et appareils pendant la marche des engins et des véhicules, susceptibles d'exposer les utilisateurs à des risques d'incidents ou d'accidents - Interdire les mouvements des personnels du chantier sous des charges suspendues ou de faire passer des charges au-dessus des personnels - Enfermer tous les liquides inflammables ainsi que les chiffons imprégnés de ces liquides ou de substances grasses dans des récipients métalliques, étanches et clos ; - Disposer d'extincteurs portatifs en nombre suffisant, aisément accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement ; - Mettre une affiche indiquant le type de matériel d'extinction et de sauvetage existant, ainsi que les numéros d'appel d'urgence des unités de secours ou des organismes chargés de la lutte contre les incendies (Pompiers) - Limiter les heures d'exposition des travailleurs aux nuisances - Formation du personnel en santé et sécurité au travail							
- Circulation de véhicules de chantier - Terrassements généraux et réalisation des ouvrages de drainage	Santé et Sécurité	Négatif	Accident de circulation	- Informer les populations riveraines sur le planning d'exécution des travaux et les précautions sécuritaires à adopter - Maintenir la population loin du champ d'action des engins et matériels de chantier afin de prévenir les accidents - Mettre en place une signalisation adéquate à l'entrée des bases-vie et chantier afin d'assurer la sécurité des usagers - Prévoir et poser les panneaux de signalisation des travaux et de limitation de vitesse à l'approche des sorties d'écoles, des lieux de culte, des marchés et des centres de santé riverains ; - Faciliter le déplacement des personnes, dont les élèves dans les meilleures conditions possible, par l'aménagement de passage - Aménager des voies de déviation pour permettre la circulation des usagers en toute sécurité	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre d'accidents de circulation	- Rapport d'accident - Rapport de surveillance	7 200 000	Marché de l'entreprise
Présence de la main-d'œuvre	Santé et Sécurité	Négatif	Infections respiratoires	- Distribuer au personnel des EPI pour la protection des voies respiratoires - Sensibiliser le personnel sur le port impératif des EPI - mettre en place une infirmerie ou équiper celles qui existent pour les premiers soins des ouvriers	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	- Nombre d'EPI distribués ; - Nombre de séances de sensibilisation réalisées - Nombre de cas d'infections respiratoire enregistrés au sein de la main d'oeuvre	- Observation de terrain - Procès-verbal de sensibilisation - Rapport sur la surveillance de la santé	15 000 000	Marché de l'entreprise
		Négatif	Risques de transmission de VIH SIDA, du Coronavirus, ainsi que des grossesses non désirées	- Sensibilisation sur les risques liés au VIH/SIDA et au Coronavirus, - Achat et distribution gratuite du kit de protection de santé (préservatif+ gels de main, etc.	Entreprise chargée des travaux accompagnée par une ONG	MdC	ANDE	- Nombre de séances de sensibilisation réalisées	- Rapport de sensibilisation - Rapport de surveillance	5 000 000	Marché de l'entreprise

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
Présence du personnel	Vie sociale	Négatif	Non-respect des us et coutumes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser le personnel au respect des us et coutumes des populations</li> <li>- Création par les autorités administratives locales d'une plateforme de concertation pour la résolution des problèmes,</li> <li>- Recrutements de la main d'œuvres locale en particulier sur les emplois non qualifiés</li> </ul>	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de cérémonies de libation</li> <li>- Nombre de plaintes</li> </ul>	Observation de terrain	1 000 000	Marché de l'entreprise
Libération des emprises de la route et réalisation des ouvrages de drainage.	Activité économique	Négatif	Perte de revenu économique	Mise en œuvre d'un Plan d'Action d'indemnisation	Comité d'Exécution du PAR	MdC	ANDE	Nombre de personnes indemnisées	PV d'indemnisation	Coût du PAR	Budget état
			Perturbation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les populations à tenir le marché hors de l'emprise de la route.</li> <li>- Délimiter et baliser les aires des travaux par les murs Jersey</li> <li>- Privilégier les travaux hors du jour de marché.</li> </ul>	Entreprise chargée des travaux	MdC	ANDE	Nombre de séances de sensibilisation réalisées <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procès-verbal de sensibilisation</li> <li>- Observation sur le terrain</li> </ul>		2 000 000	Marché de l'entreprise
	Activité économique	Négatif	Destruction de cultures agricoles	Mise en œuvre d'un Plan d'Action d'indemnisation conformément au barème	Comité d'Exécution du PAR	MdC	ANDE	Nombre de plaintes liées à la destruction de culture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre de plaintes</li> <li>- Rapport d'incident</li> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	Coût du PAR	Budget état
	Cadre de vie	Négatif	Déplacement de réseaux existants d'eau potable, et électricité, PMH...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer la population avant le début des travaux</li> <li>- Impliquer des agents des concessionnaires SODECI, CIE, lors de la réalisation des travaux</li> </ul>	Comité d'Exécution du PAR	MdC	ANDE	Nombre de plaintes liées à la destruction de réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre de plaintes</li> <li>- Rapport d'incident</li> <li>- Rapport de surveillance</li> <li>- Rapport de déplacement de réseau</li> </ul>	Coût du PAR	Budget état
	Patrimoine socioculturel et religieux	Négatif	Empiètement de site sacré (24 tombes, 01 Mosquée et 13 églises)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les populations concernées avant le démarrage des travaux de chantier ;</li> <li>- Entreprendre des négociations auprès des chefs de terres pour les procédures de cérémonies de libations ;</li> <li>- Exécuter les rituels formulés par les chefs de terres des populations concernées.</li> </ul> Au cas où les travaux de construction devraient nécessiter un déplacement des tombes, les dispositions ci-après doivent être prises : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les services compétents du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Préfet de Région / Préfet de Département /) et les Pompes funèbres ;</li> <li>- Procéder au déplacement des tombes en associant les Ministères et les structures ci-dessus mentionnés ;</li> <li>- Entreprendre des négociations auprès des chefs de terres concernées pour les rituels et procédures à effectuer pour le déplacement des tombes.</li> </ul>	Comité d'Exécution du PAR	MdC	ANDE	Nombre de plaintes liées à la destruction ou profanation de sites sacrés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre des doléances</li> <li>- Registre de plaintes</li> <li>- Rapport d'incident</li> <li>- Rapport de surveillance</li> <li>-</li> </ul>	Coût du PAR	Budget état
	Habitation	Négatif	Perte de propriétés de bâtis	Mise en œuvre d'un Plan d'Action d'indemnisation	Comité d'Exécution du PAR	MdC	ANDE	Nombre de réinstallées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Registre de plaintes</li> <li>- Rapport d'incident</li> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	Coût du PAR	Budget état
	Végétation	Négatif	Destruction du couvert végétal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter l'emprise des travaux</li> <li>- Utilisation des essences nobles pour des œuvres</li> </ul>	Entreprise chargée des	MdC	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie décapée</li> <li>- Nombre d'essences nobles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de surveillance</li> </ul>	5 000 000	Marché de l'entreprise

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
				caritatives telles que la construction et la fabrication de tables et banc d'écoles, de lits d'hôpitaux - Plantation d'arbres d'ornement en remplacement des arbres qui seront abattus pendant les travaux,	travaux			valorisées - Superficie de reboisement compensatoire en arbres d'ornement			

## 9.5.2 Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase d'exploitation

Tableau 33 : Matrice de synthèse du Suivi du PGES en phase d'exploitation

Activité/ source d'impact	Composant es du Milieu affectées	Type d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation ou de compensation	Responsable de mise en œuvre	Responsable du suivi	Responsable de la surveillance	Indicateur de suivi environnemental	Source de vérification	Coût de mise en œuvre des mesures (F CFA)	Source de financement
Mise en service et entretien des voies	Climat sonore	Négatif	Modification de l'état acoustique par l'augmentation du trafic	- Réaliser des campagnes de sensibilisation des usagers à l'utilisation d'engins en bon état, à leur entretien périodique et au respect de l'environnement	- OSER	- Mdc	ANDE	- Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	- Rapport d'activité - Enquête auprès des usagers	2 000 000	Budget état
	Sol	Négatif	Pollution de sols par les suintements de véhicules et l'abandon de déchets liquides et solides	- Réaliser des campagnes de sensibilisation des usagers à l'utilisation d'engins en bon état et à leur entretien périodique - Planter des arbres d'ornement le long du tronçon (particulièrement à l'approche des localités)	- OSER - Autorités administratives et locales	- Mdc	ANDE	- Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées - Superficie des arbres d'ornement	- Rapport d'activité - Enquête auprès des usagers	2 000 000	Budget état
	Air	Négatif	Augmentation des émissions gazeuses dues à l'augmentation du trafic	- Réaliser des campagnes de sensibilisation des usagers à l'utilisation d'engins en bon état et à leur entretien périodique - Planter des arbres d'ornement le long du tronçon (particulièrement à l'approche des localités)	- OSER - Autorités administratives et locales - Entreprise chargée des travaux	- Mdc	ANDE	- Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées - Superficie des arbres d'ornement	- Rapport d'activité - Enquête auprès des usagers	2 000 000	Budget état
	Sécurité	Négatif	Augmentation des accidents de circulation au niveau des établissements scolaires	- Réaliser des campagnes de sensibilisation des usagers et populations et respect des consignes de sécurité routière - Aménagement de clôtures d'écoles - Aménagement des ralentisseurs aux entrées ou sorties des villages ainsi que des écoles	- OSER - Autorités administratives et locales	- Mdc	ANDE	- Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées - Nombres de clôtures construites - Nombre de ralentisseurs	- Rapport d'activité - Enquête auprès des usagers - Rapport de surveillance - Observation sur le terrain	2 000 000	Budget état
		Négatif	Risques d'accident de circulation	- Aménagement des aires de stationnement et des ralentisseurs aux entrées et sorties des villages ainsi que des écoles	- OSER	- Mdc	ANDE	- Nombre d'aires de stationnement	- Rapport de surveillance - Rapport d'incident - Observation sur le terrain	2 000 000	Budget état

## **9.6 Mécanisme de gestion des plaintes**

---

### **9.6.1 Objectifs et présentation d'ensemble**

Conformément aux standards internationaux, le mécanisme de gestion des plaintes doit être mis en place par le promoteur du Projet pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier celles qui sont affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution. Ce mécanisme doit être efficace, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatibles avec les droits humains, basé sur l'engagement et le dialogue, et permettre à toutes les parties concernées, y compris le promoteur du Projet, de tirer des enseignements. Il couvre l'ensemble de l'opération, de la conception jusqu'au suivi/évaluation.

### **9.6.2 Types de plaintes et conflits à traiter**

#### **9.6.2.1 Compensations**

Des conflits peuvent survenir au cours de la mise en œuvre du PAR. De nombreuses plaintes pourraient être enregistrées. En effet, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation peuvent être les suivants :

- Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage etc. ;
- Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectés, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien ;
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;
- Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

#### **9.6.2.2 Autres thématiques susceptibles de générer des plaintes**

D'autres plaintes peuvent survenir durant les phases de construction et d'exploitation en liaison avec des questions environnementales ou sociales, par exemple les suivantes :

- Environnement biophysique :
  - o Poussière générée par certaines activités de construction, et dommages associés sur des cultures ;
  - o Usage d'engins/équipement source de nuisances (bruit, vibrations, fissuration de bâtiments) ;
- Emploi et social :

- Problèmes de recrutement, allégations de pratiques discriminatoires lors des recrutements de main d'œuvre ;
- Perception que de nombreux non-locaux sont employés au détriment des locaux ;
- Problèmes de relation entre travailleurs et locaux.

### **9.6.3 Mécanisme de résolution**

#### **9.6.3.1 Mécanisme pour les plaintes et conflits liés aux compensations**

Deux types de recours sont possibles :

- D'une part, le mécanisme amiable et extra-judiciaire mis en place spécifiquement par le Projet ;
- D'autre part, le mécanisme judiciaire qui résulte de l'application de la loi.

##### ***Règlement des litiges à l'amiable***

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du présent PAR du projet, est le règlement à l'amiable. A cet effet, le dispositif suivant sera adopté.

Au niveau des localités rurales traversées par les lignes hautes tensions, des comités locaux de gestion de conflits seront mis en place. Composés de quatre (4) membres dont le Chef de village, un notable ou leader communautaire, le point focal du projet dans le village et un(e) impacté(e). Ces comités réceptionnent les plaintes au niveau des villages et les orientent vers le comité préfectoral d'indemnisation des PAPs par le projet.

Ce comité préfectoral de 15 membres, créé sous l'autorité du Préfet est présidé par le Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées. Il comprend en outre un membre de chaque communauté traversée par le projet de construction des lignes hautes tensions et les Directeurs des services techniques déconcentrés tels que l'agriculture, l'habitat et les travaux publics. Ce comité, chargé du suivi des activités liées à la gestion des plaintes et l'indemnisation de toutes les PAPs par le projet, saisit l'UGP à travers son équipe environnementale et développement communautaire.

Les plaintes sont ensuite enregistrées dans la base de données de l'UGP, analysées et traitées au cas par cas, le plus souvent au terme des missions d'investigation sur le chantier avec le(s) plaignant(e)s et le Chef des travaux de l'Entreprise.

Grâce à ce mécanisme, l'inventaire et l'évaluation de l'ensemble des biens impactés sont faits puis adressés à l'Entreprise pour des fins d'indemnisation. Dans cette optique, toutes les parties prenantes sont informées sur la procédure d'indemnisation, ce qui pour le moment a permis d'éviter les litiges et les conflits sur le chantier.

##### ***Règlement des litiges par voie judiciaire***

Selon les textes réglementaires, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée par la Commission Administrative d'Indemnisation.

La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des

expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté.

Cette procédure est suspensive de l'expropriation et de l'entrée en jouissance par l'Administration, du bien. Cependant, une fois le jugement d'expropriation prononcé, il est exécutoire même si l'intéressé forme un nouveau recours devant la juridiction compétente en appel. Ce recours relève cette fois d'une démarche délibérée de la part du requérant.

L'expropriation et la démolition du bien peuvent donc dans ce cas être exécutées même si le propriétaire n'a pas perçu son indemnisation. Celle-ci demeure alors consignée au Trésor, jusqu'à ce que, soit l'intéressé abandonne la procédure et la perçoive, soit la juridiction d'appel tranche.

Dans tous les cas, la perception de la redevance par-devant le Trésorier vaut résiliation de toutes réserves sur le bien exproprié de la part des deux parties, le propriétaire et l'Administration.

Cependant, la résolution des plaintes à l'amiable est la meilleure voie de recours. Le système de gestion des plaintes doit privilégier ce recours au détriment de la voie judiciaire.

### **9.6.3.2 Mécanisme pour les plaintes et conflits liés aux autres thématiques**

Les plaintes liées à des thématiques hors compensation seront enregistrées au point focal de Liaison. Un registre spécifique de gestion des plaintes y sera disposé pour l'enregistrement et le suivi de plainte. Ce dernier allouera la plainte au comité de règlement des plaintes ou le cas échéant à l'entreprise générale, selon le thème de la plainte. La procédure de traitement sera ensuite la suivante :

- Examen de la plainte (en interne au sein comité ou au niveau de l'entreprise générale si applicable), et formulation d'une proposition de résolution dans un délai maximal de 30 jours après ouverture du dossier ;
- Dans le cas où la résolution proposée n'est pas acceptée par le plaignant, communication de la plainte à un niveau supérieur pour médiation, avec recherche d'une solution susceptible d'être agréée par les deux parties.

## **10 PARTICIPATION PUBLIQUE**



## 10.1 Objectifs de l'information et de la consultation publique

---

Pour l'ensemble des parties prenantes consultées, la bonne marche du projet dépendra essentiellement de la communication, c'est-à-dire, de la capacité des responsables du projet à capitaliser, mutualiser et diffuser des informations tout en s'assurant qu'elles ont bien été comprises dans le temps souhaité par les différentes parties prenantes. Les parties prenantes concernent :

- Le promoteur ;
- Les autorités administratives ;
- Les autorités coutumières ;
- Les personnes susceptibles d'être affectées par le projet ou qui ont un intérêt dans le projet
- Les bénéficiaires du projet ;
- Les entreprises susceptibles de participer à la réalisation du Projet.

Le plan a été élaboré de façon à ce que cette participation :

- Soit libre, préalable et informée ;
- S'assure de la prise en compte des opinions exprimées ;
- Soit menée sur la base d'informations accessibles, compréhensibles, pertinentes et opportunes ;
- Soit entreprise de manière appropriée sur le plan culturel ;
- Inclut toutes les personnes intéressées ou affectées par le Projet ;
- Réalise un dialogue bilatéral ; et soit coopérative, et inclut des mécanismes explicites permettant de recevoir, de documenter et de répondre aux plaintes, commentaires reçus et préoccupations exprimées.

## 10.2 Dispositions réglementaires de la participation publique en Côte d'Ivoire

---

La participation du public se situe dans le cadre réglementaire du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales des projets de développement.

Elle comprend deux phases :

- **L'information et consultation du public** qui sont réalisées lors de rencontres au cours desquelles les partenaires au projet échangent avec les autorités locales et les populations riveraines afin d'obtenir leur avis et préoccupations sur la réalisation du projet. Une stratégie commune sera définie pour la mise en œuvre du projet, dans le souci de protéger l'environnement naturel et humain.
- **L'Enquête Publique** qui consiste à mettre à la disposition du public le rapport de l'Etude d'Impact Environnemental sous la supervision d'un Commissaire Enquêteur nommé par arrêté municipal ou préfectoral et chargé de recueillir les observations du public. Le commissaire enquêteur rédige un rapport qui sera transmis au promoteur du projet pour sa prise en compte dans le CIES.

Une consultation spécifique des parties prenantes est également requise (dans le plan d'action de réinstallation) lorsque les terres sont acquises par expropriation en vertu d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Quelques exemples d'actes sur la participation publique :

- La loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l'environnement qui stipule que le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement. Le Code de l'Environnement promulgué en 2023 a permis de préciser cette

exigence dans l'article 14 qui mentionne l'obligation de diffuser l'information relative aux programmes ou projets de développement ; les Études d'Impacts de ces projets doivent donc prendre en compte et définir les modalités de participation des notables locaux, de la Société Civile, des ONG et des groupes cibles de la population aux prises de décision entrant dans le cadre de la définition de ces projets.

- Aussi le point 12 de l'Annexe IV du Décret n°2024-595 du 26 Juin 2024 déterminant les règles et procédures applicables aux Evaluations Environnementales et Sociales impose la participation du public comme un chapitre clé du Rapport d'EIES

## **10.3 Activités de consultation réalisées dans le cadre de la présente EIES**

---

### **10.3.1 Approche méthodologique d'information et de consultation du public**

A cette étape (début) du processus, la démarche et les outils utilisés ont permis d'identifier, et d'organiser les rencontres avec les différentes parties prenantes locales dans les départements concernés en vue de les informer sur le projet, et par la même voie, échanger sur les aspects techniques et environnementaux du projet.

Elle a suivi quatre (03) étapes essentielles :

- (i) Le recueil de l'information ou la collecte de données secondaires,
- (ii) Les visites du site de projet ainsi que les rencontres qui ont donné lieu à des entretiens semi-directifs (individuel, focus-group) et
- (iii) Le traitement, l'analyse et la synthèse de l'information.

#### **Etape 1 : Recueil de l'information (ou collecte de données secondaires)**

L'équipe a privilégié le recueil d'information auprès de personnes et d'institutions ressources, et à travers une revue documentaire. Cette revue documentaire a consisté à collecter les informations de base relatives à la description du projet et de toutes ses composantes, à la législation et à la réglementation applicables aux évaluations environnementales et sociales, à la législation et à la réglementation applicables au secteur des énergies, aux caractéristiques de l'environnement humain de la zone d'insertion du projet, etc.

Les données de base de l'étude sont issues des sources suivantes :

- Cartes et plans réalisés lors des études techniques ;
- Rapports d'études techniques (APS et APD) ;
- Rapports d'activités des structures techniques ;
- Monographie pour les données physiques, biophysiques, administratives et socio-économiques, fournies par les autorités administratives locales ;

#### **Etape 2 : Visites de sites et rencontres des parties prenantes**

L'équipe de la mission a effectué plusieurs visites sur le couloir du projet et ses environs afin de situer et de cerner les limites de la zone du projet, d'identifier les infrastructures et les activités susceptibles d'être affectés par le projet, de valider ou d'infirmer certaines données secondaires collectées lors de la revue documentaire, et d'apprécier la sensibilité environnementale des sites.

Les enquêtes menées sont quantitatives et qualitatives. Elles ont consisté en la tenue de réunion d'information et de consultation des parties prenantes, d'entretiens individuels semi-dirigés et des focus groups. Elles ont été conduites par les autorités administratives locales, traditionnelles, les responsables

des services techniques, et les organisations de la société civile, les autorités administratives et les autorités coutumières. Ces différents entretiens ont permis de recueillir des informations pertinentes sur la zone, les avis et les préoccupations des autorités et des opérateurs économiques et groupement professionnel ainsi que des populations

- ***Entretiens directs et semi-directifs***

Le principal moyen d'information et de consultation des parties prenantes a été les rencontres individuelles des représentants de catégories de partie prenantes. Bien plus que des entretiens semi-dirigés, ces rencontres individuelles ont servi de séance de travail au cours desquelles les points suivants ont été évoqués :

- Présentation et caractéristiques du projet ;
- Présentation de la mission de EIES ;
- Enjeux et opportunités liés à la réalisation de projet ;
- Effets du projet sur l'environnement naturel et humain ;
- Mesures à prévoir dans le cadre de la mitigation des impacts négatifs ;
- Craintes et attentes vis-à-vis du projet ;
- Modalités d'implication des parties prenantes dans le cycle de réalisation du projet.

Bien que cette méthode requière un temps et un effort considérables, elle a été utilisée de manière systématique pour toutes les parties prenantes rencontrées.

Plusieurs rencontres individuelles ont été tenues avec chacun des représentants des parties prenantes. En ce qui concerne les autorités préfectorales, elles ont été rencontrées à plusieurs reprises afin de préparer et orienter les rencontres avec les autres parties prenantes.

Les rencontres avec les autorités ont été réalisées par différents membres de la mission.

Un premier groupe constitué d'experts (juriste, environnementalistes, biodiversité, socio-économiste et spécialiste en énergie) a initié plusieurs séries de rencontres avec les autorités préfectorales ainsi que les responsables des services techniques départementaux et régionaux afin de leur présenter le projet et échanger sur les enjeux liés au projet.

Un second groupe de la mission (divisé en trois équipes, chacune s'occupant d'une section de la file) a été chargé des rencontres et échanges avec les autorités préfectorales et sous-préfectorales pour (i) la présentation du projet et l'objet de la mission ; (ii) le recueil des avis sur le projet ; (iii) les échanges sur les modalités de conduites des investigations de terrain et des consultations publiques. À cet effet, les activités suivantes ont été organisées :

- ***Consultations communautaires***

Plusieurs entretiens semi-structurés et focus-group ont été organisés dans les sous-préfectures et villages concernés par le projet. Les équipes ont mené des entretiens communautaires (focus-group) avec les responsables communautaires de chaque localité afin de (i) leur présenter le projet, (ii) échanger sur les dispositions à prendre pour la bonne marche du projet ainsi que, les risques d'impacts que pourraient engendrer le projet et (iii) collecter des informations monographiques.

- ***Réunions d'informations et de consultation***

Une réunion d'information et de consultation avec les parties prenantes a été organisée dans chaque sous-préfecture des localités concernées par le projet afin de leur présenter le projet et aussi de recueillir leur avis. A cette rencontre, les leaders communautaires, personnes affectées ou leurs représentants, les

directeurs départementaux de l'Agriculture et du développement ainsi que, les directeurs de la construction et de l'urbanisme et, les directeurs départementaux des ressources animales et halieutiques quelquefois ont été conviés.

### **Etape 3 : Identification et recensement des biens affectés**

L'identification et le recensement des biens affectés ont été réalisés après les séances des consultations communautaires de chaque localité. Après cette séance, l'équipe du consultant demande à toutes les personnes qui ont des activités génératrices de revenu située dans la zone du projet de rester à proximité de leurs biens selon le programme de passage afin de faciliter l'identification et le recensement des responsables des biens affectés. Souvent, cette méthode a bénéficié d'appui des responsables communautaires en désignant des représentants de la jeunesse pour accompagner l'équipe du consultant.

### **Etape 4 : Traitement, analyse et synthèse de l'information**

Le traitement des différentes données collectées au cours des étapes 1 et 2 a été fait à l'aide de logiciels spécialisés tels que Word, Excel et Google Earth Pro ; ce qui a permis une meilleure analyse et interprétation des résultats. Par la suite, l'information qui en a résulté a été synthétisée.

## **10.3.2 Activités d'information et de consultation du public**

### **❖ Correspondances adressées aux différentes parties prenantes**

À l'entame de la mission, des courriers ont été adressés aux autorités préfectorales par la Direction Générale de LE PROMOTEUR en vue de les informer sur le déroulement de la mission. Par ce canal, des rencontres officielles ont été programmées afin d'échanger sur des aspects du projet et de la mission.

### **❖ Consultations institutionnelles**

Les autorités administratives des différentes localités concernées par le projet ont été rencontrées comme l'indique le tableau ci-dessous. Ces rencontres ont été l'occasion d'informer largement ces Autorités sur le projet et les conditions pratiques pour l'information et la consultation des populations dans les villages traversés par la route à bitumer.

### **❖ Consultations communautaires**

Ce sont plusieurs entretiens communautaires qui ont été réalisés dans les départements de Soubré et Yabayo. Ont participé à ces entretiens communautaires les leaders communautaires (chef de village, notables, présidents et membres du bureau de jeunesse, présidentes et membres du bureau de femmes, responsables d'organisation communautaires de base) ainsi que quelques membres de la population et les personnes impactées par le projet.

### 10.3.3 Résultats des rencontres individuelles pour recueillir les avis sur le projet

Le tableau ci-dessous retrace les avis exprimés par les différentes personnes rencontrées lors d'entretiens individuels.

Tableau 34 : Synthèse des rencontres individuelles

SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Entité	Nom de l'entité	Nom et Prénom du représentant	Fonction	Contacts	Préoccupations soulevées	Propositions	Avis sur le projet
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	E P H D HÔPITAL	N'DRI N'GUESSAN	DIRECTEUR	07-07-29-13-44 01-01-68-41-86	Ras	Ras	Avis très favorable
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	PRÉFECTURE DE BUYO	KOUASSI AYE JEAN - BAPTISTE	SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	0709820053	Comment indemniser les populations situées dans les localités traversées par la route dont l'emprise (40 m) se trouvera empiétée.	Si possible dévier la route aux abords des villages concernés pour éviter trop de dommages.	C'est un projet si important que sa réalisation effective est attendue par toutes les populations.
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	SANTE	N'GBESSO TANOH GERARD	Directeur départemental de la santé	0505836283	Ras	Dans la mesure du possible, dégager les voies d'accès aux structures sanitaires situées sur la voie principale.	Avis favorable
BUYO	BUYO	AUTORITE COUTUMIERE	UDACOFEB	KONE AHOUA	Présidente	0708684274	Mise à l'écart des femmes dans les recrutements des projets.	Tenir compte de la gent féminine dans le recrutement des ressources humaines.	Projet qui répond à nos attentes
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	CONSEIL REGIONAL	AMANI ALAIN	Dir. Cab	0707993707	Kilométrage de 11km insuffisant. Que prévoit-on pour les gros villages traversés par les travaux ?	Je souhaiterais que la voirie de Yabayo soit prise en compte pour le bitumage.  Recruter la main d'œuvre dans les villages traversés par le tronçon.	La mise en œuvre de ce projet mettra fin aux souffrances des populations  La ville de BUYO sera désenclavée.
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	EAUX ET FORET	EHOUE KOUAME ARMAND	Agent technique des eaux et forêts	0566182265	Les eaux et forêts en bordure impactées ainsi que les animaux.  Perturbation de la biodiversité, pollution des sols, des cours d'eau, érosion des sols.	Reboisement  Utilisation de matériaux écologiques Installation de bassin de rétention.	Avis favorable.
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	CONSTRUCTION ET URBANISME	BITY OROZOA ROGER	Directeur départemental	0707106021	Destruction des bâtis  Identification effective des bâtis pour indemnisations  Inclure les terrains nus	Associer les services du ministère de la construction pour la bonne conduite du projet  Mettre en place un chronogramme du travail.	Un projet salvateur
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	OIPR ADK/V6	BOLA TANGUI	AGENT SECTEUR	07-47-10-70-49	Ras	Ras	
BUYO	BUYO	AUTORITE ADMINISTRATIVE	MAIRIE	MAMADOU DOUMBIA	CONSEILLER MUNICIPAL	07-77-71-72-21	La date exacte du début des travaux	Bitumage de certaines voies de la ville, Nous souhaitons que vous allez au-delà de 11 km de voiries.	Le projet est la bienvenue. Nous ne ferons que vous accompagner
DAPEOUA	BELLE-VILLE	AUTORITE COUTUMIERE	ASSOCIATION DES FEMMES	GUEDE EDWIGE	PRÉSIDENTE DES FEMMES	0778108649	- Les commerces identifiés dans l'emprise de la route - est ce que les femmes ne seront pas exclues de la main d'œuvre locale au profit des hommes ?	- aider les femmes dont les commerces sont impactés, à se réinstaller afin de maintenir leur élan d'autonomisation. - définir un nombre de place exclusivement pour les femmes dans les équipes de mains œuvres locales.	C'est un très bon projet, il va nous permettre s'écouler plus facilement nos produits agricoles.  Nous souhaitons obtenir en marge de ce projet, un fonds d'appuis pour les femmes afin de leur permettre de

SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Entité	Nom de l'entité	Nom et Prénom du représentant	Fonction	Contacts	Préoccupations soulevées	Propositions	Avis sur le projet
									faire plus aisément leurs activités commerciales
DAPEOUA	BELLE-VILLE	AUTORITE COUTUMIERE	JEUNESSE DE BELLE VILLE	SERI YRIKESSIE	PRÉSIDENT DES JEUNES	0143514688	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce les biens impactés seront indemnisés ?</li> <li>- est-ce que nos jeunes pourront intégrer les équipes de travaux comme main d'œuvre locale ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- indemniser les impactés avant la démolition de leurs biens</li> <li>- permettre à nos jeunes d'intégrer les équipes pendant la phase des travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la construction d'un centre de santé</li> <li>- la construction d'un château d'eau</li> </ul>
DAPEOUA	BELLE-VILLE	AUTORITE COUTUMIERE	CHEFFERIE DE BELLE VILLE	KROUBA SARABO	CHEF DU VILLAGE, RETRAITÉ, PLANTEUR	01-53-65-17-26	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de centre de santé rurale et maternité,</li> <li>Sécurité au niveau de la circulation,</li> <li>Le cas de la poussière et bruits sonores, quelles solutions,</li> <li>Le souci des cimetières en bordure de la route,</li> <li>Le cas des impactés, quelle sera la conduite à tenir ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ouverture des voiries du village,</li> <li>Prise en charge des impactés,</li> <li>Recruter la jeunesse comme main d'œuvre pour le projet,</li> <li>Planter des panneaux de signalisation,</li> <li>Construire des ralentisseurs pour réduire les risques d'accident.</li> </ul>	Avis favorable pour le projet qui contribuera un développement de notre département.
DAPEOUA	DAPEOUA	AUTORITE COUTUMIERE	ASSOCIATION DES FEMMES ZOMANDRÉ	MAKADO	PRÉSIDENTE DES FEMMES	01-60-43-41-37	<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficiles conditions de vie des femmes,</li> <li>Difficiles conditions de déplacement des personnes et des produits qui engendrent la cherté de la vie,</li> <li>La mise à l'écart de la femme durant le projet,</li> <li>Manque de moyens aux femmes pour écouler leurs produits et de même les encadrer,</li> <li>Le souci de traverser les chantiers du projet,</li> <li>Qu'avez-vous prévu pour nos enfants ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assister l'association Zomandrè en mettant en place une ferme de porcs et de volaille,</li> <li>Besoin d'aide en nous offrant une broyeuse,</li> <li>Associer les femmes au déroulement du projet pour la restauration,</li> <li>Intégrer les femmes de Zomandrè dans la réalisation du projet,</li> <li>Nous voulons des mesures de sécurité pour mieux traverser les chantiers.</li> </ul>	Bon projet pour toute la population et surtout nous les femmes qui aspirons au bien être, ce projet nous ouvrira d'autres opportunités.
DAPEOUA	DAPEOUA	AUTORITE ADMINISTRATIVE	PRÉSIDENTE JEUNESSE	GUÉDÉ ALEX SONNI ANSTON	PRÉSIDENT DE LA JEUNESSE	01-01-21-16-10	<ul style="list-style-type: none"> <li>La question de dédommagement ?</li> <li>Que prévoyez -vous pour aux impactés,</li> <li>le souci de sécurité des usagers de la route,</li> <li>La date d'exécution des travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement des jeunes pendant le projet,</li> <li>construction d'un foyer des jeunes,</li> <li>besoin d'aide pour le terrassement de notre terrain de foot</li> </ul>	Toute la jeunesse est partante pour ce projet tout attendu nous sommes très heureux. Avec la dernière énergie, nous allons soutenir le gouvernement à ce que ce projet aboutisse.

SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Entité	Nom de l'entité	Nom et Prénom du représentant	Fonction	Contacts	Préoccupations soulevées	Propositions	Avis sur le projet
DAPEOUA	GRIBOUO	AUTORITE COUTUMIERE	JEUNES DE GRIBOUO	DALLO ZADI FRANCIS	PRÉSIDENT ADJOINT DES JEUNES	0748883858	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce que les personnes dont les biens sont impactés seront indemnisées ?</li> <li>- est-ce que le bitume sera sur tous les 40 M DE l'emprise ?</li> <li>- pourquoi c'est à la veille des élections présidentielles que le projet est lancé ? Est-ce que ce n'est pas pour nous attirer aux urnes ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemniser les impactés avant la démolition de leurs biens</li> <li>- libérer seulement la partie de l'emprise nécessaire pour le bitume afin de minimiser les impacts</li> <li>- l'état ne doit pas faire des élections, une condition sine qua none pour la réalisation du projet</li> </ul>	<p>C'est un très bon projet, il va permettre le désenclavement de nos localités et améliorer ainsi les conditions de vie des populations.</p> <p>Nous souhaitons que l'État puisse à travers ce projet, construire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un dispensaire ;</li> <li>- Un château d'eau dans le village ;</li> <li>- un groupe scolaire</li> </ul>
DAPEOUA	GRIBOUO	AUTORITE COUTUMIERE	Association des femmes	GANIER ZOUGOU LOUISE	Présidente des femmes	0759055363	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce que les bâtiments dans l'empire seront démolis ?</li> <li>- les plantations traversées par la route seront-elles indemnisées ?</li> </ul>	<p>Indemniser les personnes dont les plantations sont impactées et réinstaller celles dont les maisons sont dans l'empire, avant le début de la phase des travaux</p>	<p>C'est très bon projet et nous sommes importantes de voir sa réalisation.</p> <p>Nous souhaitons également qu'en marge de ce projet, l'Etat puisse construire pour nous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un marché de gros pour évacuer nos produits vivriers ;</li> <li>- un château d'eau</li> <li>- que l'État nous soutienne avec des broyeuses pour booster nos activités de transformation de manioc.</li> </ul>
DAPEOUA	LOBOVILLE	AUTORITE COUTUMIERE	LA JEUNESSE	GNAHORE MADOU HENRI -JOEL		0704611191	<p>Manque d'un centre de santé les voies du village sont impraticable.</p> <p>Manque d'un marché du village. Manque de moyen de transport.</p>	<p>Recruter les jeunes de Loboville pour les travaux du projet.</p> <p>Clôturer l'école primaire du village.</p> <p>Faire l'ouverture des voiries du village.</p> <p>Construire un centre de santé.</p> <p>Construire un marché pour le village.</p> <p>Financier les groupes d'entraide des femmes du village.</p>	<p>Le projet est le bienvenu pour le développement de Loboville</p>
GRAND -ZATTRY	BAKARYDOUGOU	AUTORITE COUTUMIERE	LA CHEFFERIE	KONATÉ MAMADOU		0779440403	<p>Manque d'un château d'eau</p> <p>manque d'un foyer des jeunes</p> <p>manque d'industrie dans la localité</p>	<p>Construction d'une usine dans la localité.</p> <p>Construction d'un foyer des jeunes</p> <p>intégrer les jeunes du village dans les travaux du projet.</p>	<p>Le projet est le bienvenu.</p>
GRAND -ZATTRY	KEITADOUGOU	AUTORITE COUTUMIERE	LA JEUNESSE	KONATE MAMADOU	PLANTEUR	0779440403	<p>Manque d'un foyer des jeunes</p> <p>Manque d'un château d'eau</p>	<p>La réhabilitation de l'école primaire</p> <p>la construction d'un centre de santé.</p>	<p>Le projet est le bienvenu.</p>

SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Entité	Nom de l'entité	Nom et Prénom du représentant	Fonction	Contacts	Préoccupations soulevées	Propositions	Avis sur le projet
							Manque d'un centre de santé Manque d'un collègue de proximité	L'électrification de l'extension du village.	
GRAND -ZATTRY	PETIGOA 2	AUTORITE COUTUMIERE	Association des femmes	YEPLÉ TOUABÉ EUGÈNE	PRÉSIDENTE DES FEMMES	0778006002	- Tous nos commerces sont impactés - est ce que les dédommagements des impactés seront faits avant le début de la phase des travaux ?	Construire un marché un peu loin de route pour permettre aux femmes de faire leurs activités commerciales en toute tranquillité. Indemniser et réinstaller les femmes dont les commerces sont impactés avant le début de la phase des travaux	C'est un très bon projet qui va nous permettre de booster nos activités commerciales
GRAND -ZATTRY	PETIGOA 2	AUTORITE COUTUMIERE	Association des jeunes	TOALY SERGE	Président des jeunes	0787389779	Nos commerces et plantations sont impactés  Est-ce que LRA pourra employer nos jeunes comme main d'œuvre locale ?  Notre cimetière est impacté	Nous souhaitons que : - LRA nous aide à nous réinstaller pour poursuivre nos activités commerciales. - que nos jeunes soient intégrés dans les équipes comme main d'œuvre locale lors de la phase des travaux. - que le chef et Sa notabilité soient associés aux processus d'exhumation et de déplacement des tombes impactées pour garantir le respect de nos us et coutumes.	C'est un excellent projet et toutes les populations sont importantes pour voir sa réalisation.
SOUBRE	KONEDOUGOU	AUTORITE COUTUMIERE	LA JEUNESSE	DAOUDA SIDIBE		0749317576	Manque d'un foyer des jeunes  Nous avons besoin d'un terrain de foot moderne  Manque d'un château d'eau	Construction d'un foyer des jeunes intégrer les jeunes du village pour les travaux du projet	Le projet est le bienvenu.
SOUBRE	NIAPOYO	AUTORITE COUTUMIERE	CHEFFERIE	WAYOUREU ALPHONSE	CHEF DU VILLAGE	07-47-05-73-37	Ouverture des voiries du village,  Souci d'eau,  Que le cimetière ne soit pas déplacé,  Besoin de poteaux électriques pour les quartiers en extension	Recrutement de la jeunesse pour le projet,  Accorder quelques voiries à notre localité	Le projet nous tient beaucoup à cœur parce qu'il va pousser au développement du village.
SOUBRE	NIAPOYO	AUTORITE COUTUMIERE	ASSOCIATION DES FEMMES	FLE ZOMANDRE	PRÉSIDENTE DES FEMMES	07-08-43-86-83	Manque d'eau dans notre localité,  Les femmes seront -elles sollicitées pour ce projet ?  Quel sera l'apport des femmes dans ce projet ?	Inclure les femmes dans la réalisation du projet,  Besoin de broyeuse manioc pour mener à bien notre activité.	Très bon projet, et heureuse de cette infrastructure routière qui va augmenter certaines activités.
SOUBRE	NIAPOYO	AUTORITE COUTUMIERE	PRÉSIDENTE DE LA JEUNESSE	DIOKRI VOGBO FRANCIS	PRÉSIDENT DES JEUNES	07-09-60-37-93	Le cimetière impacté sur une parcelle, le terrain de football impacté,  Le problème de dédommagement des impactés,  La jeunesse sera-t-elle impliquée pour les travaux du projet ?	La déviation du cimetière,  Reconstruire le terrain de football,  Créer un espace de repos et de jeux,  Créer et installer des panneaux de signification et des ralentisseurs pour la sécurité des usagers,  Aider la jeunesse en recrutant une main d'œuvre,	Le bitumage de la route est la bienvenue afin de booster le développement de notre village.  Tous remerciements à l'endroit des autorités et l'ensemble des acteurs du projet.



SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Entité	Nom de l'entité	Nom et Prénom du représentant	Fonction	Contacts	Préoccupations soulevées	Propositions	Avis sur le projet
SOUBRE	SOUBRE	AUTORITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION DÉPARTEMENTALE ÉQUIPEMENT ET ENTRETIEN ROUTIER	KROU LOUKOU PAUL	DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL	07-09-09-70-17	Impliquer les directions régionales et départementales dans la réalisation du projet.	Le représentant du ministère de l'équipement et entretien routier (MEER) qui est le directeur départemental de l'équipement et entretien routier doit être membre du comité de gestion des conflits.	Avis favorable
SOUBRE	SOUBRE	AUTORITE ADMINISTRATIVE	SOUS-PREFECTURE	COULIBALY ZANA	SOUS-PREFET	07-59-42-10-82	Qualité de la route	Faire un revêtement de qualité et durable	Projet très apprécié par tous
SOUBRE	SOUBRE	AUTORITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT	KOUAMÉ K. JÉRÔME	DIRECTEUR RÉGIONAL		La gestion de la qualité de l'air pendant les travaux	Associer davantage la direction régionale de l'environnement au projet.	Favorable

### 10.3.4 Résultats des consultations communautaires

Bien que l'ensemble des communautés rencontrées dans le cadre du projet ait donné un avis favorable à la réalisation du projet, plusieurs craintes et préoccupations ont été soulignées lors des consultations communautaires et des entretiens individuels dans la zone du projet. Elles sont pour la plupart d'ordre général et font référence aux impacts socio-économiques. Il s'agit des destructions relatives aux exploitations agricoles, des bâtiments en construction ou d'habitation, des lieux de culte et des forêts sacrés, des cimetières. Ces craintes et préoccupations sont abordées par les chefs de villages, des propriétaires d'exploitations agricoles et de bâtis.

Cependant, l'attente essentielle de l'ensemble des populations impactées par les activités du projet est cristallisée sur les indemnités relatives aux préjudices qui seront causés.

Mais pour ce qui concerne les sites sacrés, les responsables communautaires sont unanimes à la présentation des alternatives de déviation de ces sites situés dans les environs immédiats de l'emprise du projet dans la mesure du possible dans le cas contraire recommande vivement le respect des rituels, cérémonies et sacrifices à faire avant de procéder au déplacement des sites sacrés.

*Planche 10: Rencontres communautaires dans les localités impactées par le projet*



*Légende : 1-Localité de Gribouo ; 2-Rencontre avec l'association des femmes de Belle-Ville ; 3-Rencontre communautaire à Niapoyo ; 4-Rencontre à Dapeoua*

### 10.3.5 Résultats des séances d'informations et consultations publiques

Deux réunions de consultation publique se sont tenues à Soubré et Yabayo, respectivement le 28 Mai 2025 et le 30 Mai 2025.

Les résultats des échanges sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

#### 10.3.5.1.1 Résultats des séances d'informations et consultations publiques dans le département de Soubré

Sous la présidence de SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry, représentant Monsieur le Préfet de Région, Préfet de Département de Soubré, la réunion a enregistré la participation des chefs de services des ministères techniques, des chefs traditionnels, des chefs de quartiers, des personnes affectées et des représentants des femmes et des jeunes des localités impactées dans le département de Soubré.

Planche 11: Séance de consultation publique tenue à Soubré



Légende : 1-Table de séance présidée par M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry/2-Assistance pendant la présentation du cabinet avec les Sous-Préfets de Soubré et de Grand Zattry devant/3-M. KROU Loukou Paul Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier/4-M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine

Les échanges avec les populations ont été très constructifs avec des questions très précises. Ils sont présentés dans le tableau ci-après ainsi que le résumé des différentes interventions :

Tableau 35: Synthèse des interventions et échanges avec les populations au cours de la consultation publique de Soubré

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPONSES
M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry	Souhaite que le processus d'exhumation des tombes identifiées dans l'emprise se fasse dans le respect des règles coutumières du peuple Bété qui investit énormément dans les cérémonies funèbres	M. YEO, représentant de CSI, l'a remercié pour cette belle suggestion avant de le rassurer que ces observations soient prises en compte dans le rapport de l'EIES et du PAR.
M. KROU Loukou Paul Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier	Souhaite que les autorités administratives soient associées à la phase exécutive du projet.  Il souhaite également savoir si les 40 mètres de largeur de l'emprise connaîtront des modifications.	M. YEO a indiqué que toutes les entités administratives compétentes sont associées au projet à travers la mise en place de la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation (CE-par) qui est présidée par le Préfet.  M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine, a indiqué que son équipe travaille de concert avec AGEROUTE pour définir l'emprise définitive de la route et que toutes modification de l'emprise sera notifiée aux autorités administratives et coutumières.
M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry	A insisté sur le caractère sacré des cimetières en pays Bété. Il a souligné son expérience professionnelle lui fait croire que cela sera un véritable obstacle à la réalisation du projet. Il suggère que le tracé soit redéfini en cas de blocage.	M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine, a rassuré que toutes les dispositions seront prises par LRA pour éviter au maximum les cimetières et les sites sacrés identifiés dans l'emprise.  M. COULIBALY Zana Yaya, Sous-préfet de Soubré a souligné l'importance, les avantages et l'impatience des populations de voir ce projet de bitumage se

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPONSES
		réaliser. Il exhorte les populations des villages dont les cimetières sont impactés à faire preuve d'indulgence et de collaboration dans le processus de déplacement des tombes.
M. HINO D. Panphil, Chef de service à la Direction des mines	Souhaite savoir si La Route Africaine dispose déjà d'une carrière de sable et de gravier pour la phase des travaux. Vu l'ampleur de l'orpaillage clandestin, il propose d'associer à tout le processus, la Direction Régionale des mines pour les démarches administratives et de sensibilisations des populations dans les zones de carrières.	M. DADY BEDY, a fait comprendre que La Route Africaine est en prospection sur le terrain pour déterminer les potentiels sites de carrière qui pourront servir à cet effet. Il a indiqué que l'entreprise contactera la Direction des Mines pour les démarches administratives et la sensibilisation des populations dès qu'un site sera définitivement retenue.
M. KONAN K. Alexis, Chef de Cabinet du Préfet de Soubré	Souhaite savoir les dispositions prises par La Route Africaine pour la réalisation d'un ouvrage de qualité	M. KROU Loukou Paul, Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier, l'a rassuré de la volonté de toutes les entités techniques impliquées dans la réalisation du projet, à travailler en synergie pour garantir un ouvrage de qualité à la population de la NAWA.
M. KROU Loukou Paul Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier	Invite toutes les entités administratives et locales, notamment les chefs de villages et les présidents des jeunes, à veiller à ce que de nouvelles personnes ne s'installent dans l'emprise déjà définie dans l'espoir d'obtenir des indemnités.	M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry, l'a rassuré que des réunions de suivi et de sensibilisations seront organisées avec les Directeurs des structures directement impliquées ainsi que les leaders communautaires pour éviter que de telles situations se présentent
M. OPELY Zadi Abel, Chef du village de PETITGOA 2	A remercié les autorités préfectorales, La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO, soulignant ainsi l'impatience des populations de voir la réalisation de ce projet qui concoure au désenclavement de leurs localités. Il a exprimé également son inquiétude quant au cimetière de son village qui se trouve dans l'emprise des 40 mètres définie pour la route. Il souhaite que la chefferie soit associée pour garantir le respect des us et coutumes dans le processus de déplacement des tombes qui seront impactées.	M. YEO lui a également réitéré les remerciements du cabinet pour sa présence à cette consultation publique ainsi que pour leur bonne coopération avec les équipes lors des investigations sur le terrain. Il l'a rassuré que ces observations seront prises en compte dans les mesures préconisées au rapport de l'EIES ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre du PGES et du PAR.  M. SELE Gouanou Serge Claver, a rappelé l'importance et le caractère sacré des cimetières dans la tradition du peuple Bété. Il a invité La Route Africaine à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter au mieux les cimetières et les sites sacrés identifiés dans l'emprise.
TOALY Serge, Président des jeunes du village de PETITGOA 2	A remercié les autorités préfectorales, La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO. Il a exprimé la volonté des populations de PETITGOA 2, à être indulgentes dans les procédures coutumières relatives au déplacement des tombes impactées dans leur village, afin de faciliter la réalisation du projet qui ne doit pas contourner PETITGOA 2 pour cause d'obstacle.	M. YEO, lui a réitéré les remerciements du cabinet pour sa présence à la consultation publique ainsi que sa coopération avec l'équipe lors des investigations sur le terrain.  M. SELE Gouanou Serge Claver, lui a réitéré ses remerciements pour son leadership et sa compréhension de l'importance du projet de bitumage qui va engendrer le désenclavement de toutes les localités sur l'axe YABAYO - BUYO.

Source : consultation publique cabinet CSI, Mai 2025

Au terme des exposés et échanges avec les participants, Monsieur le Gouverneur a fait un récapitulatif des échanges tout en souhaitant que :

- La question de la période proposée pour les dédommagements soit prise en compte ;
- La population s'approprie ce projet très capital pour le département ;
- Le Cabinet transmette fidèlement les préoccupations des populations dans le rapport d'EIES ;

A la question de savoir si les populations adhèrent ou non au projet, elles ont marqué dans leur très grande majorité leur approbation.



Planche 12: Quelques participants de la séance de consultation publique tenue à Soubré



Légende : 1-M. OPELY Zadi Abel, Chef du village de PETIGOA ; 2- DR agriculture Soubré ; 3-M. HINO D. Panphil, Chef de service à la Direction des mines ; 4-TOALY Serge,Président des jeunes de PETIGOA ; 5-Présence des forces de l'ordre de Soubré

### 10.3.5.1.2 Résultats des séances d'informations et consultations publiques dans le département de Buyo

Sous la présidence de Monsieur KOUASSI Ayé Jean-Baptiste, Secrétaire Général de Préfecture de Buyo, représentant le Préfet du Département de Buyo, la réunion a enregistré la participation des chefs de services des ministères techniques, des chefs traditionnels, des chefs de quartiers, des personnes affectées et des représentants des femmes et des jeunes des localités bénéficiaires dans le département de Buyo.

Planche 13: Séance de consultation publique tenue à Buyo



Légende : 1-Mr KOUASSI AYE Jean-Baptiste, Secrétaire Général de Préfecture de Buyo ; 2- M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine ; 3-M. AMANI Alain, Directeur du Cabinet du Président du Conseil Régional de la NAWA ; 4- Salle de la réunion

Les détails des interventions sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 36 : Synthèse des interventions et échanges avec les populations au cours de la consultation publique de Buyo

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPONSES
M. AMANI Alain,  Directeur du Cabinet du Président du Conseil Régional de la NAWA	A au nom du Président du conseil régional, remercié tous les participants, notamment La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO. Il a rassuré de la volonté de l'Etat à commencer les travaux avant la fin de l'année 2025.	M. YEO, représentant de CSI, lui a réitéré les remerciements du cabinet pour l'importance que le conseil régional de la Nawa accorde à ce projet en marquant sa présence au côté de l'équipe projet.
M. GYE Tagbo Alexis,  Sous-Directeur de la Planification du conseil régional de la NAWA	Souhaite savoir la date de la mise en place de la CE-PAR.  Il souhaite également savoir si La Route Africaine doit forcément attendre la mise en place de la CE-PAR pour matérialiser l'emprise.	M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine, a indiqué qu'un compte rendu de la consultation publique sera fait à AGEROUTE qui va prendre les dispositions nécessaires avec le Préfet pour la mise en place de la CE-PAR, via la signature d'un arrêté préfectoral.  Il a souligné également que la matérialisation de l'emprise dépend nécessairement de la mise de la CE-PAR.  KOUASSI AYE Jean-Baptiste, Secrétaire Général de Préfecture de Buyo, l'a rassuré de l'existence d'un modèle de CE-PAR au niveau de la Préfecture de Buyo et que cette étape sera peaufinée très rapidement dès que AGEROUTE aura contacté le Préfet.  M. AMANI Alain, a invité toutes les entités administratives et locales, notamment les chefs de villages et les présidents des jeunes, à la sensibilisation des populations pour éviter que de nouvelles personnes ne s'installent dans l'emprise déjà définie dans l'espoir d'obtenir des indemnités.
ZADI Cyrille D.  Représentant du chef de GBILY	Souhaite savoir, pour les lots à moitié impactés, si l'indemnisation prendra en compte le lot entier ou c'est seulement la partie impactée qui est indemnisée.	M. DADY BEDY, a souligné que LRA travaille en synergie avec AGEROUTE pour fixer l'emprise définitive du projet. Il a fait comprendre également que les lotissements dans les villages prévoient un espace pour accueillir la route, mais si jamais un lot venait à être impacté, son mode d'indemnisation sera apprécié en collaboration avec le ministère de la construction qui est l'entité étatique assermentée à cet effet.
M. ZOLEBA Koré Alphonse,  Chef de GRIBOUO	A exprimé son inquiétude quant aux cimetières présents dans l'emprise et souhaité savoir si les autorités coutumières seront associées à la procédure d'exhumation et de déplacement des tombes présentes dans l'emprise.	M. DADY BEDY l'a rassuré que LRA prendra toutes les dispositions pour éviter au mieux les cimetières et sites sacrés identifiés dans l'emprise.  M. YEO a indiqué que des recueils d'avis et d'aspirations des populations et responsables coutumiers ont été réalisés dans tous les villages sur l'axe du projet afin d'associer les autorités coutumières au processus d'exhumation et de déplacement des tombes dans l'emprise. Il a rappelé que le Ministère de la Santé fait partie de la CE-PAR et que la procédure d'exhumation se fait de concert avec les populations en vue d'identifier les sites propices à la réinstallation des tombes et dans le respect des us et coutumes.
M. KROUBA ZARABO,  Chef de Belle-Ville	Souhaite que son village obtienne quelques kilomètres de bitumes dans les 11 kilomètres de voiries prévus par le projet	M. DADY BEDY a souligné que la répartition des 11 kilomètres de voirie prévus par le projet, se fera par l'AGEROUTE en fonction de la grandeur administrative de la localité.

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REponses
ZADI Cyrille D. Représentant du chef de GBILY	Souhaite savoir si le mode d'indemnisation prévoyait de réinstaller les impactés ou de leur donner une compensation financière.	M. DADY BEDY a indiqué que le mode d'indemnisation de chaque bien impacté sera déterminé en fonction de la valeur que le ministère de l'agriculture ou de la construction aura expertisée pour le bien. Il a également fait comprendre que l'évaluation des biens se fera nécessairement avant leur démolition.
YAO Kouassi Severin, Président communal de la jeunesse de Buyo	Souhaite savoir la place la jeunesse dans ce projet.	M. YEO, a fait comprendre que la jeunesse occupe une place prépondérante dans la réussite du projet. Elle contribuera à la sensibilisation des populations sur l'importance du projet, au processus de gestion des plaintes lors de la phase des travaux et servira de main d'œuvre locale pour les travaux d'aménagement et de bitumage de l'axe qui leur sont accessibles.

Au terme des exposés et échanges avec les participants, Monsieur le Gouverneur a fait un récapitulatif des échanges tout en souhaitant que :

- La question de la période proposée pour les dédommagements soit prise en compte ;
- La population s'approprie ce projet très capital pour le département ;
- Le Cabinet transmette fidèlement les préoccupations des populations dans le rapport d'EIES ;

A la question de savoir si les populations adhèrent ou non au projet, elles ont marqué dans leur très grande majorité leur approbation.

Planche 14: Quelques participants de la séance de consultation publique tenue à Buyo



Source : CSI, Mai 2025



### **10.3.6 Documentation et restitution des résultats des activités de consultation**

Les résultats des activités de consultations publiques ont fait l'objet de production de procès-verbaux signés par les autorités préfectorales et les participants et annexés au présent rapport.

## **10.4 Recommandations**

---

Au regard des résultats de notre étude et pour une intégration harmonieuse du projet dans l'environnement humain de la zone d'étude, nous pouvons faire les recommandations suivantes aux agences et institutions qui portent ce projet :

- Prendre en considération les attentes des populations durant la réalisation du projet, notamment, veiller à l'indemnisation des cultures et des autres biens impactés avant le début des travaux, veiller à l'amélioration de la qualité de vie des populations, etc. ;
- Rester à l'écoute des populations et prendre en compte leurs réclamations éventuelles en cherchant hâtivement à les solutionner dans la mesure du possible ;
- Informer les populations au lancement des activités via les autorités (autorités administratives, chefs coutumiers, responsables d'associations, etc.) et à travers les mass-médias ;
- Informer les populations de l'évolution des travaux en temps réel et des changements qui surviendraient ;
- Sensibiliser les populations sur les risques liés au chantier ;
- Ne pas négliger le recrutement des populations locales sur le chantier ;
- Mettre l'accent sur la sécurité du chantier et la santé des populations et des travailleurs.



## **CONCLUSION**

L'évaluation des impacts environnementaux et sociaux du projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo a été initiée afin de se rendre au plus près de la zone d'influence du projet pour identifier ses incidences environnementales et sociales sur les différentes composantes du milieu récepteur. Cette évaluation a été menée par une équipe pluridisciplinaire au sein d'un Cabinet d'expertise en environnement agréé par l'ANDE.

L'étude a joui de la contribution de plusieurs acteurs impliqués dans la phase de conception du projet et qui auront un grand rôle à jouer durant sa phase de mise en œuvre. Il s'agit notamment du personnel de contrepartie de LRA, des représentants de l'AGEROUTE, des autorités administratives et coutumières ainsi que des riverains qui, ayant participé aux consultations publiques, ont pu exprimer leurs inquiétudes et donner leur avis sur le projet. La tendance générale qui se dégage des différents points de vue exprimés vient conforter l'adhésion des parties prenantes au projet, qui y voient un tremplin de développement incontournable pour ses nombreux impacts positifs. Il s'agit notamment du désenclavement des localités desservies par la voie à bitumer, de l'amélioration du cadre et des conditions de vie, du renforcement de la sécurité et de la création de nouveaux emplois, pour ne citer que ceux-là.

Toutefois, de nombreux impacts négatifs identifiés en cours d'étude viennent relancer le débat sur sa viabilité environnementale et sociale. Les dommages à l'environnement liés aux dégradations des sols, la destruction du couvert végétale, les perturbations du trafic routier sur l'axe durant la phase des travaux, la destruction des gîtes de l'endofaune et l'accroissement des risques d'accidents de circulation, la pollution de l'air par les émissions de poussière et de gaz d'échappement des véhicules de chantier ou des usagers, les coupures temporaires d'électricité pour causes de déplacement des réseaux de concessionnaires en phase de construction, les destructions de cultures, de bâtis et les expropriations sont autant d'impacts négatifs qu'il conviendra de maîtriser pour assurer la viabilité environnementale et sociale du projet et maintenir l'adhésion des populations.

A cet effet tous les impacts négatifs relevés ont fait l'objet d'étude de mitigation et d'atténuation. Les personnes à indemniser ont été recensées et le coût des compensations calculé au sein d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour orienter le promoteur dans la prise de décision relative au budget global du projet. L'ensemble des mesures à prendre pour bonifier les impacts positifs et atténuer ceux négatifs sont synthétisés dans un PGES qui devra être mis en œuvre afin d'inscrire ce projet dans la dynamique du développement durable.

Somme toute, le projet de bitumage de l'axe routier Yabayo-Buyo est un projet de grande envergure, un projet à caractère fiable, bénéfique et salubre pour la Côte d'Ivoire ; un projet utile qui contribue efficacement, si les mesures d'atténuation, de protection et de bonification sont mises en œuvre, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en ce sens qu'il participe effectivement des efforts déployés par le Gouvernement dans l'amélioration des conditions de vies des populations.

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE**

**Adjanohoun e., 1964** : Végétation des savanes et des rochers découverts en Côte d'Ivoire centrale, ORSTOM, PARIS, pp 23-28

**Aké Assi, L., 1998.** Impact de l'exploitation forestière et du développement agricole sur la conservation de la biodiversité biologique en Côte d'Ivoire. Le flamboyant N° 46 Déc. 20-21.

**Amani M. K., Koffi F. K., Yao B. K., Kouakou B.D., Jean E. P. Et Sekouba O., 2010** : Analyse de la variabilité climatique et de ses influences sur les régimes pluviométriques saisonniers en Afrique de l'Ouest : cas du bassin versant du N'Zi (Bandama) en Côte d'Ivoire, cybergéo, article 513

**Avenard J. M. 1971** : Aspect de la géomorphologie, in le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, mémoire ORSTOM N° 50, Paris, pp 15 – 22. A

**Avenard J.M. M. Eldln G. Girard J. Sircoulon P. Touchebeuf J.L. Guillaumet E. Adjanohoun A. Perraud .1971.** Le milieu naturel de Cote d'Ivoire Mémoires Ortom ;401 p

**Beibro H. K. Y.-, S. Y. KONE, St G. K. ODOUKPE, F. M. GUEYE. 2015..** Avifaune d'un milieu marécageux urbain dans la commune de Cocody (Abidjan, Côte d'Ivoire). International Journal of Innovation and Scientific Research 2351-8014 Vol. 18 No. 1, pp. 99-108

**Bene J.C. K., Kouakou C.V., Kpangui K.i B., VrohB.T. A., Djaha K., Adou Y. C. Y. (2018),** Diversité de la faune sauvage mammalienne dans les agroforêts à cacaoyer de la zone de contact forêt-savane au centre de la Côte d'Ivoire. Journal of Animal & Plant Sciences: Vol.35, Issue 3: 5734-5748

**Bennun L., Dranzoa C. et Pomeroy D., 1996.** The forest birds of Kenyan and Uganda. Journal of East African Natural History, 85: 23-48.

**Bibby C. J., Burgess N. D. et Hill D. A., 1992.** Birds census techniques. BTO/RSPB. Academic Press, London, UK, 257 p.

**Borrow N, Demey R., 2012.** Guide des Oiseaux de l'Afrique de l'Ouest. Delachaux et Niestlé : Paris.

**Brou Y.T. 2005.** - Climat, mutations socio-économiques et paysages en Côte d'Ivoire. Habilitation à Diriger des Recherches, synthèse des activités scientifiques, Université des Sciences et Technologies de Lille, 212 p.

**Brown S. 1997.** Estimating biomass and biomass change of tropical forests, FAO forestry paper, Rome (Italy), 134 p.

**Chapuis C., 2000.** African Birds Sounds. Birds of North, west and Central Africa. Société Ornithologique de France. 181p + 15 CD. Vol. 1 (4 CD) et 2 (11 CD).

**Chave, J., Andalo, C., Brown, S., Cairns, M.A., Chambers, J.Q., Eamus, D., Fo'lster, H., Fromard, F., Higuchi, N., Kira, T., Lescure, J.-P., Nelson, B.W., Ogawa, H., Puig, H., Riera, B. and Yamakura, T., 2005.** Tree allometry and improved estimation of carbon stocks and balance in tropical forests. Oecologia 145, 87–99.

**Cadre de Gestion Environnemental et Social du projet, Côte d'Ivoire Energie - Nexon Consulting, 2018**

**Coulibaly T. J.H, 2009** : Répartition spatiale, gestion et exploitation des eaux souterrain : cas du département de Katiola, région des savanes de Côte d'Ivoire, Thèse de doctorat, Université Paris Est, 141 p.

**Crepa, 2002** : Programme « Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain », stratégies de gestion des boues issues de la vidange des fosses de latrines dans une ville de plus de 2 000 000 habitants ; cas de la ville de Bouaké, 27p

**Dupuy B., Bertault J. G., 1997.** Impact des incendies en forêt dense humide ivoirienne. Contribution au XIème congrès forestier mondial. Antalya, 5 p.

**Etude d'impact environnemental** (2008). USAID Environmental Management Workshop

18-22, Février 2008 Dakar, Sénégal. 14 p.

**Etude d'impacts environnemental et social** du projet de renforcement de route et de bitumage dans l'ouest de la Côte d'Ivoire (2020).

**Etude d'impact environnemental et social** <http://www.thebanque-pdf.com/fr/etude-d-impact-environmental.html> consulté le 20 janvier 2019 à 09h

**Fascicule des règles sécurité & environnement** de l'aéroport Toulouse-Blagnac pour les prestations de services, travaux & opérations réalisées par des entreprises extérieures [https://www.toulouse.aeroport.fr/sites/default/files/contrib/professionnels/fournisseurs/fascicule\\_rse\\_06-05-2013.pdf](https://www.toulouse.aeroport.fr/sites/default/files/contrib/professionnels/fournisseurs/fascicule_rse_06-05-2013.pdf). Consulté le 07 juin 2017.10h

**GIEC., 2006.** Guide pour l'inventaire national des gaz à effet de serre ; agriculture, foresterie et autre usage des terres. *Institute for Global Environmental Strategies Japon*, 4 : 46 – 52.

**Groupe de la Banque Africaine de Développement** .2016. Résumé EIES Côte d'Ivoire - Projet de Transport Urbain d'Abidjan – publié le 08 2016. 60 p

Groupe de la Banque Africaine de Développement .2016. Résumé EIES - 04 2016. Cote d'Ivoire - Projet de renforcement du réseau de transport et d'électrification rurale

**IPCC, 2003.** Recommandations en matière de bonnes pratiques pour le secteur de l'utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie IPCC/UNEP/ WMO, Hayama, Kanagawa, Japan, Chapitre 3, p 622. 307 p

**IUCN 2015.** IUCN Red List of Threatened Species. <[www.iucnredlist.org](http://www.iucnredlist.org)>. Downloaded on August 2008.

**Konan K. F., 2013** : diagnostic minéral d'un sol de bas-fond secondaire développé sur matériaux granito-gneissique en région centre de la Côte d'Ivoire : essai comportemental de riziculture irriguée, mémoire de DEA université Félix Houphouët Boigny-Abidjan, pp 13-20

**Kouamé N'. F., 1998.** Influence de l'exploitation forestière sur la végétation et la flore de la forêt classée du Haut-Sassandra (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire). Thèse Doctorat 3 Cycle, UFR Biosciences, Université Cocody- Abidjan. 227 pp.

**Kouassi Y.D** : la cartographie du réseau hydrographique de la région de Gbêkê (mémoire de master 2014)

**Lachenaud O.** 2004. Les oiseaux du Parc National du Banco et de la Forêt Classée de l'Anguédédou, Côte d'Ivoire, West African Ornithological Society. Société d'Ornithologie de l'Ouest Africain

**La protection de l'avifaune** contre les risques des lignes hautes tensions [http://www.faune-lr.org/index.php?m\\_id=20040](http://www.faune-lr.org/index.php?m_id=20040) (consulté le 17 janvier 2019 à 1h38)

LE BRIS C. La démarche d'évaluation environnementale. – PCI Eve CETE de Lyon. Présentation power point. <http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/1->

**Lauginie F. (2007),** Conservation de la nature et aires protégées en Côte d'Ivoire. NEI et Afrique Nature, Abidjan, 668 pp.

**Myers N., Mittermeier R. A., Mittermeier, C. G., Da Fonseca, G. A. B. et Kent, J., 2000** Biodiversity hotspots for conservation priorities. *Nature*, 403 : 853-858.

**Nigeria – Centrale électrique a charbon de Zuma** : évaluation de l'impact environnemental et social résumé analytique (révisé en avril 2015 publié en novembre 2016. 19 p.

**N'GUESSAN KE, 2017** : Aménagement hydroélectrique de Soubré projet de création de la zone de conservation de la biodiversité, aménagement du milieu physique et biologique et collecte de semences, rapport de mission, 34p.

**Oura R. K. .2012.** Natures et Métropoles. Extension urbaine et protection naturelle : La difficile expérience d'Abidjan VERTIGO La Revue électronique en sciences de l'environnement. Vol 12 Num 2  
<https://vertigo.revues.org/12202> consulté le 06 juin 2017 à 12h.

**Perraud A., 1971** : les sols, in le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, mémoire ORSTOM, N° 50, PARIS, pp 269 – 374

**Résumé de l'étude d'impact environnemental et social (EIES)** du projet de Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Kainji et de Jebba publié en 2016.  
<https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Environmental-and-Social-Assessments/Nigeria> consulté le 09 janvier 2019 à 16h

**Rollet B., 1979.** La régénération naturelle en forêts dense humide sempervirente de la plaine en Guyane Vénézuélienne. Bois et Forêts des Tropique 124, pp. 19-38.

**StutzDe Ortega L. C., 1989.** Aspect floristique des formations secondaires en forêt humide. Caractéristiques générales des forêts secondaires. Saussurea19, pp. 147-167

**Tagini B., 1972** : Esquisse structurale de la Côte d'Ivoire. Essai de géotectonique régionale. Thèse de l'Université de Lausanne, 302 p.

**UICN, (2016).** Liste rouge l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, [www.iucn.org](http://www.iucn.org)

**Yaokokoré-Béibro K. H., 2001.** Avifaune des forêts classées de l'Est de la Côte d'Ivoire : données sur l'écologie des espèces et effet de la déforestation sur les peuplements. Cas des forêts classées de la Béki et de la Bossématié (Abengourou). Thèse de Doctorat, Université de Cocody-Abidjan, 245p + annexes

Groupe Ingeroup – CID – Terrabo Ingénieur-Conseil (2017) : rapport de l'étude environnementale et sociale de la mission d'études et de contrôle des travaux de point à temps sur routes interurbaines revêtues en République de Côte d'Ivoire

Terrabo Ingénieur-Conseil (2015) : Études techniques, économiques et d'impact environnemental et social pour l'aménagement de la route Bouaké-Bassawa-Sandégue-Tanda

Terrabo Ingénieur-Conseil (2019) : Étude techniques, économiques et d'impact environnemental et social pour le bitumage ou la réhabilitation de voiries dans les localités (Katiola, Fronan, Niakaramadougou, Tafiré, Badikaha et Ferkessédougou) traversées par le projet de réhabilitation de la route du nord : section Bouaké - Ferkessédougou.

## **ANNEXES**

## Liste des annexes

---

- Annexe 1 : Procès-Verbal de consultation publique
- Annexe 2 : Liste de présence des réunions d'information
- Annexe 3 : Compte rendu des rencontres communautaires (focus groupe)
- Annexe 4 : Fiche de recueil d'avis renseignés
- Annexe 5 : Termes de Références de l'étude



## **Annexe 1 A : Procès-Verbal de consultation publique de Soubré**

## PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO – BUYO

### CONSULTATION PUBLIQUE

<b>Motif / type de réunion :</b> Réunion d'information et de consultation publique	<b>Lieu :</b> Salle de réunion de la Préfecture de Soubré
<b>Étaient présents :</b> voir la liste de présence en annexe	<b>Date / heure :</b> Vendredi 28 Mai 2025 de 15 heures 40 minutes à 16 heures 35 minutes.

#### Introduction

L'an deux mil vingt-cinq et le mercredi vingt-huit Mai, s'est tenue à la salle de réunion de la Préfecture de Soubré, de 15 heures 40 minutes à 16 heures 35 minute. Sous la présidence de Monsieur SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zattry, représentant Monsieur le Préfet de Région, Préfet de Département de Soubré, une réunion d'information et de consultation publique relative au projet **d'aménagement et de bitumage de l'axe routier YABAYO – BUYO**.

La réunion a enregistré la participation des Directeurs régionaux et chefs de services des ministères techniques, des chefs traditionnels, des personnes susceptibles d'être affectées et des représentants des femmes et des jeunes du département.

Dans son propos introductif, Monsieur le Sous-préfet a remercié l'ensemble des participants pour leur présence effective et a exhorté les populations et les chefs des services techniques à accompagner le projet pour sa réussite.

Ensuite, il a souhaité la bienvenue à l'assistance avant de mettre l'accent sur l'importance d'un tel projet pour le département de Soubré, puis a passé la parole au Représentant du Cabinet CSI.

Prenant la parole, Monsieur YEO Léon du Cabinet CSI, a situé le cadre de la rencontre. Selon lui, la rencontre s'inscrit dans la procédure de réalisation de l'Etude d'Impacts Environnemental et Social (EIES) dudit projet comme prescrit dans la réglementation en vigueur.

L'ordre du jour de cette réunion d'information et de consultation des populations était le suivant :

- 1- Présentation du projet, des impacts probables sur l'environnement naturel et humain, ainsi que les mesures de mitigation des impacts ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

Les différents échanges qui ont eu lieu au cours de cette réunion ont tourné autour des points suivants :

- Des modalités d'indemnisations des plantations, des terres et des bâtis ;
- La date de début des travaux ;
- La sécurité des riverains.

La synthèse des interventions et des échanges est présentée dans le tableau ci-dessous.

#### Synthèse des interventions et des échanges avec les populations

Les échanges avec les populations ont été très constructifs avec des questions très précises. Ils sont présentés dans le tableau ci-après ainsi que le résumé des différentes interventions :

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPOSES
M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zatry	Souhaite que le processus d'exhumation des tombes identifiées dans l'emprise se fasse dans le respect des règles coutumières du peuple Bété qui investit énormément dans les cérémonies funèbres	M. YEO, représentant de CSI, l'a remercié pour cette belle suggestion avant de le rassurer que ces observations soient prises en compte dans le rapport de l'EIES et du PAR.
M. KROU Loukou Paul Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier	Souhaite que les autorités administratives soient associées à la phase exécutive du projet.  Il souhaite également savoir si les 40 mètres de largeur de l'emprise connaîtront des modifications.	M. YEO a indiqué que les toutes les entités administratives compétentes sont associées au projet à travers la mise en place de la Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation qui est présidée par le Préfet.  M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine, a indiqué que son équipe travaille de concert avec AGEROUTE pour définir l'emprise définitive de la route et que toutes modification de l'emprise sera notifiée autorités administratives et coutumières.
M. SELE Gouanou Serge Claver, Sous-préfet de Grand-Zatry	A insisté sur le caractère sacré des cimetières en pays Bété. Il a souligné son expérience professionnelle lui fait croire que cela sera un véritable obstacle à la réalisation du projet. Il suggère que le tracé soit redéfinie en cas de blocage.	M. DADY BEDY, Il a souligné que toutes les dispositions seront prises par LRA pour éviter au maximum les cimetières et les sites sacrés identifiés dans l'emprise.  M. COULIBALY Zana Yaya, Sous-préfet de Soubré a souligné l'importance, les avantages et l'impénitence des populations de voir ce projet de bitumage se réaliser. Il exhorte les populations des villages dont les cimetières sont impactés à faire preuve d'indulgence et de retenue dans le processus de déplacement des tombes.
M. HINO D. Panphil, Chef de service à la Direction des mines	Souhaite savoir si La Route Africaine dispose déjà d'une carrière de sable et de gravier pour la phase des travaux. Vu l'ampleur de l'orpaillage clandestin, il propose d'associer à tout le processus, la Direction Régionale des mines pour les démarches administratives et de sensibilisations des populations dans les zones de carrières.	M. DADY BEDY, a fait comprendre que La Route Africaine est en prospection sur le terrain pour déterminer les potentiels sites de carrière qui pourront servir à cet effet. Il a indiqué que l'entreprise contactera la Direction des Mines pour les démarches administratives et la sensibilisation des populations dès qu'un site sera définitivement retenue.

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPOSES
M. KONAN K. Alexis, Chef de Cabinet du Préfet de Soubré	Souhaite savoir les dispositions prises par La Route Africaine pour la réalisation d'un ouvrage de qualité	M. KROU Loukou Paul, l'a rassuré de la volonté de toutes les entités citées dans la réalisation du projet, à travailler en synergie pour garantir un ouvrage de qualité à la populations de la NAWA.
M. KROU Loukou Paul Directeur Départemental de l'équipement et de l'entretien routier	Invite toutes les entités administratives et locales, notamment les chefs de villages et les présidents des je unes, à veiller à ce que de nouvelles personnes ne s'installent dans l'emprise déjà définie dans l'espoir d'obtenir des indemnités.	M. SELE Gouanou Serge Claver l'a rassuré que des réunions de suivi de sensibilisations seront organisées avec les Directeurs des structures directement impliquées ainsi que les leaders communautaires pour éviter que de telles situations se présentent
M. OPELY Zadi Abel, Chef du village de PETITGOA 2	A remercié les autorités préfectorales, La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO, soulignant ainsi l'impatience des populations de voir la réalisation de ce projet qui concoure au désenclavement de leurs localités. Il a exprimé également son inquiétude quant au cimetière de son village qui se trouve dans l'emprise des 40 mètres définie par LRA. Il souhaite que la chefferie soit associée pour garantir le respect des us et coutumes dans le processus de déplacement des tombes qui seront impactées.	M. YEO lui a également réitéré les remerciements du cabinet pour sa présence à cette consultation publique ainsi pour leur coopération avec les équipes lors des expertises agricoles. Il l'a rassuré que ces observations seront prises en compte dans le rapport de l'EIES et du PAR.  M. SELE Gouanou Serge Claver, a rappelé l'importance et le caractère sacré des cimetières dans la tradition du peuple Bété. Il a invité La Route Africaine à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter au mieux les cimetières et les sites sacrés identifiés dans l'emprise.
TOALY Serge, Président des jeunes du village de PETITGOA 2	A remercié les autorités préfectorales, La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO. Il a exprimé la volonté des populations de PETITGOA 2, à être indulgentes dans les procédures coutumières relatives au déplacement des tombes impactées dans leur village, afin de faciliter la réalisation du projet qui ne doit pas contourner PETITGOA 2 pour cause d'obstacle.	M. YEO, lui a réitéré les remerciements du cabinet pour sa présence à la consultation publique ainsi que sa coopération avec l'équipe d'expertises.  M. SELE Gouanou Serge Claver, lui a réitéré ses remerciements pour son leadership et sa compréhension de l'importance du projet de bitumage qui va engendrer le désenclavement de toutes les localités sur l'axe YABAYO - BUYO.

Au terme des exposés et échanges avec les participants, Monsieur le Sous-préfet a fait un récapitulatif des échanges, tout en faisant les recommandations suivantes :

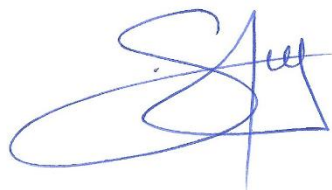
- L'implication réelle des autorités locales pour le succès du projet ;
- La prise en compte de la période de dédommagement proposée par les parties prenantes ;

- L'appropriation par les populations de ce projet très capital ;
- La transmission fidèle, par le cabinet, des préoccupations des populations dans le rapport d'EIES ;

A la question de savoir si les populations adhèrent ou non au projet, elles ont marqué à l'unanimité leur approbation.

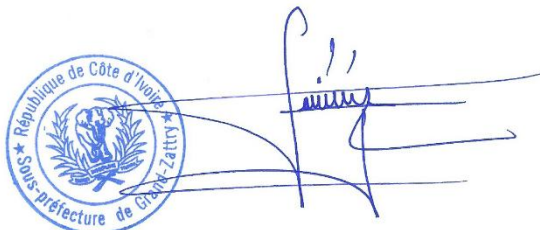
Après avoir remercié tous les participants, Monsieur le Sous-préfet, de Grand-Zattry, a levé la séance à 16 heures 35 minutes.

**SECRETAIRE DE SEANCE**



YEO Léon  
Responsable Cabinet CSI

**PRESIDENT DE SEANCE**  
P. le Préfet de Région et P/O  
le Sous-préfet de Grand-Zattry



SELE Gouanou Serge Claver  
Sous-préfet

## **Annexe 1 B : Procès-Verbal de consultation publique de Buyo**



## PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO – BUYO

### CONSULTATION PUBLIQUE

<b>Motif / type de réunion :</b> Réunion d'information et de consultation publique	<b>Lieu :</b> Salle de conférences du District Sanitaire de Buyo
<b>Étaient présents :</b> voir la liste de présence en annexe	<b>Date / heure :</b> Vendredi 30 Mai 2025 de 10 heures 25 minutes à 11 heures 35 minutes.

#### Introduction

L'an deux mil vingt-cinq et le vendredi trente Mai, s'est tenue à la salle de conférences du District Sanitaire de Buyo, de 10 heures 25 minutes à 11 heures 35 minutes. Sous la présidence de Monsieur KOUASSI Ayé Jean-Baptiste, Secrétaire Général de Préfecture de Buyo, représentant le Préfet du Département de Buyo, une réunion d'information et de consultation publique relative au projet **d'aménagement et de bitumage de l'axe routier YABAYO – BUYO**.

La réunion a enregistré la participation des chefs de services des ministères techniques, des chefs traditionnels, des personnes affectées et des représentants des femmes et des jeunes de Buyo.

Dans son propos introductif, Monsieur le Secrétaire Général a remercié l'ensemble des participants pour leur présence effective et a exhorté les populations et les chefs des services techniques à accompagner le projet pour sa réussite.

Ensuite, il a souhaité la bienvenue à l'assistance avant de mettre l'accent sur l'importance d'un tel projet pour le Département de Buyo, puis a passé la parole au Représentant du Cabinet CSI.

Prenant la parole, Monsieur YEO Léon du Cabinet CSI, a situé le cadre de la rencontre. Selon lui, la rencontre s'inscrit dans la procédure de réalisation de l'Etude d'Impacts Environnemental et Social (EIES) dudit projet comme prescrit dans la réglementation en vigueur.

L'ordre du jour de cette réunion d'information et de consultation des populations était le suivant :

- 1- Présentation du projet, des impacts probables sur l'environnement naturel et humain ; ainsi que les mesures de mitigation des impacts ;
- 2- Échanges avec les populations ;
- 3- Divers.

Les différents échanges qui ont eu lieu au cours de cette réunion ont tourné autour des points suivants :

- Des modalités d'indemnisations des plantations, des terres et des bâtis ;
- La date de début des travaux ;
- La sécurité des riverains.

La synthèse des interventions et des échanges est présentée dans le tableau ci-dessous.

#### Synthèse des interventions et des échanges avec les populations

Les échanges avec les populations ont été très constructifs avec des questions très précises. Ils sont présentés dans le tableau ci-après ainsi que le résumé des différentes interventions :

interventions :

INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPOSES
M. AMANI Alain, Directeur du Cabinet du Président du Conseil Régional de la NAWA	A au nom du Président du conseil régional, remercié tous les participants, notamment La Route Africaine et le Cabinet CSI pour leur engagement dans le projet de bitumage de l'axe YABAYO – BUYO. Il leur a rassuré de la volonté de l'Etat à commencer les travaux avant la fin de l'année 2025.	M. YEO, représentant de CSI, lui a réitéré les remerciements du cabinet pour l'importance que le conseil régional de la Nawa accorde à ce projet en marquant sa présence.
M. GYE Tagbo Alexis, Sous-Directeur de la Planification du conseil régional de la NAWA	Souhaite savoir la date de la mise en place de la CE-PAR. Il souhaite également savoir si La Route Africaine doit forcément attendre la mise en place de la CE-PAR pour matérialiser l'emprise.	M. DADY BEDY, représentant de La Route Africaine, a indiqué qu'un compte rendu de la consultation publique sera fait à AGEROUTE qui va prendre les dispositions nécessaires avec le Préfet pour conclure la mise en place de la CE-PAR. Il a souligné également que la matérialisation de l'emprise dépend nécessairement de la mise de la CE-PAR. KOUASSI AYE Jean-Baptiste, Secrétaire Général de Préfecture de Buyo, l'a rassuré de l'existence d'un modèle de CE-PAR au niveau de la Préfecture de Buyo et que cette étape sera peaufinée très rapidement dès que AGEROUTE aura contacté le Préfet. M. AMANI Alain, a invité toutes les entités administratives et locales, notamment les chefs de villages et les présidents des jeunes, à la sensibilisation des populations pour éviter que de nouvelles personnes ne s'installent dans l'emprise déjà définie dans l'espoir d'obtenir des indemnités.
ZADI Cyrille D. Représentant du chef de GBILY	Souhaite savoir, pour les lots à moitié impactés, si l'indemnisation prendra en compte le lot entier ou c'est seulement la partie impactée qui est indemnisée.	M. DADY BEDY, a souligné que LRA travaille en synergie avec AGEROUTE pour fixer l'emprise définitive du projet. Il a fait comprendre également que les lotissements dans les villages prévoient un espace pour accueillir la route, mais si jamais un lot venait à être impacté, son mode d'indemnisation sera apprécié en collaboration avec le ministère de la construction qui est l'entité Etatique assermenté à cet effet.



INTERVENANTS	RESUME DE L'INTERVENTION	REPONSES
M. ZOLEBA Koré Alphonse, Chef de GRIBOUO	A exprimé son inquiétude quant aux cimetières présents dans l'emprise et souhaité savoir si les autorités coutumières seront associées à la procédure d'exhumation et de déplacement des tombes présentes dans l'emprise.	M. DADY BEDY l'a rassuré que LRA prendra toutes les dispositions pour éviter au mieux les cimetières et cites sacrés identifiés dans l'emprise.  M. YEO a indiqué que des recueils d'avis et d'aspirations des populations et responsables coutumiers ont été réalisés dans tous les villages sur l'axe du projet afin associer les autorités coutumières au processus d'exhumation et de déplacement des tombes dans l'emprise.
M. KROUBA ZARABO, Chef de Belle-Ville	Souhaite que son village obtienne quelques kilomètres de bitumes dans les 11 kilomètres de voiries prévus par le projet	M. DADY BEDY a souligné que la répartition des 11 kilomètres de voirie prévus par le projet, se fera par l'AGEROUTE en fonction de la grandeur administrative de la localité.  M. AMANI Alain, a fait une doléance auprès de LRA pour augmenter le kilométrage de voirie à au moins trente kilomètres pour permettre à la ville de Buyo et de Yabayo un grand linéaire de bitume
ZADI Cyrille D. Représentant du chef de GBILY	Souhaite savoir si le mode d'indemnisation prévoyait de réinstaller les impactés ou de leur donner une compensation financière.	M. DADY BEDY a indiqué que le mode d'indemnisation de chaque bien impacté sera déterminé en fonction de la valeur que le ministère de l'agriculture ou de la construction aura expertisée pour le bien. Il a également fait comprendre que l'évaluation des biens se fera nécessairement avant leur démolition.
YAO Kouassi Severin, Président communal de la jeunesse de Buyo	Souhaite savoir la place la jeunesse dans ce projet.	M. YEO, a fait comprendre que la jeunesse occupe une place prépondérante dans la réussite du projet. Elle contribuera à la sensibilisation des populations sur l'importance du projet, au processus de gestion des plaintes lors de la phase des travaux et servira de main d'œuvre locale pour les travaux d'aménagement et de bitumage de l'axe.

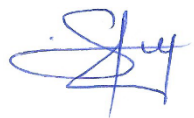
Au terme des exposés et échanges avec les participants, Monsieur le Secrétaire Général a fait un récapitulatif des échanges, tout en faisant les recommandations suivantes :

- L'implication réelle des autorités locales pour le succès du projet ;
- La prise en compte de la période de dédommagement proposée par les parties prenantes ;
- L'appropriation par les populations de ce projet très capital ;
- La transmission fidèle, par le cabinet, des préoccupations des populations dans le rapport d'EIES ;

A la question de savoir si les populations adhèrent ou non au projet, elles ont marqué dans leur très grande majorité leur approbation.

Après avoir remercié tous les participants, Monsieur le Secrétaire Général de Préfecture de Buyo, a levé la séance à 11 heures 35 minutes.

**SECRETAIRE DE SEANCE**



YEO Léon  
Responsable Cabinet CSI

**PRESIDENT DE SEANCE**









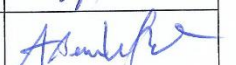
P. le Préfet et P/O le  
Sous-préfet de Dapeoua



Salmata KONE Epse DIABY  
Sous-préfet, Grade III 2° échelon






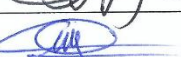

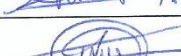
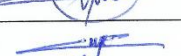
## **Annexe 2 : Liste de présence des réunions d'information (consultations publiques et rencontres communautaires)**

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
01	KOUASSI AYE JEAN-BAPTISTE	BUYO	Préfecture	Secrétaire Général	0708820053	
02	SALIMATA KONEGNE DIABY	DIABOUA	Sous-préfecture	Sous-préfet	0707488226	
03	Mamadou MOUNBIA	BUYO	Préfecture	Conseiller municipal	0777717221	
04	BITY. ROGER	BUYO	Construction	Directeur Départemental	0707106021	
05	Kouame Koffi N.	BUYO	DDPSIPSC	Directeur Départemental	0748603121	
06	BEHI FLORENT	BUYO	D.D. AGR	AG. Ind. Fonct.	0777716751	
07	Baba Polo Sylvestre	Buyo	Mutuelle MUDESCO	Président Mutuelle	070740269	
08	Omani Alain	Soubré	Conseil Régional	DIR CAB	0707993707	
09	GAYE Tagbo Alexis	Soubré	CA régional	SP. Amén. cat.	0505654359	












ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	DADJ BEDJ		LRA	Ing. TRX	0101002537	
11	KONE Ahoua	BUYO	UDA COFEB	Présidente	0708684274	
12	N'DRI N'GUESSAH	BUYO	EPHD BUYO	Directeur	0707291344	
13	N'GUESSAH TANDJI Général	BUYO	DDS BUYO	Dir. Santé	0707651476	
14	Kouassi Louis	BUYO	Fonctionnaire BUYO	Receveur BUYO	0757172170	
15	KOUASSI KOUABENAN	BUYO	DD BUYO	Donneur d'ordre	0788573311	
16	KPAGBI Armand	BUYO	DDS BUYO	Pharmacien	0708100018	
17	Dr Jean Tadjou Bile	BUYO	CSU BUYO	Médecin-chef	0747707057	
18	Bola Tangui	ADK	OIPR	Agent Secteur	0747107049	






EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
01	SELE Gouan on serge Clavier	Grand-Zatry	Com. prefecture Grand. Zatry	Secr. - préfet	070792 2247	
02	COULIBALY zane Yalyd	Soubre	SP Soubre	Sous-préfet	0759 42 1082	
03	KONAN K. Alex	Soubre	Préfecture Soubre	chef de Cabinet	0758326863	
04	DADY BEST		LRA	Ing. Trx	01.01.00.2587	
05	KROU Loukou Paul		MEER-Soubre	Direct. départ.	0709097017	
06	WAYOUROU ALPHONSE	NIAPOMO		chef du village	0747 057337	
7	ZACH Dominique	NIAPOMO		Notaire	0768 225024	
08	Francis DOGBO	NIAPOMO	Président Jeunesse	Plt jeune	0709603793	
09	KRUAME K. JEROME	Soubre	MINEBOTE	DR	0708600748	





ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	Coulibaly ISSA	Soubré	Police	officier de Police	01-62-27820	
	KASSOUM KONE	Soubré	DNPC	CHEF DE CANTON	0759 22 23 04	
	KOUASSI RICHARD	Soubré	DNPC	Sergent chef	0101011660	
	SILUE SOUNGOROANT	Soubré	PREFECTURE	ATTACHE DE COMMUNICATION	07 07 47 75 10	
	KONATE DOSSIM	Soubré	DSE/MFE	Directeur	0707 82 10 31	



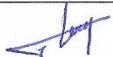






EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	Hino D. Paulin	Soubré	DRMG	chef de service des routes G.	07672082 65	
	VEHE Loua Emile	Soubré	DRCLU	DR	0748514753	








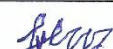



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	KOUKO ZAM GERMAIN				0778108850	
	SERIBOUAZO JACOB	BELLE-VILLE			0747613252	
	LAGO LAGO GUY SERGE	BELLE-VILLE			01.00.78.52.38	
	DJEDJE DJEDJE JONAS	B			0172-41-69-39	
	ABIALY. Guilleume	BELLE-VILLE			0709925590	
	KROUBA ELISE	BELLE-VILLE			0153961146	
	LOGBO YEPLÉ	BELLE-VILLE			0767764452	
	FLA LOGBO	BELLE-VILLE			01-52-44-12	
	YEPLÉ REMSA	BELLE-VILLE			07-08-64-0153	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	IKESSIE SEAFULGENE	DELE-VILLE			07-59-27-24-13	
	KORE HILAIRE				07-47-03-6812	
	DSE DJE-BONI				01-70-53-3363	
	KROLIBA JEN LORE				01-00-53-8004	
	KOHAKOU ZADI				07-47-70-64-02	
	TAPE HENRI				07-07-05-13	
	Bele Gero				07 67 08 644	
	LAGO HENRI				07-48-10-38-13	
	GNADON PIERRE				07-58-86-43-50	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	THELI HONORE	DELE VILLE			07-47-15-92-56	KO
	BODOU RODRIGUE				0787832512	ICrupp
	MIMI ALAIN				07-87-83-34-51	A
	ZADI TEODOR				07-83-43-12-50	Ar
	DJEDJE ETIENNE				04-85-40 52 30	Wp

EIES projet axe routier YABAYO – BUYO, enquête de Mai 2025




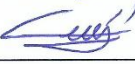


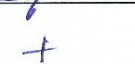
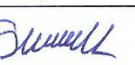

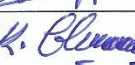
ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	KORA ENORE	BELLE-VILLE			07-07-4389-38	4
	GEBOBIA FLAVIOX				07-78-10-82-93	7
	MADOU BADA				07-48-27-43-97	46
	SERU PRINC				0708771137	Sury
	DJEDJE BREGNON				01-04-56-7123	+
	LAGO MARCELIN				07-48-44-46-49	13
	BAHI HIPPOCYTE				01 73 29 62 79	Bo
	ZADIG SERAPHIN				074707757	BSL
	YAMBO ANICET				0749090234	JS

BAA




AAA

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	SERI DOBE	BELE			0748-98-725	
	Guedé Edwige				07-78-10-849	
	SERI ELVIS				07-52-493680	
	FLA GROMELÉ	NLE			07-77-74-4148	
	MADOU MARCEL				07-57-17-0306	+
	Mabo KORE Anton	LE			0777167672	 PAP
	KOUKO ABIMINIA	LE			0708829987	 PAP
	YERIKELY Christian				0777706216	 PAP
	SERI ELOGE				07-49-18-2165	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	GUDE RICHMOND	SOUBRÉ-VILLE			0708-3058-28	
	TIADOU MAXIM				077743-86-76	
	TIKI IGNAS				0708 4206-78	X
	TIADOU MARLUS				0150304610	✓
	SERI FULGENDE				0173 98-5480	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025










ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	 <b>CSI</b>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	DANIA ZOHONON BEATRICE	DELE- VILLE			07-88-57-17 81	+
	KALET LEGABDA JOSEPHINE					+
	DJETO DIAZO AROLINE				07-48-07-60 78	OK
	LOGBO GOBRI LILIANE	DELE- VILLE			07-88-45-17 22	OK
	KOUYA GENOVIVE				07-00-36-99 43	+
	LASSO ALEXISE					+
	ROUBO ROLANDE	DELE- VILLE				+
	BIADA JORGETTE					+
	TASSORO ANGEL					+

PAP

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement	
	GUDEDE EDWIGE LANDRIA YOHOU	DELE		PRESIDENTE DESFEMME	07-78-10 86-49		PAP
	SERUYRIKESSIE			President des gens	0143514588		
	GBOBIA ELISE						
	ZOZO FLORENTINE	VILLE			07-57-00-84 91		PAP
	BAHI DOROTHEE				07-58-09-50 47		PAP
	ZADI MPHOLI FLORENCE				0		
	IBO GUIMONOU Simone	VILLE			07-57-04-6585		PAP
	IBO CLARISSE				07-58-22-4299	+	
	ZADI PAISCA				01-13-85-7434	+	






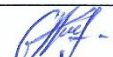





ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGERROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	


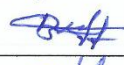







N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	N° GROHEU GENEVI VE					+
	YEPLÉ ZOHONOU CHRISTINE					+

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	


N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	Zadi Cyrille D.	Gbily		Représentant Chef Village	0708757449	
	Zoleba Kore' AT	GRIBOUO		Chef Village	07.07.313086	
	Krouba Sarabo	Belle Ville		Chef Village	0153651726	
	CISSE TIEMOKO	BUYO		Vice Président CNJCI	0747076885	
	YAO KOUASSI SEVERIN	BUYO		Président des jeunes communal	0767519904	
	GBOZAI Z Benjamin	GBily		Vice PD des jeunes GBily	0709723056	
	LEDE GBOUATO	GBily		Jeune	0767826225	
	Gboto Anatole G.	Gbily	CNRCT-LS	Chef	0767-078759	
	Gjédje gaston	Gbily		adjoin chef	0789-148020	

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	YOROPOT SERI Barthelemy	Gbily		CHEF de Terre	07-59-78-28-62	
	BOLOU KOHE IGNA	LOGBOVILLE		PLANTEUR président des jeunes	0762 08 6700	
	GNAPOH GUEDE ANICET	Gbily		président des jeunes	0708 64 1908	
	Gnalyne Joel	Logboville		président de jeunes	0708 20 1130	
	SERI YRIKESSIE	Belb-ville		président des jeunes	0943514688	
	YAO KOUASSI SEVERIN	Buyo		PRÉSIDENT DES Jeunes Communaux	0767 51 99 04	
	SORE DIEUDONNE	LOGBO		Planteur	0709850426	
	YAO KALIFA	LOGBO		Planteur	0708063977	
	SORI MEKOLIA	LOGBO		Planteur	0787865387	



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	Agué Paul	Lo GBOZOA		Représentant du chef SG	07 47 36 59 88	Agué Paul
	GRO GBO LEON	Lo GBOZOA		Porte-parole du chef	07 09 83 77 56	ce
	Fofana Lama	Loboville		Planteur	07 07 67 03 55	+
	ZOUMANA SAMASSI	Loboville		Planteur	07 07 44 85 59 6	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
01	BADA ZOUZOU ANDRE	DAPECUA	VILLAGE/ Sous-préfecture	représentant chef	07 09 14 94 70	BBA
02	YAGO ETIENNE MABO	" "		Notable	07 87 48 55 98	
03	OGBOW LAMBERT			Notable		
04	Alex sonni AKISTON			Président Jeunesse	01 01 21 16 10	
05	ZOUZOUA CHRISTOPHE			Notable	07 75 42 74 26	
06	Kobehi Celestin			Jeunesse	07-08-67-1893	BBA
07	GBLA Koué Sam Joseph			Jeunesse	01 70 70 69 91	Boufo
08	MAKADO			Présidente ZOMADRE	01 60 43 41 37	
09	Doudou CHANTAL			Association ZOMADRE		


ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	BOLAN FALLBOUNE	DAPELOUA		Association FEMME	07 78 70 69 60	N
11	ZOUZOUA DELAGIE			u u	07 15 31 49 60	W
12	ZOUZOUA Desirée					Jan
13	KALI ZOUNGNOUM JOLASSE					+
14	SOKOURI CLEMENTINE					x
15	KANDU Michelle				01 42 87 07 00	+
16	NABOU Jeanvairik				07 49 97 06 16	+
17	EBODO VICTORINE				07 57 68 38 94	x
18	KEDIE CLARISSE				07 88 94 04 06	+

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025






ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
19	YABDOU NATACHA	DAPEEWA			0704658883	+
20	YOROPU NADEGE				0142691624	J
21	KOMAN CHARLOTTE					+
22	GNANHOURE REBECA				0161954535	su
23	YOBOKRE TACHANA				0178 881859	su
24	SERI LETICIA				0153478987	X
25	POLEBA AZO CHRISTELLE				0767826131	+
26	TABE DALY ERIC			chef de quartier	07 08 77 98 94	
27	SERY FISELE				/	+

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025










ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
28	GROTEUR MELANIE	LA PEDOUA			0143239839	+
29	TOILE EDWIDE				0768237078	X
30	BAIDA JEANNE				0748281106	
31	GROFOUA NADEGE				0707698418	+
32	BAPE JACQUE					
33	Plaiga				0708744371	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025









ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1)	Zadi Gilbert (PAP) GBily			Planteur	0709777368	
2)	Guehi Adeline (PAP) GBily				0757901087	
3)	SERi Jacqueline (PAP) GBily			Ménagère	0797691007	
4)	Zoto Elisabeth (PAP) GBily			Ménagère	0747021475	
5)	Lohou Martin (PAP) GBily			Ménagère	0705316748	
6)	ZoGueto Jean (PAP) GBily			Planteur	0788861104	
7)	Zadi G. Mathurin (PAP) GBily			Planteur	0758176890	
8)	DODO KOLAHi J (PAP) GBily			PLANTEUR	0749199566	
9)	ZADI ZADI AMBROISE (PAP) GBily			PLANTEUR	0773429873	


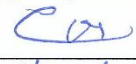



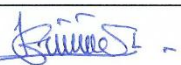


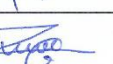
EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGERROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

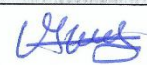
N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	Bollou Zou Zoua (APA) Gbili			Planteur	0708483379	
11	Kapoh Ahite (PAP) Gbili			Planteur	0709182714	K
12	Zadi Daniel				0502062050	bp
13	Gozo Firaneck (PAP) GBily			Planteur	0757768219	
14	Tagbo Martin	GBily		Planteur	0704273537	
15	Onayoro. Norbert (PAP) GBily			Planteur	0749043539	
16	Depeu Dogbo	GBily		Planteur	0708569098	
17	Tagbo. Z. Nathurin (PAP) GBily			Planteur	0769986814	
18	Tape Gadi Lambert	GBily		Planteur		+






ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
19	GNAPOH GUENE ANICET	Gbily	président des jeunes		0708641908	
20	ZADI MARCOSSE	Gbily	jeune		07-67-0759-36	
21	YOROPOH SERI BARTHELEMY	Gbily	CHEF de Terre		07-59-78-28-62	
22	GNAPOH T. Jean-claude	GBily		planteur	0778 428482	
23	Djedje' G. ZAKPA (PAP)	GBily	chef de quartier	planteur	078914 8020	
24	AKOURIA GBOALY	GBily	CVCFR	Secrétaire	0757258476	
25	Dodo G. Odile	GBily		Mémagère	0749336938	
26	TAGBO ERIENNE	GBily	MAIRE	Rt	0778507144	
27	ZOLEBA Gnaph Alain	GBily	notable	planteur	0708664149	

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
28	LEHI ROGER	Gbili	IGRAF	Opérateur CVC	0787339556	



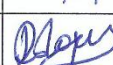


ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	 <b>CSI</b>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement	
	ZOLEBA KOREA.	GRIBOU		chef du village	0707313086	P	
	ZAHONLI TIEROU F.			Notable	0708533519		
	ZEZE LAGO LAMPER				0759022481		
	GBELLY ZADI PAUL				0716384192		
	IBO SERI				0777396823		
	BALLO ZADI FRED			PAT. ADJ. jr.	0748883858	fd	
	IBO AKISSI FRANÇOIS			femme	<del>070447</del> 0747048784	+	PAP
	IBO JOSEPHINE			'	0777745160	+	PAP
	YAYO JEANNETTE			'	0748920904	+	PAP

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

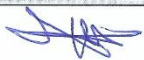



N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	GANIER ZOUKOU LOUISE	GRIBOND		Présidente des femmes	0759055363	
	DOB MARCELINE			femme	0767520607	
	ZADI BRIGITTE			femme	0708682394	+
	IBO ALPHONBIRIE			1	0759651845	+
	BOIGNON JUSSELLE			1	0759059609	X
	BOLOU EDITH			1	0150906627	X
	IBO SITON				0749556182	
	IBO GUETE BONIPHASSE				0708750974	
	BLE ZAGBLE EUGENE				0767792521	

PAP




PAP

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	LOUGOHUE YEPLE EPILE	GZIBOU		Chef de terre	0704657973	
	NABOU GUEHI				0758179315	
	ZOLEBA T. TATIASSE				0908090738	
	IBD Zadi				0556635234	





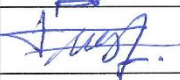




ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	 <b>CSI</b> <small>CONSULTING SERVICES INTERNATIONAL</small>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	Sari Zenhonon D.	Lobo-Villa		Manager		
11	Yorofoh Eugénie	" "		Manager		
12	Liada Brigitte	" "		Manager	07 89 17 64 81	
13	Tagro Hortence	" "		Manager	07 58 29 02 55	X

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025










ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	Gnahoro Jéré	Lobo-vill	Président des saouas	Planteur	07 04 61 11 91	
2	Gnatto Jonas	" "	Président de quartier	Planteur	07 77 72 17 46	
3	Sinahira Samossi	" "	Vic. Prt. Chahoué	Planteur	07 07 20 33 62	
4	Duanda David	" "	Prt. de quartier	Planteur	07 59 85 97 40	
5	Kolai Eric	" "	Prt. vic. de quartier	Planteur	07 57 46 57 26	
6	Sari Zozo Bruno	" "	chef de terre	Planteur		
7	Gnaze' Batira J.	" "	Présidente des femmes	Manager	07 79 47 93 12	
8	Gbogbo Sandrine	" "		Manager	07 09 12 15 34	
9	Tape Claudine	" "		Manager		





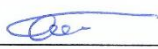

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	Bobbo S Richard	lagbozoo		chef de village	07 78 28 05 71	
2	Kassama Kadio	lagbozoo			07 77 83 42 18	+
3	Diagbe Thérèse	lagbozoo			07 61 66 65 04	
4	Diablen Nestor	lagbozoo				
5	Seri Joseph	lagbozoo			07 68 38 28 24	
6	Gnaka Kone A	lagbozoo			07 08 36 38 86	
7	Socmon Siliki	lagbozoo			07 59 58 01 87	
8	Issouf Issouf	lagbozoo			07 58 08 76 54	
9	Yao Kalifa	lagbozoo			07 08 06 39 77	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025








ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	Pouahe'lehi Awa	loqozoo A-			07 47 49 90 81	
11	Dogbo G. Gabriel	loqbozoo			07 47 18 24 87	
12	Kousser esther	loqbozoo			07 88 00 75 32	
13	Koué-k. Jeomne	loqbozoo				+
14	Soué Duenlonné	loqbozoo			07 09 85 04 26	
15	Zekou ytha	loqbozoo			07 10 80 67 71	+
16	Zahaly Gnabré EPHRAÏM	loqbozoo			07 09 08 56 65	
17	Gnabato Zaka Kani	loqbozoo			07 58 84 20 10	
18						

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025











ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	 <b>CSI</b>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCTURE	Fonction	Contacts	Emargement
01	SIDIBE SIAKA	BAKARYBOU	CHEF DU VILLAGE		0747076404	4
02	TAPÉ ZOUYOUNGBO	11			0778207600	
03	KRA SAYBONBONIFAS	11	CHEF DU BOULE		07-09.40.60.30	
04	SIDIBE SONMAI LA				08-08.31.53.16	W?
05	KONATE HABA BOUN		Président des Jeunes		0779.44.04.03	
06	BOUMBIASEYBON				07.78.13.56.34	
07	SOULEYMANE SIDIBE				07.58.48.40.26	
08	BAKAYOKO KALIFA				07.58.46.85.22	
09	KORREYABRA BESSA MAI					

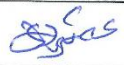








EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	TRAOR MAMADY	BAKARY-Bou-Gou			07.37.35.89.71	
11	LAMINE MARIKO				05.43.38.68-05	
12	SANABOGO OU SAMANE				07.58.11.17.31	
13	BOUMBIA SOULEYMANE				07.57.29.78.37	
14	SIBIBE OU MAR				07.08.48.36.95	
15	SIBIBE BOULAY				07.77.33.73.85	3
16	SANAKE OUMA				07.09.97.56.32	
17	MOUITAR SIB				07.48.01.89.60	
18	SATA BOUMBIA					










EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
19	OUMMA CAMARA	BAKARY- BOUGBOU			07-09-39-71-16	
20	KEÏTA, SEKEUBO				02-08-64-84-48	
21	ABOULAY SINAGNOKO				0249-09-98-87	
22	SAWABOGO ABOUBAKAR				07-37-68-46-50	
23	BAKARY TOURE				07-78-24-94-49	
24	YANKAN PATRICE				0788686950	
25	KONAN FULGENCE				0798922371	
26	KANTE-MOUSSA				07-58-37-64-04	
27	SOLEMAN GOSOGO				0749-46-22-35	





ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCTURE	Fonction	Contacts	Emargement
28	BORRAITH TOURE	BAMARIBOU GON			07-57-13-13-54	
29	SIARRA YACOUNBA				07-68-37-42-80	
30	BAOUBA KANIE				07-57-52-60-81	
31	BOUHBA MOBIBO				07-98-23-94-49	
32	BOURAMA TRAORE				07-12-82-55-27	
33	BELEM ISSA				07-78-25-65-58	
34	SIARRA HINATA				07-59-36-15-32	
35	ROMBA ZENAS				07-08-75-36-16	
36	COULIBALY BINTOU				07-75-10-71-54	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

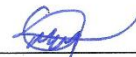




ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 <b>LRA</b> LA ROUTE AFRICAINE	





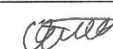

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
37	ISSIF SANOGO	BAKARIKOU CROU			07-87-10-85-35	+
38	BELEM TIOIANE				07-07-60-23-10	+

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGERROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	 <b>CSI</b>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	Koffi AKA LAIDENTI	KouTABOUCOU		SG CHef BAGUE	07-47-45-54-88	
11	DORÉDORGO INDOUBO	--		SG CHef MOORE	07-03-15-51-10	
12	WONDJI KODABE	--		NOTABLE	07-78-25-13-34	









ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 <b>AGEROUTE</b> <small>AGENCE DE GESTION DES ROUTES</small>	 <b>LRA</b> <small>LA ROUTE AFRICAINE</small>	 <b>CSI</b> <small>CONSULTING SERVICES INTERNATIONAL</small>

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	Kadi dah Elie	Keitadougou		président des jeunes	07 51 22 83 00	
2	Siriki Potane	Keitadougou		président des jeunes	07 58 97 56 20	
3	Koffi Emile Kouassi	Keitadougou		président des jeunes	07 59 66 31 21	
4	Zoromé Inoussa	Keitadougou		président des jeunes	07 47 93 76 31	I
5	Zako Ouega Appolinaire	Keitadougou		président des jeunes	07 69 59 41 12	J
6	Zako Meléki Ives	Keitadougou		participant	01 50 25 81 17	
7	Kond Soulyémane	Keitadougou		participant	07 69 88 25 64	p
8	Gouyon de groy Bismant	Keitadougou		participant	07 47 03 01 28	
9	Seri Pregon Roland	Keitadougou		participant	07 47 15 14 03	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	



N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	BOGOBA ERNEST GBORE	KEITABOUGOU		CHef du VILLAGE	01-71-65-94-06	
2	BEDOU KANON ANTOINE	—		3G du CHef	07-57-64-91-48	
3	KABI BÉZI	—		NOTABLE	07-43-92-14-80	
4	LECO PATRICE	—		NOTABLE	01-51-43-13-75	
5	ONE BÉZI RENE	—		NOTABLE	07-48-92-23-10	
6	ZABI KOUAKSI SYLVAIN	—		NOTABLE	01-43-83-47-85	
7	BALIFOU ZOUBALLE NIAMPA	—		CHef MOORE	—	—
8	BESSAWIAGOU KUIE MARCELINE	—		PST des FEMMES	01-61-07-43-73	
9	BEUGRE ZAKO LUC	—		NOTABLE	01-52-54-38-87	

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	Zounon Bbo Raymond	Kéitadougou		participant	01 61 07 43	J. A.
11	Niampa Koumoumi	Kéitadougou		participant	07 58 09 43	
12	Zounon Bbo Ouedé	Kéitadougou		participant	07 05 23 35	
13	Dah Mambo Brand	Kéitadougou		participant	07 71 62 39	Du
14	Seri Thierry	Kéitadougou		participant	07 73 43	+
15	Bogoua Wabi	Kéitadougou		participant	07 02 59	
16	Guissa Alain	Kéitadougou		participant	07 73 38 89	
17	Bogoua Rodrigue	Kéitadougou		participant	07 78 11 30	Cuy
18	Begre Pranaï	Kéitadougou		participant	07 95 98 20	Cuy

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	<del>Kabi dani Lio</del>	<del>Katadou</del>	<del>Bas jeunes</del>			
19	Kabi dore Kervin	Katadou		participant	01 02 08 45 77	
20	Zadi Mondji Jean	Katadou		participant	01 02 08 58 53	







ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	TOALY SERGE			Pr. Jeunes Adjoint au chef	0787389779	Jus
	YEPLE TOUABE EUGENIE			Présidente des femmes	0778006002	X
	GUEGUE SYLVESTRE			S. G du Chef	0749160604	Rockmanf

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	LADI KONE	KONEDOUBOU	chef du village	Educateur	0747688987	
2	Cissé ISSOUF	KONEDOUBOU	Conseiller du chef	planteur	0757382650	
3	KONE MAMADOU	"			0645153501	
4	KONATE KASSIM	"			0171753642	0
5	Sidibé MAMADOU	"			0171852388	2
6	Sidibé DAOU DA	"			0749317576	
7	Sangane' KANDE	"			0173137191	8
8	KONE MOUSSA	"			0706955032	w
9	ASSANE NIAMPA	"			0707164113	N






EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	DIARRASSOUBA DAOUA	Kon edeoyou	président des jeunes		0747818721	✓
11	DOUMBIA YAYA	"			0747807616	✓
12	OUATIARA DAOUA	"			0556574828	✓
13	KOUAKOU Emille	"			0707330759	✓
14	Temele MATHIAS	"			0708614392	✓
15	EHOURIA KOUASSI	"			05440042 0544440012	✓
16	OUATIARA NIGOLO	"			0708717360	✓
17	BAMBA FATOUMATA	"			0556461294	✓
18	Sidise' ALFA	"			0504609732	✓

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025


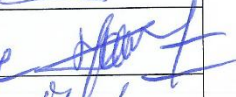

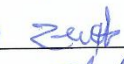





ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	










N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
1	WAGOUAOU Alphonse	Niapofo		chef du village	0717057337	
	LOGBO Plevau	Niapofo		Adjoint au chef	0707189349	
	Bézi Fulgence	Niapofo		habitant	0759782161	
	ALRIH Robert // //			Se Poucier	0171606571	
	ZOUADREANE	Niapofo		plus femme	07-03-43 26	+
	LORI' ELODI	Niapofo		député	07-10-34 232	LG
	NEME KUA Francis	Niapofo		Notable	0544128089	<del>Francis</del>
	Ble Louis	Niapofo		Notable	07482250	Laur
	DUPON Jean-Luc // //			// //	01-52398795	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	LAGO JOSEPH RODRIGUE	NIAPOYO		PLANTEUR	07-48-44-27 74	
	Lia Robert	NIAPOYO		retraite	07 57 73 70 57	
	Diokri Mass William	NIAPOYO		Planteur	07 48 48 94 8	
	ZIRIFNON ALAIN	NIAPOYO		PLANTEUR	07 09 40 61 50	
	Raoul Guissa	NIAPOYO		Planteur	01 50 58 77 25	
	ZADI Dominique	NIAPOYO		planteur	07 68 22 50 24	
	KOFFI Sey Patrice	NIAPOYO		Planteur	01 52 07 25 53	
	François Diokri	NIAPOYO		Planteur	07 48 18 51 79	
	DIOKRI EFFAO	NIAPOYO		PLANTEUR	07-48-28-4520	

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DU PUBLIC						
MAÎTRE D'OUVRAGE		STRUCTURE DE CONDUITE DU PROJET		ENTREPRISE		CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier		 AGEROUTE AGENCE ROUTIERE		 LRA LABORATOIRE ROUTIER		 CSI
N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCTURE	Fonction	Contacts	Emargement
	OUPH CLAVIS	NIAPOYO		PLANTEUR	07 07 06 73 35	
	LOGUE AZIA	NIAPOYO		Planteur	07 48 21 02 31	
	Kama Paul	NIAPOYO		Planteur	07 48 22 54 83	
	NARCICE BLE	NIAPOYO		PLANTEUR	02 23 62 62 72	ALS
	ARNAUD GONKA	NIAPOYO		PLANTEUR	07 48 06 86 53	
	GRA AM Ren	NIAPOYO		Planteur	07 07 30 52	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025




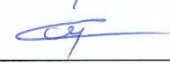


ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
01	Diarrassouba DAOWDA	KONEDOUGA	VILLAGE	Président Jeunesse	07478187	✗
02	Ladji Kone'	KONEDOUGA	VILLAGE	chef du village	0747889987	✗
03	Cissé Issouf	Konedouga	Village	Conseiller du chef	0757382650	✗
04	Kone' MAMADO	Konedouga	Village	Conseiller du chef	0545153501	✗
05	SIDIBÉ DAOWDA	Konedouga	Village	S-G des jeunes	0749317576	✗
06	SIDIBE SIKA	BAKARIKOU	VILLAGE	chef du village	0747076404	✗
07	KONATE HANANOU	BAKARIKOU	Village	Président Jeunesse	0779440403	✗
08	GUEGUESYLVESTRE	PETIGOA <sup>2</sup>	Village	S-G du chef de village	0749160604	Rockuf
09	KESSE CAROLINE	PETIGOA <sup>2</sup>	VILLAGE	Présidente des femmes	07, 47 27, 26 25	✗

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DU PUBLIC			
MAITRE D'OUVRAGE	STRUCUTURE DE CONDUITE DU PROJET	ENTREPRISE	CONSULTANT
 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	 AGEROUTE AGENCE DE GESTION DES ROUTES	 LRA LA ROUTE AFRICAINE	 CSI

N°	Nom & Prénom	LOCALITE	STRUCUTURE	Fonction	Contacts	Emargement
10	OPELY ZADI ABEL	PETIGOAZ		chef de Village	0789628801	
11	TOALY Serge	Petigoaz		Président de jeunes	0709840764	
12	YOKORÉ G. Nestor	Petigoaz		Président Jeunes	0787.40.25.11	
13	KABO dath elie	Keitadon gon		Président Jeunes	0749651556	
14	BESOU LAMON ANTOINE	Keitadon gon		SG du chef Village	0757649148	
15	Clément Deball	Soubre	Préfecture	chef sce courrier	0757009891	

EIES projet axe routier YABAYO - BUYO, enquête de Mai 2025



## **Annexe 3 : Compte rendu des Focus Groupes (rencontres communautaires)**



### COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS



#### ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
BUYO	DAPEOLIA	BELLE VILLE	Tel. : 07 08 82 99 87 Cel. : E-mail :
Date réunion : 26/05/2025			
Heure début : 18h 10		Heure Fin : 18h 50	
Nombre de Personnes présentes : Total : 47		Homme : 35, Femme : 12	
Nombre de PAPS présentes : 12			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>Informations générales sur le projet</li> <li>Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>Procédure d'indemnisation</li> <li>Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<p>- le cimetière du village est dans l'emprise.</p> <p>- est-ce que les biens impactés seront indemnisés ?</p> <p>- Est-ce que les propriétaires terrains seront indemnisés ?</p>

Fiche de consultation des parties intéressées



Propositions	
<p>- Respecter les procédures coutumières dans le processus de déplacement des tombes si jamais le cimetière est impacté.</p> <p>- Indemniser les personnes dont les biens sont impactés avant leur destruction.</p> <p>- Indemniser les propriétaires terriens car ils sont expropriés de leur terre.</p>	
Avis sur le projet	
<p>C'est un très bon projet et nous sommes impatientes de voir la réalisation de ce projet qui va permettre le désenclavement de nos villages et participer ainsi à l'amélioration des conditions de vie de la population.</p>	
Chef du village ou son représentant	Secrétaire de séance
<p>KOUKO APOLLINAIRE (SG du village)</p> 	<p>YEO LEON</p> 



COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
BADA ZOUZOU ANDRE	DAPEOUA	DAPEOUA	Tel. : 0709 14 94 70 Cel. : E-mail :
Date réunion :			
Heure début : 8.h.33		Heure Fin : 09.h.47	
Nombre de Personnes présentes : Total : 33		Homme : 24 Femme : 9	
Nombre de PAPS présentes : 02			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>Informations générales sur le projet</li> <li>Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>Procédure d'indemnisation</li> <li>Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<p>Nous voulons certes le goudron, mais la destruction des biens et surtout des impactés, quelle est la solution?</p> <p>Dapecou aura t-elle des voisins couverts de bitume?</p> <p>Serons-nous associés (chiffrierie à propriétaires terriens) au processus de dédommagement pour les impactés de notre localité?</p> <p>La structure en charge d'exécution des travaux tiendra t-elle compte de la main d'œuvre de la jeunesse en place?</p> <p>Avez-vous prévu des panneaux de signalisation pour la sécurité des personnes et surtout des élèves?</p> <p>Que prévoyez-vous pour les écoles en bordure de la route?</p>

Fiche de consultation des parties intéressées





Propositions

- Prise en charge des impactés;
- Ouverture des voies et si possible donner quelques kilomètres de bitume,
- Nous apporter une assistance pour la réalisation des projets en cours de la localité;
- Insérer la jeunesse à l'exécution des travaux du projet,
- Mettre des données tout le long de la traversée de Dapeoua.

Avis sur le projet

Un soulagement total, et nous sommes tous impatients de voir ce projet se réaliser pour le bien être de localité mais également pour une meilleure circulation des biens et personnes. Nous avons pris note et attendons l'exécution des travaux dans un délai précis. Remerciements à tous les responsables administratifs et autres.

Chef du village ou son représentant

*B. Z. F.*

Secrétaire de séance

Honoré Flegbo  
*[Signature]*





### COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
Buyo	Buyo	GBLY	Tel. 0759782862 Cel. 747078759 E-mail :
Date réunion : 28/05/25			
Heure début : 12h25		Heure Fin : .....h.....	
Nombre de Personnes présentes : Total : ..... Homme ..... Femme : .....			
Nombre de PAPS présentes : .....			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Route impraticable</li> <li>- Pas de centre de santé</li> <li>- Village partiellement électrifié, poteaux électriques non fonctionnels</li> <li>- Pas de collège de proximité</li> <li>- Pas d'aires de divertissement</li> <li>- Pas d'infrastructure pour créer des emplois pour le bonheur de la jeunesse</li> <li>- Inclure la</li> <li>- Pas d'établissement financier à Buyo.</li> <li>- Plus d'espace pour planter du manioc.</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées



Propositions		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bitumage de la voie Yabayo - Buyo et les ruelles de la localité de Gaby</li> <li>- Indemnisation consistante des impacts au regard de la perte de la vie.</li> <li>- Associer la jeunesse dans l'exécution des travaux du bitumage</li> </ul>		
Avis sur le projet		
<p>Tra bon projet</p>		
Chef du village ou son représentant		Secrétaire de séance
<p>YOROPON SARI Barthélemy Représentant du chef</p> 		





COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	Tel. : 0707 31 30 86 Cel. : E-mail :
Date réunion : 26/05/25			
Heure début : ...h... 10h17		Heure Fin : .....h... 10h47	
Nombre de Personnes présentes : Total : 21 ..... Homme 13... Femme : 08...			
Nombre de PAPS présentes : ...05			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<p>- Comment le processus de déplacement des tombes impactées va se faire ?</p> <p>- Est-ce la terre sera indemnisée ?</p> <p>- Est-ce que nos jeunes pourront avoir des opportunités d'emplois lors de la phase des travaux ?</p>

Fiche de consultation des parties intéressées



COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
BUYO	DAPEOUA	GRIBOUO	Tel. : 0707 31 30 26 Cel. : E-mail :
Date réunion : 26/05/25			
Heure début : ...h... 10h17		Heure Fin : ...h... 10h47	
Nombre de Personnes présentes : Total : 21 Homme 13 Femme : 08			
Nombre de PAPS présentes : 05			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<p>- Comment le processus de déplacement des tombes impactées va se faire ?</p> <p>- est-ce la terre sera indemnisée ?</p> <p>- est-ce que nos jeunes pourront avoir des opportunités d'emplois lors de la phase des travaux ?</p>

Fiche de consultation des parties intéressées



COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
Buyo	DAPEOUA	LOBOVILLE	Tel. : ..... Cel. : 0704611191 E-mail : .....
Date réunion : 10 Jeunesse			
Heure début : 8h30...		Heure Fin : .....h.....	
Nombre de Personnes présentes : Total : 13 Homme 6 Femme : 7			
Nombre de PAPS présentes : 4			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais état des voiries du Village</li> <li>- Insuffisance de poteaux électriques</li> <li>- Manque d'un centre de santé</li> <li>- Nous avons besoin la clôture de l'école primaire</li> <li>- Manque d'une clôture des foyer des jeunes</li> <li>- Manque d'un marché public</li> <li>- Manque de moulin pour les céréales</li> <li>- Manque de moyen de transport pour les activités féminines.</li> <li>- Financier les coopératives féminines</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées





Propositions	
<p>- L'ouverture des voiries du village</p> <p>- Electrifier l'extension du village</p> <p>- Recruter les jeunes du village pour les travaux du village du projet.</p> <p>- Clôturer l'école primaire.</p>	
Avis sur le projet	
<p>Le projet est le bienvenu pour le développement du Village.</p>	
Chef du village ou son représentant	Secrétaire de séance
<p>TEIE LIABE EMILE</p>	<p>GNAHORE MABOU HENRI-JOEL</p> <p></p>




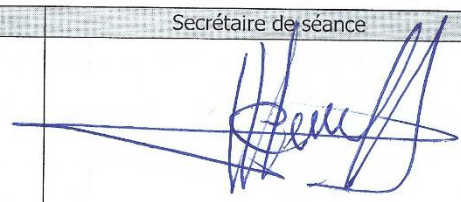
# COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
BUYO	BUYO	LOGBOZOA	Tel. : 0779 29 05 71 Cel. : E-mail :
Date réunion : 27-05-25			
Heure début : 10h40		Heure Fin : 10h56	
Nombre de Personnes présentes : Total : 19 Homme : 15 Femme : 04			
Nombre de PAPS présentes : 17			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Routes en état de dégradation très avancée.</li> <li>- Problèmes d'eau (02 pannes villageoises pour une population d'environ 2000 Hts).</li> <li>- La mévente de l'hevéa (entre 350F et 400F/kg)</li> <li>- Le prix des cultures fixé par l'Etat n'est jamais respecté par les acheteurs.</li> <li>- La ville de Buyo est enclavée en dépit de la forte production de culture de rente et des barrages dont elle dispose.</li> <li>- Le prix du transport est extrêmement élevé.</li> <li>- Pas de marché local digne du nom</li> <li>- Pas d'école secondaire</li> <li>- Problème foncier entre les Baoulé et Burkinaabè</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées



Propositions		
<p>- Bitumage de la voie Yabayo - Buyo</p> <p>- Besoin d'un château d'eau</p> <p>- Construction d'un établissement secondaire</p>		
Avis sur le projet		
<p>Projet bienvenu pour desservir la zone de Buyo.</p>		
Chef du village ou son représentant		Secrétaire de séance
		





COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO – BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
Soubré	Grand-Zaïtry	Bakary Doucou	Tel. : 07 47 07 64 04 Cel. : E-mail :
Date réunion : 22/05/25			
Heure début : 7h20		Heure Fin : 08h26	
Nombre de Personnes présentes : Total : 38 Homme 35 Femme : 03			
Nombre de PAPS présentes : 30			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de centre de santé rurale</li> <li>- Nous avons besoin d'un château d'eau</li> <li>- Les pompes Villageoises sont en panne</li> <li>- Nous avons besoin d'un collège de proximité</li> <li>- Manque d'un foyer des jeunes</li> <li>- Manque d'industrie dans la localité</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées





Propositions	
<p>- Création d'une industrie dans la localité.</p> <p>- Installation d'un château d'eau</p> <p>- la réhabilitation des pompes hydraulique</p> <p>- la construction d'un foyer des jeunes</p> <p>- la construction d'un collège de proximité.</p>	
Avis sur le projet	
<p>Le projet est le bienvenu pour le bien être de la population de la localité.</p>	
Chef du village ou son représentant	Secrétaire de séance
<p>SIDIBE SIAKA</p> <p><b>SIDIBE SIAKA</b></p> <p>Le Chef du Village</p> <p>de BAKARYDOUGOU</p> <p>Cel: 07 87 68 62 03</p>	<p>BAKAYOKO DRAMANE</p> <p></p>



COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
SOUBRE	GRAND-ZATRY	KETADOU Gou	Tel. : 078 59 89 22 68 Cel. : E-mail :
Date réunion : 21/05/25			
Heure début : 7h38		Heure Fin : 18h42	
Nombre de Personnes présentes : Total : 32 Homme 31 Femme : 1			
Nombre de PAPS présentes : 7			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'un château d'eau</li> <li>- La défaillance de l'école primaire publique</li> <li>- l'insuffisance des poteaux électriques</li> <li>- la cor Manque d'un centre de santé rural</li> <li>- Manque d'un collège de proximité</li> <li>- Mauvais état de la voirie Yabayo à Ketadougou.</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées



Propositions	
<p>- la réhabilitation de l'école primaire publique.</p> <p>- la construction d'un château d'eau.</p> <p>- l'électrification de l'extension du village.</p> <p>- la construction d'un centre de santé rural.</p>	
Avis sur le projet	
<p>Le projet est le bienvenu pour le développement du département de Soubré.</p>	
Chef du village ou son représentant	Secrétaire de séance
<p>Gbozé Gogoua Ernest</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><i>[Stamp: Sous-Préfecture 5/71, Chef Centre KETIADOUKOU, GBOZE GOGOUA ERNEST]</i></p>	<p>Sedou Karon Antoine</p> <p><i>[Signature]</i></p>



COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS


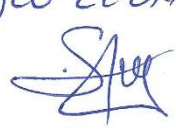
ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
SOUBRE	GRAND ZATRY	PETIGAZ	Tel. : TOALY BERGE Cel. : E-mail : 0778006002
Date réunion : 27/05/2025			
Heure début : 14h16		Heure Fin : 14h33	
Nombre de Personnes présentes : Total : 07 Homme 5 Femme : 2			
Nombre de PAPs présentes : 03			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le cimetière du village est impacté.</li> <li>- des commerces, terrains et plantations sont impactés.</li> <li>- est-ce que les lots impactés seront indemnifiés</li> <li>- Est-ce que notre localité pourrait avoir quelques kilomètres de bitume?</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées





Propositions		
<p>- Associer la chefferie au processus d'exhumation et de déplacement des tombes impactées pour garantir le respect de nos coutumes.</p> <p>- Indemniser les impactés avant la destruction des biens.</p> <p>- Accorder quelques kilomètres de bitumes à notre village.</p>		
Avis sur le projet		
<p>C'est un très bon projet et souhaitons que l'état accélère sa réalisation pour permettre le désenclavement de nos localités.</p>		
Chef du village ou son représentant		Secrétaire de séance
<p>TOALY SERGE (Adjoint au chef)</p> 		<p>YEO LEON</p> 





### COMPTE RENDU DE REUNION AVEC LES PAPS

ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
Département	Sous-Préfecture	Localité	CONTACTS du Chef ou Représentant
Soubré	Soubré	Konédougou	Tel. : 0704 52 35 86 Cel. : 0791 68 09 87 E-mail : 0428 59 08
Date réunion :			
Heure début : 4h.45		Heure Fin : 16h.03	
Nombre de Personnes présentes : Total : 18		Homme : 16, Femme : 02	
Nombre de PAPS présentes : 18			

Points abordés
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations générales sur le projet</li> <li>2. Informations sur les personnes et biens affectées</li> <li>3. Procédure d'indemnisation</li> <li>4. Divers</li> </ol>
Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'un château dans le village</li> <li>- Insuffisance des poteaux électriques</li> <li>- Manque d'une école maternelle et primaire</li> <li>- Les voiries du village sont impraticable.</li> <li>- Manque d'un foyer des jeunes</li> <li>- Intégrer la jeunesse pour les travaux du bitumage.</li> </ul>

Fiche de consultation des parties intéressées



Propositions	
<p>- Construire une école maternelle et primaire</p> <p>- Construire un foyer des jeunes</p> <p>- Electrifier l'extension du village</p> <p>- Construire un château d'eau.</p>	
Avis sur le projet	
<p>Le projet est le bienvenu.</p>	
Chef du village ou son représentant	Secrétaire de séance
<p>LADI KONE</p> 	<p>DAOUDA SIBIBÉ</p> 



## **Annexe 4 : Fiche de recueil d'avis renseignés**



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Krouba Sarabo	Village Belle Ville de Belleville	chef de village	Tel. : ..... Cel. : 01 53 65 17 76 E-mail : .....
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées

- Absence de centre de santé rurale et maternité;
- sécurité au niveau de la circulation;
- le cas de la poussière et bruits sonores, quelles solutions?
- les cimetières en bordure de la route;
- Conduite à tenir pour les impacté(e)s?

Propositions

- Ouverture des voies du village;
- prise en charge des impacté(e)s;
- recrutement de la jeunesse (main d'œuvre) dans le cadre des travaux.
- implanter des panneaux de signalisation;
- Construction des dodanes.

Avis sur le projet

Avis favorable pour le projet qui contribuera au développement de notre département

Lieu	Date	Signature
Belleville	26/05/2025	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
SERI YRIKISSIÉ		Président des Jeunes	Tel. : Cel. 0143 51 46 88 E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les biens impactés seront-ils indemnisés?</li> <li>- Est-ce nos jeunes pourront servir de main-d'œuvre locales lors de l'exécution des travaux?</li> </ul>		
Propositions		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemniser les biens impactés avant leur destruction</li> <li>- permettre à nos jeunes d'intégrer les équipes d'exécution du projet lors des travaux.</li> </ul>		
Avis sur le projet		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- C'est un très bon projet qui désenclaver notre village. Nous souhaitons avoir en marche de ce projet.</li> <li>- la construction d'une école centre de santé dans le village,</li> <li>- la construction d'un château d'eau</li> </ul>		
Lieu	Date	Signature
Bele-vile	28/05/2025	 LE CHEF

Fiche de consultation des parties intéressées





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
GUDE EDWIGE LANDRIA YOHOU		PRESIDENTE DES FEMME	Tel. : 08-48-10-85-19 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<p>- Nous avons nos commerces en bordure de route, qui semble être impactés.</p> <p>- <del>De</del> les femmes pourront-elles intégrer les équipes d'exécution des travaux comme main-d'œuvre locale ?</p>						
Propositions						
<p>- Aider les femmes dont les biens sont impactés, à se réinstaller afin de maintenir leur élan d'autonomisation.</p> <p>- Définir un statut pour les femmes dans la main-d'œuvre locale pour ne pas qu'elles soient marginalisées.</p>						
Avis sur le projet						
<p>C'est un très bon projet, il va nous permettre d'écouler plus facilement nos produits agricoles. Nous souhaitons obtenir en marge de ce projet, un fonds d'appui aux pour permettre aux femmes de leur faire plus aisément leurs activités agricoles.</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Belle - Ville</td> <td>26-05-2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	Belle - Ville	26-05-2025	
Lieu	Date	Signature				
Belle - Ville	26-05-2025					





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Kouassi Aye Jean-Baptiste	Préfecture Buyo	Secrétaire Général	Tel. : 07 09 82 00 53 Cel. : 05 05 64 35 95 E-mail : kouassi.aye.jean-baptiste@reg.mt.com

☐ Autorité Administrative
 ☐ Autorité coutumière
 ☐ AGEROUTE
 ☐ PAPs
 ☐ ONG

Préoccupations soulevées

Comment indemniser les populations situées dans les localités traversées par la route dont l'emprise (40 mètres) se trouve en empiètement.

Propositions

Si possible, dévier la route aux abords des villages concernés pour éviter trop de dommages.

Avis sur le projet

C'est un projet si important que sa réalisation effective est attendue par toutes les populations.

Lieu	Date	Signature
Buyo	28 Mai 2025	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Kouame Krath Naraisse	DDPS/ISC	Département Département	Tel. : 87 33 72 1684 Cel. : 87 45 62 31 884 E-mail : kouamekrath@yaboo.com
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

**Préoccupations soulevées**

Participation de la jeunesse du Département de Buyo à ce projet en qualité de main d'œuvre.

- nombre de jeunes qui serviront de main d'œuvre?
- le profil de ces jeunes?

**Propositions**

Pour le recrutement des jeunes qui participeront à ce projet en qualité de main d'œuvre, je souhaiterais que ce recrutement se fasse ~~de travers~~ en relation et sous la supervision de mon service, en tant que premier responsable de la jeunesse du Département de Buyo.

**Avis sur le projet**

C'est un projet noble, attendu par toute la population du Département de Buyo.

Lieu	Date	Signature
Buyo	30-05-2025	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Mamadou Doumoua représentant le	Mairie	Conseiller municipal	Tel. : Cel. : 077777227 E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées		
<p>la date exacte du début des travaux.</p>		
Propositions		
<p>bitumage de certaines voies de la ville.</p> <p>Nous soupçonnons que vous allez une distance de 10 km.</p>		
Avis sur le projet		
<p>Le projet est bien venu.</p> <p>Nous ne ferons que vous accompagner.</p>		
Lieu	Date	Signature
Buyo	30-06-2025	[Signature]



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Bola Tangui	OIPR ANR/VB	agent secteur	Tel. : ..... Cel. : 0747 10 70 49 E-mail : .....
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées		
RAS		
Propositions		
RAS		
Avis sur le projet		
RAS		
Lieu	Date	Signature
Buyo	30/05/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
N'DRI N'Guessan	EPHD Buyo	Directeur	Tel. : 070 2913 44 Cel. : 070 1684 86 E-mail : ndhibah@gmail.com
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées		
RAS		
Propositions		
RAS		
Avis sur le projet		
Avis très favorable.		
Lieu	Date	Signature
Buyo	30/05/2025	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
BÉHÉ FLORENT	AGRICULTEUR	Agent foncier	Tel. : ..... Cel. : 0777 716 752 E-mail : .....
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			
Préoccupations soulevées			
- Indemniser les personnes dont les cultures seront impactées.			
Propositions			
Avis sur le projet			
- Avis favorable. - que le projet aboutisse.			
Lieu	Date	Signature	
Buyo	30/05/2025		



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
BITY OROZOA ROGER	Constructeur et urbanisme départemental	Directeur départemental	Tel. : ..... Cel. : 0707106021 E-mail : bityroger@yahoo.fr
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> JONG

Préoccupations soulevées

- Réduire les cases (destruction) des bâtis.
- Identification effective des bâtis pour indemnisation
- Inclure les terrains nus impactés par le projet.

Propositions

- Associer les services du Ministère de la Construction pour la bonne conduite du projet
- prévoir les moyens financiers et matériels pour faciliter le travail d'expertise de mes services.
- mettre en place un chronogramme de travail

Avis sur le projet

- C'est un projet salvateur qui va désenclaver le département de Buyo.
- Souhaiter une stricte collaboration des différents services compétents et LRA pour la réussite du projet.

Lieu	Date	Signature
Buyo	30/05/2025	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
EHOUÉ KOUAME ARMAND	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES EAUX ET FORÊTS BUYO	AGENT TECHNIQUE DES EAUX ET FORÊTS	Tel. : 05.66.48.22.65 Cel. : 05.04.91.90.49 E-mail : Ehoue.Kouame.Armad@drd.dg com
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
les eaux et forêts en bordures impactées ainsi que les animaux, déforestation perturbation de la biodiversité pollution des sols, pollution des cours d'eau érosion des sols.						
Propositions						
Reboisement utilisation de matériaux écologiques Installation de bassins de rétention Etudes d'impact environnemental						
Avis sur le projet						
Positif pour le bien être de la population et la libre circulation des biens et des personnes. la sécurité dans la zone.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DD de santé</td> <td>30/05/2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	DD de santé	30/05/2025	
Lieu	Date	Signature				
DD de santé	30/05/2025					





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Amani Alain	Conseil Régional	DIRCAB	Tel. : ..... Cel. : 0707993707 E-mail : arobura.f@yahoo.fr
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées

- Kilométrage de 11 Km insuffisant.  
 - Que prévoit-on pour les gros villages traversés par les Bitume. travaux.  
 (impacts)

Propositions

- je souhaiterais que la voirie de Yabayo soit pris en compte pour le bitumage  
 - Recruter la main d'œuvre dans les villages traversés par le tronçon

Avis sur le projet

La mise en œuvre de ce projet mettra fin aux souffrances des populations.  
 La ville de Buyo sera désenclavée.

Lieu	Date	Signature
Buyo	30/05/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
KONE Aloua	UDACOFER	Présidente	Tel. : ..... Cel. : 0708184274 E-mail : aloua18@gmail.com
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			
Préoccupations soulevées			
Tenir compte du genre (Femmes) dans le recrutement des ressources humaines			
Propositions			
Accorder aux moins trente pour cent <del>aux</del> des postes à pourvoir des Femmes de Buyo			
Avis sur le projet			
Projet reprend à nos attentes			
Lieu	Date	Signature	
Buyo	30-05-2025		



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
NGRESSO Tanoh Gérard		DD Santé	Tel. : 05 62 58 36 28 Cel. : 07 27 65 47 73 E-mail : n.oussouf@gerard.com
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées

RAS

Propositions

- Dans la mesure du possible dégager les voies d'accès aux structures sanitaires situées sur la voie principale.

Avis sur le projet

Avis favorable

Lieu	Date	Signature
BUYO	30/05/2025	

Dr NGRESSO Tanoh Gérard  
Médecin Santé Publique  
Spécialiste Santé et  
Engagement Communautaire  
Directeur Départementaire  
de BUYO







FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Salimata KONE epse D I A B Y	sous-préfecture	sous-préfet	Tel. : ..... Cel. : 070748826 E-mail : dabykone@gmail.com

☒ Autorité Administrative
 ☐ Autorité coutumière
 ☐ AGEROUTE
 ☐ PAPs
 ☐ ONG

Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemnisation des populations surtout les exploitants agricoles</li> <li>- Blocage de la voie au cours des travaux</li> </ul>

Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recenser les propriétaires de champs de façon exhaustive</li> <li>- Travaux des voies de déviation au cours des travaux</li> <li>- Solliciter au moins 10km de bitume dans la ville de Sapeoua (chef-lieu de sous-préfecture)</li> </ul>

Avis sur le projet
<p>Projet beaucoup attendu par les populations et l'administration dans son ensemble.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désenclavement du Département et surtout accès à la s/prefecture de Sapeoua</li> <li>- création d'emplois par l'utilisation de la main-d'œuvre locale</li> </ul>

Lieu	Date	Signature
Sapeoua	28/5/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Alex Emni Austin Soubré	PAT Des Jeunes Sapèroua		Tel. : ..... Cel. : 01-01-211610 E-mail : .....
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
La question de dédommagement? Que prévoyez-vous aux impacts? La sécurité des usagers de la route À quand la réalisation du projet?						
Propositions						
Re routement des Jeunes de Sapèroua pendant le projet. Construction d'un foyer de Jeunes, besoin d'engins pour les travaux de terrain de football de Sapèroua.						
Avis sur le projet						
Toute la jeunesse est favorable pour ce projet tant attendu. Nous sommes très contents. Avec la bonne énergie nous allons soutenir le gouvernement à ce que le projet aboutisse.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DAPEOWA</td> <td>27/05/2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	DAPEOWA	27/05/2025	
Lieu	Date	Signature				
DAPEOWA	27/05/2025					





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
MAKADO	Association	Présidente	Tel. : 01 60 43 41 37 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées						
- Difficiles conditions de déplacement, devie avec la cherté de la vie dans cette localité; - la mise à l'écart de la femme durant le projet. - Manque de moyens aux femmes pour mieux les encadrer - le souci de traverser les chantiers du projet. - Qu'avez-vous prévu pour les écoles?						
Propositions						
- Assister l'association Zomandre pour la mise en place d'une ferme de porcs et volailles; - Besoin d'aide en nous offrant une broyeurse; - Associer la femme au doublement du projet pour la restauration; - Intégrer les femmes de Zomandre dans la réalisation du projet; - Implanter des panneaux de signalisation pour la sécurité des usagers et surtout nos enfants						
Avis sur le projet						
Bon projet pour toute la population et surtout nous les femmes qui aspirons au bien être. Le projet nous ouvrira d'autres opportunités.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DAREOUA</td> <td>27 Mai 2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	DAREOUA	27 Mai 2025	
Lieu	Date	Signature				
DAREOUA	27 Mai 2025					





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
GORO Zasi Franck	Tennere	Président	Tel. : 0757768899 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bitumage du tronçon Buyo - YABAYO</li> <li>- Un centre de santé à Gbily</li> <li>- Extension du réseau électrique de Gbily.</li> <li>- Création d'un Collège de proximité.</li> <li>- Création d'emplois des jeunes</li> </ul>						
Propositions						
<p>Que tous ceux qui seront impactés soient effectivement dédomagés.</p>						
Avis sur le projet						
<p>Bon projet car cela facilitera le trafic urbain.</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GBILY</td> <td>28 Mai 2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	GBILY	28 Mai 2025	
Lieu	Date	Signature				
GBILY	28 Mai 2025					



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Gboto Anatole Gourou	CNRCT.CI.	Chef du village Gbily	Tel. : 07 45 07 87 59 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Voies impraticables.</li> <li>- Construction d'un centre de santé.</li> <li>- Réhabilitation du groupe scolaire Koré Zouzo Paul</li> <li>- Préservation du cimetière du village</li> <li>- Accès à l'eau potable.</li> </ul>

Propositions
Prise en compte et réhabilitation de nos préoccupations.

Avis sur le projet
Le projet est salubre pour tout le Département de Buyo, permettant le désenclavement des villages sur l'axe Yabayo - Buyo.

Lieu	Date	Signature
Gbily s/p Buyo	1e 24-05-2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
GNAPOT GUEDE Alicet	Jeunesse	président	Tel. : ..... Cel. : 07 08 64 19 08 E-mail : gnapot.guede@ci
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées		
un kilometre de bitumage dans le village		
Propositions		
- Emploi des jeunes dans le projet		
Avis sur le projet		
le projet est la bienvenue pour Buyo il vient pour desenchaver cette ville		
Lieu	Date	Signature
Gboly	24/05/2025	gnyp





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
ZOZO AJOLLO ELISABETH	Association des femmes		Tel. : 0747.02.14.75 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
- Les femmes sont confrontées au problème d'eau - Pas de moyens financier pour leurs projets

Propositions
- la réalisation du projet de bitumage de la voie yabayo - Buyo - Aider les femmes à financer leurs projets

Avis sur le projet		
Très bon projet		
Lieu	Date	Signature
GBILY	28/05/25	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
GANIER Zouba LOUISE		Présente des femmes	Tel. : 07 59 05 53 63 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
- Nos bâtis en bordure de route, - Nos plantations en bordure de route

Propositions
- Indemniser les personnes dont les pertes sont impactées. - Reloger les personnes dont les bâtis seront touchés.

Avis sur le projet
C'est un très bon projet, nous sommes impatients de voir la réalité. Nous souhaitons également : - un marché pour évacuer leur produit viviers - les broieuses pour la transformation du manioc - la construction d'un château d'eau

Lieu	Date	Signature
GRIBOUO	26/05/2025	AAJ





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
DALLO ZADI FRANCIS		Président Adjoint des personnes	Tel. : 07.48.88.38.58 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<p>- Est-ce que les personnes dont les biens sont impactés seront indemnisés?</p> <p>- Est-ce que le bitume sera sur tous les coins de l'emprise?</p> <p>- Est-ce que l'Etat ne veut pas juste nous attirer avec unes aides à ce projet?</p>						
Propositions						
<p>- Indemniser les biens impactés avant d'habiter?</p> <p>- déguerpire seulement au le bitume passera</p> <p>- Il faut que l'Etat ait vraiment la volonté de faire/réaliser ce projet.</p>						
Avis sur le projet						
<p>C'est un très bon projet, il permettra le développement de nos localités et améliorer ainsi les condit° de vie des populat°.</p> <p>Nous souhaitons également la construct° d'un:</p> <p>- dispensaire</p> <p>- un chalet</p> <p>- la construct° du groupe scolaire du village.</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GRIBOVO</td> <td>26/05/2025</td> <td>JJ</td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	GRIBOVO	26/05/2025	JJ
Lieu	Date	Signature				
GRIBOVO	26/05/2025	JJ				





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
GNAHORE MADOLI HENRI JOEL	PRESIDENT DES JEUNE		Tel. : ..... Cel. : 0704611191 E-mail : .....
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées						
- Manque d'un centre santé du village. - Reduire le ... - Manque d'un marché public - Manque de moyen de transport.						
Propositions						
- Construire un centre de santé - Construire un marché public - Faire des dons de tricycle pour les femmes - Recruter la jeunesse pour les travaux du bitumage.						
Avis sur le projet						
Le projet est le bienvenu.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>LOBOVILLE</td> <td>27/05/25</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	LOBOVILLE	27/05/25	
Lieu	Date	Signature				
LOBOVILLE	27/05/25					



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO – BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Sory Dieu-donné		Planteur	Tel. : 07 09 85 04 26 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
- Problème d'eau (une pompe au quartier). - Matériels Agricoles. - un marché pour vendre. - Une coopérative agricole (quelqu'un pour nous apprendre). - Problème d'électricité (des empêcheurs).

Propositions
- <del>accepter</del> que la route passe dans le village.

Avis sur le projet		
Nous trouvons ce projet utile pour la population.		
Lieu	Date	Signature
Logbozoua	27/05/21	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
NASSOUA NAORO	Associats des Femmes	Présidente	Tel. : 07 77 83 4719 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Problème d'aide financière pour nos projets.</li> <li>- Problème d'eau, pas de puits</li> <li>- Pas de débouché pour les récoltes</li> </ul>

Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrir un compte bancaire pour aider les femmes à financer leurs projets.</li> <li>- construction d'un marché digne du nom pour bien écouler nos produits.</li> <li>- construction d'un château d'eau.</li> </ul>

Avis sur le projet
Très bon projet

Lieu	Date	Signature
Logbozoa	27/05/25	f





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
KONATE MAMADOU	Président des jeunes		Tel. : 07791140403 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input checked="" type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'industrie dans la localité</li> <li>- Manque d'un foyer des jeunes</li> </ul>

Propositions
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire des usines dans la localité</li> <li>- Construire un foyer des jeunes dans le village</li> <li>- Intégrer les jeunes du village dans le projet.</li> </ul>

Avis sur le projet
le projet est le bienvenu.

Lieu	Date	Signature
BAKARY DOUGOLI	22/05/25	KONATE MAMADOU 



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Kabi Dahi Elie	Pdt des jeunes		Tel. : 0151228300 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input checked="" type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées
- Manque d'un foyer des jeunes - Manque d'emploi jeune - Manque des motos pompes pour les cultures maraîchères

Propositions
- Construction d'un foyer des jeunes - Intégrer la jeunesse dans le projet du bitumage. - Financier les projets des jeunes

Avis sur le projet
Le projet est le bienvenu pour le développement du village.

Lieu	Date	Signature
Keitadougou	21/05/25	





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
TOALY BERGE		Président des Jeunes	Tel : 0787389779 Cel : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées						
<p><i>Commerciales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nos Commerces et nos activités sont impactés</li> <li>- Est-ce que LRA pourra employer notre jeunesse comme main d'œuvre locale?</li> <li>- notre Cimetière est impacté</li> </ul>						
Propositions						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Que LRA nous aide à nous réinstaller pour poursuivre nos activités Commerciales.</li> <li>- Que LRA permette d'intégrer nos jeunes dans équipes comme main d'œuvre locale lors de l'exécution des travaux.</li> <li>- Que le chef et la notabilité soient associés au processus d'exhumation et de déplacement des tombes impactées pour garantir le respect de nos us et coutumes.</li> </ul>						
Avis sur le projet						
<p>C'est un excellent projet et toute la population s'impatiente de voir sa réalisation</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PETIGOA2</td> <td>27/05/2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	PETIGOA2	27/05/2025	
Lieu	Date	Signature				
PETIGOA2	27/05/2025					







FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
YEPIE TOUABE EUGENIE		Présidente des femmes	Tel. : 07 78 00 60 02 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous nos commerces sont impactés.</li> <li>- est-ce que les dédomagements des impacts seront payés avant le début de la phase des travaux ?</li> </ul>						
Propositions						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire un marché un peu loin de la route pour permettre aux femmes de faire leurs courses en toute tranquillité.</li> <li>- indemniser et réinstaller les femmes dont les commerces sont impactés avant le début de la phase des travaux.</li> </ul>						
Avis sur le projet						
C'est un très bon projet qui va nous permettre de booster nos activités commerciales.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PETIGOA2</td> <td>27/05/2025</td> <td>X</td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	PETIGOA2	27/05/2025	X
Lieu	Date	Signature				
PETIGOA2	27/05/2025	X				



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
DAOUDA SIBIRÉ	Président des jeunes	Planteur	Tel. : 07 49 31 75 76 Cel. : 05 06 92 06 84 E-mail : .....
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'un foyer des jeunes</li> <li>- Nous avons besoin d'un terrain de foot moderne</li> <li>- Manque d'un château d'eau.</li> </ul>						
Propositions						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire le foyer des jeunes</li> <li>- Intégrer les jeunes pour les travaux du bitumage.</li> </ul>						
Avis sur le projet						
le projet est le bienvenue.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>KONEDOUGOU</td> <td>24 / 05 / 2025</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	KONEDOUGOU	24 / 05 / 2025	
Lieu	Date	Signature				
KONEDOUGOU	24 / 05 / 2025					





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
WAYOUROU ALPHONSE	village	chef du village	Tel. : ..... Cel. : 07 47 05 73 37 E-mail : .....
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées		
<p>Nos préoccupations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nettoyage des rues du village</li> <li>- manque de poteaux électrique du village.</li> <li>- chateau d'eau dans le village.</li> <li>- Que le cimetière ne soit pas déplacé dans le cas où on le place</li> </ul>		
Propositions		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre les jeunes du village pour travailler avec eux dans le projet.</li> </ul>		
Avis sur le projet		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Projet nous tient beaucoup à cœur parce qu'il va pousser au développement du village.</li> </ul>		
Lieu	Date	Signature
Niapoyo s/p soubré	Mardi 28/05/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Flé ZOMAUDRE	Association des femmes	Présidente des femmes	Tel. : 07 09 43 86 83 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative <input checked="" type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées						
- Manque d'eau dans notre localité, - les femmes seront-elles sollicitées pour ce projet? - Quel sera l'apport des femmes dans ce projet?						
Propositions						
- Inclure les femmes dans la réalisation du projet, - Besoin de <del>décal</del> bourse pour mener à bien l'activité afin de faire à manger durant le projet,						
Avis sur le projet						
Très bon projet, et heureuses de cette infrastructure routière qui va augmenter certaines activités.						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>NIAPOYO</td> <td>28/05/2025</td> <td>X</td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	NIAPOYO	28/05/2025	X
Lieu	Date	Signature				
NIAPOYO	28/05/2025	X				





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Diokri Dogbo Traoré	Jeunesse	prdt de la jeunesse de Niapoyo	Tel. : 0709603793 Cel. : E-mail :
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées						
<p>Le cimetière de mon village est en danger avec le passage de la route donc j'aimerais qu'on pose le poteau électrique un peu devant pour qu'on devine notre cimetière</p> <p>Le terrain de football est en danger avec le passage de la route. Le problème de dédommagement des impôts (la jeunesse n'est-elle impliquée pour les travaux du projet?)</p>						
Propositions						
<p>delever nos tombes en posant le poteau électrique pour faire passer la route</p> <p>Aider la jeunesse à avoir un nouveau terrain</p> <p>Créer des Doulas sur la route à cause des enfants</p> <p>pour finir nous avons une main d'œuvre sur la place la jeunesse de Niapoyo qui veut travailler avec vous.</p>						
Avis sur le projet						
<p>Le bitumage de la route est bien venu afin de booster le développement de notre village. Tous remerciements à l'endroit des autorités et l'ensemble des acteurs du projet.</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Lieu</th> <th>Date</th> <th>Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>NIAPOMO</td> <td>28/5/2025</td> <td>[Signature]</td> </tr> </tbody> </table>	Lieu	Date	Signature	NIAPOMO	28/5/2025	[Signature]
Lieu	Date	Signature				
NIAPOMO	28/5/2025	[Signature]				



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
HINO Djoro Panplu	DRMG Soubré	chef de service mine et Carrière	Tel. : ..... Cel. : 076 720 8265 E-mail : hino@panplu.com
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées

La structure chargé de conduire le Projet de Bitumage de l'axe Yabayo - Buyo aura t'il des carrières de Terre de Remplage ; de sable et de graviers ?

Propositions

Prendre attache avec l'Administration Minière (DRMG) pour tout extractions de Matériaux de Carrières.

Avis sur le projet

Ce projet est la bienvenue pour la population de grand Zattri et le Département de Buyo ainsi que pour les fonctionnaires de l'état de ces localités.

Lieu	Date	Signature
Soubré	28/05/2025	[Signature]





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
VEHL LOUA EMILE	Direction Régionale Construction, Logt Urbanisme Soubre	Directeur Régional	Tel. : ..... Cel. : 0748911153 E-mail : emillelovauchi@gmail.com
<input type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées

- Précipitation dans la conduite des étapes
- Identification des bâtiments impactés
- Fixer toutes constructions dans l'emprise de la voie.

Propositions

- Associer toutes les couches sociales de la population
- Associer toutes les administrations préfectorales et administrations
- Identifier les bâtis avec la direction régionale de la construction, du logement et de l'urbanisme de Soubre.

Avis sur le projet

Favorable

Lieu	Date	Signature
Soubre	28/05/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
Goulibaly Zana Ydyd	Sous-préfecture de Soubré	Sous-prefet	Tel. : ..... Cel. : 075941288 E-mail : .....
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			

Préoccupations soulevées		
- Qualité de la route		
Propositions		
- Faire un revêtement de qualité et durable.		
Avis sur le projet		
- Projet très apprécié par tous.		
Lieu	Date	Signature
Soubré	28/05/2025	



FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO - CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES			
NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
KROU Loukou Paul	Direction Depart Equip. et Ent. Routier	Directeur Departemental	Tel. : ..... Cel. : 0709097017 E-mail : loukou.paul.krou@gmail.com
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative <input type="checkbox"/> Autorité coutumière <input type="checkbox"/> AGEROUTE <input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG			
<b>Préoccupations soulevées</b>			
<p>- Impliquer les DR et DD dans la réalisation du Projet</p>			
<b>Propositions</b>			
<p>- le représentant du MEER, qui est le MEER doit être membre du Comité de gestion des conflits.</p>			
<b>Avis sur le projet</b>			
<p>Avis favorable</p>			
<b>Lieu</b>	<b>Date</b>	<b>Signature</b>	
Soubré	28/05/2025		

Fiche de consultation des parties intéressées





FICHE DE RECCUEIL DES AVIS DES PARTIES INTERESSEES



ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DU PROJET DE BITUMAGE DE L'AXE ROUTIER YABAYO - BUYO – CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES

NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS
KOUATRE K. JEROME	M. NENDE	DR	Tel. : 070 860 0748 Cel. : E-mail : jean.kouatre@gmail.com
<input checked="" type="checkbox"/> Autorité Administrative	<input type="checkbox"/> Autorité coutumière	<input type="checkbox"/> AGEROUTE	<input type="checkbox"/> PAPs <input type="checkbox"/> ONG

Préoccupations soulevées

La gestion de la qualité de l'air pendant les travaux

Propositions

Associer davantage la DR Environnement au projet.

Avis sur le projet

Favorable

Lieu	Date	Signature
Soubré	le 28/05/2025	

## **Annexe 5 : Termes de Références de l'étude**